ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 15 – 30 septembre 2025

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 8 – 12 janvier 2025

Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE EDITIONS

Directeur de publication : Michel Lanson
ISSN : 3038-9798
Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille
Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris
Images : Collections particulières

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Le nouveau pays du mensonge déconcertant 5

Didier Epzstajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

ADRESSE N° 15/160

Ce régime ne peut pas évoluer 7

Ilya Budraitskis

ADRESSE N° 15/161

Le régime de Poutine se débat dans ses propres contradictions 15

ADRESSE N° 15/162

Poutine et le nationalisme grand-russe 23

Denis Paillard

ADRESSE N° 15/163

Décoloniser la Fédération de Russie 28

Appel

ADRESSE N° 15/164

L'impérialisme russe et ses monopoles 30

Michael Pröbsting

ADRESSE N° 15/165

Sur la nature du régime russe et ses perspectives 37

Volodymyr Ischenko et Ilya Matveev

ADRESSE N° 13/166

La guerre de Poutine contre l'Ukraine n'est pas une question de sécurité mais d'intérêts impérialistes 40

Ilya Matseev

ADRESSE N° 15/167

Pour Poutine, ce qui compte vraiment ce n'est pas l'Ukraine mais le contrôle sur la Russie 46

Hanna Pekhoda

ADRESSE N° 15/168
Les « gens ordinaires » et le fascisme 49
Olga Reznikova

ADRESSE N° 15/169
Vers le fascisme 56
Zakhar Popovitch

ADRESSE N° 15/170
Le poutinisme, c'est le fascisme. Pourquoi est-il nécessaire de le dire aujourd'hui ? 65
Ilya Budraitskis

ADRESSE N° 15/171
La vie sous l'empire russe 75
Adélaïde Burgundets

ADRESSE N° 15/172
Trois utilisations du concept de fascisme pour comprendre la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine 83
Andreas Umland

ADRESSE N° 15/173
Poutine et la paix impossible 96
Giovanni Savino

ADRESSE N° 15/174
Mensonge, fraude et sacrilège 100
Yorgos Mitralias

ADRESSE N° 15/175
Féminisme et résistance à la guerre 102
Liliya Vejevatova

adresses à visiter 112

Le nouveau pays du mensonge déconcertant

Didier Epzstajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

Les articles réunis dans ce numéro témoignent que ce qui se cache derrière cette « fédération » est en réalité une nouvelle prison des peuples. Même si les gardiens de cette prison déploient beaucoup d'énergie pour se faire passer pour les champions anti-impérialistes du tiers-monde, ils ne sont que les gardes-chiourmes d'un régime d'oppression et d'exploitation qui, à défaut d'être nouveau, à des caractéristiques propres.

Ce numéro d'*Adresses* présente une particularité : la plupart des articles ont été rédigés par des auteur·es qui combattent ou ont combattu au sein même du ventre de cette bête-là.

Quels mensonges se cachent derrière le mot *Russie* ? Le mot « Russie » recouvre la plus grande fédération du monde avec quatre-vingt-cinq structures de six types différents (républiques, oblasts, kraïs…), plus de cent peuples et ethnies différents et, bien sûr, une longue histoire de domination de type colonial et impérial.

« DÉCOLONISER LA FÉDÉRATION DE RUSSIE », P. 28.

La Fédération de Russie prend dans son histoire l'aspect d'un empire, comme le montre Adélaïde Burgundets.

« LA VIE SOUS L'EMPIRE RUSSE », P. 75

Yorgos Mitralias nous donne un exemple caractéristique de l'utilisation mensongère, volontaire ou non, du mot « russe » pour désigner les différentes personnes ou communautés vivant dans la Fédération de Russie :

« MENSONGE, FRAUDE ET SACRILÈGE », P. 100

Derrière le mot russe, opèrent les « Grand-Russes » et leurs systèmes de domination : Denis Paillard analyse le nationalisme grand-russe et sa traduction poutinienne :

« POUTINE ET LE NATIONALISME GRAND-RUSSE », P. 23

Dans le précédent numéro, le n° 14, nous avions publié un texte de Kirill Medvedev : *Protestations en temps de guerre à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie*, dont l'auteur concluait :

> Des citoyens engagés de différentes régions de Russie réapprennent à faire de la politique dans de nouvelles conditions. Ils sont contraints de forger de nouveaux liens au-delà des barrières érigées par les autorités et de recoder les rituels soutenus par l'État. Est-il possible de créer un espace politique dans lequel la lutte pour la terre contre les fonctionnaires fédéraux et les entreprises devient un front commun, et où les traditions patriarcales dépassées cessent d'être un moyen de terroriser, de diviser et de paralyser la société ? C'est peut-être possible, mais cela exigera non seulement que les militants locaux fassent preuve de courage et d'ingéniosité, mais aussi qu'ils bénéficient d'une attention, d'un soutien et d'une solidarité non dogmatiques, au-delà de toutes les frontières.

Ce numéro 15 a aussi été conçu comme un *soutien* aux résistances des peuples et une *solidarité* avec les oppositions, notamment celles des femmes, comme le montre Liliya Vejevatova.

« FÉMINISME ET RÉSISTANCE À LA GUERRE », P. 102

Faut-il encore répéter à une certaine gauche « pavlovienne » que la Fédération de Russie n'est plus l'URSS (qui n'avait elle-même que peu de rapports avec le socialisme) et que ses soutiens aux dictatures n'ont rien à voir avec l'internationalisme ?

Les crimes de guerre commis par les armées à Marioupol, Grozny, Alep… relèvent de la Cour pénale internationale et de la Cour de Justice internationale. De plus,

l'enlèvement de dizaine de milliers d'enfants ukrainien·nes à des fins de «russification» entre dans la catégorie des génocides.

Les textes publiés ici abordent donc les résistances et les actions de solidarité. Pour cela, ils analysent la nature et les contradictions internes du régime poutinien. Ilya Budraitskis, Ilya Matveev, Volodymyr Ischenko et Hanna Perekhoda nous en donnent des éclairages circonstanciés :

«CE RÉGIME NE PEUT PAS ÉVOLUER», P. 7

«LE RÉGIME DE POUTINE SE DÉBAT DANS SES PROPRES CONTRADICTIONS», P. 15

«SUR LA NATURE DU RÉGIME RUSSE ET SES PERSPECTIVES», P. 37

«POUR POUTINE, CE QUI COMPTE VRAIMENT CE N'EST PAS L'UKRAINE MAIS LE CONTRÔLE SUR LA RUSSIE», P. 46

Dans ces débats, le mot et les réalités du «fascisme» sont forcément interrogés. C'est ce à quoi s'emploient Olga Reznikova, Zakhar Popovitch, Ilya Budraitskis et Andreas Umland :

«LES «GENS ORDINAIRES» ET LE FASCISME», P. 49

«VERS LE FASCISME», P. 56

«LE POUTINISME, C'EST LE FASCISME. POURQUOI EST-IL NÉCESSAIRE DE LE DIRE AUJOURD'HUI ?», P. 65

«TROIS UTILISATIONS DU CONCEPT DE FASCISME POUR COMPRENDRE LA GUERRE MENÉE PAR LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE», P. 83

Enfin, les problèmes soulevés par l'insertion de la Fédération de Russie dans la multipolarité impérialiste, la place de l'extractivisme des appareils militaires, des politiques extérieures – en particulier en Afrique – et par la guerre menée contre l'Ukraine sont examinés par Giovanni Savino, Michael Pröbsting et Ilya Matseev :

«POUTINE ET LA PAIX IMPOSSIBLE», P. 96

«TROIS UTILISATIONS DU CONCEPT DE FASCISME POUR COMPRENDRE LA GUERRE MENÉE PAR LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE», P. 83

«LA GUERRE DE POUTINE CONTRE L'UKRAINE N'EST PAS UNE QUESTION DE SÉCURITÉ MAIS D'INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES», P. 40

Enfin, pour comprendre que la Fédération de Russie n'est pas la Russie, il n'est pas inutile de revenir sur des événements historiques, tus ou déformés, dans nos esprits «russifiés» par une longue nuit de propagande.

C'est ce à quoi nous invite, entre autres, Zbigniew Marcin Kowalewski avec son livre *Révolutions ukrainiennes (1917-1919 & 2014)* qui vient de paraître aux Éditions Syllepse et La Brèche. Un détour vers les travaux de Moshe Lewin[1], entre autres *Russie/URSS/Russie (1917-1991)* (Syllepse/M. Éditeur/Page 2) peut également être utile.

Enfin, il est nécessaire de souligner l'importance de la revue *Posle* («Après» en russe). Bilingue, en russe et en anglais. Soutenir *Posle*, c'est soutenir les voix qui s'élèvent contre la guerre criminelle déclenchée par la Russie en Ukraine. C'est une façon d'exprimer notre solidarité avec les personnes qui luttent contre la censure, la répression politique et l'injustice sociale. Ces opposant·es ont besoin de nouveaux compagnons d'armes. Les soutenir, c'est faire le choix d'une alternative sociale et démocratique au-delà des frontières nationales.

> En tant que communauté d'auteurs partageant les mêmes idées, nous condamnons la guerre qui a déclenché une catastrophe humanitaire, causé des destructions colossales et entraîné le massacre de civils en Ukraine. Cette même guerre a provoqué une vague de répression et de censure en Russie. En tant que membres de la gauche, nous ne pouvons pas considérer cette guerre indépendamment des immenses inégalités sociales et de l'impuissance de la majorité des travailleurs. Bien sûr, nous ne pouvons pas non plus ignorer l'idéologie impérialiste qui s'efforce de maintenir le statu quo et se nourrit du discours militariste, de la xénophobie et du sectarisme.
>
> https://www.posle.media

1. Moshe Lewin est né à Wilno en Lituanie en 1921. Réfugié en URSS pendant la Deuxième Guerre mondiale, il combat dans l'Armée Rouge où il s'est engagé. Après la guerre, il vit et milite en Pologne, en France, puis en Israël, qu'il quitte en désaccord complet avec la politique du nouvel État. Installé en France, il est successivement directeur d'études à l'École pratique des Hautes études, Senior Fellow à l'Université Columbia (New York) et professeur à l'Université de Birmingham (Grande-Bretagne), il termine sa carrière comme professeur à l'Université de Pennsylvanie. Il est un des plus grands spécialistes de l'Union soviétique. Il a notamment publié *La formation du système soviétique* (Gallimard, 1987) et *Le siècle soviétique* (Fayard, 2003).

Adresse n° 15/160

Ce régime ne peut pas évoluer

Ilya Budraitskis

L'invasion de l'Ukraine a confronté la société russe aux conséquences d'une transformation de plusieurs décennies qui a commencé, entre autres, avec l'introduction par Vladimir Poutine d'un nouveau Code du travail. Adopté en décembre 2001, celui-ci a réduit les droits des syndicats, contribuant ainsi à l'atomisation sociale et à l'effondrement des politiques de solidarité. L'historien et commentateur politique Ilya Budraitskis fait partie de la scène politique russe de gauche depuis les années 1990, s'engageant dans l'activisme syndical et d'autres initiatives civiques. Meduza s'est entretenu avec lui des politiques de la gauche russe en temps de guerre, du rôle du Parti communiste de Russie (CPRF) dans l'ensemble de la gauche russe, de la survie de ce dernier dans ce que Budraitskis appelle « les conditions de la dictature », et des objectifs que ses militants peuvent aujourd'hui se fixer pour créer une Russie future décentralisée et démocratique, où l'État servira véritablement les intérêts de la majorité.

Quels sont les éléments qui composent la gauche politique russe aujourd'hui ?

Depuis le 24 février 2022, le régime est entré dans une phase de dictature ouverte, qui remet en question toute activité politique légale. En conséquence, les mouvements politiques qui existaient se sont divisés en deux grands camps : le premier soutient l'« opération militaire spéciale » et l'autre la condamne. […] Cette évolution était prévisible puisqu'elle prolongeait des tendances qui remontent à 2014. La Russie d'aujourd'hui compte deux types de gauches différentes, et il convient de préciser de quels mouvements antagonistes nous parlons.

Commençons par le bloc pro-guerre. Lorsque l'on parle de la gauche parlementaire représentée par le parti communiste (CPRF), peut-on considérer qu'il s'agit d'une véritable force de gauche ?

La gauche pro-guerre est représentée avant tout par la direction du CPRF et par ceux qui soutiennent sa position, par exemple, le Front de gauche de Sergueï Oudaltsov. Ils considèrent la guerre et le conflit avec l'Occident comme une remise en cause radicale de l'ancien modèle russe, qui poussera le pays vers ce qu'ils aiment appeler le « socialisme ».

Le principal problème de leur position (indépendamment de sa moralité et de sa praticabilité) est qu'elle n'indique pas qui doit être le sujet du changement politique vers leur « socialisme ». Il ne peut s'agir des masses, de la main-d'œuvre salariée organisée, car cette possibilité a été éradiquée. Toute vie politique publique, y compris la liberté de réunion, a été détruite. Les grèves ont cessé d'être un phénomène. La société russe est dans un état de dépression et d'humiliation maximales. La Russie de Poutine ne laisse aucune place à un quelconque progrès vers la justice sociale.

Du point de vue de la gauche pro-guerre, le sujet du tournant « socialiste » est l'élite dirigeante d'aujourd'hui. Sa stratégie consiste donc à persuader l'élite de s'engager sur la voie des réformes socio-économiques. Le motif de ces changements (nous parlons, par exemple de la nationalisation des grandes entreprises industrielles ou d'une redistribution plus « équitable » des ressources) est le besoin objectif d'un pays confronté à un conflit extérieur aigu. D'où une orientation vers un socialisme militarisé, y compris avec une planification verticale qui réponde aux besoins de l'économie de guerre.

Poutine est donc devenu le seul destinataire de la propagande du CPRF. C'est lui que ce parti veut persuader de mettre en œuvre les réformes qu'il promeut. Ainsi, en juillet 2022, lors de la réunion du président avec les groupes parlementaires, le président du CPRF, Guennadi Ziouganov, a déclaré que son parti soutenait pleinement la politique de Poutine, mais qu'il souhaitait une évolution vers le socialisme. Poutine a répondu, de manière quelque peu facétieuse, que c'était une idée intéressante, mais qu'il serait bon de commencer par estimer ce à quoi ressemblerait le socialisme dans la pratique.

On peut raisonnablement douter que le CPRF et ses alliés puissent être considérés comme une véritable force politique de gauche, puisque la position socialiste repose sur l'idée que les masses privées de leurs droits doivent reprendre le pouvoir politique et économique par le biais d'une auto-organisation à la base. […] L'idée du socialisme de Ziouganov n'exige aucune participation des masses ; selon lui, l'activité de la base est en fait indésirable, car le comportement des gens de tous les jours est imprévisible et peut donc être exploité par les ennemis de la Russie, qui pourraient les séduire avec leurs fausses valeurs. Il est beaucoup plus sûr de mener des réformes en tenant compte des intérêts de l'État.

Le CPRF a-t-il un réel pouvoir politique ? Même s'il a abandonné les idées de base de la politique de gauche, ce parti a-t-il une influence réelle sur les réformes du pays ?

Le CPRF vient de fêter en grande pompe son trentième anniversaire. Le parti coexiste pratiquement avec le système politique post-soviétique lui-même. Il convient de noter que sa place dans ce système est assez ambiguë. En tant que parti de la « démocratie dirigée », il n'a jamais prétendu à un pouvoir politique réel, coordonnant tous ses pas avec le Kremlin, et suivant dernièrement ses directives explicites.

Ce parti n'a jamais essayé de faire descendre qui que ce soit dans la rue. Il ne s'intéresse pas à ce qui se passe en dehors du Parlement, mais plutôt à la redistribution des sièges à la Douma d'État et à la gouvernance régionale. En d'autres termes, ce parti n'a pas de grandes ambitions politiques. Il se contente de se maintenir et de maintenir l'appareil, en offrant un plan de carrière aux politiciens. […]

La place qu'occupe le CPRF dans le système politique russe est le résultat de sa fonction, qui consiste à absorber les électeurs dissidents à l'esprit protestataire pendant les élections. Les gens qui votent pour le CPRF ne le font pas parce qu'ils veulent que le petit-fils de Ziouganov fasse carrière

ou parce qu'ils veulent que leur parti soutienne toutes les nouvelles entreprises de Poutine. Ils votent pour le CPRF parce qu'ils sont mécontents de la vie russe sous différents aspects, l'aspect social étant le plus important. Ils sont mécontents des inégalités et de la pauvreté.

Depuis trente ans, le CPRF n'a cessé de trahir les intérêts de ceux qui ont voté pour lui. À chaque étape de l'histoire politique contemporaine de la Russie, nous constatons le fossé entre les électeurs et ceux qui les représentent au gouvernement. Prenons l'exemple de 2011, lorsque, à la suite des élections à la Douma d'État truquées en faveur de Russie unie, le mouvement Fair Vote a vu le jour, parallèlement au mouvement de protestation Bolotnaïa. […] Les manifestations en faveur du vote équitable étaient en grande partie l'expression de l'indignation de ceux qui avaient voté pour le CPRF. Mais le parti ne s'est pas joint aux manifestations ; il a plutôt participé à la persécution des manifestants.

Un autre exemple est l'élection de la Douma d'État de septembre 2021. Grâce en grande partie à la stratégie du « vote intelligent » défendue par l'équipe Navalny, la plupart des électeurs de l'opposition ont donné leur voix aux candidats du CPRF. Une grande partie d'entre eux ont remporté leurs circonscriptions, mais n'ont pas pu obtenir de siège au Parlement en raison des falsifications massives, y compris la manipulation des votes en ligne. La position de la direction du CPRF a été la suivante : bien sûr, il y a eu des violations, mais pas au point de remettre en question les résultats des élections ou de s'opposer au régime.

L'ambivalence du CPRF, un parti de l'establishment qui a attiré des électeurs enclins à protester, s'est également reflétée dans sa composition. Il a attiré des personnes désireuses de s'engager sérieusement dans une politique d'opposition de gauche sans se plier au Kremlin, de défendre les intérêts de leurs électeurs et de développer des mouvements de base. Tout au long de son existence, le CPRF a rassemblé ces deux groupes antagonistes aux motivations totalement différentes. Sa direction, cependant, a toujours été composée de collaborateurs du Kremlin, satisfaits de faire partie de l'establishment. Dans le même temps, les sections locales ont souvent attiré des gens ayant des attentes complètement différentes. […]

Lorsque la guerre a éclaté, seuls quelques députés de la Douma d'État ont pris position contre la guerre, mais tous ceux qui se sont exprimés étaient membres du FCRP. […]

Parlons de l'autre camp de gauche, qui n'a pas soutenu l'invasion ? Parmi les organisations de gauche qui ont condamné l'invasion, il y a plusieurs petits groupes qui fonctionnent essentiellement comme des médias de masse. Dans une situation où pratiquement toute activité pacifiste ou antiguerre est interdite, ces groupes sont à peine légaux. Les organisations politiques qui ont adopté une position clairement antiguerre ont été contraintes à la clandestinité et doivent désormais faire preuve d'une extrême prudence. Cette situation pose un sérieux problème stratégique à tous les groupes de gauche qui existaient en Russie avant l'invasion, qu'ils soient socialistes ou anarchistes. Il existe plusieurs stratégies de base qu'ils peuvent utiliser pour s'adapter aux conditions difficiles d'aujourd'hui.

La première approche est l'action directe clandestine, qui est difficile à mettre en œuvre si l'on est déjà une personnalité publique. La deuxième consiste à limiter son activité à la propagande au sein de petites communautés, comme les groupes de lecture fermés. Enfin, il y a la stratégie de défense des travailleurs, qui reste légale pour l'instant. Par exemple, le syndicat des coursiers, celui des travailleurs de la santé (Deïstvie) et d'un certain nombre d'autres syndicats plus petits auxquels participent des activistes antiguerre.

Comment les syndicats russes sont-ils devenus une force politique et la situation évolue-t-elle aujourd'hui ?

Commençons par le fait que la Russie compte à la fois des syndicats officiels et des syndicats indépendants. Les syndicats officiels reçoivent très peu d'attention de la part des médias et la plupart de leurs membres supposés ne soupçonnent même pas leur existence. Pourtant, il s'agit d'une bureaucratie massive. La Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) a fonctionné pendant des décennies comme une extension

du gouvernement dans le domaine des relations de travail et comme un outil de contrôle des patrons sur les travailleurs. Il est clair que cela n'a rien à voir avec les vrais syndicats. Si nous cherchons des parallèles historiques, divers régimes fascistes avaient leurs propres syndicats et associations d'État, tant pour les employeurs que pour les travailleurs.

En ce qui concerne les syndicats indépendants, les quelques voies restantes d'une activité publique encore légale (comme la défense des droits syndicaux, liée à la propagande de l'auto-éducation) sont devenues exceptionnellement risquées. Par exemple, Kirill Oukraintsev, le dirigeant du syndicat des coursiers, a été arrêté et emprisonné au printemps dernier et n'a été libéré que très récemment.

Nous devons comprendre que, malgré leurs réalisations locales, ces organisations ne peuvent être considérées comme des syndicats à part entière, puisqu'un véritable syndicat est capable de négocier des conventions collectives avec les principaux employeurs du secteur. Or, dans la Russie d'aujourd'hui, cela est pratiquement impossible, et pas seulement en raison de la pression répressive gouvernementale et patronale. […]

Il est donc pratiquement impossible de mener une grève efficace dans la Russie d'aujourd'hui. Le champ d'action légal des syndicats est pratiquement nul. Des associations comme Courier, Deïstvie ou l'Alliance des enseignants sont d'excellentes et très importantes initiatives, mais elles opèrent dans des conditions quasi clandestines. Elles ressemblent davantage à des organisations de défense des droits qu'à des syndicats à proprement parler. À titre de comparaison, il suffit de jeter un coup d'œil aux manifestations contre la réforme des pensions en France pour voir la différence.

Qu'en est-il des anarchistes ? Ils ont longtemps fait l'objet de la répression ; les mouvements anarchistes se développent-ils en réponse à l'invasion ? Est-ce que ce sont des anarchistes qui organisent le sabotage des chemins de fer et qui mettent le feu aux bureaux de recrutement ?

Nous disposons d'assez peu d'informations sur les véritables auteurs de ces initiatives. Je n'ai pas de données sur la croissance ou la décroissance des mouvements anarchistes, car ils opèrent sous une pression énorme, dans une clandestinité de fait. Et il est très difficile de se développer dans la clandestinité.

Le régime s'est efforcé de réduire l'influence considérable des anarchistes sur la jeune génération. Il y a une dizaine d'années, une importante culture antifasciste qui s'appuyait de manière significative sur certaines idées anarchistes s'est développée en Russie. Son influence était très palpable. Le régime a déployé beaucoup d'efforts pour écraser cette scène antifasciste. C'est ce qui a motivé les poursuites contre The Web, ainsi que de nombreuses autres affaires pénales à motivation politique. Le régime a réussi à liquider un mouvement plus ou moins de masse, simplement en éliminant ses principaux activistes.

Bien sûr, une partie de ces éléments antifascistes ont survécu, se transformant en groupes de partisans. La question ici n'est pas tant le présent que l'avenir. Dans quelle mesure ce que ces groupes font aujourd'hui sera-t-il significatif à l'avenir ? Des actions isolées, aussi héroïques soient-elles, ne peuvent pas briser la dynamique de la situation actuelle. Mais je pense que si la société russe a besoin d'un mouvement antiguerre de masse, toutes les formes disponibles, y compris celles qui existent déjà, seront les bienvenues.

Est-il donc vrai qu'aucun mouvement de gauche ne pourra croître de manière significative en 2023 ? N'est-ce pas plutôt le moment idéal pour viser la croissance ?

Je pense que les conditions dictatoriales ne laissent aucune place aux droits politiques et civiques. Elles n'autorisent aucune activité politique légale sous quelque forme que ce soit, ce qui empêche effectivement ces mouvements de gagner de nouveaux adhérents ou de diffuser activement leur message dans la société.

La question est de savoir si la société russe peut manifester un changement suffisamment important pour engendrer un nouveau type de politique, et aussi ce que la gauche elle-même a à offrir en termes de développement post-Poutine. C'est la principale tâche à laquelle la gauche est confrontée en ce moment, ainsi que tout groupe

d'opposition en Russie, et cela signifie que ce qu'ils font maintenant est calculé en grande partie pour le long terme, par opposition à l'effet immédiat.

Comment la gauche russe comprend-elle la décolonisation et à quoi devrait-elle ressembler en Russie ?

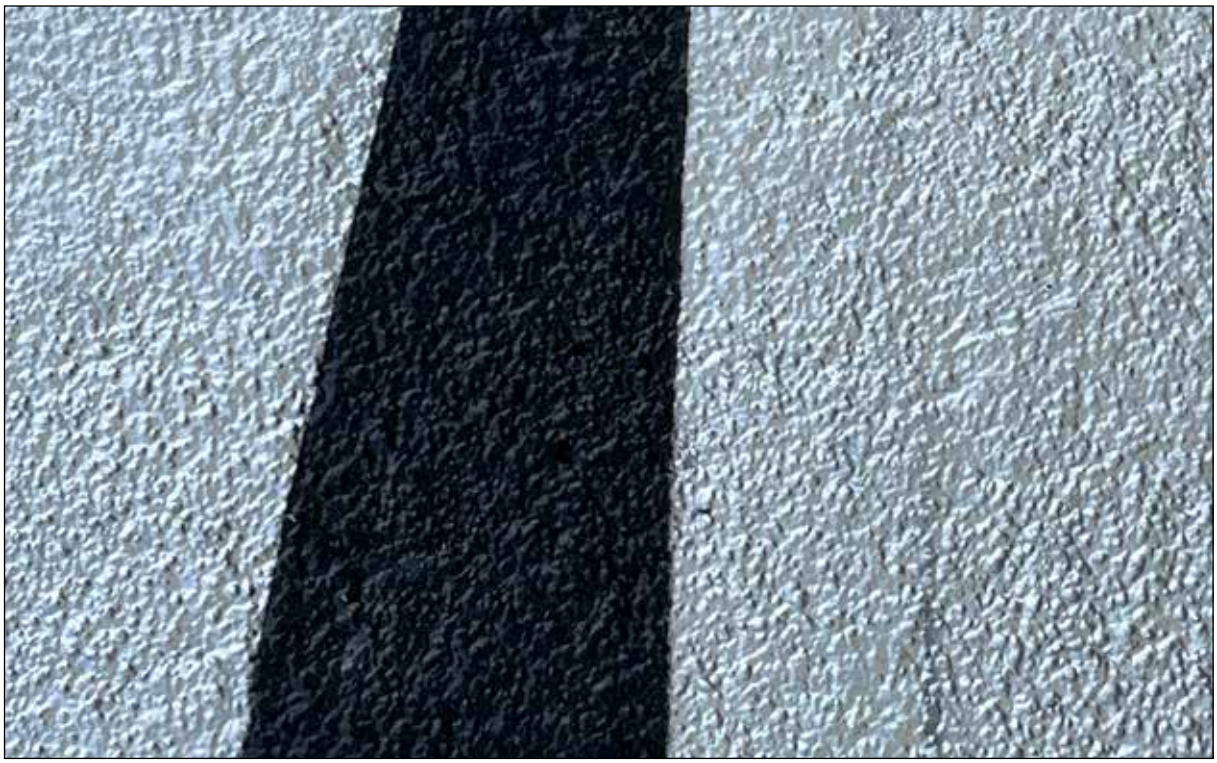
C'est une question compliquée, car il y a, d'une part, le terme « décolonisation » tel qu'il se présente dans le contexte des études post-coloniales et, d'autre part, des questions pratiques sur l'avenir politique de la Russie après l'impasse dans laquelle elle s'est engagée. Et ces deux choses n'ont aucun rapport entre elles. Il est donc peut-être préférable de se concentrer sur l'ordre politique actuel de la Russie qui est enraciné dans son passé impérial.

Tout d'abord, il faut comprendre que la guerre est fondée sur le révisionnisme historique et sur l'idée qu'aucune existence réelle n'est possible pour la Russie à l'intérieur de ses frontières actuelles. Pour le régime, les frontières de la Russie doivent être constamment repoussées, afin de « récupérer » les terres prétendument « historiquement russes ». Malheureusement, cette ligne de pensée s'accompagne d'une certaine tradition : elle n'a pas été inventée par Poutine, mais est au contraire conditionnée par l'héritage impérial prérévolutionnaire, ainsi que par l'expérience soviétique de l'ère stalinienne et post-stalinienne.

Cette tradition est désormais ancrée dans la conscience d'une grande partie de la population et c'est ce qui rend la propagande si efficace. Pour que la Russie de l'après-Poutine vive en paix avec ses voisins, y compris avec les États post-soviétiques et l'Europe de l'Est, il faut revoir radicalement la mentalité impériale. Nous devons travailler non seulement sur notre présent, mais aussi sur notre passé et sur la façon dont notre peuple perçoit l'histoire de la Russie et ses relations avec les pays environnants.

Le deuxième point concerne le statut officiel de la Russie en tant que « fédération », alors qu'il s'agit en réalité d'un État hypercentralisé où toutes les ressources sont accaparées par Moscou et redistribuées aux régions en fonction de leur degré de loyauté politique à l'égard du régime. C'est ce qui détermine les politiques de la Russie à l'égard de ses minorités indigènes, puisque l'existence même d'identités non russes à l'intérieur du pays est considérée par le Kremlin comme une menace. D'où la suppression des langues indigènes et des derniers vestiges d'autonomie dans les régions où vivent d'importantes populations non-russes.

Ces politiques ont été mises en place tout au long des deux décennies de pouvoir de



Poutine et sont directement liées à la nature centrée sur Moscou de ce régime et à l'absence d'une véritable démocratie. En ce sens, nous avons besoin d'une révision sérieuse de la place de Moscou dans la gouvernance russe.

Cela entraînerait-il nécessairement la désintégration de la Russie en tant qu'entité politique unique ?

Telle qu'elle existe aujourd'hui, la Russie freine le développement de ses régions par son pouvoir coercitif et son argent. Elle n'a plus de programme positif à offrir à ces régions. C'est pourquoi, lorsque le pouvoir du régime commencera à faiblir et que l'argent commencera à se tarir (et cela se produira dans un avenir prévisible), nous assisterons à l'éruption de forces centrifuges dans le pays.

Les résultats ne seront pas tout à fait confortables pour ceux qui vivent dans les régions. Si nous voulons préserver un espace politique commun – non pas dans le sens où il est lié à un pouvoir politique unique, mais dans le sens d'un environnement qui permet une sorte d'échange humain interculturel –, nous devons réfléchir aux valeurs, aux idées et aux principes que la Russie en tant que telle peut offrir aux régions. Les idées de tolérance, d'égalité, de politiques sociales bien développées et le droit des régions à gérer leurs propres ressources contribueraient à préserver cet espace sous la forme d'une fédération ou d'un commonwealth.

Si nous continuons à nier que la centralisation est un problème, si nous continuons à essayer de forcer les régions ethniques à se conformer à une norme unique de Procuste, en considérant tout signe de diversité comme une menace pour l'État et son intégrité, cela conduira à la désintégration. Si la Russie continue sur sa lancée actuelle, il est possible qu'elle aboutisse à un scénario de désintégration très dur. Mais il est également possible de changer de cap et d'éviter la désintégration.

Quelle est l'attitude générale des Russes à l'égard des politiques de gauche ? Dans quelle mesure ces mouvements ont-ils jeté les bases de leur avenir ?

Les politiciens de gauche ont connu un certain succès dans la Russie post-soviétique. Il y a, par exemple, les victoires électorales de Mikhaïl Lobanov et d'autres, ainsi que toute une série de conseillers municipaux charismatiques comme Sergueï Tsoukasov, qui a été à un moment donné à la tête du district municipal d'Ostankino à Moscou. Ou encore le rôle de la gauche dans les mouvements sociaux de masse, comme les manifestations environnementales de Shies dans la région d'Arkhangelsk. Il y a aussi le travail des syndicats indépendants et leur rôle dans les victoires locales, comme le travail efficace de la Confédération du travail pour rendre leur emploi aux dizaines d'employés du métro de Moscou, licenciés illégalement en 2021.

Au cours de la dernière décennie, la Russie a présenté une double dynamique. D'une part, nous avons constaté un engagement politique croissant chez les jeunes, une augmentation des mouvements populaires et des protestations politiques, ainsi qu'une participation active aux campagnes électorales et aux élections. D'autre part, nous avons également assisté au développement de l'appareil répressif de l'État et à la pression croissante qu'il exerce sur cette société en éveil. Tout ce que ce régime a fait en réponse à la révolution de Maïdan en Ukraine, et jusqu'au déclenchement de l'invasion, poursuivait non seulement des objectifs de politique étrangère, mais aussi des objectifs intérieurs. L'objectif principal du régime était de supprimer complètement la société, en atomisant la population et en instillant une atmosphère de panique et de terreur face à toute activité politique.

Tout ce qui s'est passé au cours de la dernière décennie dans la politique de gauche en Russie s'inscrivait dans cette double tendance. La situation à laquelle nous sommes parvenus, le 24 février 2022, peut être considérée comme un triomphe de l'État sur la société. Et comme la gauche se range toujours du côté de la société, par opposition à l'État, ce triomphe est aussi une défaite pour le mouvement de gauche.

Je ne suis pas sociologue et je ne peux pas présenter de chiffres précis, mais sur la base de ma propre expérience, qui inclut l'activisme, je peux dire que la majorité des Russes considèrent les inégalités sociales et l'iniquité comme la question politique clé. Une majorité absolue de personnes serait d'accord avec vous si vous parliez de redistribution

des ressources et des richesses. Ils seraient également d'accord pour dire que la Russie doit devenir un véritable État-providence travaillant dans l'intérêt de la majorité. C'est pourquoi le programme de la gauche est si important.

Les succès d'Alexeï Navalny, trois fois hors-la-loi, ont beaucoup à voir avec l'inclusion de certains éléments d'un programme de gauche dans sa propre rhétorique anticorruption. Chacun se rend compte que les vidéos de Navalny ne concernent pas seulement les fonctionnaires corrompus. Elles montrent comment une minorité négligeable s'est emparée de toutes les richesses d'un pays par ailleurs démuni. […]

Un autre aspect important de la tradition de gauche est son orientation vers la démocratie, et pas seulement la démocratie formelle. Pour la gauche politique, la démocratie n'est pas seulement une question de fonctionnement des institutions électorales. Il s'agit de savoir comment les gens ordinaires peuvent prendre part aux décisions qui affectent leur propre vie. Le socialisme, tel qu'il a été conçu par ses fondateurs, il y a environ 150 ans, était une vision cohérente de la démocratie poussée jusqu'à ses limites logiques. Il s'agissait d'une idée de la démocratie en tant que règle de la majorité non seulement en politique, mais aussi en économie. C'est pourquoi les revendications démocratiques qui ont été si importantes pour la société russe au cours des dernières décennies – des élections justes, la liberté de réunion, des syndicats libres et le droit de grève – sont consubstantielles à la gauche politique.

Je pense que si la Russie avait préservé une certaine possibilité de vie politique publique authentique, avec la création d'un parti libéral de gauche légal pouvant participer aux élections, nous aurions déjà assisté à une montée de la politique de gauche dans ce pays. Toutes les conditions ont été réunies au cours de la dernière décennie, et l'effervescence des masses a également joué en sa faveur.

Outre les répressions étatiques, d'autres facteurs ont-ils empêché les mouvements de gauche de pénétrer plus profondément dans la société ?

Malgré la demande de démocratisation et de justice sociale de la société russe, la majeure partie de celle-ci reste politiquement passive. Les gens se sont montrés peu préparés à l'action, et je ne pense pas que cela soit uniquement lié à l'obstruction de l'auto-organisation à la base ou à la peur des répressions.

Dans une société de marché pure et dure, où chacun se défend, où l'argent est synonyme de pouvoir et où chacun·e pratique une stratégie de survie personnelle, toute suggestion d'intérêts communs semble totalement absurde. Ce «bon sens» russe d'avant-guerre a fait obstacle au programme de la gauche et à toute auto-organisation de la base. Les activistes russes avaient beaucoup de mal à expliquer pourquoi les locataires devaient créer un comité pour défendre leurs droits vis-à-vis des sociétés de gestion locales. Les travailleurs et les travailleuses embauchés ont eux aussi du mal à comprendre ce qu'est une lutte collective organisée pour des droits communs.

Elles et ils se demandent plutôt si la lutte leur apportera plus d'avantages ou de problèmes. Telle était la réalité de la Russie, et elle est en grande partie responsable de l'apathie que nous avons constatée et de la vulnérabilité de la population à la propagande militariste.

La préoccupation de la gauche pour les luttes locales contre les inégalités semble l'éloigner des masses. La gauche ne propose aucune réforme systémique, économique ou autre. Ce point de vue est-il correct ?

Le fait de se concentrer sur les questions pratiques de tous les jours pose un réel problème. Il est plus facile de motiver les gens sur ce qu'ils peuvent faire ici et maintenant. C'est généralement une bonne chose. En même temps, la fixation sur le «ici et maintenant» éloigne les activistes de la conceptualisation de programmes et de propositions politiques, de l'élaboration de grands récits capables d'expliquer la réalité sociale. Or, les gens ont besoin de tels récits.

Nous pouvons constater que l'obsession des Russes pour YouTube est liée à cette demande d'une vision globale du monde : pour comprendre ce qu'ils doivent faire, les gens ont besoin qu'on relie tous les événements et toutes les choses qui se passent en

une image holistique cohérente. Souvent, ceux qui sont complètement immergés dans l'activisme ne peuvent pas fournir une telle image. Ils ne pensent pas que c'est important ou alors ils n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires. Cette situation est préjudiciable au mouvement de gauche tel qu'il existe dans la Russie d'aujourd'hui.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un problème de manque de personnes développant des programmes politiques à grande échelle. Les propositions découplées de la pratique et des mouvements de masse sont souvent abstraites. [Pour la gauche], il s'agit de savoir comment réformer le système politique pour qu'il serve la majorité. La réponse à cette question ne peut être anticipée ou obtenue par une expérience de pensée. Lénine disait que nous ne découvrirons jamais à quoi ressemble le socialisme en détail tant que les masses ne se mettront pas au travail. C'est toujours vrai. Nous ne saurons pas à quoi ressemble une société juste jusqu'à ce que cette idée atteigne des millions de personnes et que les masses décident qu'elles veulent la voir se réaliser dans la pratique.

Comment déterminer quels sont les objectifs à long terme qui devraient être prioritaires dans la politique de gauche en Russie ? Sur quoi les hommes politiques doivent-ils mettre l'accent s'ils veulent être entendus ?

Les activistes de gauche doivent tirer les conclusions de ce qui est arrivé au pays. Nous devons être très clairs sur le fait que ce régime ne peut pas évoluer. Il ne changera pas de lui-même et une transformation assez radicale est nécessaire. Cette transformation se produira si la Russie connaît une crise de direction en même temps qu'une volonté active de changement de la part de la base.

C'est pourquoi la gauche doit réfléchir à la manière dont elle entend participer à ce futur mouvement de masse. Le régime actuel a rendu impossible tout changement dans le cadre institutionnel existant. Le pays aura besoin d'une nouvelle Constitution, de nouvelles lois, de nouveaux partis politiques, et le CPRF sera, selon toute vraisemblance, jeté à la poubelle avec le reste du système politique actuel.

Il sera absolument nécessaire de réévaluer les privatisations passées, qui sont devenues le fondement du régime actuel en Russie. Une révision radicale de la politique sociale sera nécessaire […], avec une fiscalité progressive, de nouvelles politiques budgétaires pour l'éducation et les soins de santé. Au-delà, ce dont la société a besoin, ce n'est pas seulement d'une redistribution des ressources, mais d'une révision de toute la philosophie qui sous-tend la politique sociale de la Russie. Aujourd'hui, elle est régie par le principe d'efficacité : les collèges, les hôpitaux et les musées sont tous des agents du marché libre qui doivent générer des revenus et s'autofinancer. Les institutions inefficaces sont fermées, ce qui permet à l'État de ne jamais subir de pertes. Le principe selon lequel l'État doit toujours faire des bénéfices, qu'il doit recevoir plus que ce qu'il dépense en premier lieu, doit être battu en brèche. Toute la sphère du bien-être social doit être déterminée par les besoins de la société, et non par l'efficacité ou la rentabilité du marché.

En outre, il faut un programme pour l'égalité des sexes, avec une révision des lois anti-LGBT et de nouvelles lois contre la violence domestique. Il devrait y avoir un programme spécial pour transformer la Russie en une véritable fédération permettant aux gouvernements locaux de gérer les budgets régionaux. Nous devons également permettre aux minorités ethniques de développer leurs langues et leurs cultures.

Tous ces objectifs sont indéniablement liés à la décentralisation du pouvoir. La forme que cela prendra reste une question ouverte, mais je suis certain que la décentralisation est directement liée à la démocratie. Plus les gens auront de pouvoir au niveau local et moins ils en auront au niveau central, plus les institutions démocratiques de la Russie seront durables à l'avenir.

Ilya Budraitskis est historien. Il a publié *Dissidents among Dissidents : Ideology, Politics ans the Left in post-Soviet Russia*, Londres, Verso. Entretien paru dans *Meduza*, média russe d'opposition en exil. Traduit de l'anglais par les Brigades éditoriales de solidarité.

Le régime de Poutine se débat dans ses propres contradictions

Entretien avec Ilya Matveev
Propos recueillis par Rafael Khachaturia

Vous avez noté que les années 2010 ont été une période de stagnation économique pour la Russie. Qu'est-ce qui a changé après la période de croissance inégale mais relative du début des années 2000 ? Quel est l'état de l'économie russe aujourd'hui, tant au niveau national qu'international ?

Dans les années 2000, la Russie était l'une des nations à la croissance économique la plus rapide au monde. En ce sens, elle ressemblait à la Chine. Mais au cours de la décennie suivante, dans les années 2010, les choses ont changé, et la croissance moyenne était plus proche de 1 %. Comment cela s'explique-t-il ? Tout d'abord, la croissance économique des années 2000 en Russie était différente de celle de la Chine, par exemple, car il s'agissait essentiellement d'une croissance stimulée par la reprise des années 1990. Il y avait une capacité de production, en termes d'usines laissées par l'Union soviétique, qui avait pratiquement cessé de fonctionner dans les années 1990 en raison d'un effondrement économique complet. Pourtant, il y avait un grand potentiel d'utilisation de toute cette capacité de production, et c'est ce qui s'est passé dans les années 2000. Les nouveaux propriétaires et les grandes entreprises ont fait des investissements de modernisation et ont utilisé la capacité de production déjà existante.

Mais il y avait une limite à ce processus car, à un moment donné, l'économie russe a commencé à fonctionner à sa capacité maximale. En fait, tout était déjà utilisé, toutes les usines existantes fonctionnaient, mais il est devenu évident que ni les entreprises ni l'État n'investissaient suffisamment pour créer de nouvelles capacités et stimulé le moteur de croissance qui garantirait une sorte de croissance durable à long terme. C'est pourquoi nous avons connu une crise en 2009, comme presque tous les pays du monde, où l'utilisation des capacités de production a chuté ; mais ensuite, dans les années qui ont suivi, l'économie russe a de nouveau atteint son utilisation maximale des capacités existantes. Depuis lors, elle est en stagnation, avec une croissance économique de 1 à 2 % dans le meilleur des cas. Les investissements ont été insuffisants au cours de la période faste des années 2000, et les bases d'une nouvelle période de croissance économique n'ont pas été créées au cours de ces années.

Dans le même temps, si nous examinons les autres pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), nous constatons une croissance économique très stable en Chine et en Inde depuis plusieurs décennies, mais au Brésil et en Afrique du Sud, elle n'a pas été bien meilleure qu'en Russie. En ce sens, la Russie n'est pas une grande exception parmi les pays de ce groupe.

Pour en venir à la composition de classe de la société russe d'aujourd'hui, nous savons qu'il y a eu un processus de formation et de réformation des classes à partir des années 1990. Dans votre nouvel article dans le Socialist Register, vous notez un changement dans la composition de classe des manifestations anti-Poutine qui ont eu lieu en 2011-2012 et celles plus récentes, menées par Alexei Navalny. Quelles étaient ces différences, et à quoi ressemble la stratification de classe de la société russe aujourd'hui ?

Cette période de succès [économiques] des années 2000 a généré ce qui est essentiellement la nouvelle classe moyenne :

des professions libérales urbaines, des cols blancs, des employés dans le secteur privé. C'était le produit de plusieurs années de forte croissance économique, et ces cols blancs se sont concentrés dans les grandes villes, notamment Moscou et Saint-Pétersbourg. Ils sont devenus une force sociale importante, mais dans le même temps, l'État a augmenté les salaires des travailleurs du secteur public, comme les enseignants et les médecins, et ils ont formé une sorte de classe moyenne parallèle composée d'employés du secteur public.

Il s'agissait en fait de deux groupes de personnes différents car, par exemple, en termes de disposition à manifester, les travailleurs du secteur public étaient moins prêts à descendre dans la rue que les professionnels du secteur privé et les cols blancs. Ce que nous avons remarqué en analysant les entretiens avec les participants à ces rassemblements sur la place Bolotnaya en 2011-2012, c'est que certaines personnes s'identifiaient à l'intelligentsia – un groupe social qui s'est cristallisé à l'époque soviétique. Mais d'autres personnes s'identifiaient davantage à la classe moyenne, se disant entrepreneurs, hommes d'affaires, etc. Dans le même temps, ces deux groupes de personnes ont eu tendance à converger : les nouvelles classes moyennes voulaient participer aux manifestations menées par l'intelligentsia éduquée et cultivée, tandis que l'intelligentsia était attirée par les manifestations de personnes ayant réussi matériellement, qui souhaitaient désormais également la liberté politique.

Ce que nous avons conclu en remarquant cela, c'est que les manifestations de Bolotnaya [le 6 mai 2012, à la veille du retour, pour un troisième mandat, de Vladimir Poutine, une manifestation d'opposants avait rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes, place Bolotnaya] sont elles-mêmes devenues un lieu de formation de classe. La formation des classes ne s'est pas produite uniquement dans l'« économie » ou dans « la société », mais dans les manifestations elles-mêmes, notamment en termes de conscience de classe. La classe moyenne en Russie n'était pas seulement le produit de la dynamique économique ; elle était aussi le produit des manifestations elles-mêmes, car c'est là que la classe moyenne a commencé à s'identifier comme telle.

Pourtant, dans le même temps, la composition des manifestations et des revendications a quelque peu changé au cours des dix dernières années. Lorsque Navalny est devenu la figure centrale, il a orienté le mouvement dans une direction plus populiste, en attirant davantage de personnes issues de la classe ouvrière et des zones rurales.

En particulier, après que Navalny a publié son enquête vidéo sur Dmitri Medvedev en 2017, nous avons assisté à une vague de protestations beaucoup plus ouvrière, plus ouverte aux slogans populistes – pas seulement sur la liberté politique mais sur une confrontation directe avec la classe dirigeante corrompue et avide. C'est le résultat de la stratégie populiste de Navalny.

Cette dernière vague de protestations, qui a été brutalement écrasée par le régime en janvier 2021, était également très dispersée au niveau régional. Dans certaines villes de province de Russie, il s'agissait des plus grandes manifestations de leur histoire. Cela aussi est le fruit de la stratégie de Navalny, qui a ouvert des branches régionales de son organisation, lesquelles sont devenues actives dans la politique locale.

En conclusion, le mouvement est devenu plus populiste, plus inclusif, et a formulé davantage de revendications sociales. Lorsque Navalny a présenté sa candidature à l'élection présidentielle de 2018, il a été empêché de participer, mais il a en même temps mis en avant certains slogans sociaux sur l'augmentation du salaire minimum et des attaques des oligarques. En général, les inégalités économiques sont devenues le thème central de sa campagne, et cela a résonné dans de larges couches de la société russe. C'est l'une des raisons pour lesquelles le mouvement s'est élargi.

Bien sûr, Navalny n'est pas un homme politique de gauche. C'est un homme politique populiste et démocrate, dans le sens où il respecte la démocratie libérale et veut la construire en Russie. Mais comme il n'est pas un homme politique véritablement de gauche, le virage rhétorique qu'il a pris est contradictoire.

Vous avez également noté que certaines des solutions proposées par Navalny favorise-

raient en fait la libéralisation et la commercialisation de l'économie russe.

Avec la réserve que le mouvement de Navalny a maintenant été pratiquement écrasé – oui, les économistes qui l'ont conseillé avaient une vision assez néolibérale. Bien qu'il émette des critiques très sévères à l'encontre des oligarques et de leur richesse et qu'il ait déclaré que la privatisation en Russie était illégitime, il propose également un impôt unique sur les bénéfices exceptionnels. Pour les oligarques, il s'agirait d'une somme d'argent forfaitaire destinée à régler la question de la privatisation illégitime [des entreprises], ce qui leur permettrait de s'en sortir. En soi, ce n'est pas une bonne politique, car les usines ont changé de mains à plusieurs reprises depuis la privatisation des années 1990 – on ne sait donc pas qui doit être taxé pour chaque usine.

En outre, ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de cette taxe unique, mais d'un changement du système fiscal existant. Nous avons besoin d'une véritable imposition progressive des bénéfices. Navalny s'est montré ambivalent sur cette question, la qualifiant de sujet de discussion et de réflexion. En fait, Poutine lui-même a mis en place une sorte d'impôt progressif en 2020 – ce qui est bien sûr une blague, car l'augmentation du taux d'imposition pour les riches et ceux dont le revenu est supérieur à 5 millions de dollars n'est que de 2 % de plus que le taux d'imposition normal de 13 % pour tous les autres. En réponse, l'un des conseillers économiques de Navalny, Vladimir Milov, a indiqué que Poutine était favorable à une imposition progressive pour expliquer pourquoi ils ne le seraient pas. C'était très révélateur en termes de politique économique et cela mettait en évidence une contradiction entre ce que Navalny préconisait en termes de demandes sociales et sa critique de l'inégalité, et les politiques réelles de ses conseillers.

Quels types de changements les manifestations de la place Bolotnaya ont-elles entraînés dans la structure du système politique et de la coalition Poutine au cours de la décennie suivante ? Qui compose le bloc de pouvoir – la coalition des fractions de classe – au centre de l'État russe aujourd'hui ?

La Russie ressemble à de nombreux pays du monde en ce sens qu'il existe une classe de milliardaires et que la taille de cette classe a augmenté de façon spectaculaire au cours des vingt dernières années. Le nombre de milliardaires est passé de quelques personnes à plus de 100 personnes au cours de la seule première décennie des années 2000. C'est le noyau de la coalition que Poutine maintient ensemble. Cette classe de milliardaires s'est sentie à l'aise avec ce régime particulier, car les plus grands propriétaires de biens privés et leur richesse étaient considérés comme illégitimes par la population. Poutine leur a conféré une certaine légitimité et les a défendus contre la société. En ce sens, la situation est similaire à la description du bonapartisme par Karl Marx. Le régime de Louis Bonaparte était un régime autoritaire, comme nous l'appellerions aujourd'hui, mais compatible avec la domination de la bourgeoisie, car celle-ci avait besoin d'un État fort pour survivre, en raison de l'antagonisme de la classe ouvrière. C'était une extraordinaire dictature non-parlementaire, et c'est vrai aussi pour la Russie.

Dans ce cadre, nous pouvons penser que la classe des milliardaires a besoin d'un État fort, et de Poutine personnellement, pour les protéger sur le plan idéologique et organisationnel et garantir les conditions de vingt années supplémentaires d'accumulation de capital. Les milliardaires et les plus grands hommes d'affaires de Russie jouissent toujours d'une position privilégiée dans la prise de décision, et ils reçoivent de nombreux avantages et subventions de l'État.

Il existe une relation très chaleureuse entre les élites politiques et les élites économiques, mais en même temps, à partir de 2014, cette situation a progressivement commencé à changer. La confrontation accrue avec l'Occident ne profite pas aux milliardaires, principalement parce qu'ils font partie d'une classe capitaliste transnationale plutôt que de la simple bourgeoisie nationale. Cela signifie qu'ils ont besoin d'une intégration dense dans l'économie mondiale, mais cette confrontation politique et géopolitique empêche cette intégration. Elle s'exprime principalement par leur incapacité à emprunter de l'argent sur les marchés financiers mondiaux ; pendant ce temps, les entreprises

russes sont fortement dépendantes, en fait, des emprunts à l'étranger pour fonctionner.

Le niveau d'endettement des entreprises a continuellement augmenté jusqu'en 2014, avant de diminuer. Cela signifie que la classe capitaliste russe a dû se réorienter vers un régime d'accumulation plus orienté vers le marché intérieur, et cela a été très douloureux pour elle. Cela menace leurs positions, et c'est la raison de la tension potentielle au sommet, parmi les élites de la coalition de la classe dirigeante. Il existe un potentiel de contradiction croissant entre les oligarques et l'establishment de la sécurité nationale, qui souhaite étendre son influence en « sécurisant » tout contre l'influence occidentale : la culture nationale, l'économie nationale, etc. Plus l'establishment de la sécurité nationale agit dans ce sens, plus il a d'influence.

Dans le même temps, cette tension entre la classe oligarchique transnationale et l'establishment de la sécurité nationale ne s'exprime pas politiquement, car la première n'a aucun moyen indépendant d'exprimer son désaccord politique ou d'influencer directement la politique. C'est un régime bonapartiste où la bourgeoisie est privée de pouvoir et où l'État agit dans l'intérêt des milliardaires.

Cette contradiction n'existait pas avant 2014, puisque cette forme de gouvernement de tutelle était totalement compatible avec les intérêts de la classe dirigeante. Mais après 2014, les décisions de politique étrangère ont commencé à aller à l'encontre des intérêts des grandes entreprises. Même encore, il ne faut pas exagérer cette tension, car ces dernières obtiennent tellement d'avantages différents du régime qu'elles se sentent tout à fait à l'aise avec cette situation. Le gouvernement les a assez bien soutenus pour leurs problèmes, par des subventions, des sources de revenus supplémentaires pour compenser les sanctions occidentales, et ainsi de suite.

Dans quelle mesure le régime s'est-il appuyé sur les succès de la politique étrangère, notamment l'invasion de la Crimée, comme moyen de légitimation interne pour compenser le manque de soutien populaire en ce qui concerne la corruption, les inégalités et le ralentissement de la croissance économique du pays ?

Il existe un point de vue populaire selon lequel les décisions de politique étrangère en Russie sont motivées par des calculs intérieurs, dans la mesure où les aventures à l'étranger sont motivées par la nécessité d'accroître la légitimité et le soutien au régime en place. Je pense que la situation est plus complexe, car les décisions que prend

Poutine sont préparées collectivement. Il y a des groupes de personnes et différents organes gouvernementaux qui en discutent et les préparent. La politique intérieure et la politique étrangère sont deux parties différentes du gouvernement russe et de l'administration présidentielle. Une partie pense aux élections et à la gestion des partis politiques, l'autre à la politique étrangère et à la sécurisation de la société. En fin de compte, c'est Poutine qui décide, mais ces groupes de personnes lui proposent des solutions différentes. Pendant tout ce temps, il se rend compte que les décisions de politique étrangère ont également des répercussions sur le plan intérieur.

Poutine était totalement inconnu du public russe en 1999. Six mois avant qu'il ne devienne président, il ne figurait pas dans les sondages car sa cote de reconnaissance ne dépassait pas la marge d'erreur. Quelques mois plus tard, lorsqu'il a déclenché la deuxième guerre en Tchétchénie, sa cote de popularité est passée de pratiquement zéro à 80 %. Il s'est passé exactement la même chose en 2008 avec la campagne militaire en Géorgie et en 2014 avec la campagne en Crimée. Cette dernière a donné lieu à plusieurs années de ce que tout le monde appelle le consensus de Crimée, où fondamentalement plus de 80 % de la population soutient le régime dans le cadre d'un consensus nationaliste dans la société.

Donc, oui, Poutine est conscient de ces choses, mais je ne pense pas que ce soit la cause réelle des décisions de politique étrangère. En termes de politique étrangère, je pense qu'en définitive, ils pensent en termes de menaces potentielles et réelles. Même l'invasion potentielle de l'Ukraine est conçue comme une défense contre les menaces de l'OTAN et de l'influence occidentale dans ce pays.

Quelle est l'idéologie du régime Poutine, et a-t-elle changé au fil du temps, par rapport aux conceptions antérieures de « démocratie souveraine », de « démocratie dirigée », etc. Qu'est-ce qui est particulier dans sa combinaison de nationalisme et d'étatisme aujourd'hui ?

Il n'a rien de spécial. C'est une marque typique du populisme de droite. Personne n'attaque les élites, mais il y a aussi du conservatisme, dans le sens où l'accent est mis sur la critique de toute tentative de changer consciemment la réalité sociale. Les réformes spectaculaires sont rejetées comme utopiques parce que l'amélioration consciente de la société est condamnée dès le départ. Ce lieu commun conservateur est très présent dans l'idéologie russe, à côté de son nationalisme.

Pour comprendre le nationalisme russe, nous devons garder à l'esprit que le mot anglais « *Russian* » a deux significations dans la langue russe. Premièrement, il signifie *Rossiïskiï,* c'est-à-dire l'appartenance à la nation russe contemporaine en tant que citoyen de la Fédération de Russie. Deuxièmement, il signifie *Russkiï,* qui est davantage une description ethnique et culturelle. Auparavant, Poutine utilisait surtout Rossiïskiï, mais après 2012 environ, il a commencé à utiliser Russkiï de plus en plus souvent, par exemple en parlant de la Crimée. Il a parlé de la Crimée comme du berceau de la civilisation *Russkaia,* et non de la civilisation *Rossiïskaia*. Le nationalisme russe a désormais cette composante ethnique, qui s'est finalement reflétée dans la nouvelle Constitution. Un amendement constitutionnel affirme que l'État est formé par le peuple russe – *Russkiï.*

Dans le même temps, la question de l'immigration clandestine a quelque peu reculé après 2014, car la propagande télévisée s'est concentrée sur les menaces de l'Occident. Ils n'ont plus autant parlé des migrants et de leur préjudice potentiel pour la société. Donc, même si c'était un tournant vers le nationalisme ethnique, paradoxalement, ce nationalisme ethnique était moins ouvertement xénophobe et moins uniforme. Néanmoins, cette attitude xénophobe envers les migrants est toujours présente dans la propagande officielle et sous forme d'alarmisme occasionnel.

La troisième chose est le traditionalisme, les prétendues valeurs traditionnelles. Personne ne sait exactement de quoi il s'agit, mais en gros, c'est une opposition aux LGBT, au féminisme et à toutes sortes de progrès sociaux.

Pris ensemble, ces trois éléments ne sont pas vraiment propres à la Russie, mais constituent un cocktail idéologique populiste de droite assez typique que l'on retrouve dans les partis de droite européens et, en fait,

dans le Parti républicain aux États-Unis. On pourrait même dire que Poutine pourrait devenir un politicien de droite couronné de succès en Amérique aujourd'hui !

Vous évoquez l'idée d'un « populisme sans le peuple » ou d'une politique populiste sans populisme réel dans les rues. Le régime a envisagé de mobiliser ses propres contre-manifestants contre les partisans de Navalny, mais il s'est toujours méfié de cultiver un mouvement de rue de peur qu'il ne devienne incontrôlable. C'est un phénomène intéressant que de s'appuyer sur la légitimité nationale en truquant les sondages et les élections, sans pour autant créer un soutien visible.

Je suis d'accord, c'est assez paradoxal parce que, encore une fois, si on regarde les États-Unis, Donald Trump avait ses propres mouvements de rue, et il a démontré leur potentiel même pour la violence avec la prise d'assaut du Capitole. Rien de tel ne se produit jamais dans la Russie de Poutine, parce qu'il n'a jamais misé sur la mobilisation de la rue. Pendant les rassemblements de l'opposition de 2011-2012, il y a eu quelques contre-rassemblements organisés par le Kremlin, mais ils étaient complètement orchestrés, les gens y étant conduits par leurs patrons et payés d'un peu d'argent. Il y avait des concerts de quelques artistes russes populaires. Cela ressemblait plus à une célébration municipale, qu'à un mouvement de rue quel qu'il soit.

Depuis lors, le régime a évité de mobiliser réellement ses partisans, en partie parce qu'il craignait qu'avec une telle mobilisation, même en faveur du régime et de ses valeurs, les gens se retournent contre Poutine. Après un certain temps, le régime a opté pour la répression pure et simple, en utilisant les ressources de l'État pour écraser toute forme d'opposition organisée, au lieu d'essayer de mobiliser des partisans potentiels. Les libéraux russes comparent la Russie au Venezuela, disant que Poutine est exactement comme Hugo Chávez ou Nicolás Maduro. Mais, en fait, il s'agit de situations totalement incomparables. Comment pouvez-vous comparer Poutine à Chávez, alors que les gens dans la rue ont littéralement protégé Chávez avec leur propre corps contre le coup d'État ? Rien qui ressemble à cela ne se produit jamais en Russie. Poutine s'est toujours appuyé sur l'appareil de sécurité nationale.

En termes de propagande, ce que nous avons à la télévision en Russie n'est pas différent de Fox News. Mais en même temps, si nous regardons dans la rue, nous n'avons pas de mouvement de rue de droite similaire, donc dans ce sens, c'est du populisme sans les gens dans la rue.

Au fil des ans, nous avons vu un certain nombre de mesures constitutionnelles et politiques innover presque en temps réel afin de prolonger le mandat de Poutine, mais cela ne peut pas durer indéfiniment. Certains ont prédit que s'il se retirait, cela créerait une crise systémique de légitimité politique, précisément parce qu'il n'a pas encore trouvé de successeur clair. Même si nous devons éviter les spéculations, pensez-vous que cette analyse soit plausible ?

La science politique s'accorde presque à dire que la plus grande vulnérabilité des systèmes personnalisés comme celui que nous avons en Russie est la question de la succession. Si nous regardons les pays d'Asie centrale, certains d'entre eux ont déjà réussi à remplacer tous les autocrates plus anciens, donc c'est possible. Mais le problème de la légitimité est plus profond. Le régime russe, comme d'autres régimes autoritaires électoraux, est fondé sur la légitimité électorale et la sélection populaire des dirigeants, même si les élections elles-mêmes sont truquées. Il y a un problème inhérent à cela, car si vous avez besoin de tant de fraude électorale au point de réécrire complètement les résultats des élections, vous ne pouvez pas tirer la légitimité de cette source. Lors des dernières élections de septembre 2021, nous avons vu des observateurs électoraux à Saint-Pétersbourg littéralement traînés hors des bureaux de vote par la police, parce qu'ils faisaient leur travail d'enregistrement de la fraude électorale. Ce genre de choses rend les élections insignifiantes, car il devient extrêmement clair qu'il s'agit d'une farce complète. Pour que tout cela fonctionne, les élections doivent au moins ressembler à quelque chose de réel. Sinon, elles perdent leur fonction d'instrument de légitimation.

Il n'y a essentiellement aucune alternative aux élections. Dans certaines sociétés traditionnelles, on peut avoir quelque chose

comme une monarchie héréditaire, mais pas en Russie. Le paradoxe est que c'est un régime autoritaire mais basé sur les élections. Ainsi, lorsque les élections perdent toute signification, lorsqu'il faut réécrire les résultats sans même compter les voix – comme nous le savons, d'après la distribution statistique des résultats, c'est ce qu'ils ont fait dans de nombreux endroits lors des récentes élections – il n'y a plus de véritable source de légitimité. C'est un problème très réel et profond.

Nous avons vu des statistiques qui indiquent que, avec les États-Unis, la Russie affiche l'un des niveaux les plus élevés de scepticisme vis-à-vis des vaccins parmi les pays développés. Quel type d'impact la pandémie a-t-elle eu sur le tissu social de la Russie ? Comment la pandémie a-t-elle affecté la stabilité et la légitimité du régime ?

En ce qui concerne la gestion de la crise, je pense que le verdict est que c'est un échec. Nous devons être très clairs à ce sujet. Selon les démographes, il y a eu plus d'un million de décès excédentaires depuis le début de la pandémie. Cela démontre sans équivoque que les politiques gouvernementales ont échoué, dans la mesure où les choses étaient entre les mains du gouvernement.

Le scepticisme et les hésitations à l'égard des vaccins sont extrêmement forts en Russie, et c'est d'ailleurs le cas dans tous les États post-soviétiques. Certains prétendent que cela peut s'expliquer par le fait que les gens ne font pas confiance aux gouvernements autoritaires. Cela semble logique, mais si l'on regarde des pays comme la Serbie, ou là où il y a des gouvernements démocratiques, les taux d'hésitation vaccinale sont extrêmement élevés.

Donc, dans une certaine mesure, le gouvernement ne pouvait pas faire grand-chose. Mais je dirais quand même qu'ils ont échoué en n'attaquant pas de front l'hésitation à se faire vacciner. La chose très simple que les dirigeants du monde ont faite, c'est une séance de photos où ils se font vacciner. Dans le cas de Poutine, il y a juste eu un reportage indiquant qu'il avait été vacciné, sans même expliquer quel vaccin il avait reçu. Mais plusieurs millions de personnes n'ont probablement pas été vaccinées à cause d'erreurs comme celle-ci.

Le système de santé russe a été complètement submergé en raison du sous-investissement des décennies précédentes, ainsi que de ce qu'il appelle l'« optimisation » – qui consiste essentiellement en des coupes et un régime d'austérité. En général, c'était un désastre complet, et ce qui l'a aggravé, c'est le calcul politique consistant à ne pas imposer un confinement. Il y a là aussi un paradoxe : un régime autoritaire qui se soucie trop de sa popularité aux yeux de la population pour imposer trop de restrictions, par crainte d'une baisse de la cote de popularité du président.

Même si l'on peut dire qu'ils étaient voués à l'échec en raison de certains facteurs structurels, en même temps, il est clair que l'on n'a pas fait assez pour persuader le public, que l'on n'a pas assez investi dans les soins de santé et que l'on aurait dû consacrer plus de ressources aux hôpitaux et à l'augmentation des salaires des médecins.

La pandémie a rendu l'organisation et les mouvements de rue encore plus difficiles. Navalny a été emprisonné, et son mouvement pourrait ne plus être viable. Quels types de modèles et de trajectoires pouvons-nous voir se dessiner pour l'opposition libérale et de gauche ?

Malheureusement, nous n'avons pas d'opposition organisée actuellement en Russie, parce qu'elle a été fondamentalement détruite. Tout d'abord, tous les rassemblements publics et toutes les manifestations – même les piquets d'une seule personne – sont interdits sous le prétexte des restrictions gouvernementales en cas de pandémie. Il est arrivé à plusieurs reprises que des personnes se rassemblent sans être dispersées, mais c'est très rare et, en général, la stratégie de l'État consiste à disperser toute manifestation.

Les médias et les journalistes indépendants ont également fait l'objet d'une attaque massive. Tous sont désormais déclarés agents de l'étranger et, s'ils opèrent encore, c'est de manière très limitée. L'attaque contre l'organisation de Navalny l'a complètement détruite : il est en prison, son entourage proche a émigré dans d'autres pays et beaucoup de ses associés sont également en prison.

Évidemment, certaines personnes sont encore libres, et il y a quelques initiatives politiques, surtout au niveau local. Par exemple, à Moscou, il va y avoir des élections municipales cette année, et probablement qu'une certaine activité indépendante sera autorisée à ce niveau à petite échelle, car, même si elle est élue, l'opposition n'a pas beaucoup de pouvoir.

D'une manière générale, le tableau est très sombre. Le mécanisme de démocratie gérée et souveraine qui existait auparavant en Russie, où l'on maintenait la façade des élections et même une certaine activité politique indépendante qui ne menaçait pas le régime, est devenu impossible parce que les enjeux ont augmenté. Aujourd'hui, l'opposition est bien réelle, et les attitudes de la société sont très tournées contre le régime. Le régime n'est pas prêt à prendre le moindre risque.

Certaines personnes la comparent à la période de Iouri Andropov en Union soviétique. Lorsque Andropov est arrivé au pouvoir au début des années 1980, il a emprisonné tous les dissidents et a pratiquement détruit ce mouvement en Union soviétique. Son expérience au sein du KGB lui a appris les méthodes simples pour assurer la discipline et protéger l'État souverain en envoyant tout le monde en prison. Mais la perestroïka a commencé à peine trois ans plus tard. Alors qu'il semblait que toutes les opportunités se fermaient et que plus rien n'était possible, tout a soudainement changé. Peut-être qu'une telle chose pourrait se reproduire.

Ilya Matveev est un chercheur russe réfugié à Londres. Il est l'un des rédacteurs fondateurs d'Openleft.ru.

Rafael Khachaturian est maître de conférences à l'université de Pennsylvanie.

Publié par *Jacobin*, 25 février 2022.
Traduction française, *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 2, 10 mars 2022.

Poutine et le nationalisme grand-russe

Denis Paillard

L'invasion de l'Ukraine par les armées russes marque la volonté de Vladimir Poutine de rétablir la «Grande Russie» dont le noyau historique dur réunirait les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens. Sur ce plan, il est pleinement l'héritier d'une longue tradition qui va de l'empire tsariste à la Russie d'aujourd'hui, en passant par Staline et les dirigeants de l'URSS après la mort de Staline : autocratie et nationalisme grand-russe ont toujours été présents, certes sur différents modes.

Le discours de Vladimir Poutine sur l'Ukraine s'inscrit dans cet héritage impérial : l'unité de la Grande Russie a été cassée lors de la révolution de 17. Dans sa déclaration du 22 février 2022 (précédant de deux jours l'invasion), il explique que l'Ukraine en tant que République est une conséquence désastreuse de la politique suivie par Lénine après la révolution de 1917 :

> Permettez-moi donc de commencer par le fait que l'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie, ou plus précisément, par la Russie bolchevique et communiste. Le processus a commencé presque immédiatement après la révolution de 1917, et Lénine et ses compagnons d'armes l'ont fait d'une manière très grossière à la Russie elle-même – par la sécession, en arrachant des parties de ses propres territoires historiques. […] Du point de vue du destin historique de la Russie et de son peuple, les principes léninistes de construction de l'État n'étaient pas seulement une erreur, ils étaient, comme nous le disons, encore pire qu'une erreur.

Cette déclaration fait écho à un long texte (50 000 signes) publié sur le site du gouvernement en juillet 2021 et qui définit la position de Poutine. Dans ce texte, il est dit qu'Ukrainiens et Russes ne forment qu'un seul et même peuple.

Et en conclusion il écrit :

> Je suis convaincu que la véritable souveraineté de l'Ukraine n'est possible qu'en partenariat avec la Russie. Nos liens spirituels, humains et civilisationnels se sont formés pendant des siècles et ont leurs origines dans les mêmes sources, ils ont été durcis par des épreuves, des réalisations et des victoires communes. Notre parenté s'est transmise de génération en génération. Elle se trouve dans le cœur et la mémoire des personnes vivant dans la Russie et l'Ukraine modernes, dans les liens du sang qui unissent des millions de nos familles. Ensemble, nous avons toujours été et serons bien plus forts et plus performants. Car nous sommes un seul peuple.

Que l'intervention en Ukraine ait été pensée dans ces termes est confirmé par le texte publié (puis immédiatement retiré) le 26 février (deux jours après l'invasion) sur le site de l'agence RIA Novosti. Rédigé à l'avance et anticipant une victoire rapide et totale des forces russes, il définit clairement les véritables enjeux :

> La Russie restaure son unité. En effet, la tragédie de 1991, cette terrible catastrophe de notre histoire, cette dislocation contre-nature, est enfin surmontée […]. La Russie est rétablie dans son intégralité historique rassemblant le monde russe, le peuple russe : les Grands-Russes [Russes de la Fédération de Russie], les Biélorusses et les Petits-Russes [les Ukrainiens]. […] L'Ukraine est revenue à la Russie. Ce retour ne signifie

pas que l'Ukraine perde son statut d'État. Simplement, elle sera transformée, réorganisée et rendue à son état originel en tant que partie intégrante du monde russe.

En d'autres termes, l'invasion de l'Ukraine a pour objectif premier de ramener l'Ukraine dans le giron de la Russie, en mettant un terme à ses rapports avec l'UE et les États-Unis accusés d'utiliser l'Ukraine comme base de manœuvres contre la Russie. Mais il faut insister sur le fait que cette logique impériale/impérialiste[1] de la Russie poutinienne est première : la dénonciation de l'Ouest et de l'OTAN doit être comprise dans cette perspective.

La résistance armée des Ukrainiens durant les quatre premières semaines qui ont suivi l'invasion a détruit l'illusion première d'une victoire rapide et la réalisation des plans de départ. Mais cela ne remet pas en cause l'actualité du projet initial : ramener coûte que coûte l'Ukraine dans le giron de la Russie (et à ce jour le prix à payer est déjà immense pour les Ukrainiens). Aujourd'hui, il est difficile de prévoir la suite des événements – une perspective plutôt sombre : la résistance héroïque des Ukrainiens à elle seule pourra difficilement mettre un terme à l'occupation russe.

Pour comprendre et définir les enjeux d'une solidarité active pleine et entière avec le peuple ukrainien, il est crucial de partir de cette position : la guerre en Ukraine est une guerre d'agression menée par une puissance impériale/impérialiste contre un État-nation, l'Ukraine qui défend sa liberté et son indépendance. Cette perception fondamentale tend à être partiellement occultée au profit d'une représentation en termes d'affrontement de deux camps : d'un côté, l'Occident (EU + UE sous le chapeau de l'OTAN) ; de l'autre, la Russie qui clame haut et fort qu'elle est agressée et menacée dans son intégrité. La prolongation de la guerre ne peut que nourrir et renforcer cette vision campiste de la situation, au détriment de la résistance ukrainienne et de sa lutte pour son indépendance et sa souveraineté.

1. En écrivant « impériale/impérialiste », nous voulons souligner que l'intervention en Ukraine relève à la fois du chauvinisme grand-russe et de l'impérialisme russe tel qu'il est mis en pratique aujourd'hui dans différentes parties du monde (Syrie, Afrique en particulier).

La situation actuelle et les menaces dramatiques qui pèsent aujourd'hui sur le peuple ukrainien s'inscrit dans une longue histoire où le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a été reconnu que durant une (trop) brève période, au lendemain de la révolution de 1917, qui a mis fin à l'empire tsariste « prison des peuples ». Très vite, l'étau grand-russien va se réactiver, niant de fait les droits nationaux reconnus aux Républiques formant l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Lénine contre Staline

Dans les différentes déclarations de Poutine, Lénine est violemment attaqué pour avoir remis en cause un État unitaire. Staline est présenté comme celui qui a défendu une position unitaire conforme aux intérêts historiques de la Russie. Si finalement Staline recule et adopte les thèses défendues par Lénine, en fait, comme l'écrit Moshe Lewin dans *Le dernier combat de Lénine* :

> Il [Staline] était persuadé que le cours des événements, les intérêts réels de l'État prendraient le dessus et que l'Union fonctionnerait de toute façon comme il l'avait prévu. Dans ces conditions, il ne voyait pas d'inconvénient à céder totalement devant Lénine sur le papier (p. 74).

La période de reconnaissance des droits des nationalités[2] fut effectivement de courte durée dans les années 1920. Avec l'arrivée de Staline au pouvoir, l'autocratie et le nationalisme grand-russe ont repris le dessus. Ci-dessous, sans prétendre à une quelconque exhaustivité, nous revenons sur différents moments.

Les années 1930 : retour à l'autocratie

Dans son texte « Ego et politique dans l'autocratie stalinienne » dans *Russie/URSS/Russie,* Moshe Lewin écrit :

2. Ainsi, Lénine a soutenu la création d'une République autonome des Tatars de Crimée. Pendant la guerre, les Tatars de Crimée – avec d'autres minorités nationales – ont été déportés en Asie centrale. Ce n'est qu'après la fin de l'URSS qu'ils ont pu revenir en Crimée. L'occupation russe de la Crimée en 2014 a signifié de nouvelles persécutions contre les Tatars. Beaucoup ont émigré soit en Ukraine soit en Turquie (où ils seraient 100 000).

> Staline a eu toujours tendance à faire sienne la gloire du passé impérial tsariste et à utiliser la tradition au bénéfice de son système. […] Le fait pour Staline de souligner les affinités de son régime avec l'empire et de revendiquer des racines historiques communes, surtout concernant la construction de l'État par les plus cruels des tsars, a rendu possible une redéfinition radicale de son propre personnage, mais aussi de l'identité idéologique et politique du système[1].

Rappelant que Lénine avait traité Staline de *deržimorda* («brute grand-russe»), Moshe Lewin écrit que Staline «a fini par vouloir effectivement être une brute grand-russe[2]».

Grande guerre patriotique

Pendant la guerre, différentes minorités sont déportées entre 1941 et 1944 : les Allemands de la Volga, les Kalmouks, les Balkars, les Karatchaïs, les Ingouches, les Tatars de Crimée.

Les dernières années de Staline et le jdanovisme

Dans *Le siècle soviétique,* Moshe Lewin évoque le jdanovisme (1946-1950), qui constitue un chapitre particulièrement sombre de l'histoire du stalinisme :

> Expression d'un ultranationalisme russe, le jdanovisme s'attaquait aussi aux manifestations de nationalismes dans les républiques non-russes (p. 170). […] L'idéologie jdanovienne est celle de Staline. Elle marque le point cuminant de ses errances idéologiques. Désormais il est fasciné par le glorieux passé tsariste. […] Mais le plus grave dans ce bric-à-brac idéologique, c'est le nationalisme russe extrême, aux relents protofascistes, du stalinisme sur le déclin. Staline voulait que cet esprit lui survive. Dans ce but, il avait personnellement révisé l'hymne soviétique imposant à

1. Moshe Lewin *Russie/URSS/Russie,* M Éditeur/Page 2 Syllepse, 2017, p. 155-156.

2. Dans les années 1930, la répression à grande échelle a également frappé les intellectuels et écrivains ukrainiens. Voir l'article d'Isobel Koshiw, «On a l'impression que l'histoire se répète, déclare un poète de Kharkiv alors que les bombes russes tombent», *À l'encontre,* 30 mars 2022.

un pays multinational la glorification de la « Grande et Sainte Russie » (Rus') (p. 173)[3].

URSS : les années 1950-1980[4]

La bureaucratie de l'État et du parti est morcelée, ensemble de factions, de cliques et de réseaux au sein des différentes instances du pouvoir, se regroupant dans des jeux d'alliance plus ou moins durables, sur la base d'intérêts communs et de positions idéologiques plus ou moins partagées. Ces différentes composantes de la bureaucratie ont en commun la célébration de l'URSS (en fait, la Russie) comme *deržava* (« État fort »). Toute référence à la révolution d'Octobre est effacée, c'est la « Grande Guerre patriotique » (la Seconde Guerre mondiale) qui est la référence. On assiste à un renforcement de la politique d'assimilation des nationalités non russes. Brejnev se distingue par l'intensification de la russification sous le drapeau de la création d'un peuple soviétique unique. À partir de 1976, le slogan principal de la russification est la célébration de la « langue russe, langue de progrès, de socialisme et d'internationalisme[5] ».

Le livre de Nikolaï Mitrokhin[6] *Russkaja partija : dviženie russkih nacionalistov v SSSR 1953-1985* (« Le parti russe : le mouvement des nationalistes russes en URSS 1953-1985 »), montre que le nationalisme grand-russe est présent dans toutes les instances dirigeantes du PCUS : Politburo, comité central du PCUS, mais aussi du Komsomol : anti-occidentalisme virulent, admiration pour Staline présenté comme le constructeur d'un État fort, célébration de la Grande Guerre patriotique, renforcement de l'éducation militaire et militarisation de la jeunesse, glorification de la Grande Russie. Toutes les composantes du discours poutinien d'aujourd'hui sont déjà présentes[7].

La fin de l'URSS et les années 1990 : une Russie par défaut

Le 21 décembre 1991 marque la fin de l'URSS avec la création de Républiques indépendantes dont les dirigeants sont directement issus de la période précédente, à l'exception des pays baltes. Dans ce cadre est créée la République socialiste fédérative de Russie. La confusion de fait Russie/URSS durant toute la période soviétique en ce qui concerne les instances dirigeantes s'est traduite par l'absence d'institutions proprement

3. Moshe Lewin, *Le siècle soviétique,* Paris, Fayard, 200, p. 193 et 189-191.

4. Nous reprenons ici certains passages de l'introduction au recueil de textes de Moshe Lewin *Russie/URSS/Russie, op. cit.*

5. Sur cette question et plus particulièrement la politique développée en Ukraine, voir le *Cahier Ukraine* publié par la revue *L'Alternative,* dirigée par François Maspero (n° 31, janvier 1985). Voir le PDF à télécharger sur www.syllepse.net/syllepse_images/ukraine-alternative.pdf.

6. N. Mitrokhin a publié récemment dans la revue en ligne *La Revue des idées* (22 mars 2022) un article très informé et décapant sur les républiques autoproclamées du Donbass.

7. Pour une présentation plus systématique du livre de N. Mitrokhin, voir l'introduction à *Russie/URS. Russie, op. cit.,* p. 19-22.

russes. En particulier, il n'existe pas de Parti communiste de Russie, parti qui sera créé en urgence.

La Fédération de Russie désigne une Russie par défaut : une identité floue et en suspens correspondant à ce qui reste de l'URSS après l'indépendance des Républiques[8]. Sur le plan économique on assiste à un effondrement du système avec une politique de « réformes » menée tambour battant : désindustrialisation massive, privatisation sauvage de toutes les richesses du pays (« le plus grand hold-up du siècle », selon Moshe Lewin), chute brutale du niveau de vie, crise démographique. La politique menée par Eltsine est celle du laisser-faire, menée par les libéraux réformateurs en association directe avec le FMI et la Banque mondiale.

Face à cela, on assiste à une explosion du nationalisme russe dont le nouveau parti communiste de la Fédération de Russie est un des principaux acteurs. Son premier secrétaire, Guenadi Ziouganov, se fait le porte-parole de ce nationalisme virulent : une de ses brochures est intitulée *Je suis russe par le cœur et par le sang,* une autre a pour titre *Deržava* (« Grande puissance »). Et à différentes reprises, il a critiqué Lénine : « Il me semble que Lénine a été soumis à une forte pression et influence des forces qui haïssent la Russie » (on n'est pas loin de la thèse présentant la révolution d'Octobre 17 comme un complot judéo-bolchevique)[9].

La Russie de Poutine : reconstruire la Grande Russie

Arrivé au pouvoir au moment de la seconde guerre de Tchétchénie, Poutine va très rapidement s'engager dans une série d'opérations visant à réduire le gap entre la Fédération de Russie née de l'écroulement de l'empire soviétique (régulièrement assimilé à une seconde catastrophe majeure frappant la Russie – la première étant la révolution de 1917) et la Grande Russie historique. Cela se traduit tant sur le plan intérieur : autoritarisme et État fort, patriotisme musclé, dénonciation de l'Occident « dégénéré » et ennemi juré de la Russie, que sur le plan extérieur par des interventions sur l'« étranger proche », c'est-à-dire les Républiques apparues au lendemain de la fin de l'URSS.

La Russie est intervenue lors des différentes « révolutions de couleur » assimilées à une tentative de sortir de sa sphère d'influence : « révolution des roses » en Géorgie en 2003, « révolution des tulipes » au Kirghizstan en 2005, « révolution orange » en Ukraine en 2004. Mais aussi, plus récemment lors du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ainsi qu'au Kazakhstan. Cette entreprise a pris la forme d'un rattachement à la Russie de territoires de la Géorgie comme l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud (en 2008). Mais c'est vis-à-vis de l'Ukraine que la stratégie de Poutine va prendre la forme la plus radicale et la plus brutale : à la différence des autres républiques, l'Ukraine est pour Poutine une partie intégrante de la Grande Russie – voir ci-dessus ses déclarations au moment de l'intervention armée en Ukraine[10].

Un premier pas a été franchi en 2014 au moment de Maïdan avec l'annexion de la Crimée et l'apparition des Républiques autoproclamées de Lougansk et de Donetsk. L'invasion de l'Ukraine lancée le 22 février est une nouvelle étape. Tout montre qu'il ne s'agit pas d'un coup de tête d'un Poutine aventuriste mais que cela s'inscrit dans un projet, largement théorisé, de reconstitution de la Grande Russie.

Si la résistance acharnée des Ukrainiens a freiné l'avancée des troupes russes, il est très difficile de prévoir la suite des événements. Mais rien n'incite à penser que Poutine a renoncé à son projet de démantèlement de l'Ukraine.

Denis Paillard est le traducteur du *Siècle soviétique* de Moshe Lewin (Fayard, 1987), et d'une partie des textes de Léon Trotsky parus dans *Contre le fascisme (1922-1940)* (Syllepse, 2015). Publié le 4 avril 2022

8. Sur cette question, voir Moshe Lewin, « Nationalisme de notre temps : le cas de la Russie », dans *Russie/URSS/Russie, op. cit.*, p. 205-238.

9. Voir Denis Paillard, « Les nationalistes, les communistes et le phénomène patriotique », dans V. Garros (éd.) *Russie postsoviétique : la fatigue de l'histoire,* Bruxelles, Complexe, 1995.

10. Il faut rappeler qu'Alexandre Douguine, théoricien de l'Eurasie, est un conseiller influent de Poutine. Il entretient des relations étroites avec les différents mouvements d'extrême droite en Europe. Sur le site d'extrême droite geopolitika.ru on trouve différents articles de Douguine.

Adresse n° 15/163

Décoloniser la Fédération de Russie

Appel

Cet appel a été rédigé par des militants décoloniaux et des représentants des peuples autochtones de la Fédération de Russie qui poursuivent une activité sur la politique coloniale du pays.

Le 24 février 2022, Poutine, avec le soutien de Loukachenko, a lancé une attaque à grande échelle contre l'Ukraine. Cette guerre a commencé en 2014, lorsque la Fédération de Russie a annexé la Crimée et créé des républiques «populaires» [fantoches]. La Russie s'est déjà livrée à des saisies similaires de territoires d'États indépendants, créant et soutenant des mouvements séparatistes dans d'autres États afin de les rendre de facto dépendants d'elle-même, comme cela s'est produit en Transnistrie et en Abkhazie. Dans le même temps, les mouvements d'autodétermination sur leur propre territoire ont été sévèrement réprimés, comme dans le cas de la République tchétchène. Les actions d'aujourd'hui sont présentées par Poutine comme la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine afin de «sauver les Russes». Aujourd'hui, nous assistons à des massacres de civils, à des bombardements de bâtiments civils et à une déformation totale de la réalité par la propagande dans les médias contrôlés par le gouvernement.

La Fédération de Russie se compose de nombreux peuples différents qui y sont inclus pendant la colonisation. Cependant, insister sur leur droit à l'autodétermination pour les Russes peut signifier engager une procédure pénale. L'expression publique d'une position antiguerre a récemment eu les mêmes conséquences. Par conséquent, notre déclaration est anonyme et internationale. Le groupe de travail compte des participants d'Ukraine, du Bélarus, de Moldavie, d'Arménie, du Kirghizistan, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et des régions de la Fédération de Russie contemporaine, notamment du Tatarstan, du Bachkortostan, de la Bouriatie, de la République de Sakha, de Kalmoukie, d'Oudmourtie et de Mari El. Dans nos revendications, nous nous appuyons sur les appels existants des représentants des peuples indigènes[1] de Russie, qui se sont éloignés des structures étatiques et ont déclaré leur refus de la guerre[2].

Nous accusons Poutine de soutenir et d'inciter à des conflits et de mener des guerres, d'annexer les territoires d'autres États et de gouverner le pays par la répression. Cependant, nous ne pensons pas que le renversement de son pouvoir entraînera de réels changements en Russie. Le régime totalitaire patriarcal-oligarchique construit par Poutine ne s'effondrera pas avec son départ. Il faut déconstruire et réorganiser tout le système étatique.

1. Selon la définition du Groupe de travail international sur les affaires autochtones (IWGIA), les peuples autochtones sont des peuples qui se trouvent à la périphérie de la création des États contemporains et qui s'identifient comme peuples autochtones. Ils sont associés à certains territoires où leur histoire peut être retracée. Ils partagent les caractéristiques suivantes (une ou plusieurs): ils parlent une langue autre que celle du ou des groupes dominants; il y a une discrimination à leur encontre dans le système politique; ils sont discriminés dans le système judiciaire; leur culture est différente de celle du reste de la société; ils diffèrent souvent de la société en général dans leurs pratiques d'utilisation des ressources, étant des chasseurs et des cueilleurs, des nomades, des bergers ou des agriculteurs sur brûlis; ils se voient et sont perçus par les autres comme différents du reste de la population.

2. Déclaration du Comité international des peuples autochtones de Russie; «Ce n'est pas votre guerre» – l'appel du Mouvement démocratique bouriate; Bouriates contre la guerre

Nous croyons que tous les peuples ont des droits égaux à l'autodétermination (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 1) et à la pleine indépendance. Nous exigeons que les gens retrouvent le droit de disposer de leurs terres, de parler leur propre langue, de créer leur propre histoire et culture. Nous appelons les peuples du monde entier à soutenir les peuples de Russie dans leur quête de désidentification avec le centre. Nous exigeons la destruction pacifique de l'empire.

Nous exigeons l'autonomie régionale dans la prise de décisions et l'autogouvernement local au lieu d'un appareil de pouvoir vertical et centré sur la répression. Dans ces conditions, toute personne devrait avoir le droit de participer à la vie politique de la région dans laquelle elle vit. Les nouvelles autonomies doivent être formées selon des lignes territoriales et non reproduire ou créer des hiérarchies fondées sur la «race», la religion ou l'origine. Nous n'avons pas besoin d'une politique d'exclusion et d'extermination. Nous avons besoin d'inclusion et d'une acceptation radicale de la diversité. Dans les conditions des nouvelles autonomies, la législation moderne sur les migrations, qui est utilisée comme un autre moyen de répression, doit être révisée. Les gens devraient pouvoir changer librement de lieu de résidence.

Nous n'avons pas besoin de production et de surproduction lorsque les besoins fondamentaux de la plupart des gens dans le monde ne sont pas couverts. À l'heure actuelle, la richesse de 1 % de la population est supérieure à la richesse des 99 % restants de la population mondiale. La croissance économique et les opportunités de gagner des millions sont les privilèges de quelques-uns qui ont déjà un pouvoir illimité. Nous avons besoin de paix et de la satisfaction des besoins fondamentaux de chaque personne. Nous avons besoin de soins de base inconditionnels, et non d'un budget d'application de la loi gonflé utilisé pour des agressions internes et externes.

La guerre en Ukraine a une fois de plus confirmé la dépendance de l'économie et de la politique mondiales vis-à-vis des ressources naturelles non renouvelables, qui sont sous le contrôle de plusieurs États puissants. L'«Occident» ne prend pas suffisamment de mesures pour mettre fin à la guerre en raison de sa dépendance au gaz russe. Cette situation met non seulement le monde en danger, mais peut également conduire à un écocide mondial. Les peuples autochtones sont les premiers à souffrir de l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables et de la crise climatique. Les entreprises connaissent les conséquences de leurs activités, mais elles ne prennent pas de mesures pour changer le format de leur travail, guidées par le profit. Nous exigeons une transition vers les énergies renouvelables et le retour aux populations du droit de disposer des ressources sur leur territoire.

À l'heure actuelle, comme auparavant, la Russie utilise des représentants des peuples autochtones pour mener des guerres coloniales. Les ressources nécessaires pour mener ces guerres proviennent également de leurs terres et de leur travail. Nous devons mettre un terme à cela. Nous exhortons tout le monde à ne pas s'arrêter aux appels au départ de Poutine et à la fin de la guerre, mais à exiger une décolonisation radicale de la Fédération de Russie et à accorder aux sujets individuels le droit de créer leur propre avenir.

Publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 6, 9 mai 2022. Le site d'origine d'où ce texte a été extrait en 2022 n'existe plus.

L'impérialisme russe et ses monopoles

Michael Pröbsting

Il est largement admis que l'accélération de la rivalité entre les grandes puissances – les États-Unis, la Chine, l'Union européenne, la Russie et le Japon – est un élément clé de la politique mondiale et le restera dans un avenir prévisible. Il est donc urgent que les forces progressistes aient une vision claire du caractère des puissances impliquées, ce qui exige une analyse concrète des caractéristiques politiques, économiques et militaires de ces puissances qui aille au-delà d'une dénonciation de la politique intérieure et étrangère réactionnaire de leurs gouvernements respectifs[1]. Malheureusement, de larges secteurs de la gauche n'adoptent pas une position de principe d'opposition à toutes les puissances impérialistes[2]. Dans le cas de la Chine, un certain nombre d'intellectuels «communistes» et de revues bien connues comme *Monthly Review* non seulement nient le caractère stalinien-capitaliste de son régime, mais le glorifient honteusement en le présentant comme une sorte de «socialisme[3]». Alors que ces partisans sino-stalinophiles du régime Xi n'oseraient pas qualifier la Russie de Poutine en des termes aussi roses, ils continuent à affirmer qu'elle n'est pas une puissance impérialiste (et qu'elle est donc supposée être un moindre mal par rapport à ses rivaux occidentaux). Il s'agit d'une discussion qui présente non seulement un intérêt théorique, mais aussi une importance politique, comme l'a démontré l'incident de tir en mer Noire entre un destroyer de la marine britannique et les forces russes, en juin de l'année dernière.

Pour justifier ces affirmations, les défenseurs de ce point de vue font souvent référence à la faiblesse relative de l'économie russe par rapport aux États-Unis ou à l'Europe occidentale. Dans l'article qui suit, je ne traiterai pas de tous les aspects de l'impérialisme russe mais me concentrerai sur certaines caractéristiques de son économie[4]. À cette fin, je résume les conclusions d'une étude approfondie que j'ai publiée récemment[5].

Qu'est-ce qui rend une puissance impériale impérialiste ?

Du point de vue de la théorie marxiste de l'impérialisme, il est erroné de réduire l'analyse d'un État impérialiste au volume de ses exportations de capitaux. Certes, c'est un critère important mais loin d'être le seul. Historiquement, certains États impérialistes ont eu une économie forte ainsi qu'une armée puissante, tandis que d'autres puissances,

1. Voir Michael Pröbsting, «Great Power Rivalry in the Early 21st Century», *New Politics,* n° 67, 2019.

2. Voir le n° spécial de *Monthly Review,* «New Cold War on China», juillet-août 2021. Pour une critique de cette appréciation, voir Michael Pröbsting, «Servants of Two Masters : Stalinism and the New Cold War Between Imperialist Great Powers in East and West», 2021.

3. Pour une analyse marxiste du capitalisme chinois, voir Michael Pröbsting, «China's Emergence as an Imperialist Power», *New Politics,* n° 57, 2014.

4. Voir Michael Pröbsting, «Russia and China : Neither Capitalist nor Great Powers ?», 2018 ; «The Catastrophic Failure of the Theory of "Catastrophism"», 2018 ; «Lenin's Theory of Imperialism and the Rise of Russia as a Great Power», 2014 ; «Russia as a Great Imperialist Power : The Formation of Russian Monopoly Capital and Its Empire», 2014.

5. Michael Pröbsting, «The Peculiar Features of Russian Imperialism : A Study of Russia's Monopolies, Capital Export and Super-Exploitation in the Light of Marxist Theory», 2021.

plus arriérées, ont été caractérisées par les marxistes comme impérialistes malgré un montant relativement faible d'exportations de capitaux ou pas d'exportations nettes de capitaux du tout. La Russie d'avant 1917, l'Italie, l'Autriche-Hongrie et le Japon en sont des exemples[6].

Les théoriciens marxistes tels que Lénine étaient pleinement conscients de la faiblesse économique de la Russie tsariste. Mais ils ont abordé la question de l'impérialisme non pas d'une manière mécaniste et économiste, mais plutôt selon une méthode dialectique. Ainsi, Lénine écrivait en 1916 :

> Le dernier tiers du 19e siècle a vu le passage à la nouvelle ère impérialiste. Le capital financier jouit du monopole non pas d'une, mais de plusieurs, quoique très peu nombreuses, grandes puissances. (Au Japon et en Russie, le monopole de la puissance militaire, de vastes territoires ou de facilités spéciales pour dépouiller les nationalités minoritaires, la Chine, etc., complète en partie, et remplace en partie, le monopole du capital financier moderne et actualisé.)[7]

La théorie marxiste classique de l'impérialisme ne s'est jamais limitée à la question des exportations de capitaux ou au domaine économique en général. Le caractère impérialiste d'un État donné ne repose pas sur un seul critère (comme le volume des exportations de capitaux) mais plutôt sur la totalité de ses caractéristiques économiques, politiques et militaires. Ainsi, une définition scientifique d'un État impérialiste serait « un État capitaliste dont les monopoles et l'appareil d'État occupent une position dans l'ordre mondial où ils dominent avant tout les autres États et nations. Par conséquent, ils obtiennent des surprofits et d'autres avantages économiques, politiques et/ou militaires d'une telle relation basée sur la surexploitation et l'oppression ».

Les monopoles nationaux dominent le marché russe

Contrairement à l'Allemagne ou au Japon, la Russie est une superpuissance militaire, mais pas dans le domaine économique. Elle est la deuxième plus grande puissance militaire, juste derrière les États-Unis. Son inventaire total d'ogives nucléaires est de 6 255 (les États-Unis en ont 5 550), et sa part des exportations mondiales d'armes est de 20 % (seulement derrière les États-Unis, qui en ont 37 %)[8].

Cependant, en termes de monopoles et d'exportation de capitaux, la Russie n'a pas une position aussi forte. Selon la dernière édition de la liste Forbes Global 2000, l'Allemagne compte six sociétés parmi les 100 premières, la France, quatre, la Grande-Bretagne, trois et la Russie, deux[9]. D'autres listes classent la Russie encore plus bas.

Néanmoins, le caractère impérialiste de la Russie peut être déduit non seulement de ses caractéristiques militaires mais aussi économiques. Le point de départ de l'analyse marxiste de l'impérialisme est la domination des monopoles. Divers gauchistes prorusses qualifient cet état de « dépendant » ou « périphérique » et suggèrent que la Russie est soit dominée soit dépendante de monopoles étrangers (sociétés, banques, etc.). Or, c'est faux. L'économie de la Russie est principalement dominée par le capital monopolistique russe. Un livre récent arrive à la conclusion que « la proportion d'investissements dans les sociétés russes, étrangères et en joint-venture est restée la même au cours des cinq dernières années : 86,3 %, 7,3 % et 6,4 %, respectivement[10] ».

C'est également le cas dans le secteur bancaire. En fait, la part des capitaux étrangers dans le secteur bancaire russe a diminué au cours de la dernière décennie, selon un autre ouvrage publié récemment :

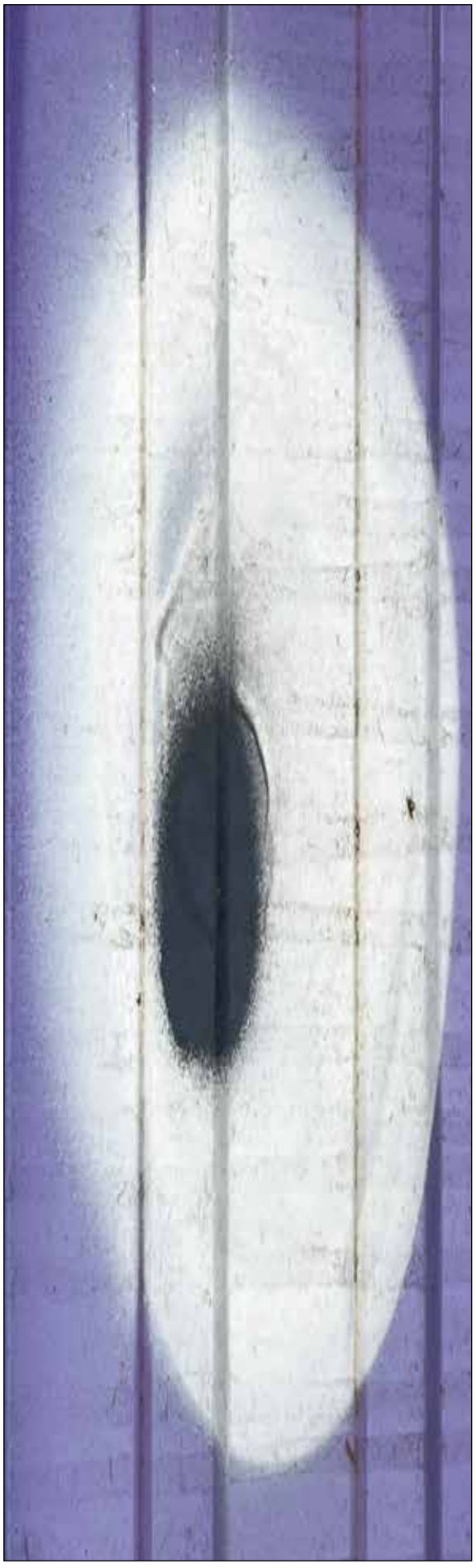
6. J'ai développé ces exemples historiques dans « Anti-Imperialism in the Age of Great Power Rivalry ».

7. Lénine, « Imperialism and the Split in Socialism » (1916), dans Lénine, *Collected Works,* vol. 23.

8. Voir See Stockholm International Peace Research Institute, « Armaments, Disarmament, and International Security, Summary », *SIPRI Yearbook 2021,* p. 15-17.

9. Andrea Murphy et col. « How the World's Biggest Public Companies Endured the Pandemic », *Forbes,* 13 mai 2021.

10. Veronika Chernova et col., « TNCs in Russia : Challenges and Opportunities », dans Bruno S. Sergi (dir.), *Exploring the Future of Russia's Economy and Markets : Towards Sustainable Economic Development,* Bingley, Emerald Publishing, 2019, p. 188.



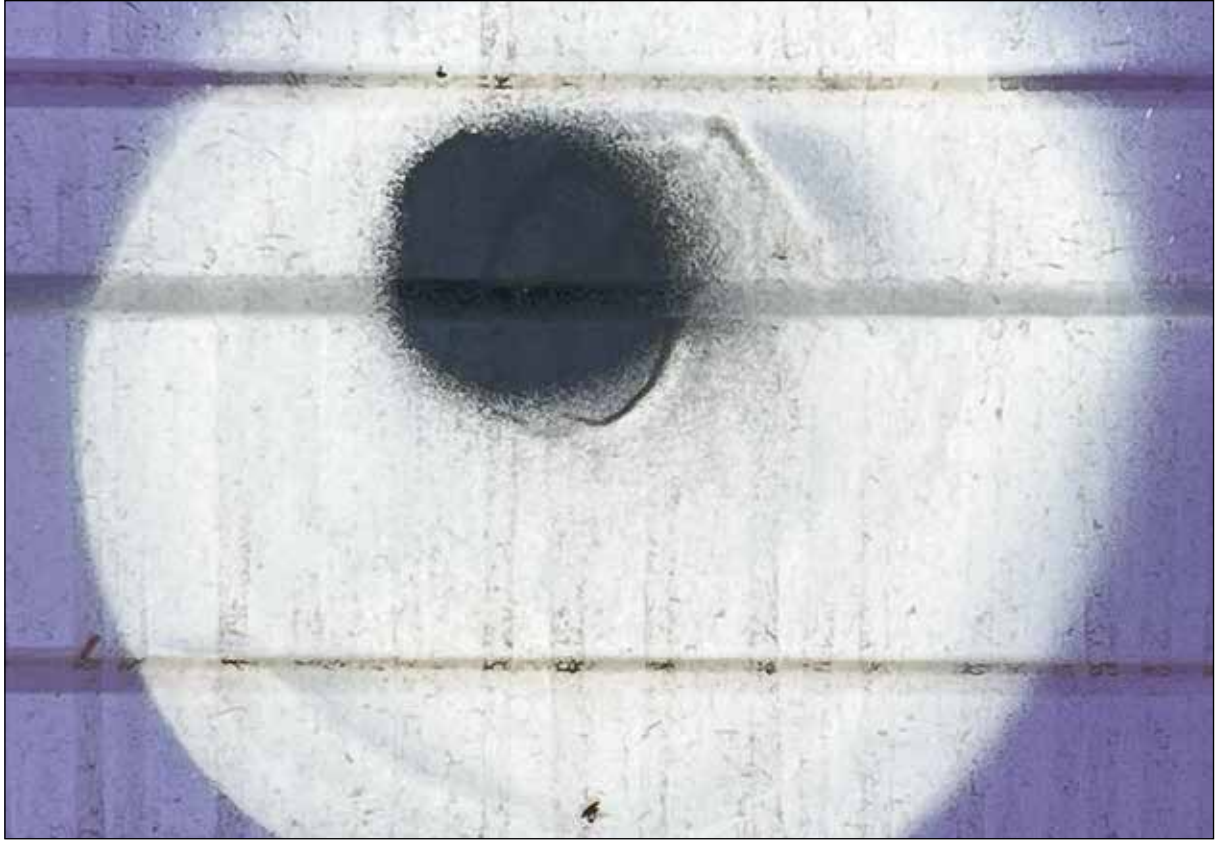
En octobre 2018, 150 banques étrangères opéraient en Russie, dont 63 banques sous contrôle étranger avec une participation étrangère de 100 %; 17 banques sous contrôle étranger avec une participation étrangère de 51 à 99 %; et 70 banques étrangères avec une participation au capital inférieure à 50 %. Le nombre de banques étrangères a régulièrement diminué de 2014 à 2018, ce qui suggère que les investisseurs étrangers pourraient reconsidérer leurs plans d'investissement en Russie. Les banques sous contrôle étranger avec des parts étrangères de 51 à 99 % et les banques étrangères avec une participation au capital de moins de 50 % ont diminué de 63 % et 54 %, respectivement. La part des banques étrangères dans le capital social total du secteur bancaire russe est passée de 23 % en 2014 à 13,44 % en octobre 2018. Il convient de noter qu'environ 11 % des banques étrangères sont contrôlées de manière significative par des résidents russes[11].

En outre, la Russie n'a pas de dettes importantes envers les institutions impérialistes étrangères (contrairement à de nombreux pays semi-coloniaux). Sa dette publique ne représentait que 18 % du produit intérieur brut (PIB) à la fin de 2020. Ses comptes courants sont régulièrement excédentaires, et ses réserves de devises internationales s'élevaient à 596 milliards de dollars à la fin de 2020 (ce qui en fait l'État possédant la cinquième plus grande réserve de devises étrangères au monde)[12].

Il convient de souligner que le capitalisme russe diffère du « modèle » occidental dans la mesure où l'État occupe une position cruciale. Un nombre considérable de ses monopoles représentent un mélange d'actions publiques et privées; le capitalisme d'État est donc une caractéristique essentielle de l'économie russe. Selon une étude récente du Fonds monétaire international (FMI), la part de l'État russe dans l'économie (calculée

11. Victor Gorshkov, « Fundamentals and Recent Trends in Russian Banking », dans Steven Rosefielded, *Putin's Russia : Economy, Defence and Foreign Policy,* Singapour, World Scientific Publishing, 2021, p. 81.

12. Anders Åslund et Maria Snegovaya, « The Impact of Western Sanctions on Russia and How They Can Be Made Even More Effective », *The Atlantic Council,* mai 2021 ; Anders Åslund, « The Russian Economy in Health, Oil, and Economic Crisis », mai 2020.



en tant que PIB) en 2016 se situait entre 30 et 35 %. Le rapport poursuit : « Si l'on tient compte de la taille du secteur informel en termes de valeur ajoutée et d'emploi, la part de l'État russe augmente considérablement, pour atteindre près de 40 % de l'activité du secteur formel et moins de 50 % de l'emploi dans ce secteur[13]. »

Les exportations de capitaux de la Russie et les « allers-retours »

Le volume des investissements directs étrangers (IDE) en Russie est important, même si les statistiques officielles posent plusieurs problèmes. Commençons par la liste des quinze premiers pays qui reçoivent des IDE russes par rapport aux nations d'où proviennent les IDE en Russie. Dans le tableau 1[14], nous voyons le stock de capital accumulé pour chacun des quinze premiers pays dans chaque catégorie en 2013 et 2018.

Comme le lecteur le reconnaîtra, cette liste comprend un certain nombre de destinations bien connues en tant que paradis fiscaux *offshore* : Chypre, les îles Vierges britanniques, les Bahamas, les Bermudes, Jersey, etc. De même, les Pays-Bas sont également un paradis fiscal très apprécié des oligarques. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que les IDE russes vers ces destinations sont simplement des fuites de capitaux. Comme le montre le tableau, il existe également un volume important d'IDE provenant de ces mêmes paradis fiscaux. Les économistes appellent cela le « *round-tripping* ». Les capitalistes russes « investissent » dans des destinations *offshore* étrangères et, à leur tour, investissent depuis ces destinations en Russie. Par conséquent, l'aller-retour conduit à une surestimation des IDE russes dans les deux sens. L'une des principales raisons pour lesquelles les multinationales russes « investissent » dans ces destinations offshore est de minimiser les impôts. En outre, les monopoles russes utilisent également ces destinations offshore pour leurs investissements étrangers dans des pays tiers. Par conséquent, une part non négligeable des « investissements étrangers » en Russie sont en fait des investissements russes (« retour au pays » dans des conditions fiscales plus favorables). En outre, les sociétés russes réalisent également des investissements étrangers dans d'autres pays à partir de ces

13. Gabriel Di Bella et col., « The Russian State's Size and Its Footprint : Have They Increased ? », *IMF Working Paper,* 2 mars 2019 ; voir aussi « Congressional Research Service, Russia : Domestic Politics and Economy », septembre 2020 ; Alexander Abramov et col., « State-Owned Enterprises in the Russian Market : Ownership Structure and Their Role in the Economy, », *Russian Journal of Economics,* n° 3, 2017.

14. Pour les tableaux cités par l'auteur, se reporter à https://newpol.org/issue_post/russian-imperialism-and-its-monopolies.

centres *offshore*[15]. De toute évidence, ces complications rendent difficile l'estimation des véritables investissements étrangers russes et des investissements étrangers en Russie. Kari Liuhto […] arrive à la conclusion «qu'on pourrait probablement réduire le stock officiel d'IDE de la Russie de 40 à 50 %, pour découvrir la véritable taille du stock d'IDE de la Russie[16]».

Le régime de Poutine tente de réduire le montant des allers-retours de capitaux afin d'augmenter les recettes fiscales de l'État. Si les allers-retours existent toujours, ils semblent avoir été réduits[17].

L'énorme quantité d'investissements étrangers aller-retour en Russie a souvent été citée comme un exemple de la faiblesse du capital russe et comme une preuve de son caractère non impérialiste. Mais, comme je l'ai expliqué dans d'autres ouvrages, la Russie n'est pas le seul pays dont les capitaux affluent vers les centres financiers *offshore*. De nouvelles recherches confirment fortement cette évaluation. Une étude cite un rapport sur la finance *offshore* publié par *The Economist,* selon lequel le monde compte 50 à 60 paradis fiscaux, domiciliant plus de 2 millions de sociétés de papier, ainsi que des milliers de banques, de fonds et d'assureurs. Le rapport estime que plus de 30 % des investissements directs étrangers mondiaux sont comptabilisés dans les paradis[18]. Une autre étude estime que la part de ces «IDE fantômes» a augmenté pour atteindre 40 % de tous les IDE mondiaux[19] ! Ces «IDE fantômes» sont une caractéristique non seulement des économies faibles du «tiers-monde», mais aussi des États impérialistes où la plupart des capitaux ont leur siège[20].

Les multinationales de Russie

Traitons maintenant des principaux monopoles russes qui investissent à l'étranger. Le tableau 2[21] montre une liste publiée par la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement où figurent les quinze plus grands monopoles non financiers russes classés en fonction de leurs actifs à l'étranger. Plusieurs faits notables ressortent de ce tableau. D'abord, nous voyons que les sociétés d'État jouent un rôle important, mais que les monopoles privés dominent (neuf sur quinze). Ensuite, le secteur du pétrole et du gaz et la métallurgie jouent un rôle de premier plan dans les investissements russes à l'étranger. Cependant, les monopoles russes jouent un rôle dans un large éventail de secteurs d'activité, tels que les machines, l'électricité, les produits chimiques, les denrées alimentaires, les télécommunications, les technologies de l'information, les transports, les banques et les médias[22].

La surexploitation par les monopoles russes

Comme les autres monopoles impérialistes, le capital russe investit à la fois dans les États impérialistes et dans les pays semi-coloniaux. Pour les raisons mentionnées ci-dessus («aller-retour»), il est difficile de se faire une idée précise des destinations des exportations de capitaux russes.

L'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales – l'un des groupes de réflexion les plus prestigieux de Russie – a tenté d'identifier les principales destinations des exportations de capitaux russes. Il est arrivé à la conclusion suivante concernant les investissements étrangers dans les pays d'Eurasie en dehors de la Communauté semi-coloniale des États indépendants (CEI) : «[À] la fin de 2016, les principales destinations en Eurasie hors CEI étaient l'Italie,

15. Maria Kotova, *Russia's 2021 Trade and Investment Turn to Asia,* Saint- Petersbourg, Dezan Shira & Associates, 2021.

16. Kari Liuhto, «Does Ownership Matter in an OFDI Decision of a Russian Firm ? The Case of Russia's Ten Largest Investors Abroad», dans Kari Liuhto et col. (dir.), *The Russian Economy and Foreign Direct Investment,* Londres, Routledge, 2017, p. 248-249.

17. World Bank, «Russia's Economy Loses Momentum Amidst COVID-19 Resurgence ; Awaits Relief from Vaccine», *Russia Economic Report,* n° 42, décembre 2019 ; voir aussi Maria Kotova, *Russia's 2021, op. cit.*

18. Daniel Haberly et Dariusz Wójcik, «Tax Havens and the Production of Offshore FDI : an Empirical Analysis», *Journal of Economic Geography,* n° 15, 2015.

19. Kasper Brandt, «Illicit Financial Flows and the Global South. A Review of Methods and Evidence,» *WIDER Working Paper 2020,* décembre 2020.

20. Haberly et Wójcik, p. 78.

21. UNCTAD, *World Investment Report 2019.*

22. Kari T. Liuhto et Saara S. Majuri, «Outward Foreign Direct Investment from Russia», *Journal of East-West Business,* n° 20, 2014.

l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Turquie, la Suisse, l'Irak et la Bulgarie.»

Cette base de données montre un stock mineur d'IDE russes à Chypre. De même, la présence réelle des IDE russes est beaucoup plus faible au Luxembourg, en Espagne, en Irlande, en Lettonie et aux Pays-Bas qu'officiellement enregistrée.

Les monopoles russes jouent également un rôle important dans les pays d'Eurasie, bien que plus dans certains que dans d'autres. Deux économistes russes fournissent l'évaluation suivante :

> En 2014, les investissements directs étrangers russes dans l'Union économique eurasienne (EAEU [une version orientale de l'Union européenne dominée par la Russie]) s'élevaient à près de 15,4 milliards de dollars, ce qui équivaut à 4,0 % du total des investissements directs étrangers russes. Ces deux chiffres ont presque doublé en deux ans (2012-2014) après la création de l'Union douanière entre la Russie, le Belarus et le Kazakhstan. Cette part modeste pourrait être deux fois plus élevée, après avoir soustrait le chiffre d'affaires des IDE des chiffres totaux. … Le rôle des investissements russes varie selon les pays. Pour le Belarus, la Russie est le pays d'origine de 57 % du stock d'IDE entrant, tandis que Chypre et les territoires similaires sont responsables de moins de 15 % de ce stock. Pour l'Arménie, l'IDE russe [est] également important (35 % du stock total d'IDE entrants). Pour le Kazakhstan, la situation est inverse : les IDE d'origine russe ne représentent que 2,5 % du stock total d'investissements étrangers. En revanche, la part des Pays-Bas est supérieure à 40 %. De nombreuses entreprises russes sont enregistrées aux Pays-Bas ou s'arrangent [pour avoir des filiales dans ce pays] afin de mener des activités à l'étranger. De ce fait, révéler l'origine initiale des IDE néerlandais au Kazakhstan pourrait multiplier par plusieurs la part des IDE russes. Les investissements russes au Kirghizstan sont mineurs, tant en termes absolus que relatifs[23].

Les multinationales russes occupent une position dominante absolue en Ouzbékistan : 55,6 % de tous les investissements étrangers proviennent de Russie, la Chine étant le deuxième investisseur (15 %).

La surexploitation impérialiste via les migrations

Enfin, lorsque nous parlons de la surexploitation par la Russie des pays semi-coloniaux d'Eurasie, il est crucial de souligner également le rôle des migrations. Comme je l'ai expliqué ailleurs, celles-ci sont l'une des principales formes de surexploitation impérialiste des pays coloniaux et semi-coloniaux, car elles permettent un transfert de valeur substantiel des pays opprimés vers les pays oppresseurs[24].

La Russie impérialiste est l'un des pays qui profite de la surexploitation des migrants. En juin 2019, il y avait officiellement 10,13 millions d'étrangers en Russie[25]. La grande majorité de ces immigrants légaux (85 %) proviennent des pays semi-coloniaux de la CEI en Asie centrale et en Europe de l'Est (tableau 3)[26].

Sur une population russe officielle de 146,7 millions d'habitants (2019), les migrants légaux constituent 6,9 %. À ce chiffre, il faut ajouter un nombre inconnu de migrants vivant illégalement en Russie. Les estimations du nombre de migrants illégaux en Russie vont de 1,5 million à 15 millions. Plusieurs universitaires s'accordent sur le chiffre de 3 à 5 millions de migrants illégaux[27]. Si ce chiffre est exact, on peut supposer qu'environ 13 à 15 millions de migrants vivent actuellement en Russie (environ 9 à 10 % de la population totale). À ces migrants légaux et illégaux, il faut ajouter un nombre inconnu

23. Elena Efimova et Vladimir Sherov-Ignatev, *Russian Foreign Direct Investments in the Eurasian Economic Union,* Londres, Taylor and Francis, 2016, p. 160-161.

24. Pour mon analyse théorique des formes de surexploitation impérialiste, voir *The Great Robbery of the South : Continuity and Changes in the Super-Exploitation of the Semi-Colonial World by Monopoly Capital. Consequences for the Marxist Theory of Imperialism,* Vienne, RCIT, 2013.

25. «Immigration to Russia», *Wikipedia.*

26. N. Mkrtchyan et Y. Florinskaya, «Migration Growth : Abnormal Indices», *Monitoring of the Economic Situation In Russia, Trends and Challenges of Socio-Economic Development,* n° 12 (95), 2019.

27. Yelena B. Yakovleva et col., «External Labor Migration in the Context of Marketing Research Evidence from Russia», *Innovative Marketing,* n° 15, 2019, p. 35.

de migrants provenant des colonies intérieures de la Russie. En tant qu'ancien empire, une minorité non négligeable de la population russe (environ 19 %) est composée de non-Russes. Comme je l'ai souligné dans mon étude de 2014, ces minorités sont des peuples opprimés, qui vivent pour la plupart dans des conditions économiques et sociales pires que la population majoritaire. Par conséquent, beaucoup de ces minorités opprimées quittent leur lieu d'origine et s'installent dans les grandes villes – dominées par la population majoritaire russe – dans l'espoir d'y trouver un emploi.

Le tableau 4[28] montre que les migrants (légaux) constituent une proportion non négligeable des employés dans les secteurs clés de l'économie russe. Comme dans d'autres pays impérialistes, les migrants en Russie sont surexploités en tant que main-d'œuvre bon marché. Une équipe de trois professeurs d'université russes calcule qu'« en règle générale, le salaire des migrants représente environ 70 % du salaire des Russes[29] ». Ils estiment la contribution des migrants à la production de la Russie : « Sur la base du fait qu'en 2016, le PIB s'élevait à 86 044 milliards de roubles, [un] montant supplémentaire de 5 592,8 milliards de roubles a été reçu en raison de l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère, ce qui représente 6,5 % du PIB total de la Russie[30]. »

Ils citent également d'autres experts qui estiment la contribution des migrants à 7,56 % du PIB de la Russie.

Conclusions

La Russie est une puissance impérialiste. Cela ressort non seulement de ses caractéristiques politiques et militaires, mais aussi de son économie. Elle n'est ni dominée par des sociétés étrangères ni financièrement dépendante d'institutions impérialistes étrangères. Il s'agit d'une économie relativement forte dominée par des monopoles nationaux, avec un faible niveau de dette extérieure et d'importantes réserves de change. Les capitalistes monopolistes russes – les « oligarques » – sont étroitement liés à l'appareil d'État, qui joue un rôle fort et régulateur.

L'exportation de capitaux de la Russie est dominée par ces monopoles. Ici aussi, les sociétés d'État jouent un rôle important, bien que la majorité de ces monopoles soient privés. Les investissements étrangers de la Russie sont dirigés vers les pays impérialistes ainsi que vers les pays semi-coloniaux. Naturellement, la Russie joue un rôle plus important dans les pays semi-coloniaux qui faisaient partie de l'URSS. Aujourd'hui, plusieurs de ces États sont membres de l'EAEU.

Ayant établi le caractère impérialiste de la Russie, il est à mon avis inadmissible pour les socialistes de se ranger du côté d'un tel État dans un conflit avec des rivaux de grande puissance. Soutenir la Russie dans tout conflit avec les États d'Europe occidentale, les États-Unis ou le Japon équivaut à du social-impérialisme, c'est-à-dire à servir une ou plusieurs puissances impérialistes masquées par des phrases socialistes. En revanche, les socialistes ont besoin d'une stratégie d'opposition aux grandes puissances de l'Est comme à celles de l'Ouest.

Michael Pröbsting est autrichien et spécialiste de l'impérialisme. Il a notamment publié *Anti-Imperialism in the Age of Great Power Rivalry : The Factors Behind the Accelerating Rivalry Between the U.S., China, Russia, EU and Japan*, RCIT Books, 2019.

Article publié dans la revue new-yorkaise *New Politics*. Traduit en français par Patrick Silberstein et publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 7, 23 mai 2022.

28. *Ibid.*, p. 34

29. *Ibid.*, p. 33

30. *Ibid.*, p. 35.

Sur la nature du régime russe et ses perspectives

Volodymyr Ischenko et Ilya Matveev

ILYA MATVEEV. Il y a une énorme inégalité socio-économique en Russie. À Moscou, de nombreuses personnes vivent aussi bien que la classe moyenne londonienne. En revanche, les régimes de Eltsine et de Poutine ont systématiquement détruit l'infrastructure sociale de nombreuses régions économiquement défavorisées. Ce sont précisément les habitants de ces endroits qui partent à la guerre pour 3 000 dollars par mois, argent qu'ils n'ont jamais vu en temps de paix.

Comment cela est-il organisé politiquement ? Il serait erroné de caractériser la Russie de « capitalisme oligarchique » – la Russie d'aujourd'hui est plutôt un régime bonapartiste. Le bonapartisme est un concept de la théorie marxiste. Il signifie que le groupe ou le dirigeant au pouvoir exerce le pouvoir dans l'intérêt des grands capitalistes, mais ne donne aucun pouvoir politique aux capitalistes eux-mêmes. Jusqu'à récemment, le régime de Poutine servait les intérêts des grandes entreprises. Il suffit de voir que le nombre de milliardaires russes selon *Forbes* s'est multiplié sous la présidence de Poutine. Cependant, les propriétaires de grandes entreprises n'ont aucun poids politique. Mais ils ont toujours eu un pouvoir économique et des privilèges. Aujourd'hui, leurs intérêts économiques ont été sacrifiés à la guerre. Les sanctions, la fermeture des marchés d'exportation pour les grands hommes d'affaires, l'impossibilité d'emprunter sur les marchés financiers internationaux – tout cela détruit les grandes entreprises en ce moment.

Comment se fait-il que l'État en Russie ait servi les intérêts des grandes entreprises et qu'il ait maintenant cessé de le faire ? Telle est la question à laquelle la science politique doit répondre.

Nous pouvons parler d'un changement dans l'essence de l'impérialisme russe. Jusqu'en 2014, date de l'annexion de la Crimée, l'État russe a renforcé politiquement la position des entreprises russes dans les pays post-soviétiques. La politique étrangère agressive correspondait aux intérêts des entreprises. Mais après 2014, en raison des sanctions et encore plus maintenant, avec le déclenchement de la guerre, il y a une discorde entre ces deux voies. La guerre est incompatible avec l'accumulation du capital. Peut-être que la situation changera dans dix ou vingt ans, et alors les entreprises russes pourront bénéficier de la nouvelle situation géopolitique. Mais cela n'arrivera pas maintenant. Pour l'instant, je ne vois pas d'intérêts économiques derrière la politique impérialiste.

VOLODYMYR ISCHENKO. L'explication d'Ilya est similaire à l'opinion populaire d'aujourd'hui selon laquelle Poutine est un fanatique idéologique, voire un psychopathe, et que ses actions ne sont pas rationnelles. Je ne suis pas d'accord avec cette position.

Je pense que la guerre est menée dans l'intérêt de la classe dirigeante russe dans son ensemble. Pour comprendre cela, nous devons nous demander : de quel type de classe dirigeante s'agit-il ? Les chercheurs disent de ses membres qu'ils sont « capitalistes politiques ». La classe dirigeante russe est constituée d'hommes d'affaires dont les avantages concurrentiels sur le marché ne sont pas liés à une technologie avancée ou à une main-d'œuvre bon marché, mais aux positions politiques qu'ils occupent dans l'État. La corruption ou le contrôle informel des élites politiques sur les entreprises en sont

un exemple. D'où la préoccupation de l'élite russe de protéger la souveraineté. Après tout, si vous gagnez de l'argent en profitant des opportunités politiques de l'État, vous devez avoir un pouvoir monopolistique sur l'État. Et ce pouvoir peut être menacé, par exemple, par le capital transnational ou par des groupes influents à l'intérieur du pays. Ce que je dis est exactement conforme à la théorie marxiste du bonapartisme dont parle Ilya. Car le bonapartisme n'est rien d'autre qu'un régime dans lequel l'État, indépendamment de toute faction particulière du capital, défend avec force les intérêts de la classe des grands capitalistes dans son ensemble contre les menaces de capitalistes particuliers ou de factions particulières de cette classe. En ce sens, des capitalistes particuliers perdent aujourd'hui des profits à cause de la guerre, mais à long terme, la guerre sert les intérêts de la classe dans son ensemble.

En outre, la guerre peut avoir pour but de résoudre certains des problèmes fondamentaux du régime bonapartiste lui-même. Plus précisément, sa préservation, sa reproduction. Comment garantir la stabilité de ce régime ? Habituellement, cette stabilité est menacée lorsqu'un souverain est remplacé par un autre. Comment garantir le pouvoir personnalisé pendant une telle période ? Surtout quand il y a des protestations tout autour, comme au Bélarus ou au Kazakhstan ? Les régimes de ces pays ont survécu grâce à l'aide de Poutine. Mais si de telles protestations se produisent en Russie, qui sauvera Poutine et son régime ? La guerre est nécessaire pour garantir la continuité du pouvoir, afin que le président en exercice ne soit pas tué par ses propres successeurs. Le régime devient maintenant plus répressif, plus mobilisé, plus idéologique. La guerre vise à le renforcer.

La guerre est-elle rentable ?

ILYA MATVEEV. L'argument de Volodymyr semble logique, mais je ne suis toujours pas d'accord. Je n'ai pas dit que Poutine est irrationnel, j'ai dit qu'il n'y a pas de rationalité économique dans ses actions, mais peut-être qu'il existe une rationalité géopolitique.

Alors, oui, nous pouvons appeler la classe dirigeante russe des capitalistes politiques. Mais posons-nous la question : pourront-ils s'enrichir après la guerre ? Je n'en suis pas sûr, car l'économie russe est en train de s'effondrer, elle qui était si intégrée aux marchés mondiaux. Et maintenant que l'économie russe est en train de se démondialiser, qu'est-ce qui peut remplacer le régime mondial d'accumulation du capital ? Rien ! Même à des fins de rapine, il serait plus logique

d'éviter la guerre, de continuer à échanger du pétrole et du gaz avec l'Occident, et de tirer profit de ce commerce. Et pour cela, il faut de bonnes relations avec l'Occident, qui semblent désormais irréversiblement perdues. Je pense que c'est exactement la raison pour laquelle les élites occidentales pensaient qu'il n'y aurait pas de guerre. Elles le croyaient parce qu'elles comprenaient que les élites russes ne profitent pas de la guerre.

Peut-être que lorsque Poutine et son entourage ont conçu cette guerre, ils pensaient qu'ils allaient rapidement conquérir toute l'Ukraine et que, dans vingt ans, les deux pays réunis seraient mieux à même de concurrencer l'Europe et la Chine, mais c'est une perspective très lointaine. En attendant, les oligarques sont terrifiés, leur vie entière est ruinée. Je ne les plains pas, bien sûr, mais de leur point de vue, la guerre est irrationnelle.

Maintenant, parlons de la consolidation du régime. Bien sûr, pour Poutine, il est logique de chercher à consolider son régime. Oui, la guerre a encore rassemblé les élites autour de Poutine. Mais très bientôt, la guerre deviendra extrêmement impopulaire auprès de la population. Et le bonapartisme dépend de l'approbation des masses. Et il est peu probable que les masses approuvent la guerre et le régime qui la mène depuis si longtemps.

VOLODYMYR ISCHENKO. Oui, il y a des experts qui pensent que la guerre aura des conséquences économiques terribles pour la Russie. Et il y a d'autres experts qui pensent que la Russie sera capable de surmonter sa dépendance économique vis-à-vis de l'Occident et qu'elle finira par devenir plus forte. Grâce à la substitution des importations et à la réorientation des exportations. Bien sûr, du point de vue de la prévention des risques, la guerre est illogique. Mais le problème est que l'aversion au risque n'a jamais sauvé les régimes bonapartistes de l'effondrement. Et si un régime avait besoin de changer fondamentalement la politique, l'économie et la société afin de rester au pouvoir ? La guerre est une bonne occasion pour une telle transformation. Cela dit, bien sûr, des calculs et des prévisions erronés, l'attente clairement erronée que la Russie va rapidement conquérir l'Ukraine, peuvent introduire beaucoup d'imprévisibilité dans le processus de consolidation du régime et de succession du pouvoir.

ILYA MATVEEV. Mais comment une guerre peut-elle aider à cette continuité ?

VOLODYMYR ISHCHENKO. Quel est le problème de la transmission du pouvoir ? Le fait qu'au moment du transfert du pouvoir, tout le monde commence à se battre, la lutte intra-élite s'intensifie. Imaginons que la Russie – comme l'espère le Kremlin – gagne la guerre. C'est un bon moyen pour Poutine de prendre un certain [ministre de la défense] Sergeï Choïgou, et d'en faire l'héritier présomptif. Voici l'homme qui a gagné la guerre et annexé l'Ukraine à la Russie ! Qui va rivaliser avec lui ?

ILYA MATVEEV. Je pense que c'est le contraire. La guerre rend le problème de l'héritage du pouvoir plus difficile pour Poutine. Car maintenant, les élites qui entourent Poutine vont essayer par tous les moyens d'installer quelqu'un d'autre qui pourrait changer de cap, sauver l'économie, améliorer les relations avec l'Occident, lever les sanctions et leur permettre de continuer à gagner de l'argent avec l'État. Avant la guerre, il aurait été plus facile de nommer Choïgou – la télévision lui aurait donné une légitimité. Et maintenant, les élites pensent : nous devons évincer Poutine d'une manière ou d'une autre, nous devons trouver et nommer notre candidat alternatif.

VOLODYMYR ISHCHENKO. Je n'envierais pas un tel candidat ! Maintenant que la Russie a déjà occupé une partie des territoires ukrainiens, celui qui prendra la place de Poutine ne pourra pas simplement faire la paix avec l'Occident, car cela signifierait accepter la défaite, céder le Donbass et la Crimée. Les forces de sécurité permettraient-elles que cela se produise ? Cela risque de provoquer de nouvelles scissions au sein des élites.

Volodymyr Ishchenko (Ukraine) est chercheur associé à l'Institut d'études est-européennes de l'Université libre de Berlin. Ilya Matveev (Russie) est économiste politique basé à Saint-Pétersbourg et coauteur du podcast *Political Diary.*

Entretien publié par *Lefteast,* 3 juin 2022. Traduction Patrick Le Tréhondat. Publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 8, 7 juin 2022.

La guerre de Poutine contre l'Ukraine n'est pas une question de sécurité mais d'intérêts impérialistes

Ilya Matseev

FEDERICO FUENTES. Très peu de gens avaient prédit que la Russie envahirait l'Ukraine à l'échelle de ce qu'elle a fait le 24 février, mais nombreux ont été ceux qui ont rapidement trouvé des explications aux actions du président russe, Vladimir Poutine. Comment expliquez-vous l'invasion et la guerre actuelle ?

ILYA MATSEEV. Tout d'abord, lorsque j'ai appris que la Russie avait envahi l'Ukraine, le 24 février, j'ai été totalement choqué et démoralisé, mais je n'ai pas été totalement surpris car la possibilité de cette invasion a toujours existé ne fût-ce qu'en raison des nombreuses troupes russes stationnées le long de la frontière ukrainienne, près de 200 000 soldats depuis plus d'un an. Je dirais qu'une invasion était envisagée depuis mars-avril 2021.

Certains afirmaient que l'accumulation de troupes à la frontière ukrainienne était une sorte de bluff de la part de Poutine, mais Poutine n'est pas coutumer des bluffs, car, selon ses principes, si vous faites une démonstration de force, vous devez être prêt à l'utiliser. Ainsi, dès lors que Poutine avait rassemblé 200 000 soldats à la frontière ukrainienne, il était clair qu'il était prêt à envahir.

Deuxièmement, nous devons comprendre ce conflit dans une perspective à plus long terme. Il y avait déjà une guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine avant l'invasion. Si vous ouvrez la page Wikipédia sur la guerre russo-ukrainienne, elle fait référence à 2014 comme point de départ de la guerre, lorsque la Russie a annexé la Crimée. Je pense que c'est logique. La guerre elle-même peut être retracée à travers le conflit prolongé qui a commencé il y a huit ans, lorsque la Russie a commencé à soutenir les séparatistes dans l'est de l'Ukraine et a annexé la Crimée. En ce sens, l'invasion russe n'est que la dernière phase de la guerre. La phase précédente était celle d'une guerre à plus petite échelle, mais nous parlons toujours de pas moins de 10 000 soldats russes dans cette première phase de la guerre russe contre l'Ukraine. La dernière phase s'inscrit dans la logique de ce conflit qui a débuté en 2014. Un seuil a été franchi avec l'annexion de la Crimée. Il est important de le comprendre et de séparer l'histoire de la Russie et de l'Ukraine avant et après cette annexion.

Avant cela, l'Ukraine avait signé le Mémorandum de Budapest en 1994, à la suite duquel elle remettait ses armes nucléaires à la Russie en échange de garanties de sécurité selon lesquelles la Russie n'attaquerait pas l'Ukraine. Poutine a piétiné ces garanties en entrant en guerre contre l'Ukraine et en occupant certaines parties de ce pays en 2014-2015. C'est donc à ce moment-là que la guerre a commencé. Depuis, avec l'accumulation des troupes, une invasion à grande échelle est devenue possible. Elle est devenue possible, mais je dirais pas inévitable : cela a été encore le choix de Poutine de lancer cette invasion.

FEDERICO FUENTES. On dit souvent que l'annexion de la Crimée par la Russie était principalement due à des préoccupations de sécurité, en particulier la crainte de perdre l'accès à sa base navale de la mer Noire. Dans le même ordre d'idées, certains disent que l'invasion de Poutine en février était également motivée par des préoccupations sécuritaires face à l'expansionnisme de l'OTAN. Les actions de la Russie en Ukraine depuis 2014 ont-elles réellement été motivées par de tels impératifs sécuritaires ?

ILIA MATSEEV. Les raisons pour lesquelles la Russie a annexé la Crimée ou a envahi [l'Ukraine] en février ne sont pas tout à fait claires. Nous ne savons pas avec 100 % de certitude pourquoi Poutine a fait cela, mais nous pouvons faire une supposition fondée.

Les dirigeants russes ont compris que l'Ukraine s'éloignait résolument de la sphère d'influence de la Russie et s'alignait sur l'Occident. Pour le Kremlin, une Ukraine indépendante de la Russie, une Ukraine où les décisions clés ne seraient pas prises en Russie et qui s'alignerait sur l'Occident, c'est inacceptable.

Depuis le soulèvement de Maïdan, en 2014, l'Ukraine s'éloigne de l'orbite de la Russie et se rapproche de l'Occident. Pendant ce temps, le Kremlin a démontré qu'il était prêt à tout pour soumettre l'Ukraine et la forcer à revenir dans sa sphère d'influence. L'annexion de la Crimée a probablement été spécifiquement dictée par la crainte de la Russie de perdre sa flotte de la mer Noire et sa base navale de Sébastopol. Pour certains militants de gauche, cela sert à justifier l'annexion de la Russie. Mais peut-on vraiment justifier une telle agression préventive ?

Aujourd'hui, la Russie est en train d'annexer plus de territoires d'un autre pays souverain. Ce type d'agression préventive n'est un comportement ni normal, ni acceptable, ni justifiable.

Le problème du discours officiel russe, c'est qu'il tente de faire l'amalgame entre la sécurité russe et les intérêts impérialistes russes. [Les Russes] parlent toujours de sécurité. Ils disent que l'Ukraine est en quelque sorte une menace pour l'existence de la Russie. Mais la Russie a déclenché la guerre avec l'Ukraine, et si cette guerre n'est pas une menace vitale – où tout l'Occident serait contre la Russie – en raison des armes nucléaires que possède la Russie, alors comment l'Ukraine s'éloignant de la sphère d'influence de la Russie peut-elle représenter une menace vitale ? Il est clair qu'une telle situation serait beaucoup moins dangereuse que la guerre que nous connaissons actuellement.

Le Kremlin a choisi d'entrer en guerre. Aujourd'hui encore, le Kremlin se sent assez sûr pour continuer à faire la guerre, alors même que les pays occidentaux fournissent des armes à l'Ukraine. À mon avis, il ne s'agit finalement pas d'une question de sécurité, mais d'intérêts impérialistes et de l'idéologie impériale qui caractérise le régime russe. Celui-ci a une vision impériale de l'espace post-soviétique, et plus particulièrement de l'Ukraine. Il ne peut tolérer que l'Ukraine soit un pays souverain. Voilà le fond du problème.

FEDERICO FUENTES. Vous dites que l'Ukraine se rapproche de l'Occident, mais si nous examinons le parcours de la Russie depuis le début du siècle, nous constatons que la Russie aussi a essayé de s'intégrer à l'Occident. Pourtant, et c'est apparemment une contradiction, nous avons vu sur le terrain politique, et pas seulement en Ukraine mais aussi en Syrie ou dans d'autres pays, que la Russie n'a pas peur d'affronter directement l'Occident, peut-être comme aucun autre pays ne l'a fait. Comment expliquez-vous cette contradiction en Russie au 21e siècle ?

ILIA MATSEEV. Je suis entièrement d'accord pour dire que c'est un paradoxe et qu'il est difficile de l'expliquer avec les théories existantes sur l'impérialisme. Il n'y a pas d'explication toute faite pour ce genre de situation. Mais si nous revenons à Vladimir Lénine, à Léon Trotsky, un concept que nous pourrions utiliser pour mieux comprendre la Russie est celui du développement inégal et combiné.

En tant que partie prenante du système capitaliste mondial, nous pouvons observer les caractéristiques d'un développement inégal et combiné en Russie. Il y a plus de cent ans, l'ancien empire tsariste russe était économiquement faible, mais disposait d'une armée disproportionnée et exerçait aussi une influence disproportionnée sur la politique mondiale. La Russie se caractérise depuis un certain temps par cette étrange combinaison de faiblesse économique et de puissance militaire.

À l'heure actuelle, je dirais que la Russie n'est pas un pays « normal » car, d'une part, elle a ses oligarques, elle a sa classe dirigeante, comme tout pays capitaliste, qui est intégrée au capitalisme mondial. Cette classe dirigeante préférerait des relations beaucoup plus amicales avec l'Occident. Dans le même temps, la Russie dispose d'une armée héritée de l'Union soviétique. Elle dispose d'une armée disproportionnée ; en chiffres, c'est la deuxième plus grande armée du monde,

même si ses performances en Ukraine ont démontré que la force militaire de la Russie a été surestimée. Mais en termes numériques, c'est une force militaire énorme. En plus, le régime russe a hérité d'une culture de la stratégie soviétique.

Nous avons donc cet étrange déséquilibre entre, d'une part, une classe dirigeante qui cherche des liens plus étroits avec l'Occident et, d'autre part, une élite militaire, une politique étrangère et une sécurité nationale – ainsi que l'armée elle-même – dont les intérêts divergent de ceux de la classe dirigeante. En tout cas, il existe une sorte de déconnexion entre les deux.

Voilà notre réalité. Nous ne pouvons pas nier l'existence de l'impérialisme russe simplement parce que cela ne correspondrait pas avec notre théorie de l'impérialisme. Ce

que nous devons faire, c'est avoir une véritable analyse de ce qu'est la Russie et de ce qu'elle fait, au lieu d'essayer d'intégrer les actions de la Russie dans une sorte de notion préconçue de l'impérialisme. Peut-être devrions-nous même mettre à jour notre théorie de l'impérialisme pour mieux expliquer l'agression russe en Ukraine.

FEDERICO FUENTES. Pourquoi insistez-vous sur le fait qu'il est si important pour la gauche hors de Russie de comprendre l'impérialisme russe ?

ILIA MATSEEV. Commençons par un élément contre-factuel. Imaginons que nous nions le fait que la Russie soit impérialiste, et que nous ne considérions que les pays du noyau capitaliste sont les seuls impérialistes. Qu'est-ce qui découle de ce déni de l'impérialisme russe ? Comment expliquer l'agression russe tout en niant le statut impérialiste de la Russie ?

Inévitablement, nous arrivons à la conclusion que les actions de la Russie en Ukraine ne sont pas une agression, mais plutôt une sorte de défense contre l'impérialisme occidental, contre l'impérialisme des États-Unis. Mais c'est manifestement faux, car la Russie ne se défend pas ; en ce moment, de toute évidence, elle attaque.

Il y a des militants de gauche qui pensent exactement cela : si la Russie n'est pas impérialiste, alors c'est une puissance non impérialiste qui se défend contre l'impérialisme occidental, et donc ses actions sont justifiées car elles constituent une défense justifiable contre l'impérialisme. Mais ce n'est tout simplement pas vrai.

Ce que la Russie cherche, c'est à consolider son influence au sein de l'espace post-soviétique dans la région, et plus particulièrement en Ukraine, car la Russie ne peut tolérer une Ukraine indépendante, indépendante de l'influence politique russe.

Il est très important de reconnaître l'impérialisme russe, ainsi que l'impérialisme occidental, car cela nous permet de déterminer qui est le coupable et qui est la victime. L'Ukraine est clairement la victime dans tout cela.

Les idées formulées par les dirigeants russes sont très ouvertement impérialistes. Ils disent que l'Ukraine n'est pas un vrai pays, que les Ukrainiens ne sont pas une vraie

nation, que l'Ukraine devrait faire partie de la Russie. Ils disent surtout que les Ukrainiens sont fondamentalement des Russes et que, par conséquent, la Russie devrait imposer son contrôle sur l'État ukrainien ou même faire de l'Ukraine une partie de la Russie. Ils plaident en faveur de l'effacement de l'identité nationale ukrainienne et obligent les Ukrainiens à devenir russes.

N'est-ce pas là une expression claire de l'impérialisme, à l'instar des empires coloniaux et de ce que la Russie a fait dans le Caucase et en Asie centrale au 19e siècle ? Nous avons besoin d'une analyse de l'impérialisme russe pour faire la différence entre les ambitions impérialistes et les luttes de libération nationale.

FEDERICO FUENTES. Même en admettant que la Russie soit impérialiste, il est évident qu'elle n'est pas la principale puissance impérialiste dans le monde aujourd'hui : les États-Unis continuent à occuper cette position. Dans ces conditions, certains diront que tout affaiblissement de la Russie, à la suite d'une défaite en Ukraine, renforcerait en fin de compte l'impérialisme américain, et que la meilleure solution est donc un cessez-le-feu et une sorte de règlement négocié.

C'est une question tactique, mais elle est, bien sûr, cruciale. Partons à nouveau d'un élément contre-factuel : disons que nous appelons à un cessez-le-feu. Comment garantirions-nous ce cessez-le-feu, même si, d'une manière ou d'une autre, la Russie l'acceptait ? Dans la situation actuelle, un cessez-le-feu ne ferait que donner à la Russie le temps de se regrouper et de mobiliser davantage de forces pour ensuite reprendre la guerre et conquérir plus de territoire en l'Ukraine.

ILIA MATSEEV. Le gouvernement russe n'a jamais dit qu'il était prêt à mettre fin à cette guerre. En fait, certains éléments indiquent qu'il s'accroche toujours à son objectif maximaliste de conquérir toute l'Ukraine, y compris Kyiv. Je ne vois pourtant aucun abandon de ces objectifs. Voilà pourquoi, un cessez-le-feu ferait seulement le jeu des Russes et prolongerait la guerre.

En fin de compte, oui, l'OTAN sortira renforcée de cette guerre ; en fait, c'est déjà le cas à grande échelle. Le problème est que l'élément déclencheur n'a pas été l'OTAN, mais la décision de Poutine d'envahir le pays. Affirmer que nous avons besoin d'une capitulation ukrainienne pour affaiblir l'OTAN n'a aucune logique.

Permettre à la Russie de conquérir plus de territoires reviendrait à effacer tout ce qui est ukrainien dans ces territoires.

Je ne pense pas que la Russie tolérera que la langue ukrainienne soit parlée dans ces territoires. Il semble, par exemple, que les enseignants ukrainiens des territoires occupés sont contraints d'étudier le russe afin d'enseigner en russe et d'être intégrés dans le système éducatif russe.

Á mon sens, il est très peu logique que la gauche internationale pense qu'elle peut combattre l'OTAN à travers la Russie. Cette logique sous-tend l'argument selon lequel la Russie se battrait contre l'OTAN et que, par conséquent, elle devrait en quelque sorte l'emporter pour ainsi affaiblir l'OTAN.

Ce n'est pas à la Russie d'affaiblir l'OTAN. C'est le travail de la gauche occidentale, qui doit aussi la remplacer par un nouveau système de relations internationales.

Je suis d'accord pour dire que l'OTAN est une alliance impérialiste et que, malgré ce que l'on nous dit, l'OTAN n'est pas une alliance défensive. Nous avons vu l'OTAN passer à l'offensive à plusieurs reprises dans différents pays. L'OTAN est une entité belliqueuse, mais nous ne devons pas combattre l'OTAN en souhaitant une victoire russe sur les pays de l'Alliance atlantique. Il ne s'agit pas d'une sorte de jeu à somme nulle dans lequel les militants de gauche occidentaux devraient encourager l'autre équipe, l'autre camp. Ça, c'est la logique campiste, la logique tankiste, que je rejette à 100 %.

Ce que les militants de gauche devraient faire, c'est réfléchir à quoi pourrait ressembler une nouvelle architecture de sécurité mondiale, un nouveau système de relations internationales qui pourrait remplacer l'OTAN, et lutter pour le pouvoir gouvernemental afin de mettre en place cette nouvelle architecture de sécurité. Voilà le travail de la gauche internationale.

Le travail de la gauche russe doit consister à mettre fin à l'agression impérialiste de la Russie. Elle n'a pas d'autre choix. Il est impossible pour les militants russes de gauche de tolérer ou de justifier de quelque manière que ce soit ce type d'agression.

Des dizaines de milliers de civils et de soldats ukrainiens et russes sont déjà morts en Ukraine. C'est une catastrophe. Cette invasion n'a aucun sens, elle a aggravé la situation de tout le monde – les Ukrainiens, les habitants du Donbass et la population russe également. C'est une catastrophe, de tout point de vue. La meilleure chose qui puisse arriver est la fin immédiate de cette guerre par le retrait des troupes russes et le retour, au moins, au statu quo d'avant le 24 février.

FEDERICO FUENTES. Pour revenir à la situation intérieure de la Russie, quel a été l'impact des sanctions sur son économie ?

ILIA MATSEEV. Les sanctions n'ont pas entraîné l'effondrement de l'économie russe. Quelques experts s'attendaient à ce que celle-ci s'effondre sous le poids de ces sanctions sans précédent, mais cela ne s'est pas produit. En même temps, je dirais que l'impact des sanctions sur l'économie russe a quand même été dramatique, et qu'à moyen et long terme, il sera complètement dévastateur.

Il est impossible que la Russie se développe sous ce type de régime de sanctions. Elle ne le pourra pas en raison de l'effondrement des importations de toutes sortes de biens et de services à forte valeur ajoutée en provenance de l'Occident, et de nombreux pays qui ne sont pas géographiquement en Occident, comme le Japon et la Corée du Sud. L'impossibilité d'importer ces biens et services signifie que la Russie ne peut pas progresser sur le plan technologique et que le fossé entre elle et le reste du monde ne cessera de se creuser. La Russie ne peut rien y faire ; son seul espoir est faire fléchir ou mettre fin aux sanctions.

Les conséquences des sanctions pour la population se font bien sûr déjà sentir. Il y a une très forte crise économique, une inflation croissante et un chômage en cascade. La Russie était déjà un pays pauvre, alors voir l'impact de ces sanctions est déchirant pour un socialiste, car nous avons toujours défendu les Russes plus démunis. Voilà pourquoi je ne peux pas me réjouir de ces sanctions, comme le font certaines personnes en Occident qui disent que ces sanctions constitueront une leçon pour le peuple russe.

Deux tiers des Russes n'ont pas d'économies de côté. Deux tiers des Russes ne peuvent se payer que la nourriture et les vêtements, il leur est extrêmement difficile d'acheter des biens de consommation durables. La Russie est un pays très pauvre, et maintenant, en plus de cela, il y a les sanctions qui vont détruire encore plus la vie des gens ordinaires.

Tout cela est dévastateur, mais en même temps, je ne peux pas en rendre l'Occident responsable car, en fin de compte, c'est l'agression de Poutine qui a provoqué cette situation. Que pouvaient faire d'autre les pays occidentaux ? Laisser la Russie poursuivre son agression ? Quelle est l'alternative ?

Je crois effectivement qu'il faudrait apporter certaines modifications au régime de sanctions. Par exemple, du point de vue de la morale, l'Occident devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour permettre la poursuite des livraisons de médicaments chirurgicaux en Russie, autoriser les expéditions de médicaments et poursuivre la coopération dans le domaine médical, les malades ne sont pas responsables de cette guerre. La catastrophe qui se déroule dans les services de santé russes est inutile, elle ne devrait pas avoir lieu. Mais d'un point de vue global, je dirais qu'il n'y avait pas d'autre choix que d'imposer des sanctions ; c'était inévitable. La meilleure façon de lever les sanctions est d'arrêter la guerre et de retirer les troupes d'Ukraine.

Enfin, les sanctions ont-elles l'effet escompté, à savoir saper la base de soutien à Poutine ? Ou bien, indépendamment des sanctions, voit-on des fissures dans cette base à cause de la guerre ?

C'est très difficile à dire car les sondages d'opinion en Russie ne sont absolument pas fiables. Le niveau de répression leur enlève tout leur sens, car toute critique de la guerre peut vous valoir une peine de prison pouvant aller jusqu'à quinze ans. Imaginez qu'un sociologue vienne vous demander : « Soutenez-vous la guerre ? », « Aimez-vous Poutine ? » « Approuvez-vous les actions de Poutine ? » Et vous répondez : « Non, je n'aime pas la guerre. » Vous entendrez tout de suite : « Veuillez vous rendre dans le fourgon de police » et vous serez envoyé en prison. Voilà pourquoi nous avons droit à des sondages en provenance de Russie qui affichent un

soutien de 80 % pour la guerre, de 90 % pour Poutine – ils n'ont aucun sens.

La dynamique du pays en ce moment n'est absolument pas claire pour moi. Ce que nous savons des conversations, par le biais des anthropologues, des sociologues qui, au lieu de faire des sondages, parlent aux gens ordinaires, sur la durée, aux personnes qui savent qu'elles peuvent leur faire confiance, c'est qu'il n'y a pas de véritable enthousiasme pour la guerre dans la société russe. Les gens l'acceptent simplement parce qu'ils n'ont pas le choix. Ils ne protestent pas ; au contraire, ils l'acceptent parce qu'ils y sont contraints.

Cet état d'esprit va probablement perdurer, mais je pense que l'impact des sanctions va se faire sentir de plus en plus tout au long de cette année. Le chômage, en particulier, est susceptible d'augmenter après les vacances d'été ; il y aura des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires. Cela pourrait provoquer des troubles, des poches de contestation.

Je pense que malgré la répression, il est possible qu'il y ait des manifestations dans certaines parties du pays, car certaines villes sont dévastées. Il y a des endroits qui dépendent entièrement d'industries désormais fermées à cause du manque d'importations. Il y a des villes entières, 50 000, 70 000 personnes, qui dépendent d'usines qui ont arrêté leur production parce qu'elles n'ont pas les composants dont elles ont besoin et qui viennent d'Occident. C'est déjà le cas.

Je pense que ces cités pourraient devenir des terrains de protestation. Si cela se produit, ces protestations devraient être pleinement soutenues en Russie et au niveau international, car il s'agira de protestations de travailleurs. Je ne ne suis pas sûr que cela se produira, mais il y a une réelle possibilité.

Entretien publié par *Links*, 7 juillet 2022. Traduction Mariana Sanchez, publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 11, 7 septembre 2022.

Pour Poutine, ce qui compte vraiment ce n'est pas l'Ukraine mais le contrôle sur la Russie

Hanna Pekhoda

Dans son fameux discours prononcé juste avant l'invasion, Poutine parmi les prétextes pour justifier cette invasion invoque bien sûr l'OTAN, les États-Unis et l'Occident.

Cette idée est répandue dans les milieux intellectuels, y compris académiques et journalistiques : au final c'est l'OTAN et l'Occident qui portent la responsabilité ultime de cette guerre, car ce sont eux qui ont « humilié » la Russie. Poutine ne fait en dernière analyse que contester l'ordre mondial injuste de l'après-guerre froide.

Tout d'abord, il faut se demander pourquoi et dans quel contexte la Russie intervient militairement dans les pays voisins. Est-ce qu'elle le fait au moment où l'OTAN essaye d'« encercler » la Russie ? Si c'est le cas, comment expliquer le fait que cet été la perspective absolument réelle de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN n'ait suscité quasiment aucune réaction de la part du pouvoir russe ? Alors que la Finlande a plusieurs centaines de kilomètres de la frontière avec la Russie. Et comment expliquer le fait que les interventions russes dans les pays voisins se font toujours à la suite ou pendant des soulèvements populaires, même quand ils ne sont pas pro-occidentaux, comme au Kazakhstan récemment ?

Contre qui Poutine est-il en guerre ?

L'explication est la suivante. Poutine n'est pas en guerre contre l'OTAN, il est en guerre contre la capacité d'action populaire, contre l'idée que les peuples puissent faire tomber les régimes et puissent décider de leur propre sort, comme les Ukrainiens s'y efforcent, donnant ainsi un très mauvais exemple aux Russes. Donc toute tentative de contestation populaire est quelque chose que Poutine doit détruire, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, afin de préserver l'emprise de l'oligarchie sur la Russie, de protéger son droit de piller ses ressources. Son but principal n'est pas tant le contrôle sur les pays voisins, que fondamentalement la pérennité du contrôle sur le gaz et le pétrole russes que la mafia russe vend aux pays riches du Nord, comme l'Allemagne et la France, accros aux hydrocarbures et à la croissance économique. Ce qui permet aux oligarques de s'offrir une belle vie à l'occidentale.

Avec cette guerre, Poutine est tombé dans le piège dans lequel tous les régimes de ce type tombent un jour. En devenant plus inégalitaire, son régime devient plus fragile, il ne peut donc durer qu'en devenant plus dictatorial et répressif. Et en ce sens, la guerre se présente comme une issue inévitable, ou en tout cas prévisible. Car Poutine essaye de s'accrocher à cette dernière possibilité de serrer les rangs à l'intérieur du pays.

Si ce qui compte vraiment, ce n'est pas l'Ukraine, mais le contrôle sur la Russie, alors comment négocier avec Poutine ? Que convient-il de lui proposer ? Il faut comprendre que rien dans cette guerre ne pourrait être ressenti par lui comme une victoire, même pas l'occupation de tout le territoire ukrainien. Car rien ne peut désormais garantir la stabilité de son régime, lequel ne peut que devenir chaque jour plus fragile. Est-ce que la redéfinition de l'architecture de sécurité mondiale sur des fondements plus justes pourrait satisfaire Poutine ? Au contraire, c'est la dernière chose que les élites russes désirent, les tensions géopolitiques sont pour elles une aubaine à laquelle elles ne vont jamais renoncer. La guerre va continuer et

avancer plus loin, parce que Poutine s'est lancé dans une fuite en avant. Désormais, son régime dure uniquement tant que la guerre continue.

Les causes de cette guerre ne sont donc pas tant internes à l'Ukraine qu'à la Russie. C'est pourquoi il faut éviter d'analyser cette guerre dans les termes uniquement géopolitiques, car une telle logique mène inévitablement vers des prises de position politiques irresponsables et dangereuses. Dire que c'est une guerre entre la Russie et les États-Unis signifie avant tout nier la subjectivité des Ukrainiens et la souveraineté de leur État. Fondamentalement, il s'agit d'une approche colonialiste, centrée finalement sur soi-même, sur l'Occident prétendument tout-puissant, fût-il méchant ou gentil. La force et l'ampleur de la résistance ukrainienne ont surpris les milieux intellectuels «de gauche» qui n'arrivent toujours pas à intégrer dans leurs analyses cette capacité d'action des Ukrainiens et d'autres petits peuples qui n'existent que très peu sur les cartes mentales des Européens de l'Ouest. Nous avons tendance à oublier que les Ukrainiens sont non seulement les objets de nos analyses, mais qu'ils sont des sujets agissants. D'où, par exemple, le réflexe de parler *sur* les Ukrainiens et non pas *avec* les Ukrainiens. On oublie aussi souvent que les pays post-soviétiques autres que la Russie sont des sujets de la politique internationale, des pays souverains et non pas les objets sur lesquels agissent les vrais joueurs de l'histoire, la Russie, les États-Unis, etc.

Quelle est la responsabilité des élites européennes ?

Dire que les prétentions russes à s'opposer à l'hégémonie américaine, donc avoir leur propre «part du gâteau», sont légitimes contribue à scier la branche de la sécurité internationale sur laquelle nous sommes tous et toutes assis, sans proposer une alternative viable. De telles prises de position relèvent de l'infantilisme et de l'irresponsabilité qu'on peut se permettre quand on vit dans les pays riches du Nord sous la protection de l'OTAN. Le monde «multipolaire» promu par Poutine et les autres «anti-impérialistes» tels que lui ne sera rien d'autre qu'un monde où l'on peut envahir, utiliser la terreur, la menace d'une catastrophe nucléaire, de la famine et d'une pénurie d'énergie. Le monde multipolaire, tel qu'il peut émerger en 2022, ne sera pas un monde où les forces progressistes vont prendre le pouvoir, mais au contraire des gens comme, dans le meilleur des cas Le Pen, Bolsonaro, et très certainement plutôt comme Poutine et Assad. Un monde où les grandes puissances se partagent les sphères d'influence pour y installer les régimes les plus oppressifs et injustes, où les riches peuvent piller la nature dans l'impunité la plus totale. Ces partages-là passant, bien évidemment, par les guerres généralisées. Et ce ne seront plus seulement les Syriens, les Ukrainiens ou les Yéménites qui vivront dans ce monde, les Français aussi.

En revanche, une bonne nouvelle pour ceux qui ont l'habitude de penser que l'ennemi principal est à la maison. Ce qui n'est pas faux ! Les élites européennes sont effectivement responsables de ce qui arrive à l'Ukraine. Mais non pas parce qu'elles ont «menacé» ou «humilié» la Russie. C'est même l'inverse. C'est en commerçant pendant des années avec le régime criminel de Poutine et en entretenant son sentiment d'impunité qu'elles ont rendu possible cette guerre qui menace la sécurité de tous. D'abord, Poutine a détruit la Tchétchénie, puis il a annexé des territoires en Géorgie et en Ukraine, puis il a réprimé les mouvements politiques démocratiques dans tous les pays voisins, il a bombardé les civils en Syrie, il a tué et emprisonné ses opposants politiques. Quelle fut la réponse de l'Europe ? Chers amis russes, venez cacher votre argent dans nos paradis fiscaux. Pendant tout ce temps Poutine et sa clique accumulaient des richesses obscènes grâce à la vente du pétrole et du gaz à l'Europe. Depuis le début de l'invasion il y a six mois, l'UE a payé plus de 100 milliards à la Russie pour les combustibles fossiles. Des milliards versés chaque jour qui vont directement financer la machine de guerre. La dépendance vis-à-vis des énergies fossiles russes est donc un choix délibéré des élites politiques et économiques européennes.

Si la guerre au centre de l'Europe n'est pas un argument assez fort pour se rendre compte des conséquences immédiates de notre dépendance aux hydrocarbures, quel pourrait-il être ? Si face à une crise aussi urgente et évidente la paresse intellectuelle et l'inertie politique et économique nous

empêchent d'agir, alors il faut abandonner tout espoir de trouver une solution politique à la crise climatique qui sera mille fois plus grave.

La situation est grave et nous n'avons plus le droit d'espérer qu'elle va se résoudre sans qu'on s'y implique activement.

Pourquoi rompre avec les énergies fossiles ?

La priorité aujourd'hui, c'est arrêter cette guerre et surtout rendre impossibles les autres guerres. Les sanctions sont un outil dont on dispose. Le but des sanctions n'est pas de faire souffrir le peuple russe ou d'éduquer ses élites, c'est de paralyser l'économie pour qu'elle ne puisse plus tuer les Ukrainiens. Il faut tout faire pour mettre en place l'embargo sur le gaz le plus rapidement possible. Oui, l'embargo coûte cher. Mais les coûts sont gérables. Les gouvernements européens disposent de ressources budgétaires suffisantes pour subventionner les dépenses énergétiques des consommateurs.

Ne pas imposer l'embargo aura des coûts beaucoup plus importants à moyen et long terme. Ne pas appliquer l'embargo prolongera la guerre qui a déjà des coûts économiques très élevés pour l'Europe. Et qui sait quels seront les coûts possibles d'une guerre qui menace de détruire la sécurité internationale et d'impliquer davantage de pays.

Toutes ces années, le développement de l'efficacité énergétique et des ressources renouvelables a été saboté, à présent on cherche à remplacer les énergies fossiles russes par celles des pays de l'OPEP. Le résultat ? Ces pays obtiendront des bénéfices records, leurs régimes autoritaires se renforceront et deviendront davantage agressifs, entraînant plus d'instabilité, plus de conflits et de souffrances humaines. C'est pourquoi ne pas acheter les énergies fossiles russes ne suffit pas. Il faut agir en urgence pour diminuer notre dépendance aux hydrocarbures et mettre fin aux dérives politiques qui en découlent. Et diminuer cette dépendance signifie bien sûr mettre radicalement en question le productivisme et le modèle de croissance infini. Donc, rompre les liens avec les économies fossiles, investir au maximum dans les énergies renouvelables, aller vers plus d'économie locale, réduire les chaînes d'approvisionnement. Toutes ces mesures sont bien connues, mais en ce moment existe une fenêtre de tir et même un devoir moral pour faire une pression massive en ce sens.

Qui paye, les citoyens ou les entreprises ?

Il y a eu une mobilisation citoyenne en Europe et en France, la Journée de la paix [le 21 septembre]. Sauf qu'elle ne s'est pas faite pour soutenir l'Ukraine, mais plutôt pour la laisser tomber et trouver un deal avec Poutine. Plus cette guerre durera, plus le mécontentement en France et ailleurs va grandir en raison de la peur des difficultés économiques. Le capital, qui veut revenir au *business as usual* va exploiter cette situation pour lancer son opération politique « permettre à Poutine de sauver la face ». Les populistes de droite vont, bien sûr, en profiter.

Il faut donc d'ores et déjà savoir répondre à la question qui va bientôt être posée par les Français, c'est-à-dire, « qui paye ? » Est-ce uniquement les citoyens ordinaires, ou aussi et surtout les entreprises qui ont contribué à ce que Poutine soit suffisamment ivre de pétrodollars pour se lancer dans cette guerre folle ? Mobiliser les budgets extraordinaires plutôt pour compenser la hausse des coûts de l'énergie pour les consommateurs pourrait devenir une revendication qui réunirait les préoccupations de la politique climatique, de la justice sociale et de la solidarité internationale.

Nous sommes dans une situation très dangereuse et notre responsabilité est de proposer une réponse sociale, écologique et internationaliste pour y faire face, une réponse solidaire avec les Ukrainiennes et les Ukrainiens en lutte.

Hanna Perekhoda est doctorante en histoire et sciences politiques à l'Université de Lausanne, membre du Comité suisse de solidarité avec le peuple ukrainien et avec les opposants russes à la guerre.

Cette intervention a été faite lors de la fête de *L'Humanité*, le 11 septembre 2022, dans le cadre du débat organisé par le Réseau français de solidarité avec l'Ukraine.

Les « gens ordinaires » et le fascisme

Olga Reznikova

Dans les premières semaines et les premiers mois de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, l'une des questions centrales de la résistance ukrainienne et des observateurs occidentaux était de savoir si cette guerre était « la guerre de Poutine » ou « la guerre de la Russie » – c'est-à-dire si la population russe dans son ensemble soutenait l'idéologie fasciste et impériale du Kremlin.

Plusieurs sondages d'opinion – réalisés par des instituts de recherche gouvernementaux et indépendants – ont conclu que 70 % ou plus des personnes interrogées soutenaient la guerre d'agression[1]. Néanmoins, le débat reste vif. La crédibilité de ces sondages est contestée en raison de la répression annoncée par le gouvernement pour toutes déclarations antiguerre. Seule une personne interrogée sur deux ou sur quatre (selon l'enquête) a accepté de faire part de son attitude à l'égard de la guerre. Ce point est important, mais les résultats de toutes les enquêtes étaient similaires malgré des méthodologies différentes. Comme les résultats pourraient être partiellement complétés par des méthodes qualitatives (par exemple, Erpyleva[2]), je suis encline à évaluer les résultats des sondages d'opinion comme crédibles. En outre, tant que d'autres données ne les réfutent pas et que nous n'avons pas d'autre base d'analyse, nous devons fonctionner avec ces résultats des sondages d'opinion.

Les discussions sur la « guerre de Poutine » me semblent souvent masquer la vérité selon laquelle, en Russie, la plupart des intellectuels et la plupart des Russes ne s'opposent pas ou pas fortement à la guerre d'agression. L'espoir, notamment de la gauche internationale, est placé dans « les gens ordinaires en Russie et en Ukraine », qui ne veulent pas de la guerre, comme tous les autres peuples du monde. Mais qui sont ces « Russes ordinaires » ? Et pourquoi soutiennent-ils la guerre d'agression et les crimes contre l'humanité en Ukraine ? Quelle idéologie sert de superstructure à cette guerre – une guerre qui, entre autres choses, est menée par la Russie sans tenir compte des intérêts rationnels de ses citoyens ?

Au cours de cette guerre, la question de savoir qui se sent « ordinaire » ou « Russe ordinaire », et quelles conséquences idéologiques et quotidiennes en sont tirées, prend une nouvelle dimension politique. Il en va de même pour les questions portant sur l'« unité », l'éthique et le potentiel de la protestation contre Poutine. Dans cet article, je vais relever certains aspects qui ont déjà joué un rôle dans l'analyse de la situation sociale dans la

1. Voir, par exemple, les enquêtes mensuelles du centre indépendant Levada, qui montrent que la majorité des Russes soutiennent « fortement » (53 % à la fin mars, 45 % à la fin avril) et « plutôt » (28 % à la fin mars, 29 % à la fin avril) l'« Opération militaire spéciale » (Centre Levada, « Le conflit avec l'Ukraine et la responsabilité de la mort de civils », 18 mai 2022, www.levada.ru/2022/04/28/konflikt-s-ukrainoj-i-otvetstvennost-za-gibel-mirnyh- zhitelej.) Il est également intéressant de noter qu'à la question « Qui est le principal responsable du meurtre de civils et de la destruction de maisons en Ukraine ? », 57 % des personnes interrogées ont répondu que les « États-Unis et l'OTAN » en étaient responsables. Des chiffres similaires ont été observés dans les études des sondages d'opinion pro-gouvernementaux (*VTsIOM New*, 2022), ainsi que dans les sondages d'opinion indépendants Russian Field, « Opération militaire spéciale » en Ukraine : l'attitude des Russes. *Third Wave,* 13-16 mars 2022.

2. Svetlana Erpyleva, « Pourquoi les Russes soutiennent-ils la guerre contre l'Ukraine ? », *OpenDemocracy,* 16 avril 2022.

Russie d'avant-guerre et qui sont maintenant au centre des discussions actuelles sur l'idéologie russe. Je soutiens que la prédominance de l'image des «gens ordinaires» lors de la dernière crise financière (2015-2016) a remplacé toute construction d'une perspective collective sur la question des inégalités ou des injustices sociales, même lorsque la protestation est organisée et menée par des travailleurs. Dans le contexte de la dépolitisation et d'individualisation de la société, la protestation sociale des Russes ordinaires (ou simplement de «la base») est le seul moyen de formuler des revendications sociales concrètes. En construisant des alliances (par exemple, entre les protestataires sociaux ou entre les protestations sociales et les protestations anti-Poutine), il devient particulièrement clair que la seule stratégie collective dans ce contexte est l'«unification du peuple» ethnonationaliste contre l'élite. Je soutiens également qu'une idéologie fasciste avec des éléments impériaux et ethnonationalistes prévaut en Russie aujourd'hui, elle a émergé pendant des années de la base vers le sommet.

Le «Russe ordinaire»

Dans le cadre de mes recherches 2015-2018, j'ai étudié les images des «gens ordinaires/russes ordinaires» (простой народ/простыерусские) dans diverses protestations, en mettant l'accent sur les luttes des travailleurs. Dans cette perspective, j'ai fait des recherches sur les conflits et les alliances dans le paysage de la contestation russe, et plus particulièrement sur les protestations concernant les questions sociales. J'ai mené de nombreux entretiens parmi le spectre libéral de l'opposition, mais aussi parmi les manifestants de gauche pour les droits de l'homme et parmi les groupes de gauche en général. En outre, et surtout, j'ai mené deux ethnographies à long terme. La première concernait une grève d'un mois des chauffeurs routiers qui visait à améliorer leurs conditions de travail et à lutter contre la «privatisation» des «ressources communes». Peut-être en raison de leur profession spécifique, les travailleurs en grève ont insisté sur l'indépendance personnelle et l'individualisme. La grève a abouti à la formation d'un syndicat indépendant. La deuxième ethnographie portait sur une manifestation de quartier à Moscou. Les

activistes de la manifestation se décrivaient en public et entre eux comme des «gens ordinaires en colère» qui luttaient contre l'injustice. Lors des entretiens individuels, ils ont répondu à mes questions sur leur appartenance à une classe sociale en déclarant qu'ils appartenaient à la classe ouvrière, mais ils n'ont pas utilisé cette «conscience» dans leurs actions et déclarations collectives. Les grèves et les protestations ont été menées uniquement au nom de gens ordinaires. Ni les ouvriers ni les militants ne se percevaient comme des acteurs collectifs dans leur secteur particulier, mais avant tout comme des «gens ordinaires», des Russes défavorisés qui cherchaient la protection du président du pays.

Cependant, la notion de «gens ordinaires» ne concerne pas seulement la perception que les travailleurs ont d'eux-mêmes ou de personnes défavorisées. Les camionneurs sont perçus par les médias et par le gouvernement comme des manifestants anti-Poutine et comme des «gens ordinaires». L'élite politique populiste de droite a utilisé cette caractérisation pour empêcher les travailleurs de s'allier à l'intelligentsia, qu'elle a décrite comme étant «éloignée du peuple». La coalition anti-Poutine a soit répondu avec mépris et s'est empressée de se positionner loin du «Russe ordinaire», soit, tout en ignorant les problèmes sociaux concrets, a tenté de s'unir aux «gens ordinaires» et de soutenir leur protestation.

L'alliance de l'aile gauche populiste des protestations politiques ne voyait donc dans les travailleurs en grève qu'un instrument, et non une critique légitime de l'injustice sociale. Différents manifestants sociaux ont examiné s'il était possible ou non de s'unir contre Poutine, sans remettre en question les attitudes des gens à l'égard de la privatisation, de l'individualisation ou même de la justice sociale.

Dans ces manifestations, j'ai observé que le mécontentement face à l'injustice sociale se transformait rapidement en colère contre les oligarques et la corruption, et parfois aussi contre le gouvernement. Mais cette colère débouchait rapidement sur des fantasmes antisémites, l'espoir d'une «nation unie» pour «montrer au monde» ce dont la Russie était capable[3]. Au niveau individuel, les travailleurs perçoivent le plus souvent la protestation sociale et les grèves comme une «libération de l'esclavage». Moins courante mais assez répandue est la vision de manifestants qu'ils ont découvert une «conspiration mondiale» ou «effective qui dirige le monde». Par conséquent, lorsque le président Poutine était critiqué, ce n'était pas pour ses politiques anti-occidentales et antidémocratiques ni pour ses réformes antisociales, mais pour avoir «dansé au rythme de la musique des Américains», ou pour «être de mèche avec Israël»; la critique ne portait pas sur l'occupation de la Crimée, mais plus souvent sur le fait d'avoir «trahi nos gars» (les soldats russes qui avaient combattu dans le Donbass contre l'Ukraine de 2014 à 2016) ou sur le fait que «Poutine n'a pas agi de manière assez décisive» (c'est-à-dire qu'il n'a pas occupé davantage de territoires ukrainiens). De nombreux grévistes et manifestants ont déclaré qu'avant la manifestation, ils étaient «dans le brouillard» et n'ont découvert «la vérité» que grâce à la manifestation. Cependant, cette «vérité» correspondait souvent à la vision du monde des nationalistes ethniques et des antisémites. Les travailleurs ont adopté la vision antisémite du monde, un récit conspirationniste et la compréhension ethnique du «peuple russe» au cours de leur «politisation», c'est-à-dire en participant à des manifestations et à des grèves, et non nécessairement en raison de leur exposition à la «propagande télévisée». Il est important de noter que la rhétorique ouvertement antisémite n'était pas caractéristique de la rhétorique du Kremlin de l'époque. L'antisémitisme avait tendance à émaner «d'en bas» en Russie. D'après mes observations, cela a changé environ un mois après le début de la guerre, lorsque la rhétorique ouvertement antisémite a pris de l'importance, y compris dans la rhétorique gouvernementale[4].

3. Cette citation et les autres citations de ce paragraphe proviennent d'une manifestation de travailleurs, une grève contre la détérioration des conditions de travail et l'introduction de nouvelles normes juridiques. Les militants ont fait ces déclarations en 2015 ou 2016, pendant la phase active de leur protestation. Les citations sont extraites des archives privées du chercheure et n'ont pas encore été publiées.

4. L'antisémitisme explicite n'était pas typique de Poutine ou de la rhétorique officielle de Russie unie, le parti

Bien entendu, l'antisémitisme et l'idéologie ethnico-nationaliste ne sont pas nés de la seule politisation du conflit actuel. Depuis la fin des années 1980, l'antisémitisme fait partie de la « renaissance de l'Église orthodoxe russe » avec sa rhétorique selon laquelle « les Russes sauvent le monde des antichrétiens[5] ». Et bien sûr, il est difficile de séparer le récit antisémite des ouvriers des récits conspirationnistes qui font partie de la rhétorique politique officielle en Russie. Mais je voudrais noter deux observations issues de mes recherches.

Premièrement, l'interprétation antisémite des inégalités est venue principalement « d'en bas » : du « peuple », et non du gouvernement. Et deuxièmement, le consensus parmi les diverses manifestations russes était que la seule façon de parvenir à une large alliance était de s'unir en tant que peuple au sens ethnique et de lutter contre l'élite. Comment pouvons-nous caractériser ce processus ? Sur la base de mes recherches avant la guerre, je suggère que la conjoncture d'avant-guerre peut être résumée par le terme de « fascisation », et que le fascisme est une idéologie dominante dans la Russie d'aujourd'hui.

L'idéologie dans la Russie contemporaine

L'utilisation analytique du terme fascisme pour l'idéologie, l'État et la société en Russie est actuellement très controversée. Je ne considère pas comme significatif que la résistance contre la guerre d'agression soit appelée une lutte contre le fascisme, même si la rhétorique de guerre russe dominante prétend se battre pour la « libération du fascisme ukrainien ».

Le fait que la partie russe utilise ce terme ne doit pas le dévaloriser de telles projections (fausses) sur les victimes de la violence qui sont familières dans les recherches sur le racisme et l'antisémitisme.

Cependant, il y a des objections analytiques à prendre en compte. Existe-t-il même une idéologie dominante en Russie aujourd'hui ? Le militant des droits humains Igor Kochetkov[6] part du principe qu'il n'existe pas d'idéologie d'État unificatrice en Russie aujourd'hui. Les libéraux de droite comme Latynina[7] et Khodorkovsky affirment généralement qu'au lieu d'une idéologie, il n'y a qu'un vide. Le fascisme implique généralement la mobilisation de mouvements de masse. Or, non seulement le gouvernement ne mobilise pas les citoyens de la Fédération de Russie dans un mouvement, mais il tente en fait de démobiliser et de dépolitiser les citoyens. Bien sûr, si nous jugeons exclusivement selon les normes du passé, un mouvement de masse, fortifié par les institutions de l'État, devrait avoir un aspect différent. L'absence de mobilisation pour la guerre et pour un mouvement pro-guerre pourrait indiquer que l'idéologie est totalement absente. Mais l'idéologie ne doit pas être réduite à la propagande d'État et à la tromperie délibérée de ses partisans. Elle doit plutôt être comprise comme faisant partie des conditions sociales et de la culture du pays, comme une réponse aux défis matériels, et aussi comme une « fausse conscience » (nécessaire) qui se manifeste dans les relations entre individus et groupes. En ce sens, l'idéologie existe

au pouvoir. Toutefois, la situation a changé depuis le début de la guerre. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky apparaît dans la propagande russe comme un nationaliste, non pas malgré le fait qu'il soit juif, mais parce qu'il est juif. À peu près à la même époque, les porte-parole du gouvernement ont commencé à qualifier une synagogue orthodoxe de la ville ukrainienne d'Ouman de centre fasciste. Parallèlement, en avril, un activiste juif pro-ukrainien de Russie a été arrêté et diabolisé avec une rhétorique antisémite. Début mai, les médias russes pro-gouvernementaux ont publié des rapports sur l'armée ukrainienne ; une prétendue affiliation aux « nazis » a été illustrée par l'utilisation d'un symbolisme juif. En outre, il existe un lien entre l'antisémitisme et les positions pro-russes en Occident, comme le démontre la récente caricature antisémite de Volodymyr Zelensky parue dans le journal allemand *Süddeutsche Zeitung* le 26 mai 2022). Dans cette caricature, nous voyons un langage visuel antisémite typique ; le président ukrainien apparaît en ligne devant la réunion annuelle du Forum économique mondial, dépeint comme un juif obèse qui règne sur l'économie du monde. Les gestes et la physionomie dessinés sur cette caricature appartiennent àune longue tradition antisémite. Cet exemple montre que les interprétations antisémites suggérées par le Kremlin ne se répandent finalement pas seulement en Russie.

5. Victor Shnirelman, « Politics of Ethnogenesis in the USSR and After », Bulletin du Musée national d'ethnologie, n° 30, 2005 ; *The Danovo Tribe : Eschatologie et antisémitisme dans la Russie contemporaine,* Moscou, BBI, 2017.

6. Voir sa chaîne YouTube le 3 septembre 2022 : www.youtube.com/watch?v=gEs1mPxAjyw.

7. Voir par exemple son tweet d'avril 2022.

incontestablement en Russie – comme dans tout pays.

Mais une autre question est de savoir si cette idéologie – qui accompagne la vie quotidienne, irrigue le travail, la consommation et toutes les relations, et qui se manifeste (avec toutes ses ambivalences et contradictions) par des protestations et dans la culture populaire et la «haute culture» – devrait vraiment être appelée fasciste. La discussion sur le caractère fasciste ou non de la Russie a commencé avant même la guerre d'agression. D'un côté, on trouve Alexander Motyl[8], Timothy Snyder[9], Lev Gudkov[10] et Vladislav Inozemtsev[11], ainsi que d'autres intellectuels publics qui comparent l'idéologie dominante en Russie à l'Allemagne nazie et diagnostiquent la domination d'une idéologie fasciste dans l'élite comme dans la population. D'autre part, Marlene Laruelle[12] et Jeremy Morris[13], entre autres, réservent le terme d'illibéralisme à l'idéologie de l'élite russe et considèrent les diagnostics plus généraux de fascisme principalement comme une altération de la Russie et de sa population défavorisée par l'Occident. Cette discussion se poursuit aujourd'hui.

Une comparaison directe de la Russie actuelle avec l'Allemagne nazie, telle qu'établie par Inozemzev, Gudkov et Snyder, est difficile à soutenir car elle néglige l'élément crucial du national-socialisme, à savoir la poursuite de l'extermination de tous les Juifs. Cependant, à mon avis, le discours sur l'illibéralisme de l'élite n'explique pas les aspects essentiels de l'idéologie russe contemporaine. Tout d'abord, la conception d'un homme nouveau – «*Homo Putinus*», comme l'appelle Alexander Skobov[14] – n'est pas issue de la notion soviétique de «l'homme nouveau» mais présente des caractéristiques tout à fait différentes. L'évaluation libérale répandue, selon laquelle l'idéologie actuelle est un retour illibéral à l'Union soviétique, ne reconnaît pas les principaux éléments de l'*Homo Putinus,* qui est pour la guerre, contre l'humanisme et une bonne vie (même pour lui-même) et approuve (ou du moins ne condamne pas) la brutalité, la hiérarchie autoritaire et la violence. Ce type d'éthique est nouveau et ne peut être relié à l'idéologie soviétique, qui a au moins prôné la paix, l'humanisme et l'égalité.

La deuxième différence concerne l'objectif, clairement présent dans la population et dans la rhétorique étatique, de changer l'ordre mondial. La rhétorique idéologique affirme que la Russie doit «se redresser» et «leur montrer». Un nouvel ordre mondial est imaginé, qui est tourné vers le passé mais qui croit que le «monde russe» ne finira jamais. L'idéologie actuellement dominante en Russie se caractérise par une utopie dans laquelle un nouvel ordre mondial est établi, qui tire sa légitimité d'un mélange de néoimpérialisme et de fascisme. Elle ne recherche pas une vie meilleure, le bonheur ou le plaisir, mais la violence et l'humiliation. La tâche du nouveau peuple dans le nouvel ordre mondial est donc de supporter la souffrance, ce qui se reflète non seulement dans la rhétorique du gouvernement et du président mais aussi dans de nombreux autres aspects de la construction de l'idéologie (comme dans la vie quotidienne, la culture, la consommation, le travail et les relations sociales).

Le troisième et dernier aspect concerne une fois encore la référence aux Russes ordinaires. Ni les travailleurs mécontents de leur situation ni la majorité de l'opposition anti-Poutine n'avaient l'intention de combattre les forces impériales et fascistes en Russie. En

8. Alexander Motyl, «Is Putin's Russia Fascist?», *National Interest,* 3 décembre 2007.

9. Timothy Snyder, «La nouvelle nostalgie de Poutine», *New York Review*, 10 novembre 2014, www.nybooks.com/daily/2014/11/10/putin-nostalgia-stalin-hitler; «Comment un fasciste russe s'immisce dans l'élection américaine», *New York Times*, 3 septembre 2016; «Nous devrions le dire. La Russie est fasciste», *New York Times*, 19 mai 2022, www.nytimes.com/2022/05/19/opinion/russia-fascism-ukraine-putin.html.

10. Lev Gudkov, «Parler du nazisme», *Golos Ameriki,* 8 avril 2015, www.golosameriki.com/a/vv-gudkov-usa/2710432.html.

11. Vladislav Inozemtsev, «La Russie de Poutine : un État fasciste modéré», *The American Interest,* n° 12, 2017, www.the-american-interest.com/2017/01/23/putins-russia-a-moderate-fascist-state.

12. Marlene Laruelle, *La Russie est-elle fasciste ? Unraveling Propaganda East and West*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

13. Jeremy Morris, *Everyday Post-Socialism : Les communautés de la classe ouvrière dans les marges russes,* Londres, Palgrave Macmillan, 2016; «La Russie est-elle fasciste?», *Postsocialism,* juillet 2022, https://postsocialism.org/2022/05/24/is-russia-fascist.

14. Alexander Skobov, «Homo Putinus», 2022.

effet, les fantasmes de grande puissance collective que promeuvent des auteurs comme Shura Burtin[15] étaient largement répandus dans les protestations sociales d'avant-guerre[16]. Les manifestants aspiraient à « l'unification avec le peuple russe commun » et, ce faisant, animaient un récit sur le chauvinisme des grandes puissances et le récit connexe sur la façon dont la violence russe pouvait rendre « le monde propre et libéré » et contribuer à politiser les protestations sociales[17].

Bien sûr, sur la base d'environ 80 entretiens avec des grévistes et d'autres manifestants, et d'une ethnographie à long terme de deux manifestations, il n'est pas possible de donner une représentation précise des « travailleurs » ou des « Russes » en général. Mais ce que l'on peut faire, c'est décrire une conjoncture. Cette description rend plus crédibles les affirmations des sondages d'opinion qui montrent un soutien massif à la guerre d'agression.

Dans ce contexte, je propose d'analyser la période d'avant-guerre comme une fascisation de la société, et l'idéologie dominante actuelle comme étant du fascisme. La simultanéité du plus haut degré d'individualisation et de dépolitisation (même à l'intérieur des manifestations), d'une part, et la poursuite de l'appartenance à l'unification ethnique-nationaliste des Russes, d'autre part, est au cœur de l'idéologie de la Russie d'aujourd'hui.

Signification de la solidarité

Les membres de l'opposition libérale en exil luttent pour être reconnus comme appartenant au « peuple russe normal » et visent à écarter les notions de « culpabilité collective ». Un comité d'action russe a tenu une conférence en mai 2022 à Vilnius, appelant à une Russie libre[18]. Garri Kasparov, Dmitri Gudkov et Mikhaïl Khodorkovski, entre autres, ont déclaré que les signataires de la déclaration du comité recevraient un certificat attestant qu'ils sont de « bons Russes » ou des « Russes européens ». Ce certificat est censé avoir une signification à la fois morale et pratique – l'objectif pratique étant que ces personnes ne seront pas affectées par les sanctions qui frappent les Russes dans leur ensemble[19]. Cependant, ce n'est pas pour autant un renoncement aux prétentions impériales russes. Lors de la conférence, Kasparov a formulé la tâche centrale de l'opposition des émigrés était la défense des droits des Russes en Crimée après la guerre et la protection des Russes émigrés contre la « discrimination ». Dans le même temps, de nombreux travailleurs ayant manifesté en 2015-2016 ainsi que des personnes autrefois non politisées – sont désormais satisfaites de la « politique de Poutine » ou envoient leurs enfants dans une guerre d'agression[20].

15. Shura Burtin, *Meduza,* 24 avril 2022, https://meduza.io/feature/2022/04/24/voyti-vo-mrak-i-naschupat-v-nem-lyudey.

16. Voir également Svetlana Erpyleva et Natalya Saveljeva, « War Near and Far », 2022.

17. Dans la réalité, bien sûr, tout semble beaucoup moins monolithique. Dans les mouvements ouvriers, il y a toujours eu des individus et des groupes qui défendent la solidarité internationale, partagent des visions du monde émancipatrices, rejettent le populisme de droite et ne sont pas réceptifs aux sentiments racistes, antisémites et impérialistes. Mais ce que j'ai surtout observé, c'est que ces personnes ou groupes étaient une infime minorité. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que pendant la pandémie, le syndicat indépendant sur lequel j'ai fait des recherches était ostensiblement contre « l'empoisonnement de la population par la vaccination ».

18. Comité d'action russe, « Congrès de la Russie libre ».

19. Alexandra Boguslavskaya, « Conférence antiguerre : sur le fiasco de Poutine et des "bons Russes" », *Deutsche Welle,* 20 mai 2022.

20. Cette déclaration fait référence aux grèves de travailleurs, aux syndicats et aux protestations locales que j'ai recherchées et que j'ai continué à observer. Bien sûr, les manifestants, les travailleurs et les responsables syndicaux ne sont pas tous favorables à la guerre. Certains d'entre eux rejoignent aujourd'hui la résistance contre la guerre, aident leurs enfants à déserter ou à refuser le service militaire, soutiennent les Ukrainiens déportés en Russie, et se positionnent contre leurs anciens compagnons d'armes et leurs nouveaux symboles. Tout cela pourrait théoriquement être interprété comme un signe d'espoir pour une large résistance antifasciste. Cependant, malgré ma profonde sympathie et mon admiration pour ces personnes, je pense qu'elles ont peu d'influence sur l'équilibre actuel des forces. Par conséquent, beaucoup considèrent que leur lutte contre les tendances fascistes au sein des syndicats ou des groupes est futile. Mais il ne s'agit en aucun cas du seul problème des ouvriers, des personnes à faibles revenus ou des personnes socialement défavorisées en Russie. Les recherches de Russian Field (2022) montrent que l'approbation de la guerre est répandue dans toutes les classes sociales. Les Russes les moins fortunés constituent même une exception. Selon un sondage d'opinion, les jeunes Russes ayant les revenus les plus faibles sont plus susceptibles que les autres groupes de s'opposer à la guerre. Voir Evgeniya Kuznetsova, « Les sociologues ont compilé les portraits des partisans et des opposants de

Dans ce contexte, une évaluation adéquate de la question de savoir si les travailleurs protestataires finiront par lutter contre le fascisme a une signification pour la stratégie militaire, politique de la société civile en Ukraine et pour le monde entier. C'est pourquoi la question du soutien de la guerre en Russie (et de la résistance de masse potentielle contre la guerre) est discutée avec tant de passion, même plusieurs mois après le début de la guerre. Cette question est porteuse d'espoir. Ne serait-il pas possible qu'il s'agisse « seulement » de la guerre de Poutine contre l'Ukraine ? Ne serait-il pas possible que la majorité des Russes s'y opposent ? Cela suggérerait que la société russe, du moins en théorie, pourrait arrêter la guerre, se démocratiser sans intervention extérieure et prendre ses distances par rapport aux fantasmes et aux prétentions des grandes puissances. Je pense que cet espoir n'est pas fondé, tant que nous n'avons pas la preuve du contraire.

Bien sûr, la période d'avant-guerre ne peut être réduite à ce qu'elle est après la guerre. La période entre la guerre de Tchétchénie (qui s'est terminée en 2009) et la guerre d'agression contre l'Ukraine en 2022, par exemple, était ambivalente et hétérogène. Cependant, dans le contexte de l'urgence actuelle de la solidarité avec les personnes vivant en Ukraine, ainsi que de l'obligation humaniste de la gauche, nous ne devrions pas nous concentrer sur les contradictions auxquelles est confronté le peuple russe ordinaire et sur ses griefs, du moins jusqu'à la victoire de l'Ukraine. Ce qu'il faut, c'est la solidarité avec la résistance courageuse de l'Ukraine et avec les travailleurs qui mettent le feu aux bureaux de recrutement militaire en Russie, avec les travailleurs et les activistes qui détruisent les voies utilisées pour les livraisons militaires, avec ceux qui refusent le service militaire, qui désertent ou qui sont emprisonnés pour agitation antifasciste et antiguerre. La guerre remet en question notre conception de la solidarité. Ce qui manque à la gauche internationale, c'est d'approfondir ce concept. Que signifie une véritable solidarité internationale ? Je propose de comprendre la solidarité, d'une part, comme une résistance commune contre l'inhumanité et l'injustice et, d'autre part, comme une action qui renonce à la prétention de la réciprocité.

Sur la base de ma critique sociale, je suis convaincue que la tâche de toute force progressiste aujourd'hui est d'utiliser toutes ses ressources pour lutter contre le chauvinisme de la grande puissance russe. Tous les groupes politiques émancipateurs, le mouvement ouvrier international et ses intellectuels organiques doivent avoir un seul objectif concernant la Russie : utiliser tous les moyens disponibles pour briser cette idéologie fasciste et mettre fin à la guerre d'agression de la Russie. Que nous soutenions l'Ukraine en lui fournissant des armes ou des analyses, c'est en définitive une question de ressources et de ccompétences.

Olga Reznikova est anthropologue. Elle a étudié l'histoire du judaïsme et de la culture du Moyen-Orient à l'Institut d'études juives de Saint-Pétersbourg. Depuis 2021, elle travaille comme assistante de recherche à l'Université de Zurich.

Publié par *Global Labour Journal,* 30 septembre 2022. Traduction Patrick Le Tréhondat. Publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 13, 15 novembre 2022.

l'opération spéciale », *RBC,* 18 mai 2022, www.rbc.ru/politics/18/05/2022/62825a8f9a794718a6e8560f.

Adresse n° 15/169

Vers le fascisme

Zakhar Popovitch

La guerre en Ukraine s'enfonce de plus en plus dans le massacre mais le pire est peut-être à venir. Les massacres de prisonniers et de civils, les nombreux viols, systématiques dans les territoires occupés par la Russie, sont désormais des nouvelles «normales» de l'Ukraine. Des millions de personnes pourraient être tuées cet hiver de froid alors qu'elles vivent dans des appartements sans chauffage, eau et électricité.

Le nombre quotidien de morts est bien plus élevé qu'à n'importe quel moment des guerres du Donbass de 2014 à 2021. Selon les rapports des deux parties, le nombre de morts dépasse probablement les 100 000 depuis le début de la guerre pourrait désormais être supérieur à un millier de combattants et de civils morts quotidiennement[1].

Non seulement l'ampleur mais aussi la cruauté de la violence ne cessent d'augmenteret la propagande d'État russe pousse systématiquement à l'escalade. S'il ne s'agit pas encore de génocide, l'idéologie de l'élimination des Ukrainiens par millions est déjà annoncée à la télévision d'État russe et par des responsables de haut rang. Les Russes prétendent qu'il s'agit de «dénazification», mais cela se rapproche de plus en plus de l'idéologie du fascisme et des pratiques étatiques nazies[2]. Il est difficile de dire jusqu'où l'Ukraine va plonger dans cet abîme de terreur, mais il est clair que leretrait des troupes russes est le meilleur moyen de «dénazifier» l'Ukraine – et peut-être la Russie.

En octobre, les forces armées russes ont lancé des attaques systématiques contre le réseau électrique ukrainien et les infrastructures civiles, notamment les installations d'approvisionnement en eau des grandes villes. Ces activités n'ont pas de signification militaire immédiate et n'influencent pas la capacité de combat des forces armées ukrainiennes. Mais ces attaques affectent les chances de la population civile de survivre à cet hiver. La plupart des foyers ukrainiens dépendent du chauffage central relié au système unifié de conduites de chauffage reliées à des centrales thermiques. La destruction des centrales thermiques, des lignes électriques à haute tension, de l'approvisionnement en eau et des égouts rendra les villes ukrainiennes invivables pour des millions de leurs habitants.

Les gens mourront s'ils ne sont pas évacués, et il n'y a pratiquement aucune chance qu'il soit possible d'évacuer rapidement dix millions de personnes supplémentaires. Environ 30 % de la production d'électricité ukrainienne a été touchée en quelques jours seulement, et si 30 à 50 % supplémentaires sont détruits, le chauffage et l'électricité s'arrêteront immédiatement.

Si cela se produit alors que la température extérieure est inférieure au point de congélation, ce qui est typique de l'hiver ukrainien,

1. Selon certaines estimations de l'armée américaine, le nombre total de morts pourrait dépasser les 100 000 de chaque côté.

2. L'examen détaillé de la situation intérieure de la Russie n'entre pas dans le cadre de cet article, qui se concentre sur les actions et la politique du gouvernement russe à l'égard de l'Ukraine. La fascisation interne de la Russie, y compris la destruction des institutions démocratiques et la répression brutale à l'intérieur de la Russie, l'avènement de dictatures terroristes dans les territoires occupés du Donbass, ainsi que la création récente par la société militaire privée Wagner de camps d'entraînement pour les milices d'extrême droite dans les régions de Belgorod et de Koursk, méritent d'être étudiés.

les conduites d'eau se fissureront également et la plupart des gens seront privés d'eau. Les gens n'auront que quelques jours pour évacuer avant que leurs appartements ne gèlent et qu'ils ne meurent de froid. De nombreuses personnes âgées et handicapées n'auront aucune chance. C'est exactement ce que veut la Russie. Selon les grandes chaînes de télévision russes, elle veut « geler l'Ukraine » pour la forcer à se rendre, comme l'a explicitement déclaré Medvedev, chef adjoint du Conseil de sécurité de l'État russe.

Le fait que l'infrastructure civile ukrainienne soit désormais la principale cible des frappes russes a été confirmé par Poutine. Simultanément, un présentateur de télévision russe, Anton Krasovsky, a suggéré de noyer les enfants ukrainiens s'ils n'apprécient pas l'occupation russe. Vous vous souvenez peut-être qu'un membre de la Douma d'État de la Fédération de Russie, Aleksey Zhuravlyov, a annoncé que la Russie devrait tuer environ deux millions d'Ukrainiens qui ne seront probablement pas prêts à être rééduqués pour devenir des petits Russes[3]. Plus tard, l'ancien dirigeant de la prétendue République populaire de Donetsk, Pavel Gubarev, a modifié cette déclaration pour dire que 4 à 5 millions de personnes seraient tuées si nécessaire.

L'assassinat précédemment rapporté de 53 combattants ukrainiens capturés dans un camp de prisonniers de guerre tenu par la Russie a également manifesté de manière très convaincante l'intention de passer de la guerre d'attrition à la guerre d'extinction. Nous ne savons pas exactement qui a tué les prisonniers de guerre ukrainiens dans la prison d'Olenivka, mais nous savons qu'une telle action est exactement conforme à la propagande d'État russe qui exigeait déjà la peine de mort pour chacun d'entre eux. Tous les membres des forces armées ukrainiennes sont membres d'unités particulières et presque chaque unité, comme le prétendent les Russes, est un « bataillon nationaliste ». Selon la logique officielle russe, tous les membres de ces bataillons sont des « fascistes » qu'il suffit de tuer.

Les autorités russes ne sont pas intéressées par une quelconque enquête sur les crimes commis par le bataillon Azov en 2014-2015, tout simplement parce que la plupart des membres actuels de cette unité des forces armées ukrainiennes ne pourraient avoir aucun lien avec ces actes, car ils n'étaient pas encore enrôlés.

Il serait bon d'enquêter sur tous les événements de 2014 et des années suivantes, mais ce n'est pas ce qui intéresse la Russie. Si la plupart des membres actuels d'Azov apparaissaient sans lien avec un quelconque crime significatif, cela contredirait directement le récit de la propagande russe. Il est probable que les militaires russes et le personnel du Service fédéral de sécurité qui ont eux-mêmes commis de nombreux crimes soient déçus en découvrant que les « crimes d'Azov » semblent beaucoup moins importants que les leurs. Nous savons que des prisonniers de guerre ukrainiens ont été emprisonnés dans la « République populaire de Donetsk », où les Russes ont à nouveau rétabli la peine de mort. Et nous savons que certains ont été torturés dans les prisons russes.

Si les Russes voulaient une enquête, ils pourraient la mener dans n'importe quelle prison en Russie, où aucun missile ukrainien ne peut frapper – mais ils ne le veulent pas. Peut-être les enquêteurs russes ont-ils simplement peur de montrer en procès public des prisonniers de guerre dont les « aveux » ont été obtenus sous la torture ? Certaines personnes disent que les Ukrainiens feraient mieux de se rendre. Même ma fille, qui a 12 ans et qui est maintenant réfugiée en Pologne, m'a demandé un jour : « Peut-être devrions-nous simplement arrêter de nous battre pour sauver des vies ? » Je ne savais pas comment lui expliquer que je doute que nous ayons vraiment une telle option.

Elle a également soulevé la question du fascisme. « Pourquoi tout le monde parle du fascisme maintenant ? Qui sont les fascistes ? Les Russes sont-ils des fascistes ? Les gens d'Azov sont-ils vraiment des nazis ? » Des questions pas faciles. Puis elle s'est intéressée à l'Holocauste et lorsque je lui ai rendu visite à Cracovie, nous avons décidé de faire une excursion d'une journée à Auschwitz pour voir les chambres à gaz où 5 000 personnes étaient tuées quotidiennement par les nazis après l'occupation de leur pays. À l'époque, nous espérions qu'il n'y avait pas de massacres et de tortures dans les camps

3. Le commentaire du député russe sur les 2 millions d'Ukrainiens à tuer : https://youtu.be/iaRUepc-7VQ?t=446 ; https://youtu.be/iaRU epc-7VQ ?t=522

de prisonniers de guerre russes. Après Olenivka, nous savons exactement le contraire : les massacres et les tortures sont malheureusement la réalité. Quoi qu'il en soit, ceux qui pensent encore qu'il est préférable pour les Ukrainiens de se rendre devraient y réfléchir à deux fois.

Il est difficile de trouver des termes plus obscurs, et pourtant largement utilisés dans les médias de masse, que « fascisme » et « nazisme ». Les médias russes affirment que les forces armées russes combattent actuellement les « fascistes » ukrainiens pour la « dénazification » de l'Ukraine. À l'inverse, les Ukrainiens affirment que nous combattons des envahisseurs « russo-fascistes » qui pillent, violent et tuent des civils, y compris des bébés et des enfants en âge de fréquenter la maternelle.

Les conséquences de l'occupation russe comprennent des charniers et des dommages importants aux immeubles d'habitation à étages à Boutcha, Irpin et Borodianka (30 à 50 kilomètres au nord-est du centre-ville de Kyiv). Ces images rappellent sans aucun doute aux Ukrainiens leur combat contre l'Allemagne nazie et les envahisseurs « germano-fascistes » en 1941-1944.

Antifascismes ?

Pendant la guerre froide, on a appris aux Américains à identifier leur allié pendant la Seconde Guerre mondiale comme étant exclusivement la Russie, alors que jusqu'à un tiers de l'Armée rouge et de l'industrie militaire de l'Union soviétique provenait en fait de la République soviétique d'Ukraine. Les chars soviétiques T-34 ont en fait été conçus et produits en Ukraine, puis par des ouvriers et ingénieurs ukrainiens évacués vers l'Oural. La production de chars sur le célèbre *Uralvagonzavod* russe a été lancée en 1941 par des Ukrainiens évacués de Kharkiv. La lutte contre l'invasion et l'occupation nazies a été relativement plus traumatisante pour les Ukrainiens (et les Biélorusses) que pour les Russes, car seule une partie de la Russie a été effectivement occupée et un pourcentage relativement plus faible de sa population tuée, tandis que l'ensemble de l'Ukraine a été touché par l'occupation de l'Axe avec les crimes génocidaires du nazisme[4].

Dans pratiquement toutes les familles ukrainiennes, il y a eu des parents tués pendant la Seconde Guerre mondiale. Mes deux grands-pères, Sergii et Vadym, ont été tués dans les forces armées en résistant à l'invasion nazie, Sergii en 1941 et Vadym en 1944. Il s'agissait d'une guerre coloniale sanglante d'extinction visant, à long terme, à éliminer le plus grand nombre possible de Slaves, y compris les Ukrainiens, et à pousser les Russes restants au-delà de la Volga et dans l'Oural. Comme l'a dit Himmler : « Je suis totalement indifférent au sort des Russes, des Tchèques… qu'ils vivent ou meurent de faim, cela ne m'intéresse que dans la mesure où nous en avons besoin comme esclaves[5]. »

Pour les Ukrainiens, le « fascisme » n'est qu'un autre synonyme de mal absolu. Rien de comparable n'a été vécu par le peuple ukrainien entre octobre 1944 et le 24 février 2022 et il est tout à fait naturel pour un Ukrainien qui voit les charniers de Boutcha de se souvenir des charniers de Babi Yar à Kyiv. Nous avons bien sûr de la chance que l'ampleur confirmée des massacres soit encore bien moindre qu'il y a quatre-vingts ans – mais malheureusement, nous ne savons toujours pas combien de personnes sont enterrées dans les fosses communes de Marioupol. J'espère que le lecteur comprend maintenant pourquoi les Ukrainiens affirment qu'ils mènent une guerre de libération patriotique contre le fascisme. C'est un élément naturel de notre mémoire collective. Les Ukrainiens se sont toujours considérés comme une nation qui a vaincu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, aux côtés des Russes, des Américains et de tous les autres alliés, bien sûr, mais aussi comme une nation qui a joué un rôle spécifique et non moins important que les autres alliés.

4. Le taux moyen de décès en Union soviétique, en pourcentage de la population de 1940, est estimé à 13,7 %. Pour la Russie, il est nettement inférieur à la moyenne – environ 12,7 % – et nettement supérieur pour l'Ukraine (16,3 %) et le Bélarus (25,3 %). Pour plus d'informations, voir Yorgos Mitralias, « Une guerre étrange où on interdit à l'ukraine que Poutine "soit humilié" », *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol. 9 ; yorgos mitraliasorg/2022/05/23/why-does-putin-make-all-the soviet-dead-of-the-second-world-war-russians/

5. Heinrich Himmler cité par Enzo Traverso.

Je dirais même que l'interprétation russe officielle du «fascisme[6]», qui fait également référence à l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, est un peu différente de l'interprétation ukrainienne, étant donné la nature différente de cette expérience et des réflexions ultérieures.

Moscou a toujours considéré la victoire sur l'Allemagne nazie non seulement comme une libération du sol russe, mais aussi comme une étape importante dans la construction du grand empire soviétique dirigé par la Russie et le peuple russe. La victoire a fait de l'Union soviétique une grande puissance mondiale et a assuré son contrôle militaire sur d'immenses territoires bien au-delà des frontières de la Russie et de l'Ukraine. L'Ukraine, en tant que «deuxième république» de l'Union soviétique, a bien sûr bénéficié en partie de ce nouveau projet impérialiste, mais avec beaucoup moins d'enthousiasme, et s'est également retrouvée soumise à l'oppression impérialiste russe et à la russification. La politique des dirigeants soviétiques staliniens et post-staliniens envers l'Ukraine est apparue très différente des déclarations d'égalité faites dans les années 1920 lors de la création de l'Union.

Je ne nie pas complètement le récit antifasciste russe, mais je soutiens que l'antifascisme ukrainien est davantage axé sur l'autolibération et l'auto- émancipation, tandis que le russe, du moins le russe officiel, est beaucoup plus axé sur la libération des autres (parfois contre leur volonté). L'antifascisme célébré par Staline a toujours été mélangé avec du chauvinisme grand-russe.

6. L'historien Timothy Snyder remarque que «traiter les autres de fascistes tout en étant fasciste est la pratique poutiniste essentielle», que Snyder appelle «schizofascism».

Si vous avez eu l'occasion de voir le mémorial militaire soviétique dans le parc Treptow à Berlin, vous remarquerez qu'il est rempli de citations de Staline sur le «grand peuple russe» et de références à la continuité entre la lutte antifasciste soviétique et les guerres médiévales menées par des princes féodaux russes comme Alexandre Nevski contre les Allemands.

En se promenant autour du mémorial du parc Treptow, on pourrait vraiment penser que les Ukrainiens et les autres peuples de l'Union soviétique n'ont jamais participé à l'effort soviétique de la Seconde Guerre mondiale.

Si «libérer» une autre nation de ses suceurs de sang capitalistes peut avoir un certain sens en tant qu'acte de solidarité de classe internationale des travailleurs et des prolétaires – du moins, c'est ce que déclaraient les Soviétiques – il s'agit évidemment de mensonges insensés lorsque nous l'entendons de la bouche de Poutine, car la Russie contemporaine n'a rien d'autre à offrir qu'un capitalisme semi-périphérique et une bureaucratie à l'esprit impérialiste.

Poutine nie la solidarité de classe par principe et considère généralement la solidarité et l'auto-organisation de la base comme la principale menace pour son propre pouvoir et son projet impérialiste. C'est pourquoi il déteste tant Lénine.

Lutter pour l'identité

Ceux de «gauche» qui considèrent Poutine comme un «moindre mal» visent généralement à préserver d'une manière ou d'une autre le statu quo d'une vie bourgeoise tranquille – et non à remettre en question le système impérialiste dans son ensemble, et en rejetant bureaucratiquement l'auto-organisation des mouvements populaires comme

des mobilisations pro-américaines inspirées par la CIA, les fascistes, etc.

Sur la base de ce récit, Poutine identifie l'« antifascisme » à la reconstruction de l'empire soviétique. En utilisant ces notions impérialistes d'« antifascisme », la propagande russe peut facilement prétendre qu'elle mène actuellement sa guerre « antifasciste » en Ukraine. Mais les Ukrainiens mènent leur propre guerre antifasciste de libération contre les envahisseurs étrangers brutaux. Ces envahisseurs ne font que nier le droit à l'existence des Ukrainiens, en niant l'identité, l'État et la nation ukrainiens avec leurs slogans de « dénazification[7] ». (Comme l'a précisé plus tard un article de l'agence de presse officielle russe Ria-Novosti, « dénazification » signifie en fait « désukrainisation[8] ».)

Les Ukrainiens pourraient être acceptés dans l'État russe unifié en tant que partie de la « *Rossijane*[9] » comme tous les autres sujets de la fédération russe, avec quelques caractéristiques folkloriques distinctes, mais sans avoir le droit de se considérer comme n'appartenant pas à la Russie. L'identité ukrainienne moderne est multiculturelle, significativement russophone et majoritairement bilingue, mais elle insiste sur notre propre droit à décider par elle-même de son identité. Et c'est précisément ce point qui est inacceptable pour Poutine.

L'identité ukrainienne évolue actuellement en réponse à l'invasion. Elle est en cours de formation et de développement, mais le regroupement sans précédent de citoyens ukrainiens d'origines ethniques et aux pratiques linguistiques diverses la fait fortement passer du nationalisme ethnique au multiculturalisme.

En effet, la connaissance de la langue ukrainienne est importante en tant que signe distinct de l'identité ukrainienne, mais je dirais qu'un Ukrainien typique véritable est au moins bilingue. Cette identité multilingue n'est pas due aux limites de la langue ukrainienne, mais au niveau élevé de l'éducation de masse et de l'enseignement supérieur, qui attire également des étudiants de nombreux pays.

En résumé, les Ukrainiens ont une raison de considérer leur lutte comme « antifasciste », et c'est naturel pour nous, compte tenu de nos expériences de résistance antinazie et de guérilla partisane pendant la Seconde Guerre mondiale. Le choix de résister ou non n'est pas le choix de Zelensky. C'est le choix définitif du peuple ukrainien de mener la guerre de résistance.

La grande majorité de la population ukrainienne n'accepte absolument pas le projet de Poutine de la soumettre à la gouvernance de ses représentants et à la terreur de la police secrète, comme il l'a déjà fait dans les territoires occupés du Donbass oriental. Le choix pour Zelensky a été seulement d'organiser soit une résistance efficace soit de le faire de manière inefficace. Se rendre n'était pas une option.

J'ai personnellement été témoin de longues files d'attente pour s'inscrire dans l'armée, surtout dans les premiers jours de la guerre. Des millions de personnes, y compris des personnes âgées, des pauvres et des russophones, ont volontairement donné de l'argent à l'armée. Des centaines de milliers de personnes, y compris celles dont

7. Sur ce point, voir les multiples articles et discours de Poutine.

8. Article paru dans l'agence de presse officielle russe Ria-Novosti (https://en.wikipedia.org/wiki/What_Russia_Should_Do_with_Ukraine).

9. *Rossijani* est le nom de tous les citoyens de la Russie, quelle que soit leur origine ethnique.

l'éligibilité au service militaire était limitée en raison de leur état de santé, ont rejoint les unités de défense territoriale.

Un grand nombre d'hommes d'une quarantaine, d'une cinquantaine et d'une soixantaine d'années, des travailleurs ordinaires sans aucune affiliation politique et sans expérience militaire autre que le service de conscription générale à l'âge de 18 ans, ont rejoint la défense territoriale de leur ville, ont pris de vieux fusils Kalachnikov et ont arrêté les envahisseurs russes près de chez eux. J'ai vu beaucoup d'entre eux dans les banlieues de Kyiv.

Tous les membres de la défense territoriale ne sont pas des anges, mais vous savez qu'ils défendent leur ville telle qu'ils la comprennent. Récemment, même la propagande d'État russe a reconnu que les Ukrainiens ont une forte volonté et sont prêts à défendre leur pays[10].

En 2019, la plupart des Ukrainiens ont soutenu Zelensky comme l'alternative au nationalisme ethnocentrique belliqueux du précédent président Porochenko parce qu'ils croyaient qu'un cessez-le-feu dans le Donbass était possible et souhaitable (etque Zelensky a presque tout fait pour y parvenir en 2020-2021). Maintenant, en 2022, après les attaques systématiques russes contre la population civile, une majorité écrasante d'Ukrainiens ne croit pas aux promesses russes et soutient le gouvernement Zelensky dans l'effort de guerre de la nation.

Poutine a prouvé de manière éclatante que c'était la seule façon de le traiter. Ainsi, ma réponse à la question de savoir si le monde serait meilleur si l'armée russe était repoussée à la frontière est totalement positive. Pour les Ukrainiens, vaincre l'agression russe est désormais une véritable lutte pour l'auto-organisation à la base, la dignité et les droits des travailleurs, la diversité culturelle, la démocratie et lajustice sociale.

Fascisation de la Russie ?

L'« antifascisme » officiel russe n'est évidemment qu'une mystification, mais cela ne suffit évidemment pas à prouver que la Russie est fasciste. Néanmoins, la « fascisation » de la Russie est maintenant largement discutée, et il semble qu'elle ait déjà commencé et qu'elle se poursuivra probablement.

Grigory Yudin souligne que la propagande et la terreur massives poussent des citoyens auparavant apolitiques à coopérer avec le gouvernement par peur d'être dénoncés : « Les masses passives commencent à coopérer de peur de devenir les victimes[11]. » Pourtant, il ne s'agit pas encore des mobilisations de masse de l'Allemagne nazie ou de l'Italie fasciste des années 1930. Et encore une fois, le flou et l'incertitude du concept de « fascisme » laissent trop de place à la spéculation. Pour être honnête, je ne suis pas entièrement satisfait de la plupart des arguments en faveur de la fascisation, car ils font encore appel à certaines caractéristiques externes et à des comparaisons historiques, évitant la question de la nature du phénomène actuel.

En 1936, Walter Benjamin a tenté de saisir l'essence du fascisme en affirmant qu'il s'agit de l'esthétisation de la guerre, en tant que stade suprême de l'esthétisation de la politique[12]. On peut remarquer une esthétisation systématique de l'armée dans la société russe : des enfants de maternelle défilant en uniforme de la Seconde Guerre mondiale aux documentaires épiques glorifiant les nouveaux missiles stratégiques et les sous-marins nucléaires. Aujourd'hui, la propagande d'État russe met en scène des séances de photos sentimentales avec des enfants de 8 ans[13] accueillant des soldats russes qui, comme nous le savons par les médias ukrainiens, tuent et violent des enfants ukrainiens.

Lorsque Volodymyr Artiuk[14] souligne que « la propagande ukrainienne efface les symboles soviétiques et fait appel aux corps et aux affects, [alors que] la propagande russe bourre l'espace symbolique de signes iconiques tout en effaçant les corps [morts] », on voit que la propagande russe se distingue de

10. Un commentateur de la télévision d'État russe admet que la Russie est isolée et que l'armée ukrainienne est redoutable (https://youtu.be/xF6TXAIe1tc).

11. La Russie sous la forme de la lettre « Z ». Le régime autoritaire de Poutine se transforme en fascisme.

12. *Das Kunstwerk im Zeitalter seiner technischen Reproduzierbarkeit* (1936).

13. https://ria.ru/20220516/alesha-1788750012.html#pv=g%3D17887 50013%2Fp%3D 1788435321

14. Destruction des signes, signes de destruction, https://commons.com.ua/en/destruction-signs-signs-destruction

l'ukrainienne précisément dans l'esthétisation de cette politique d'agression, d'offense et de viol.

Je dirais que les nouvelles photos du président Zelensky et de son épouse publiées dans le magazine *Vogue* sont tout le contraire de l'esthétisation de la guerre. De nombreux Ukrainiens d'extrême droite ont critiqué ces photos précisément parce qu'elles ne sont pas héroïques, glorieuses et glamour. On n'y voit qu'un couple fatigué qui essaie visiblement de remplir ses tâches quotidiennes – sans armes, sans ordres ni insignes militaires. Il s'agit peut-être d'une esthétisation de la dignité et de la résistance, mais pas de la guerre.

Mais pouvons-nous d'une manière ou d'une autre relier l'esthétisation de la guerre à la logique sociale et économique fondamentale du système mondial capitaliste moderne ? Dans son livre *Race, nation, classe* (coécrit avec Étienne Balibar), Immanuel Wallerstein a proposé une définition simple et instrumentale du racisme comme étant lié à la division du travail dans le système mondial.

Ainsi, le racisme est évidemment assez bon comme idéologie pour la guerre coloniale, où les États du cœur du système mondial se battent pour conquérir la périphérie. Mais le racisme classique n'est pas tout à fait adapté à la guerre interimpérialiste, surtout lorsqu'il s'agit d'une guerre totale visant à éliminer l'ennemi. Les arguments racistes classiques semblent beaucoup moins rationnels lorsqu'on essaie de les utiliser pour justifier la guerre entre les nations européennes. Au cours de la Première Guerre mondiale, il est devenu évident que les États ne disposaient d'aucune idéologie convaincante et suffisamment attrayante pour mobiliser les masses et tuer les soldats de la nation ennemie. Au lieu de cela, nous avons assisté à la fraternisation des soldats sur le front et à la montée des mouvements socialistes.

Une idéologie plus efficace était nécessaire pour poursuivre la guerre interimpérialiste. Et de telles idéologies ont été inventées sous la forme du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne, en réponse à la menace de la révolution socialiste internationale. L'idéologie fasciste est l'idéologie de la guerre interimpérialiste, avec un rejet total des alternatives socialistes égalitaires.

C'est exactement le point où commence la politique fasciste, comme l'a dit le penseur nazi Carl Schmitt. La montée d'une dictature totalitaire qui n'accepte aucune forme d'opposition interne naît exactement de la nécessité de mobiliser toute la population à l'effort de guerre total, justifié uniquement par le besoin de gagner la compétition avec l'ennemi tout aussi fort et insidieux.

Tous les arguments de supériorité sont artificiels et apparemment irrationnels – mais ils ne sont pas censés être rationnels. Leur fonction est de construire une unité et une identité fortes, suffisantes pour se séparer strictement de l'ennemi et développer une forte loyauté envers le leader, puis de briser toute forme d'auto-organisation et de pousser les personnes isolées à céder tout le pouvoir au chef.

C'est ici qu'apparaît la double pensée d'Orwell, car tout le monde comprend que l'idéologie n'est qu'un écran pour dissimuler les véritables objectifs des dirigeants, mais aussi que la réalisation des objectifs (aussi cannibales soient-ils) est bénéfique aux membres de la nation qui survivent à la

guerre. Il devient très pratique de faire semblant de croire à l'idéologie et d'assumer un minimum de responsabilité pour les moyens brutaux nécessaires à la réalisation des objectifs. Il est psychologiquement confortable de chasser de la conscience toute preuve des crimes en cours en la qualifiant de *fake news* et d'«impossible»; sinon, il faut résister au gouvernement, ce qui est évidemment très risqué. Essayons d'utiliser une telle compréhension du fascisme en tant qu'idéologie et pratique de la guerre interimpérialiste pour la guerre actuelle en Ukraine. La situation est, bien sûr, un peu délicate, car nous avons des fascistes dans la lutte antifasciste et du fascisme sous les slogans de l'antifascisme.

Il est vrai que parmi ceux qui se battent pour défendre l'Ukraine, il y a des gens qui ont des antécédents et des idées néonazis. Malheureusement, les néonazis jouent un rôle important dans certaines unités particulières de l'armée ukrainienne, comme le régiment Azov. Mais l'idéologie néonazie n'a pas été reprise par l'État et n'est pas mise en œuvre dans la pratique des institutions publiques ukrainiennes. L'État ukrainien n'a pas besoin de l'idéologie fasciste pour mobiliser et contrôler les masses, car le peuple est déjà naturellement mobilisé depuis le bas pour défendre sa dignité et son sol contre l'invasion étrangère insolente.

Les résultats électoraux des partis d'extrême droite en Ukraine restent bien inférieurs à ceux de nombreux pays européens – Rassemblement national (ancien Front national) en France, AfD en Allemagne, Fidesz en Hongrie, PiS en Pologne, Fratelli d'Italia en Italie, etc. Pour une raison quelconque, la rhétorique et les actions des autorités ukrainiennes restent très libérales et maillées d'idées sur les droits humains, la démocratie et le populisme social.

Il est difficile de faire une estimation précise concernant la Russie, mais même si nous supposons que la présence relative de personnes ouvertement néonazies dans les forces armées russes est moins importante et que des cas tels que celui de l'unité néonazie Rusich sont rares, nous devons néanmoins admettre que l'idéologie et la propagande de l'État russe semblent beaucoup plus antidémocratiques, xénophobes, racistes et ressemblent de plus en plus à des exemples fascistes.

La terreur règne en Russie contre l'opposition à la guerre, et une partie importante de la population russe est mobilisée en faveur de cette guerre par la propagande d'État. La majorité est malheureusement dans une position de soutien silencieux. Je suis sûr que la plupart de ces personnes prétendront qu'elles ne savaient tout simplement pas, qu'elles pensaient qu'il s'agissait du fascisme en Ukraine et que la Russie menait une guerre «antifasciste» – cet «antifascisme» russe se rapproche-t-il de plus en plus du fascisme classique des années 1930?

Nouvelle guerre interimpérialiste?

La guerre actuelle en Ukraine n'est évidemment pas encore interimpérialiste. Pour les Ukrainiens, il s'agit d'une guerre de libération contre l'invasion impérialiste étrangère par l'armée russe. De l'autre côté, l'État russe mène une guerre coloniale en Ukraine afin de reconstruire son empire.

Mais l'argument de la supériorité naturelle de la Russie sur les «frères» ukrainiens semble trop schizophrénique, même pour les propagandistes de l'État russe. C'est la principale raison pour laquelle la Russie affirme qu'elle combat l'OTAN en Ukraine (alors que l'OTAN n'est pas encore arrivée, comme on le dit à Odessa). Cette lutte imaginaire contre l'«Occident collectif» conduit naturellement le gouvernement russe à menacer d'une guerre nucléaire mondiale et à promouvoir l'idéologie d'un vaste conflit interimpérialiste. À bien des égards, la propagande russe est peu convaincante pour les gens en Ukraine, et même à l'intérieur de la Russie, parce que le cadre du chauvinisme colonial pur ne fonctionne pas envers l'Ukraine. L'Ukraine a toujours été l'une des parties les plus développées de l'empire russe, et les efforts d'assimilation des Ukrainiens en ont fait, dans la propagande chauvine russe, une sorte de «également Russes» ou du moins de «frères».

Malgré la grave destruction de son économie dans les années 1990, l'Ukraine reste une puissance européenne industrialisée, avec ses centrales nucléaires, ses industries aérospatiales et ses dizaines de grandes universités. C'est un endroit bien différent des colonies «classiques». La Russie pousse à l'escalade car elle cherche à redistribuer les «sphères d'intérêts» vers la reconnaissance

des droits impériaux de la Russie sur l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. La Russie fait tout son possible pour convaincre la Chine de la rejoindre et pour entraîner dans le conflit autant de pays que possible (par exemple, les armes iraniennes qui tuent des civils en Ukraine).

Voilà ce que signifie le « monde multipolaire » pour Poutine. Lui et sa bande au pouvoir ne peuvent tout simplement pas accepter que la Russie soit un pays qui entretient des relations égalitaires et respectueuses avec ses voisins. Dans l'esprit de ces gens, un tel résultat signifie la fin de la Russie. Comme ils ne peuvent imaginer la Russie autrement que comme un empire qui règne sur sa sphère d'intérêts, la stratégie doit être de reconstruire l'empire ou de mourir. Dans cette logique folle, si le monde n'accepte pas l'annexion absolument illégale et anormale de certaines parties de l'Ukraine par la Russie[15], cela signifie que le monde n'accepte pas l'existence de la Russie. Si vous ne reconnaissez pas les récents faux référendums organisés sous la menace d'une arme, qui étaient manifestement mis en scène et ne représentent pas la volonté du peuple, vous êtes un criminel au regard dela loi russe.

Pour les gangsters de Poutine, la question est la suivante : ils peuvent éventuellement accepter certaines pertes territoriales (par exemple, le retrait de Kherson), mais ils veulent que le monde reconnaisse et accepte leur droit d'annexer des territoires et de gouverner par la force dans leur sphère d'influence. L'astuce est que si et quand le monde succombera au chantage russe, la porte de laprochaine grande guerre interimpérialiste sera finalement ouverte.

Malheureusement, je ne vois aucune force capable d'empêcher une guerre mondiale dans ce scénario. Tous les traités de sécurité collective et de non-prolifération des armes nucléaires n'auraient plus aucun sens.

Et si la gauche européenne et plus généralement occidentale accepte cette nouvelle réalité, elle ne sera plus capable de prétendre qu'elle est internationaliste. Ceux qui poussent à faire preuve de compréhension à l'égard de Poutine et à la reconnaissance des « préoccupations légitimes de sécurité » de la Russie poussent en fait la gauche plus loin vers l'abîme du chauvinisme social. Une nouvelle guerre interimpérialiste nécessitera certainement une nouvelle idéologie fasciste et de nouveaux régimes fascistes, et malheureusement, nous nous dirigeons déjà dans cette direction[16]. Et il semble que la Russie s'y dirige rapidement, et nous entraîne tous dans la même direction.

Une défaite militaire rapide de l'invasion russe en Ukraine peut éventuellement interrompre ce processus, au moins temporairement. Sinon, nous nous dirigerons vers la fascisation du monde et la guerre impérialiste mondiale beaucoup plus rapidement.

C'est la raison principale pour laquelle l'Ukraine doit gagner et la classe ouvrière du monde doit soutenir l'Ukraine. Cela n'abolira pas la rivalité interimpérialiste, mais peut au moins la limiter et l'atténuer pendant un certain temps. Espérons que les socialistes l'utiliseront pour reconstruire la vision et s'organiser pour une alternative socialiste internationaliste.

Zahar Popovitch est économiste et membre de Sotsialnyi Rukh.

Publié dans *Against the Current,* n° 222, janvier-février 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat. Publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 15, 1er février 2023.

15. Le 30 septembre 2022, la Russie, dans le cadre d'une invasion en cours de l'Ukraine, a déclaré unilatéralement son annexion de zones dans quatre oblasts ukrainiens : Luhansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson (https://en.wikipedia.org/wiki/Russian_annexation_of_Donetsk,_Kherson,_Luh ansk_and_Zaporizhzhia_oblasts).

16. Vous pouvez l'appeler « post-fascisme », comme le fait Enzo Traverso. Voir *Les nouveaux visages du fascisme : le populisme et l'extrême droite*.

Le poutinisme, c'est le fascisme. Pourquoi est-il nécessaire de le dire aujourd'hui ?

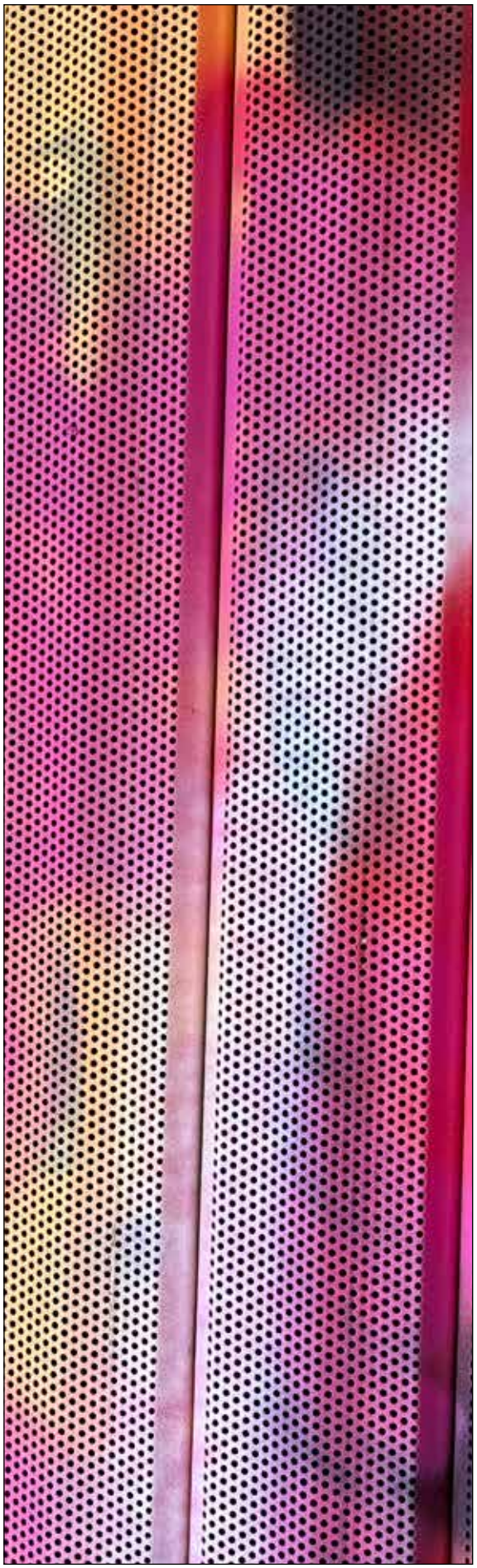
Ilya Budraitskis

Le 24 février, lorsque la Russie de Poutine a lancé une invasion militaire à grande échelle en Ukraine, le monde s'est trouvé face à plus qu'un simple défi à l'hégémonie géopolitique occidentale. Derrière la politique agressive du Kremlin se cache une logique qui renvoie à l'idéologie impérialiste classique, selon laquelle les relations entre pays sont fondées uniquement sur le droit du plus fort. S'il a critiqué les interventions militaires étatsuniennes en Irak ou en Afghanistan dans ses discours, Vladimir Poutine était surtout en désaccord avec la revendication par Washington du droit exclusif de mener des interventions impériales, d'étendre sa sphère d'influence et de condamner les autres puissances qui oseraient faire de même.

L'accusation portée contre l'Occident se réduit donc à dénoncer l'« hypocrisie » des États-Unis : pourquoi seraient-ils les seuls autorisés à faire ce que les autres n'ont pas le droit de faire ? Ce qui était auparavant la chasse gardée de l'impérialisme US, selon Poutine, doit désormais devenir la seule loi reconnue de la politique internationale. Dans sa vision du monde, seuls certains États sont déterminés « organiquement » à devenir des empires dotés d'un pouvoir « souverain » de déclencher des guerres, tandis que d'autres sont destinés à être des « colonies », des objets à contrôler et à conquérir. Le droit de ces États « souverains » à exercer un pouvoir arbitraire extérieur correspond à leur droit à exercer un pouvoir arbitraire intérieur : si derrière chaque droit il n'y a finalement que la force nue, alors les droits humains ou le droit à la représentation démocratique dépendent aussi inévitablement de la force, et ne sont donc que des armes brandies pour exercer une influence extérieure.

De cette logique impériale découle inévitablement une logique contre-révolutionnaire et antidémocratique qui a toujours été caractéristique de l'élite russe : toutes les protestations et tous les soulèvements sont toujours contrôlés de l'extérieur, que ce soient les manifestations de l'opposition russe de 2011, le printemps arabe ou la révolution russe de 1917 (que Poutine considère également comme le résultat des activités des services de renseignements étrangers). Il est facile de voir que dans un tel schéma idéologique, les États sont assimilables à des individus qui, dans une société de marché, sont également engagés dans une lutte mutuelle constante pour le succès, la domination et la reconnaissance. La même loi naturelle régit les États, les communautés nationales et les vies humaines individuelles : soit vous affirmez votre droit existentiel au détriment d'un autre, soit vous devenez la victime de l'affirmation de ce droit par d'autres puissances.

Pour la Russie de Poutine, cette idéologie est désormais définitivement passée du stade de la rhétorique à celui de la pratique, avec un pouvoir qui repose non seulement sur les perceptions chauvines de certaines parties de la société russe, mais aussi sur la rationalité du marché néolibéral qui y prévaut. Divisée en individus isolés et opposés, une telle société devient un instrument soumis aux élites et accepte sa propre impuissance et son incapacité à agir de manière solidaire comme la conséquence d'un destin historique supposé immuable et des lois quasi organiques qui régissent la vie sociale. L'invasion de l'Ukraine a fermement établi dans la Russie de Poutine ce lien inextricable entre politique étrangère et politique intérieure, où l'une est la continuation inévitable



de l'autre. La guerre a initié la transformation du régime russe en une forme qualitativement nouvelle : une dictature ouverte, où toute expression publique qui diffère de la politique officielle est un crime et où toute tentative d'action collective équivaut à une trahison de l'État-nation.

Ce lien entre, d'une part, une atmosphère de peur et de subordination, et, d'autre part, le chauvinisme et l'agression impérialiste, ainsi que l'identification complète de la volonté de la nation avec les décisions d'un leader autoritaire, ont ces derniers mois conduit beaucoup de gens à comparer la Russie de Poutine au fascisme – à juste titre, à mon avis. Cependant, en introduisant ce redoutable concept dans l'analyse de l'actualité, il convient de comprendre pourquoi il est nécessaire de le faire. Tout d'abord, certainement pas pour utiliser le terme « fascisme » comme un synonyme de mal absolu, contre lequel « le monde libre » devrait s'unir. Une telle moralisation du fascisme ne signifierait rien d'autre qu'un retour, dans une nouvelle phase, aux oppositions binaires de la guerre froide (où « le communisme » soviétique se verrait désormais mécaniquement remplacé comme ennemi extérieur de l'Occident par le « fascisme de Poutine »). Deuxièmement, une analyse du fascisme contemporain en Russie (ainsi que des tendances fascistes au-delà de ses frontières) ne devrait pas être remplacée par des analogies historiques spéculatives. Il faut se rappeler que la montée du fascisme dans la première moitié du 20e siècle a été déterminée par une combinaison de circonstances historiques uniques, et que sa doctrine était controversée et éclectique. Troisièmement, et c'est peut-être le point plus important, aborder la notion de fascisme dans le contexte du régime russe contemporain ne doit pas conduire à le considérer comme la preuve de son particularisme, à l'idée que la fascisation de la Russie post-soviétique est un cas unique prétendument prédéterminé par l'histoire particulière du pays. Au contraire, la caractérisation du régime de Poutine comme fasciste devrait aider à discerner les caractéristiques communes de la crise actuelle de l'ordre capitaliste néolibéral, qui est à l'origine de son évolution. De plus, je suis convaincu que parler de fascisme aujourd'hui pour la Russie ne se justifie que si nous le percevons comme un

signe alarmant de tendances mondiales susceptibles de se concrétiser sous la forme de régimes similaires, y compris dans le monde occidental. Tout cela nous ramène inévitablement à la fois à une nouvelle réflexion sur le phénomène du fascisme et à une compréhension de l'évolution spécifique du régime de Poutine en tant que partie intégrante du système capitaliste mondial.

Définir le fascisme : doctrine, mouvement ou régime ? Dans la vaste littérature historique et politico-philosophique sur le fascisme, on peut distinguer trois approches : la première, qui le considère avant tout comme une idéologie (ou plutôt un ensemble de caractéristiques idéologiques) ; la deuxième, comme un mouvement de masse radical, tandis que la troisième le voit comme un genre particulier de domination, une forme fondamentalement nouvelle de régime politique et, plus généralement, de pouvoir social. Ainsi, la célèbre définition du fascisme par l'historien Roger Griffin comme une « renaissance de l'ultra-nationalisme » (« *Palingenetic ultranationalism* »), cherche à définir le fascisme de manière normative, à en déduire son « type idéal », ce qui permet de le séparer clairement de tout autre forme autoritaire. Le fascisme, selon Griffin, est toujours lié à l'idée de faire revivre la grandeur perdue de la nation, à un rejet révolutionnaire des formes précédentes de légitimité, à la mobilisation des masses et à une vision organique de la communauté nationale[1].

Les limites de cette approche apparaissent clairement dans les récents débats sur le caractère fasciste ou non du régime de Poutine. Timothy Snyder[2], par exemple, tente de découvrir les fondements idéologiques du régime de Poutine en exagérant l'influence sur Poutine des livres d'Ivan Ilyin, l'idéologue de l'émigration blanche des années 1920 et 1930, ou en reconstruisant à partir de la rhétorique militariste du président russe

1. Roger Griffin, « Studying Fascism in a Postfascist Age. From New Consensus to New Wave ? », *Fascism – Journal of Comparative Fascist Studies,* Brill, 1er janvier 2012, https://brill.com/view/journals/fasc/1/1/article-p1_1.xml?language=en.

2. Timothy Snyder, « We should say it. Russia is fascist », *New York Times,* 17 mai 2022, www.nytimes.com/2022/05/19/opinion/russia-fascism-ukraine-putin.html.

un « culte de la mort » similaire aux discours de Codreanu, le leader fasciste roumain de l'entre-deux-guerres. Les critiques de Snyder, pour leur part, soulignent que l'État de Poutine ne s'appuie pas, comme le « fascisme classique », sur une mobilisation de masse motivée idéologiquement[3].

Il est clair qu'une telle définition normative du fascisme, reposant sur la présence ou l'absence d'un ensemble de caractéristiques spécifiques, détourne l'analyse de la réalité du régime et de son évolution historique.

Certes, l'invasion actuelle de l'Ukraine s'est accompagnée d'un certain nombre de discours programmatiques de Poutine, et a été encadrée de manière très réactionnaire par la propagande russe. Toutefois, lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, il y a vingt ans, il n'était clairement pas un « homme d'idées » et ses politiques pratiques n'étaient pas guidées par l'allégeance à une quelconque doctrine. Au contraire, on peut dire que ses opinions ont été façonnées comme une synthèse des réalités pratiques apprises à travers les fonctions qu'il a occupées tout au long de sa carrière. Ainsi, ses premières années dans les services de sécurité soviétiques l'ont habitué à la pensée conspirationniste ; diriger la privatisation à la mairie de Saint-Pétersbourg dans les années 1990 l'a formé à la violence et à la domination brutale, caractéristiques du business semi-criminel et de la mafia avec lesquels il était étroitement associé. Enfin, ses longues années au pouvoir en tant que leader autoritaire incontesté lui ont insufflé une vision de son propre destin messianique en tant que restaurateur de la puissance géopolitique perdue de la Russie.

Ce n'est pas l'idéologie qui définit la pratique de Poutine, mais plutôt la pratique qui l'oblige à intérioriser un ensemble de diverses « vérités » idéologiques qu'il considère comme évidentes.

Les citations de penseurs réactionnaires, soigneusement insérées dans les discours de Poutine, n'ont fait que confirmer les conclusions apprises par le dirigeant russe au fil de son « expérience ». Les contradictions et les discontinuités d'une telle idéologie sont définies par son caractère, selon les mots de Louis Althusser, d'« activité pratique matérielle ». Cette notion d'une idéologie qui n'est déterminée que par la pratique du pouvoir vaut également pour le fascisme en tant que phénomène historique.

Par exemple, l'historien Robert Paxton[4] a démontré que les déclarations des mouvements fascistes ont toujours été très différentes des pratiques des dirigeants fascistes après leur arrivée au pouvoir. Ces déclarations ne formaient pas un ensemble cohérent, mais consistaient plutôt en un ensemble arbitraire de slogans, variant en fonction des groupes sociaux auxquels ils s'adressaient et en fonction des conditions de la lutte politique. De plus, l'éclectisme idéologique du fascisme était élevé au rang de principe idéologique par les dirigeants fascistes eux-mêmes, qui ne se lassaient pas de répéter qu'ils s'appuyaient sur « la vie elle-même » plutôt que sur des doctrines arides (« la théorie est une prison », selon la célèbre maxime de Mussolini). Le programme réel du fascisme se révèle avant tout dans sa pratique en tant que régime qui, en fait, n'a jamais été la continuation d'un mouvement visant à prendre le pouvoir. Comme l'affirme Paxton, les régimes fascistes en Allemagne et en Italie étaient une synthèse complexe de partis totalitaires, de l'ancien appareil d'État et de la rationalité des élites dirigeantes traditionnelles (armée, bureaucratie, Église, etc.), formant une sorte de *dual states* (États doubles). Cette synthèse n'a jamais acquis un caractère monolithique et la crise des régimes fascistes a activé ses contradictions internes : par exemple, le complot de 1944 contre Hitler impliquait des membres éminents de l'élite militaire, tandis que l'éviction de Mussolini en 1943 a été menée par l'entourage du roi Victor Emmanuel, qui avait auparavant été un élément clé du régime fasciste.

Les chercheurs spécialisés dans le domaine du fascisme, pour lesquels il s'agissait avant tout d'un mouvement de masse (Ernst Nolte, par exemple), le considéraient comme une force capable de contrer la menace révolutionnaire que pouvaient représenter le mouvement ouvrier organisé et les partis socialistes. Ainsi, c'est comme s'ils remplaçaient le vieil État bourgeois, incapable de se défendre. Bien sûr, il est difficile de nier

3. Grigory Golosov, « Fascist Russia ? », *Riddle*, 30 mai 2022 : https://ridl.io/fasc

4. Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism,* New York, Knopf, 2004.

cette orientation contre-révolutionnaire, par exemple dans le cas du fascisme italien au début des années 1920, lorsqu'il était une réaction violente directe à un mouvement de grève à grande échelle et à la création spontanée de conseils ouvriers. Cependant, l'accession au pouvoir de Mussolini et de Hitler n'aurait pas été possible si les élites traditionnelles n'avaient pas pris une décision collective en ce sens. Là où les classes dirigeantes ne voyaient pas la nécessité d'une transformation fasciste – par exemple, en France, en Grande-Bretagne ou en Roumanie –, les mouvements fascistes, malgré les perspectives très nettes de leur influence croissante dans les années 1930, ont finalement été vaincus.

Si, comme l'écrivait Merleau-Ponty, « la révolution est toujours vraie en tant que mouvement et fausse en tant que régime », on peut dire le contraire du fascisme : sa signification et ses objectifs véritables se révèlent précisément en tant que régime de pouvoir étatique, tandis que sous la forme d'une idéologie ou d'un mouvement, ses caractéristiques apparaissent incomplètes et trompeuses.

Le fascisme d'en haut ?

La définition du fascisme comme un régime pour lequel les caractéristiques idéologiques ou un mouvement de masse préalable sont des caractéristiques secondaires et facultatives permet d'universaliser ce phénomène. Pour une telle approche universaliste, le fascisme ne représente pas une déviation irrationnelle de la voie rationnelle de la civilisation occidentale (comme tendent à le croire les chercheurs appartenant au courant intellectuel libéral), mais un phénomène directement dérivé de la nature même de la société de marché.

Cette position a été le plus clairement exprimée par Karl Polanyi qui, dans son ouvrage *La grande transformation*[5], voyait dans le fascisme l'expression de la victoire de la logique du marché sur toute forme d'auto-organisation et de solidarité dans la société. La tâche du fascisme, selon Polanyi, était d'achever l'atomisation sociale et de dissoudre la personnalité humaine dans la machine de la production capitaliste. Le fascisme était donc plus qu'une réaction à la montée des mouvements révolutionnaires dans les années 1920, et il cherchait à détruire non seulement les partis ouvriers mais aussi tout élément de participation démocratique. Polanyi a caractérisé le fascisme non pas comme un mouvement *(movement)* mais comme un revirement *(move)* – c'est-à-dire un consensus des élites dans leur réponse au défi de la crise économique et des alternatives anticapitalistes. Le fascisme a donc représenté une solution radicale à la marchandisation intrinsèque de la « civilisation du 19e siècle », à la contradiction entre la démocratie et la logique du marché (le « double mouvement », selon Polanyi) par une redéfinition de la « nature humaine » fondée sur la négation de principe de l'humanité en tant que communauté universelle.

Hannah Arendt est parvenue à des conclusions similaires, bien que partant d'une perspective théorique différente, dans son ouvrage *Les origines du totalitarisme*. Selon Arendt, le fascisme n'a aucun lien direct avec une quelconque tradition intellectuelle et représente non pas un phénomène politique mais un phénomène social qui exprime la réalisation extrême des tendances clés des temps modernes : l'atomisation de la société et la destruction de toute forme de transparence. Pour Arendt, l'essence d'une société totalitaire fasciste n'est pas la pénétration de la politique à tous les niveaux de la vie sociale, mais plutôt l'ultime dépolitisation, la disparition de toute notion d'« intérêt commun[6] ».

Cette signification passive et démobilisatrice du fascisme a été saisie très précisément par Walter Benjamin. Dans la conclusion de son ouvrage *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*[7], il écrit que le fascisme « esthétise la politique », c'est-à-dire qu'il transforme les gens en spectateurs captivés, en consommateurs aliénés de la politique en tant que spectacle, tandis que le communisme, au contraire, « politise

5. Karl Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

6. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme,* 3 volumes : 1. *Sur l'antisémitisme,* Paris, Le Seuil ; 2. *L'impérialisme,* Paris, Le Seuil ; 3. *Le système totalitaire,* Paris, Le Seuil.

7. Walter Benjamin, *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique,* Paris, Payot, 2013.

l'esthétique », en transformant le spectacle culturel en un lieu de participation créative directe des masses. Il est clair que ce spectacle fasciste est strictement hiérarchique – c'est une pièce de théâtre dans laquelle chacun doit jouer rigoureusement le rôle qui lui est attribué.

Ce spectacle de la politique est le contraire direct de la mobilisation d'en bas sous toutes ses formes. Par exemple, il est sigificatif que les tentatives de groupes d'extrême droite d'organiser des manifestations anti-ukrainiennes indépendantes en mars 2022 aient été brutalement réprimées dans l'œuf par les autorités russes. Les expressions de soutien massif à la guerre ne peuvent et ne doivent avoir lieu que sous des formes strictes approuvées par le haut : concerts patriotiques et flash mobs organisés par les autorités. Ces « ornements de la masse » ont la même signification qu'il y a un siècle, lorsque Siegfried Kracauer les a décrits dans son célèbre essai[8] : la désintégration de l'individu en fragments corporels, chacun d'entre eux étant intégré au processus de production (ainsi qu'à la reproduction idéologique). La rationalité du marché, qui divise (ou réifie, selon la définition de Georg Lukács) l'être humain en fragments, atteint son expression la plus radicale sous le fascisme.

Le fascisme représente donc une nouvelle forme d'État bourgeois qui fusionne directement avec le capital – on pourrait même dire que sous le fascisme, le capital parvient enfin à prendre la forme de l'État.

L'appareil d'État ne domine plus la société, équilibrant les intérêts des classes et agissant comme un arbitre (ce qui est typique, par exemple, du « bonapartisme » classique). Sous le fascisme, le capital, pour citer Léon Trotsky, « saisit directement dans ses tenailles d'acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation ». L'essence du fascisme, poursuit Trotsky, consiste à « réduire le prolétariat à un état d'apathie complète et à créer un réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat[9] ».

Une compréhension similaire de l'État fasciste a été proposée par le social-démocrate allemand Franz Neumann dans son célèbre livre *Béhémoth*[10]. Pour Neumann, le fascisme est le pouvoir direct du capital, qui n'a plus besoin de l'État comme force médiatrice. S'appuyant sur les théories marxistes de l'impérialisme, Neumann montre que le passage au nazisme a été prédéterminé par la place du capitalisme allemand, privé de marchés étrangers dans un contexte de redécoupage impérialiste du monde. La tendance principale dans le pays est alors la monopolisation de l'industrie et la transformation d'une majorité de la population en prolétaires qui peuvent être utilisés à la fois comme soldats et comme ouvriers. Selon Neumann, le capital, dans son ultime expression, a fusionné avec l'État et n'a plus besoin ni de la libre concurrence ni d'un marché du travail libre. Les entreprises faibles ne sont pas dans une relation d'égalité formelle avec les grandes – elles sont judiciairement déclarées inefficaces et leurs biens sont redistribués aux cartels (les confiscations de biens juifs s'inscrivent dans la même logique). La propriété n'est plus garantie par la loi mais par un acte administratif – en d'autres termes, la propriété privée n'est pas déterminée par une règle générale mais par une décision spécifique du souverain. La distinction entre le pouvoir politique (l'État) et le pouvoir économique (le capital) disparaît ainsi, et l'inégalité des droits qui caractérise le capitalisme n'est plus masquée par une façade d'égalité juridique formelle garantie par l'État. Le plein-emploi proclamé par Hitler, comme le montre Neumann, a permis de priver le travailleur de toute liberté de choix – il n'avait aucun droit collectif ou individuel, et était obligé de se fondre avec son entreprise dans un tout organique. C'est ainsi que le slogan nazi de la suprématie de la « politique sur l'économie » est mis en pratique, dans le sens où le capital surmonte toute nécessité de marchés libres et de concurrence en transformant l'État en instrument de son expansion.

Il est frappant de constater à quel point cette description est similaire à la construction du « capitalisme autoritaire » proposée

8. Siegfried Kracauer, *L'ornement de la masse : essais sur la modernité weimarienne,* La Découverte, Paris, 2008.

9. Léon Trotsky, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », dans *Contre le fascisme (1922-1940),* Paris, Syllepse, 2015.

10. Franz Neumann, *Béhémot : structure et pratique du national-socialisme (1933-1945)*, Paris, Payot, 1987.

par des idoles intellectuelles de l'*alt-right* [extrême droite] américaine comme Nick Land[11] ou Curtis Yarvin. L'« accélération » du capitalisme, selon ces auteurs, conduira inévitablement les États à abandonner toute autonomie de droit et toute légitimité démocratique. L'État démocratique, avec sa fausse égalité formelle entre les forts et les faibles, sera remplacé par la Gov-corp, une entreprise dirigée hiérarchiquement par des managers qui ont acquis un pouvoir absolu par sélection naturelle. Fondamentalement, pour Land, ce stade de l'État est atteint non pas par la lutte politique et la création d'un mouvement de masse vénérant un chef, mais plutôt par l'« accélération » de l'économie capitaliste, dont le développement surmonte et détruit toutes les formes politiques. Cette utopie autoritaire-libertaire ressemble paradoxalement à une inversion du capitalisme d'État de Poutine, avec son lien inextricable entre droits de propriété et pouvoir politique, et la notion profondément ancrée de la nature « aristocratique » et de classe de la domination de la bureaucratie étatique (avec les services spéciaux au sommet de la pyramide hiérarchique). L'étrange affinité entre les visions du monde des *siloviki* de Poutine et des adeptes de Land dans la Silicon Valley peut difficilement s'expliquer par une éducation idéologique commune ou un même club de lecture. Pour arriver à des modèles similaires, Land utilise des citations de Hobbes et de Deleuze, tandis que Poutine utilise des citations d'Ilyin ou de Gumilev. Les références intellectuelles sont ici de second ordre, alors que la rationalité, intériorisée à partir des pratiques idéologiques inconscientes du capitalisme néolibéral et caractéristique du type de subjectivité qu'il produit, est primordiale.

Le fascisme d'aujourd'hui n'a plus besoin de mouvements réactionnaires de masse. Il n'a pas besoin d'utiliser les méthodes de la guerre civile pour pulvériser la classe ouvrière organisée et la réduire à un « état d'apathie » par la violence – ces tâches ont été largement accomplies au cours de décennies de réorientation néolibérale dans les pays occidentaux (et de réformes marchandes de la « thérapie de choc » dans les années 1990 dans les pays « post-socialistes »).

Il ne manque plus qu'un revirement d'en haut, qui enterrera définitivement toute forme de participation démocratique et donnera définitivement au capital la forme d'un État.

Tout comme l'ancien fascisme, le fascisme du 21e siècle est une tendance qui a émergé pendant la crise du capitalisme mondial.

À cet égard, il est frappant de constater à quel point le poutinisme, né des conditions de la transformation post-soviétique de la Russie, correspond idéologiquement à ces tendances mondiales et à quel point il a peu de spécificité nationale. En termes de rhétorique, il est difficile de trouver quoi que ce soit de différent de ce que connaissent tous les électeurs de Le Pen, les partisans de Victor Orban ou les fans de l'émission de Tucker Carlson sur Fox : c'est le même anti-universalisme agressif, les menaces des « minorités », la défense de la « famille traditionnelle » et des « valeurs » contre le libéralisme et le marxisme culturel, l'exploitation de la haine envers des « élites » abstraites. Sa seule différence fondamentale semble être que le poutinisme a déjà acquis la qualité d'un régime fasciste du 21e siècle, et en ce sens il ne sert pas de rappel du passé, mais d'avertissement pour l'avenir. Mais pourquoi la Russie post-soviétique a-t-elle eu le destin de devenir cet exemple effrayant ?

Poutinisme : la plus brève histoire du fascisme

Au milieu des années 2000, alors que Vladimir Poutine venait d'être triomphalement réélu pour son deuxième mandat présidentiel, l'auteur de ces lignes était déjà un participant actif de la scène politique de gauche à Moscou. Lors des nombreuses manifestations que, à cette époque lointaine, les autorités autorisaient encore dans le centre même de la capitale russe, l'un des slogans les plus populaires était « Russie unie – pays fasciste ! » Les jeunes socialistes et anarchistes qui ont répété ce slogan ont certainement considéré cette caractérisation comme une exagération nécessaire. Au cours des premières années du règne de Poutine, il existait encore des libertés civiques relatives et des médias indépendants, les candidats de l'opposition pouvaient se présenter aux

11. Nick Land, « The Dark Enlightenment », www.thedarkenlightenment.com/the-dark-enlightenment-by-nick-land/.

élections et les syndicats pouvaient, bien que rarement, faire grève. Néanmoins, la combinaison dangereuse de la consolidation du pouvoir personnel, de la dépolitisation de masse et des opinions chauvines et racistes répandues était tout à fait évidente. La carrière politique de Poutine et la nature de sa popularité ont été liées à la guerre dès le début. À la fin de 1999, lorsque Boris Eltsine a déclaré que Poutine était son successeur, les troupes russes menaient déjà une « opération antiterroriste » de grande envergure en Tchétchénie.

La victoire écrasante de Poutine à l'élection présidentielle de mars 2000 a constitué ce que les analystes politiques proches du gouvernement ont pour la première fois appelé la « majorité poutinienne ». Les émotions fédératrices de cette majorité électorale étaient la frustration, la lassitude et la peur : la désillusion vis-à-vis de la démocratie, associée à l'instabilité politique et sociale, la lassitude vis-à-vis de la pauvreté et de l'imprévisibilité économique, et la crainte, alimentée par les médias, d'une menace terroriste émanant des « islamistes radicaux » à laquelle se mêlait une aversion pour les « Caucasiens » qui « inondent nos villes ».

Il est révélateur que ce « rassemblement autour du drapeau », caractéristique de toute l'évolution ultérieure du poutinisme, n'était pas du tout dirigé contre l'Occident. Au contraire, Poutine a toujours présenté l'opération punitive en Tchétchénie comme faisant partie de la croisade contre le « terrorisme international » lancée après le 11 Septembre par George W. Bush.

La politique intérieure, dans ses caractéristiques essentielles, était d'un caractère remarquablement similaire au projet néoconservateur occidental : la privatisation active du secteur public et les réformes néolibérales de la législation étaient accompagnées d'un renforcement du contrôle policier et d'une rhétorique patriotique d'« unité nationale » face aux défis extérieurs. Ainsi, dès les premières années du pouvoir de Poutine, ont été adoptés : un nouveau code du travail, restreignant fortement les droits des travailleurs ; un nouveau code du logement, permettant la privatisation de l'espace urbain ; et un barème d'imposition forfaitaire de 13 %, qui a fait de la Russie un véritable paradis pour les grandes entreprises. Parallèlement, la montée en flèche des prix du pétrole a permis d'augmenter les salaires et les pensions tout en maintenant un budget sans déficit. C'est alors qu'ont été construites les bases de la combinaison paradoxale de néolibéralisme et de capitalisme d'État, qui a caractérisé l'ensemble du projet Poutine : les entreprises rentables liées aux ressources naturelles sont progressivement passées sous le contrôle direct ou indirect de l'État, tandis que le secteur public (principalement l'éducation et la médecine) a fait l'objet d'une constante « optimisation » et de l'introduction du principe d'« autosuffisance ».

Sous Poutine, lesdits « oligarques » – c'est-à-dire les propriétaires d'énormes entreprises construites pendant l'ère soviétique – ont perdu l'influence politique directe qu'ils avaient sous Eltsine. Mais ils ont bénéficié d'énormes possibilités de participer à de nouvelles privatisations et à un enrichissement illimité (y compris par la distribution de contrats publics). Fait tout aussi important, le régime, reposant sur une « majorité poutinienne » fantomatique, a effectivement partagé sa légitimité avec le grand capital, né de l'accumulation initiale des années 1990. Si, à l'époque de Eltsine, la perception dominante parmi les Russes était que la privatisation des entreprises soviétiques était injuste et criminelle, Poutine a réussi à la présenter comme une « page qui se tourne » alors que toute tentative de la réviser ne pourrait que conduire au chaos social et à l'effondrement du pays.

Jusqu'au début des années 2010, le poutinisme reposait sur une dépolitisation de masse, associée à une consommation accrue, à la jouissance de la « stabilité » et à une focalisation sur la vie privée. Durant cette période, il se présente moins comme conservateur que comme « post-politique » (selon la terminologie de Jacques Rancière) – c'est-à-dire comme un pur gestionnaire, dont le travail efficace est contrarié par les intrusions de passions politiques et les slogans des démagogues de la rue. C'est dans cette atmosphère qu'en 2008, après la fin des deux premiers mandats de Poutine, à l'initiative de ce dernier, le terne Dmitri Medvedev a été élu président par la même « majorité poutinienne ». Qui se soucierait du nom du président tant que le style de gestion reste le même ?

Tout a changé fin 2011, lorsque Poutine a annoncé son désir de revenir à la présidence, marquant ainsi le tournant du régime vers un pouvoir explicitement personnaliste. Fin 2011 et début 2012, Moscou et d'autres grandes villes du pays ont été secouées par des manifestations de masse contre la fraude aux élections parlementaires en faveur du parti Russie unie de Poutine, et en fait contre le régime autoritaire dans son ensemble. Ces protestations traduisaient une politisation, qui ne laissait plus de place à la reproduction d'un modèle «post-politique» et technocratique du régime. La campagne électorale de Poutine au début de 2012 avait un ton très différent : les manifestations de l'opposition étaient présentées comme des machinations d'ennemis extérieurs et intérieurs cherchant à saper l'unité du pays et à imposer de fausses valeurs. Poutine est apparu comme le défenseur de la «famille traditionnelle», l'homophobie et le patriarcat étant élevés au rang d'idéologie d'État. La «majorité poutinienne» a été reconstruite en tant que «majorité silencieuse conservatrice», rassemblée par la commune foi chrétienne et par l'allégeance à la voie historique suivie par la Russie.

Néanmoins, une fois sa réélection assurée et les protestations écrasées, Poutine a continué à perdre le soutien de la population. Les revendications démocratiques de l'opposition libérale concernant l'égalité de participation aux élections et les libertés civiques fondamentales pouvaient se connecter potentiellement à l'expérience de la pauvreté et de l'inégalité sociale croissantes. Au début des années 2010, la croissance économique russe, minée par la crise mondiale de 2008, a fait place à la stagnation et à une baisse constante du niveau de vie. Dans ces conditions, la réponse agressive de Poutine

au Maïdan de Kyiv n'avait pas seulement des objectifs extérieurs, mais aussi des objectifs intérieurs. Le renversement du régime en Ukraine par des manifestations de rue a créé un dangereux précédent qui, en raison de la proximité des pays, a attiré l'attention d'une grande partie de la société russe.

L'annexion de la Crimée et l'intervention militaire dans l'est de l'Ukraine ont marqué un tournant dans la transformation du régime. La légitimité chancelante du poutinisme a été restaurée par la guerre et par le passage progressif à une politique de « forteresse assiégée ».

Dans la construction idéologique du poutinisme, la « majorité silencieuse conservatrice » a cédé la place au prétendu « consensus de Crimée » – l'acceptation passive des aventures géopolitiques du régime alors que tout questionnement de ces dernières est qualifié de « trahison nationale ». La politique intérieure a été remplacée par la politique étrangère, dont le guide national et commandant en chef devient l'unique acteur, tandis que le devoir civique de tous les autres c'est de le soutenir passivement.

Cependant, le « consensus de Crimée » ne fit pas long feu pour autant : dès 2017, une nouvelle vague de politisation commença en Russie, se manifestant sous diverses formes : manifestations de rue contre la corruption initiées par Navalny, mécontentement de masse face à la réforme néolibérale des retraites, mouvements pour les droits environnementaux et pour la défense du pouvoir du gouvernement local dans les régions russes. Ces formes de politisation, malgré toute leur diversité, abordaient désormais la question des inégalités sociales dans une bien plus large mesure qu'en 2011. La répression et la rhétorique géopolitique ne suffisaient plus au régime pour contrôler totalement la société, il lui fallait une véritable guerre.

Dans les semaines qui ont suivi l'invasion, le régime a instauré un nouvel ordre politique : les manifestations antiguerre mal organisées ont été écrasées avec une brutalité sans précédent (plus de 16 000 personnes ont été détenues et condamnées pour y avoir participé au printemps) et la censure militaire a été introduite, avec des peines de prison pouvant aller jusqu'à douze ans en cas de transgression. Toute opposition publique à l'invasion de l'Ukraine – que ce soit sous la forme d'une protestation ouverte, ou seulement une déclaration sur les réseaux sociaux ou bien une conversation imprudente avec des collègues sur le lieu de travail – constitue désormais un crime. Maintenant, après le début de la prétendue « mobilisation partielle », la répression et l'utilisation des « corps » des citoyens, considérés comme une ressource maniable et muette, vont manifestement atteindre un nouveau niveau.

Le régime de Poutine, en vingt ans, a évolué progressivement d'un autoritarisme néolibéral dépolitisant vers un régime dictatorial brutal pour lequel les conquêtes impériales et la guerre meurtrière visant à détruire un pays entier sont devenues le seul mode d'existence possible. Ce n'est pas une tragique déviation de la « normalité » de la société capitaliste. En outre, ce qui est le plus frappant dans sa transformation, c'est la « normalité » et le caractère reconnaissable de tous ses éléments : la passivité et l'atomisation de la société, l'anti-universalisme réactionnaire de sa rhétorique, multiplié par la rationalité la plus cynique de ses élites. Et ce régime devrait être qualifié explicitement de fasciste, non seulement parce qu'il correspond à cette définition, mais aussi pour que les mouvements de libération actuels puissent prendre conscience de l'ampleur de la menace globale qui pèse sur l'avenir.

Professeur de théorie politique à l'École des sciences sociales et économiques de Moscou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Russie et sur la gauche critique et dissidente en Russie, tant pendant les années soviétiques que dans la période actuelle, dont le récent ouvrage *Dissidents between Dissidents : Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Londres, Verso, 2022). Ce texte est une version abrégée d'un article qui sera publié en anglais dans un numéro de *Spectre*. Il a été publié en russe par le site *syg.ma*.

Publié dans Inprecor, n° 701-702, octobre-novembre 2022 Traduit du russe par J. M.

La vie sous l'empire russe

Adélaïde Burgundets

Depuis le début, le système politique de la Russie moderne a été façonné par une centralisation croissante du pouvoir. La Constitution de 1993 a posé les bases de ce qui allait devenir un système très présidentiel, donnant au chef de l'État des pouvoirs étendus : le pouvoir de nommer un Premier ministre sans l'accord du Parlement, de prendre des décrets ayant force de loi fédérale et de bloquer des lois sans risquer de perdre son poste.

Le système hyperprésidentiel qui a pris forme dans les années 1990 a permis au centre fédéral de mettre progressivement les régions sous son contrôle. Sous Vladimir Poutine, ce processus s'est non seulement poursuivi, mais il s'est considérablement accéléré : les pouvoirs des gouvernements régionaux ont été systématiquement réduits, tandis que les ressources financières ont été de plus en plus centralisées. En conséquence, les gouverneurs agissent aujourd'hui davantage comme des envoyés du Kremlin que comme des dirigeants régionaux indépendants, leur dépendance à l'égard du pouvoir fédéral éliminant de fait toute autonomie significative.

Avant l'adoption de la Constitution de 1993, la Fédération de Russie fonctionnait comme un État asymétrique, certaines régions ayant plus de droits que d'autres. En 1992, par exemple, le Tatarstan a refusé de signer le traité fédéral qui définissait la structure fédérale de la Russie. Les dirigeants de la république ont plutôt insisté pour conclure un accord séparé, arguant que le traité privait la région de sa souveraineté, précédemment confirmée par référendum. En 1994, ça a abouti à la signature d'un traité intitulé « Sur la délimitation des sujets d'autorité et la délégation mutuelle des pouvoirs », qui donnait au Tatarstan le droit exclusif de gérer ses terres et ses ressources, d'établir son propre budget, de créer une citoyenneté régionale et d'avoir des relations internationales. Bien que le traité fédéral ait été officiellement annulé avec l'adoption de la nouvelle constitution, affaiblissant ainsi le statut juridique des pouvoirs régionaux, dans la pratique, les relations entre le centre et la région sont restées largement contractuelles jusqu'à la fin des années 1990.

Après l'arrivée au pouvoir de Poutine, les relations entre le centre fédéral et les régions ont été fondamentalement restructurées. Poutine a exhorté les entités constitutives de la fédération à modifier leur législation locale pour se conformer à la Constitution russe. En conséquence, le Tatarstan a été contraint de réécrire une grande partie de sa propre constitution, abandonnant de fait sa revendication de souveraineté. Un processus similaire s'est déroulé dans le Bachkortostan voisin, où la constitution régionale était également en conflit avec la constitution fédérale de 1993.

Depuis lors, toutes les décisions importantes concernant les régions sont prises à Moscou. Dans le même temps, le statut officiel de la Russie en tant que fédération est souvent utilisé pour transférer la responsabilité du centre vers les autorités régionales. Au début de l'année 2020, au début de la pandémie de Covid-19, Poutine a annoncé une semaine sans travail, une mesure qui a fait peser la charge financière sur les employeurs. À peine une semaine plus tard, au lieu de prendre des mesures à l'échelle nationale, il a transféré la responsabilité de la gestion de la crise aux gouverneurs régionaux. Comme

l'a dit Natalia Zoubarevitch, spécialiste du régionalisme : « Si vous vous en êtes bien sorti, tant mieux. Sinon, c'est votre faute. C'est un système classique : diviser pour mieux régner. »

Tout au long de son règne, Poutine a mis en œuvre une série de changements profonds dans le système politique russe et ses mécanismes de contrôle de l'opinion publique. En 2000, il a divisé le pays en districts fédéraux, chacun supervisé par un envoyé présidentiel chargé de contrôler les gouverneurs régionaux. Après la prise de contrôle de NTV par le Kremlin en 2001, Poutine a progressivement placé tous les grands médias fédéraux sous le contrôle de l'État, réduisant au silence les voix indépendantes sur les questions nationales et locales. En 2004, à la suite de la prise d'otages de l'école de Beslan, Poutine a invoqué des raisons de sécurité pour justifier la suppression des élections directes des gouverneurs. Bien que Dmitri Medvedev ait rétabli ces élections à la fin de son mandat présidentiel, cela n'a guère contribué à renforcer l'autonomie régionale : les candidats pro-Kremlin l'ont systématiquement emporté, aidés par leur influence administrative et une manipulation électorale généralisée. Ces résultats ont été rendus possibles par le contrôle des gouverneurs sur les ressources régionales et leurs alliances bien établies avec les élites locales.

La centralisation financière comme outil de contrôle

La centralisation des flux financiers est devenue l'un des principaux instruments du Kremlin pour exercer son contrôle sur les régions russes. Le pays fonctionne selon un système budgétaire à trois niveaux : fédéral, régional et municipal.

Le budget fédéral est financé par les principales sources suivantes : la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – 20% de chaque achat revient intégralement au gouvernement fédéral (auparavant, une partie de la TVA restait dans les régions, mais depuis 2001, elle est entièrement centralisée) ; la taxe sur l'extraction minière (MET) : toutes les recettes provenant de l'extraction du pétrole, du gaz, du charbon et d'autres ressources vont directement au Trésor fédéral ; la taxe sur les revenus supplémentaires provenant de la production d'hydrocarbures ; l'impôt sur les sociétés : une part importante (28 % du taux total de 25 %, en raison du chevauchement des compétences) ; les droits d'accise ; droits d'État.

Les budgets régionaux reçoivent : 85 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) ; 72 % de l'impôt sur les sociétés ; 63 % de l'impôt sur les revenus professionnels (payé par les travailleurs indépendants) ; l'impôt foncier sur les actifs des organisations ; la taxe sur les transports ; la taxe sur les jeux d'argent ; certains droits d'État.

Les budgets municipaux ne reçoivent que : 15 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; l'impôt foncier ; l'impôt foncier sur les particuliers ; une taxe locale sur le commerce.

Cette répartition crée un grave déséquilibre budgétaire. En 2024, le gouvernement fédéral a collecté 35 100 milliards de roubles, soit plus du double des recettes cumulées de tous les budgets régionaux, qui s'élevaient à 18 200 milliards de roubles. Les recettes du centre sont bien supérieures à celles des régions. Dans le même temps, près d'un quart de tous les transferts régionaux ont été alloués à un seul bénéficiaire : Moscou.

Alors, comment le budget fédéral est-il dépensé ? Revient-il aux régions et aux municipalités par le biais de la redistribution ? La réponse est oui et non. D'un côté, les fonds sont reversés sous forme de subventions et d'aides. Mais le plus souvent, ces mécanismes servent davantage d'outils de pression politique que de véritable soutien. La dépendance économique renforce la subordination politique : plus une région reçoit d'argent du centre, moins elle jouit d'autonomie dans la prise de décision.

D'un autre côté, alors que le budget fédéral est censé redistribuer les richesses des régions les plus riches vers les plus pauvres, dans la pratique, cette redistribution est sélective et renforce la centralisation. Une part importante des dépenses fédérales est consacrée à l'effort de guerre et aux territoires occupés annexés en 2022, qui continuent de subir des destructions et nécessitent des injections financières constantes.

Le système fiscal russe garantit qu'au niveau municipal, aucune localité n'est capable d'équilibrer son budget grâce à ses propres recettes. Les municipalités sont obligées de

compter sur les transferts et les subventions des autorités régionales, ce qui les rend politiquement dépendantes des centres régionaux. Une dynamique similaire existe entre les régions et le gouvernement fédéral. La plupart des sujets fédéraux russes sont des bénéficiaires nets : ils n'ont pas assez de revenus pour couvrir leurs dépenses essentielles. En conséquence, presque tous les gouverneurs régionaux doivent régulièrement demander une aide financière à Moscou. Par exemple, en août 2024, après l'entrée des forces armées ukrainiennes dans la région de Koursk, les gouverneurs de Koursk, Briansk et Belgorod ont demandé des fonds fédéraux pour soutenir les unités de défense territoriale locales, auparavant financées par les budgets régionaux. En pratique, ces transferts fédéraux servent à renforcer la loyauté régionale envers le Kremlin.

En 2025, seuls 26 des 83 sujets fédéraux internationalement reconnus de la Russie peuvent être considérés comme des régions donatrices, c'est-à-dire des régions qui contribuent plus au budget fédéral qu'elles ne reçoivent. Ce chiffre exclut les territoires occupés et fortement subventionnés, notamment la Crimée, Sébastopol, les « républiques populaires » de Donetsk et Louhansk, ainsi que certaines parties de Kherson et Zaporijia. Le nombre de régions donatrices a augmenté depuis le début de la guerre, non pas en raison d'une amélioration de la prospérité, mais parce que le gouvernement fédéral n'a plus les moyens de subventionner neuf à dix régions supplémentaires. Les conséquences des déficits budgétaires sont de plus en plus visibles. Le sous-financement chronique du logement et des services publics, généralement financés au niveau régional, a rendu des millions de personnes vulnérables. Au cours de l'hiver 2024-2025, environ 1,5 million de personnes se sont retrouvées sans chauffage, y compris des habitants de la riche région de Moscou, donatrice de longue date. L'une des plus grandes défaillances infrastructurelles s'y est produite, soulignant le fait que même les régions riches en ressources ont du mal à répondre aux besoins publics fondamentaux dans le système actuel.

Selon les données de 2024, huit des dix régions les plus pauvres de Russie sont des républiques nationales. Ces régions restent économiquement marginalisées en raison d'une combinaison de désavantages structurels : économies traditionnelles, isolement géographique et possibilités de développement limitées. Leurs économies sont essentiellement agricoles, offrant des revenus faibles et instables et exposant les habitants à des fluctuations saisonnières. Des républiques comme la Touva et l'Altaï manquent de ressources naturelles et dépendent fortement de l'agriculture de subsistance, des conditions qui rendent improbable toute croissance à long terme sans investissements importants et réformes structurelles.

Le Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement russe, était à l'origine conçu pour représenter les intérêts régionaux. Dans les années 1990, il comprenait des gouverneurs et des chefs des assemblées législatives régionales, qui jouissaient d'une autorité considérable. Mais depuis 2000, cet organe a été transformé : les sénateurs sont désormais nommés par les gouverneurs, dont la plupart résident en permanence à Moscou. La chambre est devenue largement symbolique, une sorte de maison de retraite politique, sans réel pouvoir.

En 2016, la présidente du Conseil de la Fédération, Valentina Matviyenko, a publiquement appelé à une révision des relations interbudgétaires, soulignant que seulement 35 % des recettes fiscales restaient dans les régions, tandis que 65 % allaient au centre fédéral. Ses remarques laissaient entrevoir un mécontentement interne croissant, mais aucun changement structurel n'a suivi. Le système reste un mécanisme permettant d'extraire les ressources de la périphérie pour soutenir le centre, tant sur le plan politique qu'économique.

Sous Poutine, ce système d'hypercentralisation s'est renforcé. Les réformes législatives, les contrôles financiers et la redistribution fondée sur la dépendance ont transformé les gouvernements régionaux en appendices administratifs du Kremlin. Leur capacité à mener des politiques indépendantes ou à relever les défis socio-économiques locaux est fortement limitée. Dans cette configuration, Moscou apparaît comme le principal bénéficiaire, tandis que le reste du pays est de plus en plus dépendant et marginalisé. La guerre en Ukraine, coûteuse et prolongée, n'a fait qu'accentuer cette inégalité.

Les populations sont le nouveau pétrole

En 2009, le vice-Premier ministre Sergueï Ivanov a qualifié les gens de «deuxième pétrole». À l'époque, cette expression faisait référence au capital humain de la Russie. Aujourd'hui, elle a une signification bien plus sombre.

En temps de guerre, les régions à faibles revenus sont devenues une source importante de recrutement et de mobilisation militaire, tout comme elles fournissaient autrefois une main-d'œuvre bon marché aux grandes villes. Ces territoires déjà appauvris sont aujourd'hui vidés de leur population pour l'effort de guerre.

À l'automne 2022, la Russie a annoncé une mobilisation partielle. La pénurie de main-d'œuvre est vite apparue : en seulement deux mois, environ 300 000 hommes ont été appelés sous les drapeaux. Les premières victimes ont été signalées quelques semaines seulement après le début des combats. Parallèlement, le décret de mobilisation a en fait «piégé» les soldats contractuels sur le front, prolongeant automatiquement leur durée de service. Des centaines de milliers de militaires contractuels, pour la plupart originaires de régions pauvres, ainsi que les nouveaux mobilisés, sont désormais dans l'impossibilité de quitter la guerre par des moyens légaux.

En Russie, la conscription est souvent qualifiée de «taxe sur la pauvreté». Les citoyens à faibles revenus ont moins de moyens d'échapper à la conscription. En revanche, les Russes plus aisés peuvent recourir à des moyens légaux, tels que l'inscription dans l'enseignement supérieur ou l'obtention d'une exemption médicale, souvent facilitée par des cliniques privées et des consultants juridiques. D'autres ont recours à des stratégies illégales : corruption, faux documents ou achat d'une exemption. Les pauvres, dans l'ensemble, n'ont pas accès à ces options. Les conscrits subissent aussi des pressions pour signer des contrats pendant leur service. Une fois qu'ils l'ont fait, ils peuvent être envoyés au front et le contrat devient à durée indéterminée.

Les inégalités économiques jouent un rôle clé dans les incitations au recrutement. À Moscou, le gouvernement offre plus de 5 millions de roubles (environ 55 000 dollars américains) pour un contrat militaire d'un an, un montant qui peut séduire même les familles de la classe moyenne. Mais pour les habitants des régions les plus pauvres, cette somme change leur vie. Dans la République de Mari El, par exemple, le seuil de subsistance est de seulement 14 823 roubles par mois, et le salaire moyen dépasse à peine 25 000 roubles. Là-bas, une prime à la signature de 3 millions de roubles équivaut à plus de dix ans de salaire.

Il apparaît de plus en plus clairement que la Russie exploite la pauvreté régionale pour alimenter ses effectifs militaires. Plus le revenu médian d'une région est faible, plus sa part dans les pertes humaines liées à la guerre est élevée. Les régions les plus touchées sont la Touva, la Bouriatie et l'Altaï, qui comptent parmi les plus pauvres du pays. À l'inverse, Moscou, où le niveau de vie est nettement plus élevé, enregistre beaucoup moins de pertes malgré sa population importante.

Le facteur politique dans le service militaire

La mobilisation a touché les régions russes de manière inégale, aggravant les inégalités économiques existantes par des pertes humaines disproportionnées. Contrairement au service militaire contractuel, où des incitations financières peuvent influencer l'enrôlement, la mobilisation est obligatoire, mais son impact varie considérablement selon les endroits. Le nombre exact de personnes mobilisées dans chaque région est inconnu, car le gouvernement fédéral n'a pas publié de statistiques officielles. L'ampleur de la mobilisation ne peut être déduite qu'indirectement, principalement à partir des données régionales sur les victimes.

Les dirigeants politiques locaux jouent un rôle important dans la manière dont les décrets fédéraux de mobilisation sont appliqués. Certaines autorités régionales jouissent d'une grande autonomie, et beaucoup dépend de la personnalité et de l'influence politique des responsables. La République tchétchène, dirigée par Ramzan Kadyrov depuis 2007, offre un exemple clair de la manière dont les élites locales peuvent influencer l'application des mandats fédéraux. Kadyrov est un allié clé du Kremlin, à qui on attribue le mérite d'avoir maintenu

la stabilité dans la république après la deuxième guerre de Tchétchénie. Sa «verticalité politique» l'a rendu «indispensable» à Moscou, lui permettant d'établir une relation fondée davantage sur la négociation que sur la soumission.

Le 23 septembre 2022, Kadyrov a déclaré que la mobilisation en Tchétchénie était terminée, affirmant que la république «avait rempli son quota à 254 %». Son annonce est intervenue alors que les efforts de mobilisation fédérale étaient toujours en cours, démontrant sa capacité à s'écarter de la politique centrale. En tant que dirigeant politiquement autonome, Kadyrov a une influence non seulement sur la Tchétchénie, mais aussi sur les décisions fédérales elles-mêmes.

Une dynamique similaire existe à Moscou, où le maire Sergueï Sobianine, qui dirige la ville depuis 2010, joue également un rôle stratégique pour le Kremlin. Sobianine maintient la stabilité politique dans la capitale et est connu pour sa loyauté envers le gouvernement fédéral. Les autorités sont convaincues que les mouvements de protestation à Moscou seront rapidement neutralisés. En 2019, par exemple, les manifestants qui protestaient contre la disqualification de candidats indépendants aux élections à la Douma de Moscou ont été efficacement dispersés et des centaines d'entre eux ont été arrêtés. Sobianine s'est forgé une image de technocrate compétent, une réputation qui lui a valu une certaine flexibilité politique. Le 17 octobre 2022, il a eu le privilège d'annoncer la fin de la mobilisation partielle à Moscou, alors que le décret fédéral restait en vigueur jusqu'à la fin du mois. La disparité des pertes militaires entre la Tchétchénie et la Touva souligne la dimension politique de la mobilisation. Malgré des conditions économiques similaires, le taux de mortalité en Tchétchénie est douze fois inférieur à celui de la Touva. Cela s'explique en grande partie par le fait que Kadyrov, en tant que figure cruciale du Kremlin, dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour s'écarter des ordres fédéraux. Le gouvernement central préfère négocier avec lui plutôt que de lui donner des directives, ce qui exacerbe le déséquilibre régional en matière de pertes humaines en temps de guerre.

Inégalités et minorités ethniques : les cas de la région de Perm et de la République de Tchouvachie

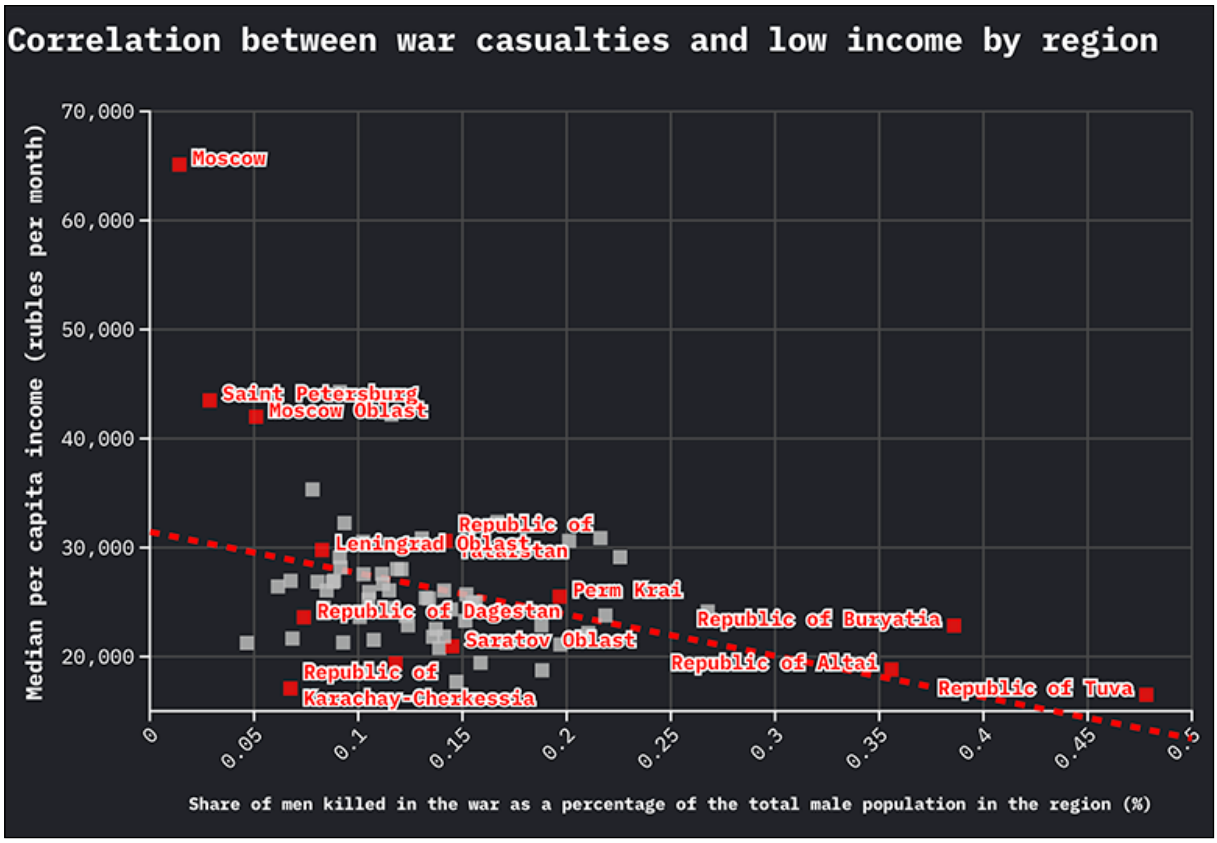
Si les facteurs politiques déterminent les disparités entre les régions au niveau fédéral, les inégalités économiques jouent un rôle plus important au sein des régions elles-mêmes. Les conditions économiques peuvent varier considérablement d'un district à l'autre, et cette variation a une incidence directe sur les schémas de mobilisation et les pertes en temps de guerre.

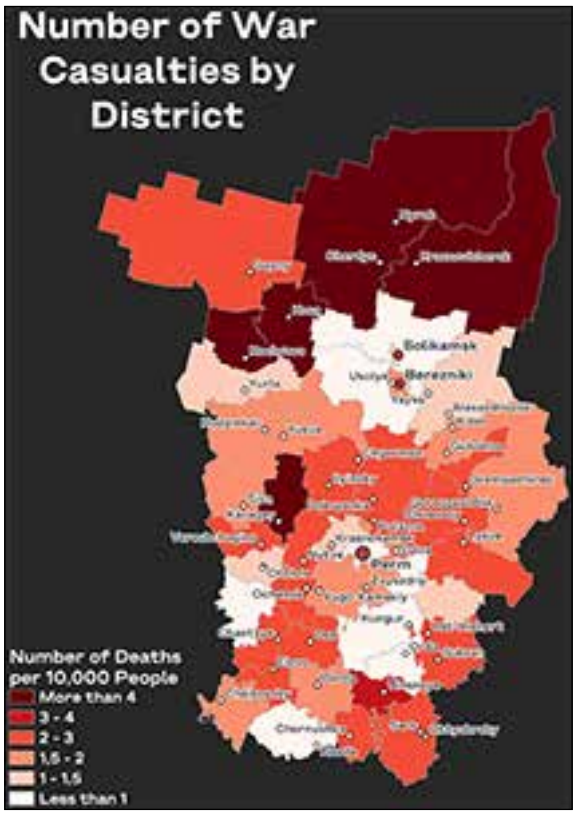
Prenons l'exemple de la région de Perm, dominée par une grande ville. La ville de Perm représente près de 40 % de la population totale de la région et, sans surprise, elle arrive en tête du classement en termes de nombre absolu de victimes de guerre. Cependant, lorsque les décès sont mesurés en pourcentage de la population, ce sont les districts ruraux isolés qui apparaissent comme les plus touchés. Un rapport publié en 2023 par *Perm 36.6,* un projet d'enquête local, a recensé les décès survenus dans la région pendant la guerre. Après la première année de conflit, il est apparu clairement que Perm elle-même avait un taux de mortalité relativement faible par rapport aux zones périphériques.

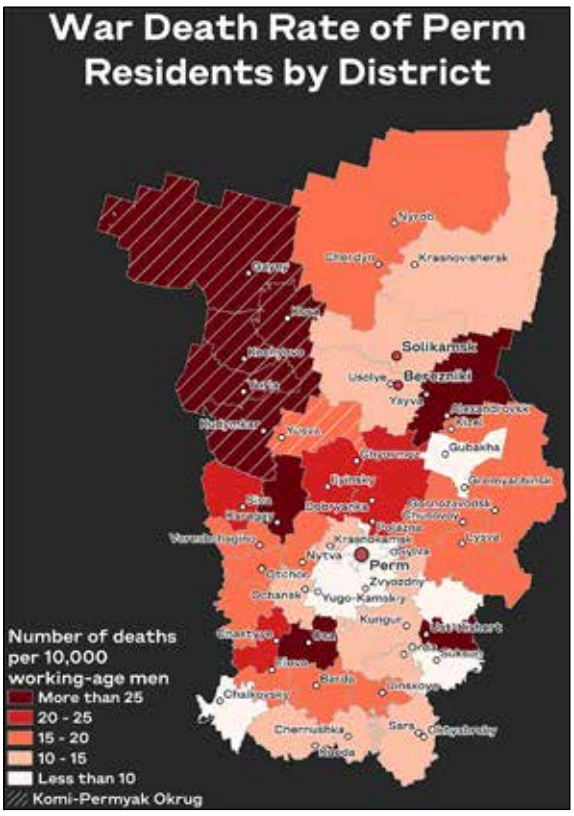
Perm 36.6 nous a généreusement communiqué des données couvrant deux années de guerre. La répartition a légèrement évolué : Perm se distingue désormais encore plus nettement du reste de la région en tant que ville ayant subi des pertes relativement faibles.

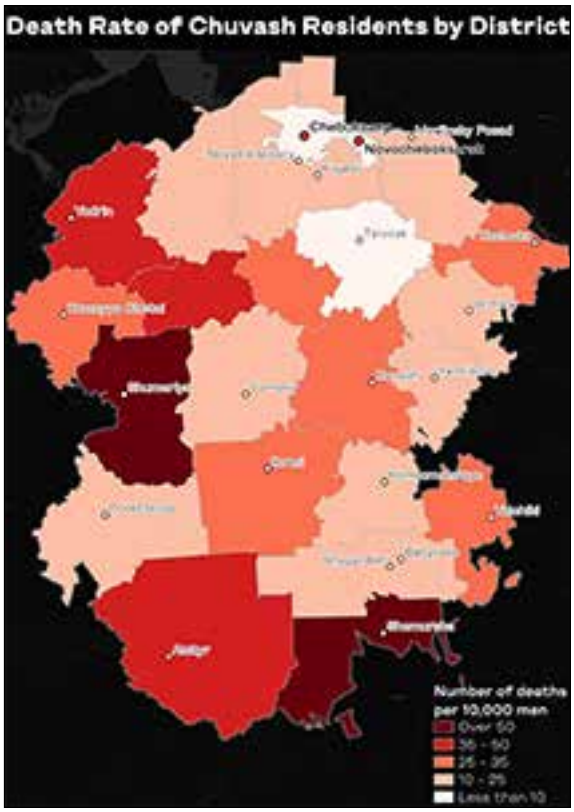
Les tendances dans l'ensemble de la région sont également révélatrices : au fil du temps, les taux de mortalité les plus élevés se sont déplacés du nord vers le nord-ouest du kraï de Perm, le nombre de décès signalés ayant plus que doublé en seulement deux ans.

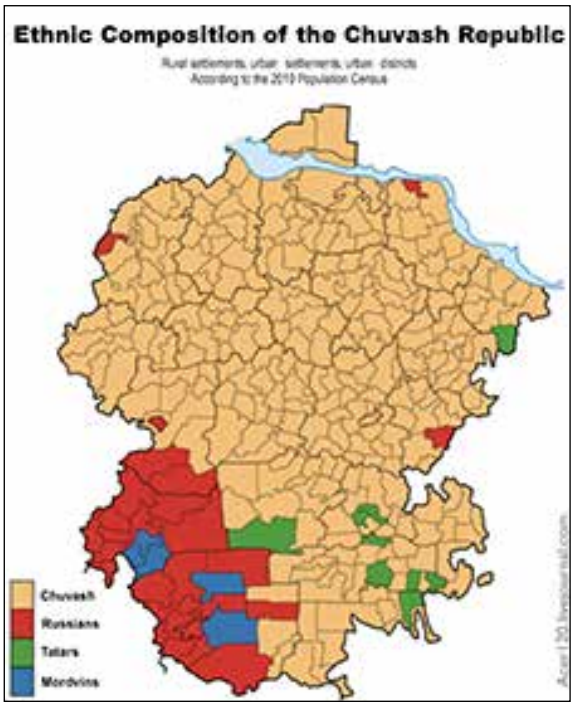
Cela peut s'expliquer par les particularités historiques et ethniques de la région. À la suite d'un référendum régional en 2005, l'okrug autonome de Komi-Permyak a été fusionné avec l'oblast de Perm pour former le kraï de Perm. Si cette fusion n'a suscité que peu de contestation publique en Russie, elle a déclenché des protestations parmi les militants finno-ougriens à l'étranger, notamment un rassemblement devant l'ambassade de Russie à Helsinki, où les manifestants ont mis


Correlation between war casualties and low income by region
Median per capita income (rubles per month)
70,000
60,000
50,000
40,000
30,000
20,000
Moscow
Saint Petersburg
Moscow Oblast
Leningrad Oblast
Republic of Dagestan
Perm Krai
Saratov Oblast
Republic of Karachay-Cherkessia
Republic of Buryatia
Republic of Altai
Republic of Tuva
0
0.05
0.1
0.15
0.2
0.25
0.3
0.35
0.4
0.45
0.5
Share of men killed in the war as a percentage of the total male population in the region (%)


Number of War Casualties by District
Perm
Number of Deaths per 10,000 People
More than 4
3 - 4
2 - 3
1.5 - 2
1 - 1.5
Less than 1


War Death Rate of Perm Residents by District
Solikamsk
Berezniki
Perm
Number of deaths per 10,000 working-age men
More than 25
20 - 25
15 - 20
10 - 15
Less than 10
Komi-Permyak Okrug





en garde contre l'assimilation culturelle imminente du peuple komi de Perm.

Leurs craintes semblent avoir été justifiées. Bien qu'ils constituent la majorité de la population de l'ancien district autonome, les Komis de Perm ont connu un déclin démographique drastique depuis la fusion. En 2002, leur population était estimée à 235 000 personnes. En 2010, ce chiffre était tombé à 94 000. En 2023, il ne restait plus qu'un peu plus de 50 000 personnes, soit une diminution de sept fois en un peu plus de deux décennies.

Les taux de mortalité les plus élevés se concentrent dans les districts ruraux et les petites localités, ce qui renforce l'hypothèse selon laquelle les zones pauvres sont davantage ciblées pour la mobilisation, ou que les habitants de ces zones sont plus susceptibles de s'enrôler volontairement en raison de difficultés économiques. Les autorités régionales donnent souvent la priorité à la conscription rurale afin d'éviter d'attiser les troubles dans les centres urbains. Dans les républiques nationales, où les communautés autochtones ont tendance à vivre dans des villages, les minorités ethniques sont souvent les premières à être enrôlées. Bien que l'ampleur de cette pratique soit difficile à vérifier, les données sur les victimes suggèrent fortement que les minorités ethniques du kraï de Perm ont supporté une part disproportionnée du coût humain de la guerre.

La corrélation entre le revenu et le taux de pertes humaines dans le kraï de Perm est statistiquement significative. Les zones où les salaires moyens sont les plus bas affichent les taux de mortalité les plus élevés. Le coefficient de corrélation entre le salaire moyen par district et le pourcentage d'hommes tués est de -0,37, ce qui indique une relation inverse claire. Dans certains cas, des hommes issus de familles nombreuses, notamment des pères ayant plusieurs enfants, ont été mobilisés en violation des directives fédérales, en particulier dans le district de Komi-Permyak.

Pour vérifier cette tendance, les chercheurs ont étendu leur analyse à la République de Tchouvachie. Des journalistes indépendants d'Angry Chuvashia ont partagé des données sur les victimes de la guerre dans la région en novembre 2024. La corrélation entre les revenus et les taux de mortalité en Tchouvachie était plus faible (-0,27) qu'en kraï de Perm, mais la tendance générale se confirmait : plus le salaire officiel était bas dans un district, plus le nombre de morts était élevé.

Bien que ces conclusions soient limitées par les données disponibles, elles confirment systématiquement l'hypothèse selon laquelle la pauvreté et la marginalisation

sont des facteurs clés pour prédire qui paie le coût humain de la guerre. Des recherches supplémentaires sont nécessaires, mais le tableau qui se dessine est clair : les communautés les plus pauvres et les plus isolées de Russie continuent de payer le prix le plus élevé.

Quand on regarde une région sous l'angle de la composition ethnique, il est clair que le sud-ouest de la République de Tchouvachie est majoritairement russe. C'est évident sur les cartes basées sur le recensement de 2010. Mais quand on compare cette carte démographique avec les données sur les morts à la guerre, on ne voit pas de corrélation claire entre la composition ethnique et le pourcentage de morts chez les hommes, contrairement à ce qui se passe dans le kraï de Perm. Cette différence s'explique probablement par le fait que les districts de l'ancien okrug autonome de Komi-Permyak comptent parmi les plus pauvres de toute la région.

En d'autres termes, les conditions économiques semblent avoir une plus grande influence sur la mortalité en temps de guerre que l'origine ethnique.

Conclusion

La pauvreté pousse inévitablement les gens à chercher tous les moyens de survivre. Lorsque la situation financière est désastreuse, il est beaucoup plus facile d'être contraint de partir à la guerre. Beaucoup de républiques pauvres de Russie ne survivent pas grâce à des investissements stratégiques ou au développement industriel, mais grâce à des subventions. Peu d'efforts sont faits pour attirer de grandes entreprises ou développer des industries modernes qui pourraient assurer des revenus budgétaires stables et durables. Si de tels efforts étaient faits, les autorités locales pourraient peut-être s'engager dans une véritable planification et favoriser le développement. Mais ni les responsables locaux, qui agissent davantage comme des administrateurs nommés que comme des dirigeants autonomes, ni le gouvernement fédéral, qui agit comme un centre métropolitain, ne semblent intéressés par de tels résultats.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard. La centralisation du pouvoir politique et la redistribution des ressources financières en faveur de Moscou ont renforcé la dépendance des régions périphériques vis-à-vis du centre. Ces régions sont privées d'outils efficaces pour assurer leur croissance économique. Leurs budgets ne reposent pas sur l'industrie locale ou les investissements, mais sur des subventions accordées par le gouvernement central. Cette structure rend les gouvernements régionaux plus faciles à contrôler et rend les populations locales de plus en plus vulnérables aux chocs extérieurs, notamment à la mobilisation militaire.

La Russie reste un pays marqué par de fortes inégalités entre le centre et la périphérie. Les régions affaiblies au cours des dernières décennies continuent de manquer des ressources nécessaires à leur survie ou à un développement significatif. La pauvreté chronique, les faibles revenus et l'isolement économique ont transformé ces zones en un réservoir de capital humain pour le gouvernement central, leur survie économique étant entièrement liée aux décisions prises à Moscou.

Cette analyse utilise des données sur le revenu médian par habitant et la taille de la population masculine par région au début de 2022. Les données sur les victimes de guerre proviennent de Mediazona. *La part des décès masculins a été calculée en divisant le nombre de décès confirmés par la population masculine totale de chaque région et en multipliant le résultat par 100. L'étude exclut plusieurs régions de l'extrême nord le kraï du Kamtchatka, la République de Sakha (Yakoutie), l'okrug autonome de Tchoukotka, l'oblast de Sakhaline, l'oblast de Magadan, l'okrug autonome de Yamalo-Nenets et l'okrug autonome de Nenets – en raison de leurs salaires moyens nettement plus élevés, dus à des difficultés géographiques et logistiques. Le coût des biens et des services dans ces régions est difficile à comparer de manière significative avec le reste du pays en raison de statistiques régionales limitées et incohérentes. La Tchétchénie et l'Ingouchie ont également été exclues, mais pour une raison différente. Selon les chercheurs, ces régions ont considérablement gonflé leurs chiffres de population. En conséquence, le taux de mortalité réel pourrait être 1,5 à 2 fois plus élevé que les estimations officielles.*

Adelaïde Burgundets est journaliste

Article publié dans *Posle*. Traduction Deepl revue ML. Publié en français sur le site du Réseau Bastille.

Trois utilisations du concept de fascisme pour comprendre la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine

Andreas Umland

Depuis déjà deux décennies, et sans que le grand public n'y prête attention au départ, un débat scientifique fait rage pour savoir si le poutinisme est fasciste ou non[1] [1]. Les premiers partisans les plus prolifiques des réponses affirmatives ou négatives à cette question délicate ont été deux éminents analystes politiques, experts de l'Europe de l'Est et commentateurs publics basés aux États-Unis : Alexander J. Motyl de l'université Rutgers, d'une part[2], et Marlene Laruelle de l'université George Washington, d'autre part[3]. Depuis près de vingt ans, Motyl publie des articles, dans différentes langues, dans lesquels il soutient que le régime de Poutine est proto-fasciste, fascisant ou fasciste[4].

En 2021, Laruelle a publié, après de nombreux autres textes liés au nationalisme russe[5], un livre intitulé *Is Russia Fascicst ?* (La Russie est-elle fasciste ?), qui concluait alors que ce n'était pas le cas. En 2022, la revue *Nationalities Papers* a organisé une discussion sur le livre de Laruelle. En 2024, son ouvrage fondateur a également été publié en allemand, complété par une nouvelle postface [2024]. Dans ce texte supplémentaire, rédigé après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, Laruelle a nuancé sa réponse toujours négative à la question de savoir si le poutinisme est une forme de fascisme. Un an plus tard, elle a ajouté une analyse de l'idéologie du régime de Poutine dans laquelle elle admettait la présence d'un « fascisme fragmentaire » [2025].

Depuis 2022, l'historien Timothy D. Snyder est devenu l'historien d'Europe de l'Est le plus franc et le plus souvent cité pour avoir qualifié le régime russe de fasciste sans équivoque[6]. Après le début de l'invasion à grande échelle de la Russie, l'influent politologue britannique d'origine ukrainienne Taras Kuzio[7]. En 2023, il a publié, en collaboration avec le journaliste Stefan Jajecznyk-Kelman, la première monographie exhaustive établissant un lien explicite entre l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie depuis 2022 et les concepts de fascisme et de génocide[8]. De nombreuses et nombreux autres experts de l'Europe de l'Est – dont certains Russes – ont également pris position au cours des trois dernières années sur la question de savoir si la Russie de Poutine est fasciste, la plupart d'entre eux de manière plus ou moins affirmative[2].

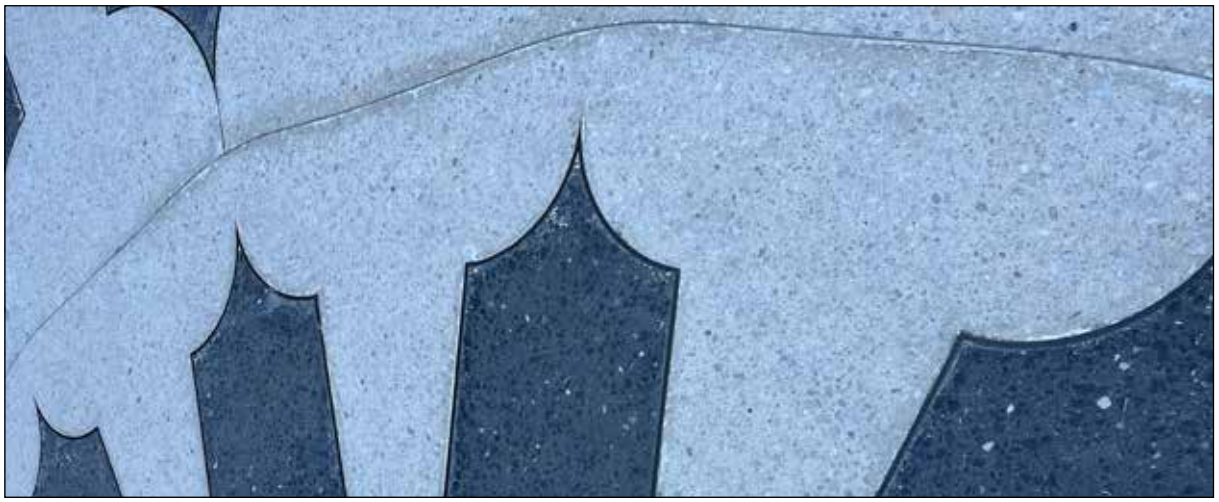
Que dit un mot ?

Le langage peut tenter de décrire et d'interpréter, mais il ne peut saisir l'essence des évolutions qui nous entourent. L'application des notions scientifiques les plus établies à des faits empiriques relève davantage du consensus que de la vérité ou du mensonge. La décision d'utiliser un certain mot – et non un autre terme – pour désigner un phénomène dans le monde réel comporte toujours une part d'arbitraire. Les catégorisations verbales ne sont en soi ni bonnes ni mauvaises. Au contraire, la terminologie avec laquelle nous conceptualisons nos observations n'est plus ou moins utile pour leur compréhension, leur classification et leur communication.

Cela vaut également pour la notion de fascisme et son utilisation après son apparition,

1. Pour les appels de note entre crochets et les références bibliographiques, https://ukrainesolidaritycampaign.org/2025/09/16/how-fascist-is-putinism/.

2. [Epstein, 2022 ; Inosemzew, 2022 ; Straus, 2022].



il y a environ un siècle, en tant que concept scientifique générique dans l'analyse comparative – plutôt que comme simple autodescription des partisans de Benito Mussolini. Depuis les années 1920, le terme «fascisme» a revêtu de nombreuses significations pour de nombreux observateurs et a souffert, comme d'autres termes génériques populaires tels que «démocratie», «socialisme» ou «totalitarisme», d'une utilisation abusive par le grand public, d'une instrumentalisation politique et d'une inflation sémantique. Pendant des décennies, une grande confusion et des débats animés ont régné parmi les universitaires et les non-universitaires quant à la signification exacte du terme «fasciste» ou à son intention et son extension[3].

C'est l'une des raisons pour lesquelles, environ cent ans après l'apparition des Fasci d'Azione Rivoluzionaria (Faisceaux d'action révolutionnaire) de Mussolini en 1914, l'étude interculturelle du fascisme a obtenu sa propre revue académique et sa propre société savante. Depuis le milieu des années 1990, un consensus de plus en plus large s'est dégagé parmi les chercheur·es du monde entier et de diverses disciplines sur une définition du fascisme – souvent tirée d'un ouvrage fondateur sur la nature du fascisme de Roger D. Griffin[4] – comme une forme palingenétique, c'est-à-dire tendant vers une nouvelle naissance ou un rajeunissement, ou une forme révolutionnaire d'ultranationalisme populiste[9]. Dans ce contexte, un groupe d'historien·nes, de politologues et de représentant·es d'autres disciplines a créé en 2012 la revue semestrielle *Fascism : Journal of Comparative Fascist Studies* et, en 2015, l'Association internationale pour les études comparatives sur le fascisme COMFAS (dont je suis membre du conseil d'administration).

Il est révélateur que ni la revue Fascism ni le site web de la COMFAS n'aient, à ce jour, publié quoi que ce soit sur la question des traits prétendument fascistes de l'idéologie, du régime et des politiques de Poutine. Cela s'explique par le fait que les chercheur·es sont conscient·es des nombreuses complications et répercussions qu'entraîne l'attribution d'un terme abstrait à un phénomène empirique controversé. Pour les universitaires, la question n'est pas tant de savoir si la Russie est fasciste ou non, mais plutôt quelle fonction une telle désignation peut remplir et quels risques cognitifs comporte l'extension d'un concept à un nouveau domaine. Dans le cas de la Russie, il y a en outre le problème que, malgré une récente recrudescence de publications sur le nationalisme politique russe et les théories du complot, la littérature scientifique sur l'ultranationalisme et le fascisme présumés – en particulier en ce qui concerne les tendances les plus récentes et les plus pertinentes – reste relativement peu abondante[10].

L'utilisation publique et pas seulement académique – du terme «fascisme» en rapport avec l'État russe actuel et ses actions comporte au moins trois dimensions. Il s'agit tout d'abord d'une analogie historique visant à guider l'interprétation des citoyen·nes sur les événements actuels à la lumière des

3. [comme en témoignent, entre autres, les anthologies suivantes : Griffin, 1995, 1998 ; Griffin & Feldman, 2003 ; Griffin, Loh & Umland, 2006].

4. [Griffin, 1991, 1993].

développements bien connus du passé. Il s'agit ensuite d'une étiquette visant à exprimer une expérience vécue par l'Ukraine, qui est communiquée dans le but, entre autres, de susciter l'empathie internationale. Et troisièmement, c'est un concept générique permettant une classification académique et la réalisation de comparaisons ciblées à travers le temps et l'espace.

Le fascisme comme analogie historique

La plupart des qualificatifs publics attribués au régime de Poutine, tels que « fasciste », utilisés par Motyl [2022], Snyder [2022] ou Kuzio [2023], remplissent la fonction d'analogie diachronique et de familiarisation métaphorique pour une meilleure compréhension du poutinisme en Russie et des politiques de Moscou dans les territoires ukrainiens occupés. Cette mise en parallèle historique et cette visualisation verbale d'un phénomène actuel avec des événements passés peuvent aider, en particulier les profanes, à identifier les principaux enjeux et défis politiques de la Russie d'aujourd'hui. Attribuer le qualificatif de « fasciste » au régime de Poutine sert ainsi à illustrer et à interpréter, pour un public plus large, ce qui se passe à l'intérieur de la Russie et dans les territoires ukrainiens occupés.

Motyl [2022], Snyder [2022], Kuzio [2023] et d'autres expert·es de l'Europe de l'Est affirment qu'il existe de nombreux parallèles entre la rhétorique et le comportement de la Russie de Poutine sur le plan intérieur et extérieur, d'une part, et l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Adolf Hitler, d'autre part. Au début de l'année 2025, ces similitudes politiques, sociales, idéologiques et institutionnelles sont devenues légion. Elles vont des caractéristiques nationales de plus en plus dictatoriales et en partie totalitaires du régime russe aux traits clairement revanchards et progressivement génocidaires du pan-nationalisme pathologique du Kremlin envers l'Ukraine et les Ukrainien·nes. Snyder[5] a en outre attiré l'attention sur le fait que la mémoire historique officielle et l'iconographie politique russes sont devenues – au moins de manière cachée – pro-fascistes.

En fait, dès le début du règne de Poutine, on pouvait déjà détecter une telle tendance dans l'adhésion croissante du Kremlin à la notion « eurasienne », qui est depuis lors apparue dans de nombreux documents officiels, notamment dans l'Union économique eurasienne fondée en 2015 à partir de l'Union douanière de la CEI comme alternative supposée à l'UE[6]. Comme l'a souligné Leonid Luks[7], autre historien éminent spécialiste de l'Europe de l'Est et du fascisme, l'école intellectuelle émigrée biélorusse de l'eurasisme classique des années 1920 et 1930 présente de nombreuses similitudes avec la « révolution conservatrice » allemande de la même période[8]. Pendant l'entre-deux-guerres, les « révolutionnaires conservateurs » proto-fascistes constituaient une catégorie d'intellectuels allemands éminents – parmi lesquels Oswald Spengler, Carl Schmitt et Ernst Jünger – qui n'étaient pas nazis, mais qui ont contribué par leurs écrits directement à l'érosion de la République de Weimar et indirectement à l'ascension au pouvoir de Hitler. Les idées antilibérales et anti-occidentales de la « révolution conservatrice » (par exemple, l'élitisme, l'étatisme, le collectivisme, l'impérialisme) étaient structurellement similaires à celles de l'eurasisme des émigrés russes blancs de l'entre-deux-guerres, comme l'ont montré Luks[9] et d'autres[10]. L'eurasisme russe classique des années 1920 et 1930 est aujourd'hui très apprécié par de nombreux responsables politiques, propagandistes et universitaires russes[11].

Les eurasistes des années 1920-1930 étaient, comme leurs contemporains allemands, radicalement antilibéraux et prônaient un ordre « idéocratique » (c'est-à-dire régi par l'idéologie) spécifiquement russe, combinant des traits asiatiques et européens[12]. Dans cette perspective, les eurasistes approuvaient en partie l'expérience soviétique des bolcheviks, une pensée que

5. [Snyder, 2018a ; 2018b ; 2022].

6. [Umland, 2014, 2017].

7. [Luks, 1986, 2005, 2018].

8. [Luks, 2009a, 2009b].

9. [Luks, 1986, 2005, 2018].

10. [Par exemple, Baissvenger, 2009].

11. [Luks, 2004 ; Moroz, 2010 ; Rossman, 2009].

12. [Schlacks & Vinkovetsky, 1996 ; Bassin, Glebov & Laruelle, 2015].

l'on retrouve également dans le poutinisme. À certains égards, l'eurasisme des émigrés russes blancs était similaire au national-bolchevisme stalinien ou au patriotisme révolutionnaire, qui ont été une autre référence majeure pour les architectes du poutinisme actuel[13].

Ces dernières années, Snyder et d'autres chercheur·es ont attiré l'attention sur un autre intellectuel émigré blanc russe de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre, Ivan Ilyin (1883-1954), qui était un admirateur du fascisme italien et des nazis[14]. Dans ses réflexions sur une Russie postcommuniste, dictatoriale et nationaliste, Ilyin a fourni, selon les termes de Snyder, « une justification métaphysique et morale du totalitarisme politique, qu'il a exprimée dans les grandes lignes pratiques d'un État fasciste. Aujourd'hui, ses idées ont été reprises et célébrées par Vladimir Poutine » [Snyder, 2018b]. Comme l'ajoute Anton Barbashin :

> Ivan Ilyin est cité et mentionné non seulement par le président russe, mais aussi par le [alors] Premier ministre Medvedev, le ministre des affaires étrangères Lavrov, plusieurs gouverneurs russes, le patriarche Kirill [de l'Église orthodoxe russe], divers dirigeants du parti [au pouvoir] Russie unie et bien d'autres encore [Barbashin, 2018].

Fin septembre 2022, Poutine a conclu son discours lors de la cérémonie officielle d'annexion (illégale) des oblasts ukrainiens de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson en citant Ilyin :

> Si je [Ilyin] considère la Russie comme ma patrie, cela signifie que j'[Ilyin] aime en russe, que je contemple et pense, chante et parle russe ; que je [Ilyin] crois en la force spirituelle du peuple russe. Son esprit est mon esprit ; son destin est mon destin ; sa souffrance est mon chagrin ; son épanouissement est ma joie [Poutine, 2022].

Le lien entre le poutinisme, l'ultranationalisme des émigrés russes blancs et le fascisme post-soviétique s'est manifesté en 2023 avec la création de l'École supérieure de politique Ivan Ilyin à l'Université d'État russe des sciences humaines, et avec la nomination, en 2024, du fasciste autoproclamé Aleksandr Douguine, présenté ci-dessous[15]. Douguine, plus encore qu'Ilyin et Poutine, considère les idées occidentales et le libéralisme comme antithétiques aux « valeurs traditionnelles » russes et à la Russie en tant qu'État-civilisation. Douguine a annoncé son intention d'éradiquer les valeurs libérales du système éducatif russe.

Au printemps 2025, les politiques intérieures et étrangères de la Russie de Poutine présentaient de nombreuses similitudes avec celles de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle en 2022, et compte tenu de ses nombreuses répercussions sur les affaires extérieures et intérieures de la Russie, l'utilisation du terme « fasciste » pour décrire la nature du régime de Poutine a rempli une fonction éducative et heuristique dans les débats politiques au sein des médias, de la société civile et des organes gouvernementaux. Si l'on ajoute à cela plusieurs références récentes de Poutine et de son entourage au proto-fascisme ou au fascisme russe historique, comme les eurasistes de l'entre-deux-guerres et les émigrés russes blancs comme Ilyin, il semble aujourd'hui plus légitime qu'avant 2022 de qualifier le poutinisme de fascisme russe[12].

Certes, comme nous le verrons ci-dessous, de nombreux historien·nes comparatistes et politologues continueraient d'affirmer que le poutinisme n'est pas strictement fasciste. Malgré ces arguments, les régimes de l'Italie de Mussolini et de l'Allemagne de Hitler, ainsi que leurs politiques, sont suffisamment proches, sur le plan chronologique et substantiel, de ceux de la Russie de Poutine pour justifier une comparaison globale et une équation partielle. Le fascisme italien et le nazisme allemand sont aujourd'hui les exemples historiques les plus connus permettant d'illustrer, à un large public, la nature et l'orientation du régime de Poutine et du nationalisme impérialiste envers les voisins de la Russie et le monde extérieur.

13. [Brandenberger 2002, 2010 ; van Ree 2003 ; Umland 2010 ; Prozorov, 2016 ; Zaitsev, 2023].

14. [Barbashin & Thoburn, 2015 ; Snyder, 2018a, 2018b ; Pynnöniemi, 2021 ; Nykl, 2024].

15. [Sineokaya 2024].

Le fascisme comme expérience vécue

L'application du terme «fascisme» au régime de Poutine vise à faire comprendre plus clairement au public hors d'Ukraine les affaires politiques dans la Russie de Poutine ainsi que son comportement international. En revanche, l'utilisation ukrainienne du terme fascisme et du néologisme «russcisme» – une combinaison de «Russie» et «fascisme» prononcée «*rachisme*» – est avant tout un acte expressif. En Ukraine, le fait de qualifier la Russie de fasciste exprime le choc collectif, le chagrin et le désespoir face au cynisme morbide, à la cruauté ostentatoire et au sadisme à peine voilé des politiques du Kremlin à l'égard des Ukrainien·nes ordinaires, en particulier depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022. Pour le gouvernement ukrainien, la société civile et leurs partisan·es étranger·es, l'utilisation du terme «fascisme» remplit également la fonction d'un cri de ralliement visant à mobiliser le soutien national et international à la résistance contre l'agression militaire russe.

Avant même le début de l'invasion à grande échelle en 2022, de nombreuses déclarations scandaleuses de représentants du gouvernement russe, de parlementaires et de journalistes des médias d'État illustraient les intentions de la Russie à l'égard de l'Ukraine [Davis, 2024]. Ce discours indiquait que les objectifs de Moscou allaient bien au-delà d'un simple redécoupage des frontières nationales, d'une réaffirmation de l'hégémonie régionale et d'une contestation de l'occidentalisation de l'Europe centrale et orientale. Depuis 2014, le Kremlin mène en Crimée et dans le Donbass une campagne systématique d'éradication de l'identité, de la culture et du patriotisme ukrainiens, ainsi que de russification forcée de ces territoires occupés[16]. Depuis 2022, des adjectifs tels que «fasciste» et «rusciste» sont utilisés pour signifier que l'agression militaire de la Russie ne vise pas seulement la conquête du territoire ukrainien, mais aussi la destruction de l'Ukraine en tant qu'État-nation indépendant et communauté culturelle distincte de la Russie[17]. Les paroles et les actes du régime de Poutine – c'est-à-dire du président, du gouvernement russe, de l'armée russe et des médias contrôlés par le Kremlin – sont aujourd'hui largement concordants à cet égard.

Il serait certes exagéré d'assimiler l'ukrainophobie de la Russie de Poutine au racisme biologique et à l'antisémitisme exterminateur des nazis. Ce n'est que sous certains aspects que le comportement russe ressemble étroitement à celui de l'Allemagne, comme dans le cas de la déportation et de la dénationalisation des enfants ukrainien·nes [Umland, 2024], qui rappelle les politiques menées à l'égard, entre autres, des enfants polonaises. Avec sa guerre irrédentiste, Moscou vise à éradiquer la nation ukrainienne en tant que communauté politique et société consciente d'elle-même, et à la ramener à ses racines «petites-russes», plutôt qu'à éliminer physiquement tous et toutes les Ukrainien·nes, comme le 3e Reich a tenté de le faire avec les Juif et les Juives. Néanmoins, le programme russe en Ukraine ne se limite pas au déplacement, au harcèlement, à la déportation, à la rééducation et au lavage de cerveau des Ukrainien·nes afin de les russifier. Il comprend également l'expropriation massive, la terreur, l'incarcération, la torture et le meurtre des Ukrainien·nes qui résistent, par la parole et/ou par l'action, à la tentative d'expansion militaire, à la domination politique et culturelle de la Russie sur l'Ukraine.

Le programme génocidaire du Kremlin en Ukraine est présenté comme un plan visant à «dénazifier» l'Ukraine. Le terme «dénazification» a une signification historique en tant que nom donné aux politiques de la coalition anti-Hitler dans l'Allemagne occupée pendant la seconde moitié des années 1940 et au-delà. L'utilisation du terme «dénazification» par le Kremlin en relation avec ses objectifs dans l'Ukraine occupée n'est pas seulement différente de celle des Allié·es après la guerre. Elle représente une renaissance, dans la Russie de Poutine, des vastes campagnes de propagande soviétiques contre les «nationalistes bourgeois» ukrainiens, les fascistes et les collaborateurs nazis, ainsi qu'une tentative de présenter la soi-disant «opération militaire spéciale» comme une

16. [Voir Hurska, 2019, 2023, 2024a, 2024b ; McGlynn, 2023 ; Oliinyk, 2023 ; Hird, 2024].

17. [Finkel, 2023 ; Davis, 2024].

deuxième édition de la Grande Guerre patriotique.

Dans le contexte particulier du discours soviétique et post-soviétique russe sur le fascisme, qualifier la politique de russification menée par la Russie en Ukraine de « dénazification » a un certain sens. Tant en Union soviétique qu'en Fédération de Russie, des termes tels que « nazi » et « fasciste » ont été utilisés par les responsables gouvernementaux et les propagandistes, non seulement et pas tant pour qualifier l'Italie de Mussolini et l'Allemagne de Hitler (allié de l'URSS en 1939-1940). Au contraire, le terme « fascisme » a été utilisé à mauvais escient en URSS pour attaquer tout·e Ukrainien·ne qui défendait la langue et la culture ukrainiennes, protestait contre la russification et cherchait à obtenir une plus grande autonomie pour la RSS d'Ukraine ou l'indépendance de l'Ukraine. De même, dans la Russie de Poutine, le terme « fasciste » est utilisé contre tout·e Ukrainien·ne qui revendique une identité distincte de celle des Russes et aspire à un avenir ukrainien en dehors du « monde russe ». Plus récemment, les campagnes de désinformation du Kremlin ont utilisé le terme nazi de manière plus large contre l'UE, le Royaume-Uni et d'autres pays accusés de « russophobie »[13].

Dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne, Snyder et Epstein [2022] ont judicieusement qualifié l'utilisation par la Russie des termes « fascisme », « nazisme » et « dénazification » de « schizofasciste »[14]. Les responsables gouvernementaux et les propagandistes russes, dont la vision du monde présente des similitudes avec celle des fascistes de l'entre-deux-guerres, utilisent de manière schizophrénique les termes « nazisme » et « fascisme » pour dénigrer les Ukrainien·nes qui possèdent une identité distincte de celle des Russes et ne défendent pas une identité « petit-russe » ou panrusse. Le Kremlin et ses médias agissent ainsi pour expliquer à leurs divers publics nationaux et étrangers la férocité de la violente campagne anti-ukrainienne menée par la Russie. Qualifier l'Ukraine de « fasciste » vise à rationaliser la terreur à grande échelle exercée par le Kremlin contre les civil·es ukrainien·nes, la déportation de milliers d'enfants non accompagné·es [Umland, 2024], la torture massive des prisonniers de guerre et les attaques ciblées contre des institutions culturelles telles que les bibliothèques, les églises, les écoles et les théâtres. Le parquet ukrainien a recensé plus de 150 000 crimes de guerre commis par les forces russes en Ukraine au cours des trois premières années de la guerre à grande échelle[15]. Les mesures sévères prises par Moscou s'inscriraient dans le cadre d'une simple défense russe contre le « régime de Kyiv » de l'Ukraine nazie, qui serait un État fantoche de l'Occident [Kragh & Umland, 2024]. Ce discours dualiste aggrave également la cruauté et la létalité du comportement des troupes russes sur le terrain, en Ukraine.

La cruauté verbale et pratique de la Russie envers l'Ukraine explique également l'utilisation généralisée du terme « fascisme » par les Ukrainien·nes qui commentent les politiques russes dans les territoires occupés. Il n'est guère surprenant que la plupart des civil·es ukrainien·nes – sans parler de celles et ceux qui se trouvent en première ligne – qualifient le comportement génocidaire de la Russie de « fasciste ». Des million·nes d'Ukrainiens, qui sont resté·es en Ukraine en 2022 ou qui sont rentrés chez elleux après avoir fui à l'étranger, subissent directement la guerre du Kremlin, semaine après semaine. De nombreuses attaques russes à la roquette, à la bombe planante et au drone contre l'arrière-pays ukrainien ne visent pas des objectifs militaires ou des usines d'armement. Au contraire, elles sont lancées, dans un but évident, sur des bâtiments civils ou des lieux qui n'ont aucun rapport direct avec les efforts de défense de l'Ukraine, notamment des immeubles d'habitation, des supermarchés, des hôpitaux et des établissements d'enseignement. En une seule semaine de mars 2025, la Russie a lancé 1 200 bombes, 870 drones et plus de 80 missiles contre l'Ukraine[16].

Les historien·nes de la guerre peuvent affirmer que les attaques intentionnelles contre les populations civiles et les infrastructures ne sont pas propres à la guerre fasciste. Néanmoins, le terme « fascisme » est le premier qui vient à l'esprit de la plupart des Ukrainien·nes lorsqu'elles ou ils conceptualisent de telles attaques. Certain·es Ukrainien·nes plus âgé·es se souviennent encore de la guerre menée par l'Allemagne contre l'URSS. Roman Chvartsman, un survivant juif

ukrainien de l'Holocauste originaire d'Odessa, a déclaré au Parlement allemand, le Bundestag, en janvier 2025, à l'occasion du 80e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz : « Hitler voulait me tuer parce que j'étais juif. Poutine essaie de me tuer parce que je suis ukrainien. »[17]

Les comparatistes politiques peuvent encore soutenir que l'idéologie du nazisme est différente du poutinisme. Les idées politiques qui sous-tendent la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine depuis 2014 ne sont en effet pas, contrairement à celles du 3e Reich, fondées sur le racisme biologique ou l'antisémitisme exterminateur. Cependant, les répercussions matérielles de ces programmes dissemblables sont suffisamment comparables pour la plupart des Ukrainien·nes pour qu'elles et ils qualifient leur expérience de la guerre menée par Moscou contre l'Ukraine de « fascisme russe ».

Le fascisme en tant que concept scientifique

Un nombre croissant d'éminents experts de la région d'Europe centrale et orientale, tels que Motyl [2022], Snyder [2022] ou Kuzi [2023], qualifient la Russie du 21e siècle de Poutine de fasciste. En revanche, la plupart des historien·nes comparatifs et des politologues qui étudient le fascisme du 20e siècle dans une perspective interculturelle évitent ou remettent en question l'utilisation du terme « fascisme » pour qualifier le poutinisme. Cela tient en grande partie aux définitions généralement plus restrictives du fascisme générique que continuent d'utiliser de nombreuses et nombreux universitaires. La notion scientifique la plus largement reconnue est peut-être celle de Roger D. Griffin, un historien britannique influent spécialiste des idées qui, dans les années 1990, a conceptualisé le fascisme générique comme une « forme palingenétique d'ultranationalisme populiste[18] ». Selon Griffin et d'autres comparatistes, la caractéristique fondamentale qui distingue les fascistes des autres militants de droite est leur objectif de révolution politique, sociale, culturelle et anthropologique. Une palingenèse ou renaissance complète de la nation contemporaine dégénérée doit être fondamentalement rajeunie, purifiée et

18. [Griffin, 1991, 1993].

transformée en une collectivité nouvelle-née. Cette palingenèse devrait également créer un nouvel homme fasciste (et parfois une nouvelle femme) prêt à souffrir, à se battre, à tuer et à mourir pour sa communauté nationale, qu'elle soit définie en termes ethniques, raciaux, linguistiques, religieux, civilisationnels ou autres.

Les fascistes font souvent référence à un prétendu âge d'or dans l'histoire lointaine de leur nation et utilisent des idées et des symboles issus de périodes passées. Cependant, leur objectif n'est pas de préserver ou de revenir à une époque révolue, mais plutôt de créer une communauté nationale, un État et/ou un empire entièrement nouveaux. Les fascistes se situent à l'extrême droite, mais ils sont plutôt révolutionnaires qu'ultra-conservateurs.

Le concept de Griffin et les notions tout aussi restrictives d'autres chercheurs fixent des limites claires à la définition du fascisme et au nombre de régimes et de mouvements fascistes dans l'histoire de l'humanité. Leurs définitions impliquent qu'il n'y a eu que deux États fascistes indépendants : l'Italie de Mussolini et l'Allemagne de Hitler. En outre, il y a eu des gouvernements fascistes mis en place par les nazis, tels que ceux de la Croix fléchée hongroise et de l'Ustasa croate. Enfin, depuis la fin du 19e siècle, il y a eu de nombreux partis clairement fascistes, ainsi que des centaines d'autres groupes intellectuels, semi-politiques et terroristes, ainsi que des « groupuscules » à travers le monde, qui peuvent être classés comme proto-fascistes ou pleinement fascistes[19].

Les conceptualisations restrictives du fascisme générique, telles que celle de Griffin, excluent délibérément des régimes prétendument fascistes tels que ceux de Kemal Atatürk en Turquie, Franco en Espagne, Salazar au Portugal ou Peron en Argentine. Bien que populistes, nationalistes et non démocratiques, à l'instar des régimes de Mussolini ou de Hitler, le kémalisme, le franquisme, le salazarisme et le péronisme n'étaient pas suffisamment palingenétiques et/ou intégraux pour justifier leur qualification de fascistes. Un argument similaire serait avancé aujourd'hui par de nombreuses et nombreux comparatistes du fascisme international à propos du poutinisme. La Russie de Poutine cherche à restaurer l'empire russe, mais peut-être pas à créer un État, une nation et un peuple russes rajeunis[18].

D'autre part, au cours des vingt-cinq dernières années, le poutinisme a évolué en termes d'objectifs et de rhétorique, ainsi que de politiques et d'actions mises en œuvre. Poutine a lancé sa carrière politique dans les années 1990 avec les deux démocrates pro-occidentaux les plus éminents de Russie, le premier maire de Saint-Pétersbourg post-soviétique, Anatoliy Sobchak, et le premier président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine. Après que Poutine soit devenu Premier ministre en 1999 et président en 2000, le poutinisme a conservé pendant plusieurs années des traits libéraux et pro-européens. Sous Poutine, dans les années 2000 et au début des années 2010, la Russie a continué d'être un membre régulier du Conseil de l'Europe, du Conseil OTAN-Russie et du G8. La Russie a même négocié un accord de partenariat approfondi avec l'Union européenne jusqu'au début de la première invasion de l'Ukraine en 2014.

Dans le même temps, la Russie de Poutine s'est, au cours des vingt dernières années, de plus en plus orientée idéologiquement vers la droite nationaliste et structurellement vers le para-totalitarisme, initialement en réaction à la révolution orange de 2004 en Ukraine. Entre autres, Moscou a lancé la Fondation Monde russe et la chaîne de propagande télévisée Russia Today, a réunifié les Églises orthodoxes russes nationales et émigrées, ou a ré-inhumé Ivan Ilyin de Zurich à Moscou. Il est certain que la régression interne de la Russie, passant d'une proto-démocratie à une dictature, avait déjà commencé par l'entrée de Poutine dans la haute politique en 1999. Mais ce n'est que huit ans plus tard, lors de son discours à la Conférence sur la sécurité de Munich en 2007, que Poutine a annoncé le détournement de la Russie de l'Occident. Depuis lors, le poutinisme est devenu de plus en plus illibéral, anti-occidental, impérialiste, nationaliste et belliqueux, d'année en année. La seule fluctuation dans cette évolution s'est produite pendant la « présidence palliative » de Dmitri Medvedev, de 2008 à 2012. C'est pourtant sous la présidence de Medvedev que la Russie a envahi la Géorgie en 2008 et annexé *de facto* la région de Tskhinvali

19. [Griffin, 1995, 1998, 2003, 2019, 2020].

(Ossétie du Sud) et l'Abkhazie. Un an plus tard, Medvedev a envoyé une liste de revendications menaçantes et peu diplomatiques au président ukrainien Viktor Iouchtchenko.

Par la suite, la pseudo-fédération para-démocratique russe est passée d'un régime hybride à un régime autoritaire à part entière et de plus en plus impérialiste, comme l'ont notamment démontré plusieurs auteurs[20]. Après la modification de la Constitution russe en 2020, qui a fait de Poutine un président à vie *de facto,* et la répression massive qui a balayé le pays, la Russie est devenue une dictature. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par Moscou en février 2022 et le virage parallèle vers l'Est étaient, à ce moment-là, des extrapolations plutôt que des renversements d'une transformation qui avait lieu depuis le milieu des années 2000, voire avant.

Pour la plupart des chercheur·es comparatistes, ces changements et d'autres similaires, survenus au cours du dernier quart de siècle, ne suffisent pas à qualifier le poutinisme de fascisme. Néanmoins, la transformation des affaires intérieures et étrangères de la Russie a suivi une direction claire et s'approfondit de plus en plus. Elle s'est traduite – et continue de se traduire – par une augmentation constante de l'agressivité rhétorique, de la répression interne, de l'escalade externe et de la radicalisation générale, culminant avec les menaces nucléaires à peine voilées de la Russie à l'égard de l'« Occident collectif » et du « régime de Kyiv » (Ukraine).

L'un des signes de cette tendance est la récente montée en puissance du célèbre propagandiste de guerre et philosophe amateur Douguine qui, dans les années 1990, a maintes fois revendiqué son allégeance au fascisme [par exemple, Douguine, 1992]. Entre autres, Douguine a déclaré dans son article de 1997 intitulé « Le fascisme – sans frontières et rouge » qu'après une mise en œuvre incohérente de l'idée fasciste pendant l'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale en Italie et en Allemagne, la Russie post-soviétique créerait enfin un « fascisme authentique, véritable, radicalement révolutionnaire et cohérent »[19]. Au cours du quart de siècle qui a suivi, la popularité de Douguine a connu des hauts et des bas dans les médias russes, les débats intellectuels et le discours politique[20]. Son influence sur le gouvernement russe a souvent été exagérée, certains commentateurs le qualifiant de « cerveau de Poutine[21] ». Il s'agissait là, du moins jusqu'en 2014, d'une exagération de l'influence que les « néo-eurasiens » s'attribuaient eux-mêmes sur la Russie de Poutine et ses politiques[22]. Depuis 2022, cependant, la présence de Douguine dans la vie publique russe s'est effectivement accrue. Bien qu'il ne soit toujours pas le principal idéologue du poutinisme, Douguine est récemment devenu un apologiste et un théoricien semi-officiel du virage anti-occidental de plus en plus marqué des dirigeants russes.

Cette évolution est liée à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, qui constitue une escalade de la guerre russo-ukrainienne que Douguine prônait notamment dans son ouvrage majeur *Les fondements de la géopolitique,* depuis les années 1990[23]. L'ascension de Douguine au cœur de l'élaboration des politiques est probablement aussi le résultat, entre autres, d'une spectaculaire tentative d'assassinat dont il a été victime en 2022 et qui a échoué, mais qui a coûté la vie à sa fille de 30 ans, Daria Douguina. Peu après, le président Poutine a fait référence, dans son discours sur l'annexion illégale par la Russie de quatre oblasts ukrainiens, aux ennemis de la Russie qui « empiètent sur nos philosophes » [Poutine, 2022] – une référence évidente à la tentative d'assassinat contre la famille Douguine. Au printemps 2024, Douguine a été interviewé par Tucker Carlson, et leur conversation a été visionnée par plus d'un million de spectateurs sur YouTube dans sa version originale anglaise à la fin de l'année 2024[21]. Depuis lors, Douguine est devenu un invité fréquent et une référence dans les médias grand public et sociaux ultra-conservateurs américains.

La nouvelle notoriété de Douguine en Russie et à l'étranger, ainsi que sa nomination

20. [Åslund, 2008 ; Bacon, 2015 ; Barkanov, 2020 ; Bassin & Suslov, 2016 ; Blakkisrud & Kolstø, 2016, 2018 ; Casula & Tipaldou, 2019 ; Eltchaninoff, 2016 ; Gorenburg, Pain & Umland, 2012a, 2012b ; Horvath, 2012 ; Kragh & Umland, 2024 ; Mitrofanova, 2005 ; Shekhovtsov, 2017a ; Umland, 2009, 2018 ; van Herpen, 2013 ; Zygar, 2016].

21. [Par exemple, Barbashin & Thoburn, 2014].

22. [Shekhovtsov, 2014 ; Kalinin, 2019].

23. [Douguine, 1997, 2000].

susmentionnée à un institut portant le nom d'Ilyin, souvent cité par Poutine, sont révélatrices de tendances plus larges au sein de la société politique et civile russe. S'il aurait été trompeur de parler de tendances fascistes au sein du régime de Poutine il y a vingt ans, l'ascension de Douguine et certaines autres nouvelles caractéristiques de l'idéologie, de la rhétorique, de la propagande et de la politique officielles russes ont rapproché le poutinisme du fascisme. Il serait peut-être encore trompeur de qualifier Poutine d'ultranationaliste révolutionnaire national. Cependant, son régime intègre de plus en plus d'idées d'extrême droite et inclut désormais sans vergogne des références fascistes codées dans son vocabulaire officiel.

De plus, les politiques de la Russie dans les territoires ukrainiens occupés pourraient être qualifiées de quasi-fascistes dans un sens plus direct. Avant même la guerre, la question du sort de l'Ukraine jouait un rôle majeur dans le nationalisme impérialiste russe, comme l'ont analysé des auteurs sous différents angles[24], les idéologues et militants ultranationalistes russes, y compris fascistes, ont été étroitement impliqués dans le déclenchement de la guerre de la Russie contre l'Ukraine en 2014.

Depuis lors, l'État russe mène une campagne impitoyable de dé-ukrainisation et de russification dans les régions d'Ukraine qu'il contrôle, en recourant à la terreur de masse, à la rééducation forcée et à des incitations matérielles[25]. Des millions de civil·es ukrainien·nes – notamment des enfants et des adolescent·es – issus des régions occupées de l'Ukraine sont pris pour cible par les administrateurs, les travailleurs/travailleuses culturels, les pseudo-journalistes, les professeur·es et les enseignant·es de Moscou dans le cadre d'une politique de dé-ukrainisation et de russification, souvent après leur déplacement ou leur déportation. Certes, ces politiques irrédentistes, colonisatrices et homogénéisantes ne sont pas nécessairement qualifiées de fascistes dans l'étude comparative de l'impérialisme. Cependant, les instruments déployés par la Russie pour mettre en œuvre ces politiques et les résultats escomptés sont souvent similaires à ceux des révolutions fascistes dans l'Italie de Mussolini et l'Allemagne de Hitler.

Le Kremlin cherche à remodeler fondamentalement l'Ukraine occupée et à « ramener » les Ukrainien·nes à leurs racines prétendument russes, affirmant qu'une identité nationale ukrainienne indépendante est une construction artificielle importée par des conspirateurs occidentaux cherchant à diviser le « peuple russe » dans son ensemble. Les nationalistes panrusses considèrent l'Ukraine – à l'exception de la Galicie orientale (c'est-à-dire les oblasts de Lviv, Ternopil et Ivano-Frankivsk) – comme des terres russes d'origine et les appellent « Nouvelle » et « Petite-Russie » (*Novorossiia, Malaia Rossiia*)[22]. Selon les pan-nationalistes russes, les Ukrainien·nes ne sont qu'une des trois branches d'un peuple panrusse trinitaire ou « Sainte Rus » composé des Grands, Petits et Blancs Russes, c'est-à-dire respectivement les Russes, les Ukrainien·nes et les Biélorusses. Pour ces pan-nationalistes russes, la langue ukrainienne est un dialecte de la langue russe. La littérature, la musique, la peinture, la philosophie et la religion ukrainiennes ne constituent, selon l'idéologie du panrusisme, qu'un folklore régional plutôt qu'une culture nationale distincte.

Les personnes vivant « en Ukraine » – c'est-à-dire « sur [un territoire appelé] Ukraine » – sont considérées par les pan-nationalistes russes comme des habitant·es vivant à la périphérie *(okraina)* de la Grande Russie. De leur point de vue, l'Ukraine est une région frontalière russe plutôt qu'un pays indépendant. Dans cette narration de l'histoire de l'Europe de l'Est, les « frontalier·es » russes occidentaux ont été induit·es en erreur par les forces antirusses occidentales – par exemple, les Autrichien·nes et les Polonais·es à la fin du 19e siècle, les services de sécurité occidentaux, les États-Unis ou l'UE depuis 1991 – qui leur ont fait croire qu'elles et ils formaient une nation autosuffisante. Les conspirateurs occidentaux et le dirigeant de l'URSS Vladimir Lénine, qui a bêtement donné aux Ukrainien·nes une république soviétique, ont divisé le grand peuple « russe » et

24. [Notamment Finkel, 2024 ; Gretskiy, 2020 ; Kuzio, 2022a ; Pakhlevska, 2011a, 2011b ; Plokhy, 2018 ; Mitrokhine, 2015, 2019 ; Shekhovtsov, 2017b ; Hauter, 2023].

25. [Voir Hurska, 2019, 2023, 2024a, 2024b ; McGlynn, 2023 ; Oliinyk, 2023 ; Finkel, 2024 ; *The Kremlin's Occupation Playbook*, 2024].

ont ainsi éloigné les « petits-Russes » *(malorossy)* des « grands-Russes » *(velikorossy)*.

Les politiques d'occupation russes visant à inverser cette aliénation intra-civilisationnelle prétendument induite par l'étranger pourraient être conceptualisées comme une tentative de renaissance ou de palingenèse de la Grande Russie en tant que peuple panrusse trinitaire, une étape vers la reconstitution de ce qui avait été le noyau slave oriental de l'Union soviétique. L'objectif du Kremlin dans l'Ukraine occupée peut être défini comme une tentative de révolution politique, sociale, culturelle et anthropologique. Les campagnes visant à homogénéiser les populations ont certes été fréquentes dans l'histoire des États-nations et des empires, et ne sont donc pas l'apanage du fascisme. Dans le même temps, l'annexion par la Russie du sud-est de l'Ukraine et de la Crimée, ainsi que leur dé-ukrainisation et leur russification, sont suffisamment similaires aux politiques fascistes classiques menées à l'intérieur du pays et dans les territoires occupés pour être considérées comme quasi-fascistes.

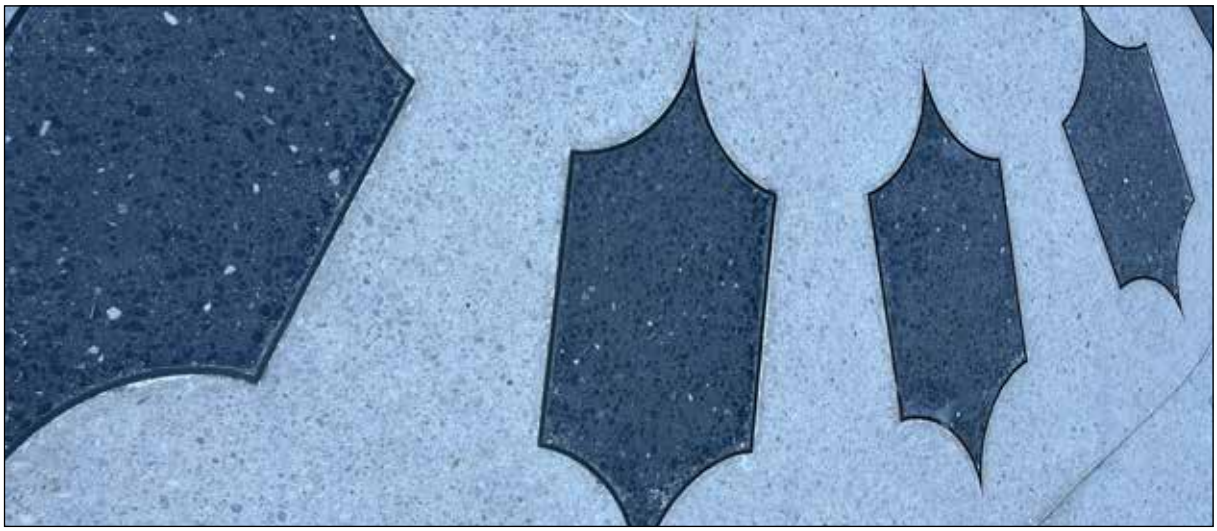
Conclusion

Le mot « fascisme » est, en anglais, une succession de sept lettres. Quand et où utiliser ce mot dépend de celui qui l'utilise. Dans l'analyse académique, la question clé est de savoir comment un terme est défini et conceptualisé par la ou le chercheur. Quelle intensité sémantique particulière contient un taxon classificatoire, et quelle extension empirique exacte émerge de telle ou telle notion du terme ?

La Russie – ou tout autre objet – « n'est » ni fasciste, ni non fasciste, ni semi-fasciste. La question est plutôt de savoir ce que les différent·es utilisateurs/utilisatrices du terme « fascisme » entendent lorsqu'iels l'appliquent à tel ou tel cas. Certains analystes historiques et politiques, comme Motyl, Snyder et Kuzio, cherchent à établir une analogie historique entre le poutinisme et le fascisme italien de l'entre-deux-guerres ainsi que le nazisme allemand. Dans cet ouvrage, Garner et Kuzio cherchent, selon eux, à moderniser le fascisme en tant que terme pouvant s'appliquer à la Russie du 21e siècle. De nombreuses et nombreux Ukrainiens considèrent le fascisme comme l'exemple le plus proche, dans l'histoire récente de leur pays, de ce que leur pays traverse aujourd'hui. La plupart des comparatistes cherchent à classer le poutinisme dans un champ sémantique plus large comprenant non seulement le « fascisme », mais aussi des concepts tels que « autoritarisme », « conservatisme », « réaction », « irrédentisme », « restauration », etc.

Au vu des événements historiques qui se sont déroulés depuis 2022, le fossé entre, d'une part, Motyl et col. et, d'autre part, Laruelle et col. concernant l'utilisation du terme « fascisme » pour qualifier la Russie de Poutine, mentionné au début, s'est réduit. Dans son dernier exposé détaillé sur l'idéologie sous Poutine en 2025, Laruelle admet :

> Avec l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, la nature du régime a changé ; on peut désormais identifier un fascisme fragmentaire. D'une part, le soi-disant parti de la guerre – l'appareil des forces de sécurité, les blogueurs militaires, les milices et



> les paramilitaires – appelle à une guerre totale contre l'Ukraine (conquérant Kyiv et pas seulement les territoires actuellement occupés), à une guerre ouverte contre l'Occident et à une mobilisation totale de la société russe qui mettrait la culture et l'économie en état d'alerte. Ces groupes partagent un imaginaire fasciste : ils croient en la régénération par la violence, avec toute l'esthétique que le fascisme implique. Mais en opposition à eux, on peut encore identifier une grande partie de l'establishment politique (la partie technocratique) qui souhaite que l'opération spéciale reste justement « spéciale », c'est-à-dire sans implications pour l'ensemble du pays [Laruelle, 2025 : 142].

En raison de cette ambivalence au sein du pouvoir, même après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et ses diverses répercussions sur les affaires intérieures, la situation sociale, politique et culturelle en Russie reste loin du fascisme idéel. En ce qui concerne la Russie elle-même, Poutine et la plupart de son entourage ne sont pas des révolutionnaires tournés vers l'avenir, mais plutôt des représentants nostalgiques de l'ancien régime d'avant 1991. Ils cherchent à restaurer autant que possible l'ancien ordre tsariste et soviétique plutôt que de créer un empire et un monde entièrement nouveaux, comme le préconisent Dugin et d'autres fascistes russes. En ce sens, Poutine n'est pas le Hitler de la Russie, mais plutôt un équivalent partiel du dernier *Reichspräsident* (président de l'empire) allemand, Paul von Hindenburg, qui représentait l'Allemagne impériale d'avant 1918 et qui a nommé Hitler Reichskanzler (chancelier impérial) le 30 janvier 1933[26]. Même en ce qui concerne les politiques génocidaires de la Russie dans les territoires qu'elle a occupés en Ukraine, on pourrait souligner que les nazis n'ont pas inventé le génocide ; entre autres, la Belgique au Congo à la fin du 19e siècle et l'Allemagne impériale en Namibie au début du 20e siècle ont commis des génocides contre les peuples indigènes colonisés.

D'autre part, dans le camp idéologique plus large du nationalisme impérial russe, l'Ukraine n'est pas un pays étranger ou une colonie étrangère, mais plutôt l'une des trois branches d'un peuple panrusse trinitaire. La plupart des observateurs et observatrices extérieures considèrent les politiques militaires, occupationnelles et culturelles du Kremlin à l'égard de l'Ukraine comme une question relevant des affaires internationales russes. Pourtant, de nombreuses et nombreux Russes les considèrent comme une question interne à leur propre pays. La cruauté, le radicalisme et l'anarchie dont font preuve les Russes envers les Ukrainien·nes sont en grande partie liés à l'idée répandue parmi la plupart des Russes qu'il s'agit d'une affaire familiale où les règles juridiques, les droits des êtres humains et les réglementations internationales ne s'appliquent pas. En l'absence – à l'exception d'une brève période dans les années 1990 – de politiques adéquates en matière de mémoire historique, la Russie post-soviétique n'a pas encore reconnu les crimes de masse – souvent horribles – commis par les États tsariste et soviétique, au nom du peuple, de la mission et de l'empire orthodoxes ou communistes russes.

Pour de nombreuses victimes et observateurs/observatrices attentifs de ce que la Russie entreprend en Ukraine, le silence relatif ou le rejet ouvert de la plupart des comparatistes quant à l'utilisation du label fasciste pour qualifier la Russie de Poutine apparaît comme inapproprié, hypocrite et même immoral. Les forces armées russes et l'administration d'occupation en Ukraine se comportent, en particulier depuis 2022, d'une manière manifestement terroriste, génocidaire, écocidaire et parfois même sadique. Dans ce contexte effroyable, il semble étrange d'insister sur le fait que les politiques de la Russie et les idées qui les sous-tendent sont clairement, absolument et incontestablement non fascistes.

Il est certain qu'il n'existe pas et, espérons-le, qu'il n'y aura pas d'équivalent russe aux chambres à gaz et aux camps d'extermination nazis (tout comme il n'y en avait pas d'équivalent italien). Mais comment qualifier de manière informative les intentions génocidaires de la Russie derrière les meurtres de masse à Boutcha ou Marioupol en 2022, l'explosion du barrage de Kakhovka en 2023, la déportation massive d'enfants non

26. [Kailitz & Umland, 2016, 2019].

accompagnés et les nombreuses autres actions exceptionnelles de la Russie contre les civil·es ukrainien·nes [Umland, 2024] ? Pourquoi près de 90 % des prisonniers de guerre ukrainiens détenus par la Russie, comme l'a rapporté l'ONU en 2024, sont-ils torturés ?[23] Ces crimes ne constituent ni des dommages collatéraux résultant d'opérations militaires, ni des permutations de politiques coloniales ordinaires que l'on retrouve dans tous les régimes d'occupation. Qualifier prudemment la mentalité ou l'idéologie qui sous-tend la guerre d'extermination menée par la Russie en Ukraine d'« illibérale », « conservatrice », « traditionaliste » ou « rétrograde » semble insuffisant, voire trompeur, pour la plupart des étudiant·es familiarisé·es avec les politiques dites de « dénazification » menées par la Russie dans l'Ukraine occupée.

D'autre part, une classification sans équivoque du poutinisme comme une forme russe de fascisme peut également s'avérer inutile[27]. Une explication exclusive de la motivation de la Russie pour ses politiques en Ukraine et ailleurs par le maximalisme ultranationaliste limite la compréhension des motivations derrière la soi-disant « opération militaire spéciale » en Ukraine. Il existe certes de nombreux fascistes dans la Russie d'aujourd'hui, y compris parmi ses élites politiques et intellectuelles. Cependant, bon nombre des principaux décideurs politiques russes sont des cyniques immoraux plutôt que des fanatiques idéologiques[28].

L'un des principaux moteurs, sinon le moteur essentiel, des aventures étrangères de la Russie de Poutine avant 2022 était leur facilité politique, leur prévisibilité stratégique, leur succès militaire, leur insignifiance économique et leur popularité nationale[29]. L'invasion de la Géorgie en 2008 et de l'Ukraine en 2014, ainsi que l'intervention militaire en Syrie en 2015, ont été couronnées de succès car elles n'ont suscité que relativement peu de résistance de la part des pays concernés et de la communauté internationale. Comme l'ont montré, entre autres, Vicente Ferraro [2023], ces aventures militaires ont non seulement été politiquement et financièrement peu coûteuses pour le Kremlin, mais elles ont même eu un effet stabilisateur sur le régime de Poutine[30].

Dans ce contexte favorable, le Kremlin a décidé de lancer une invasion à grande échelle, convaincu qu'il n'y aurait à nouveau aucune résistance significative de la part des Ukrainien·nes et que de nombreuses et nombreux « petits-Russes » accueilleraient même l'armée russe comme des libérateurs, tandis que l'Occident, comme en 2008 et 2014, ne ferait pas grand-chose. Il est certain que le Kremlin s'est trompé sur ces trois points. Il a fait une erreur de calcul dans la mesure où l'escalade de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a conduit, depuis 2022, à un conflit plus fondamental et vraisemblablement involontaire sur l'avenir de l'Europe. L'impulsion initiale de l'invasion à grande échelle était néanmoins moins le fanatisme ultranationaliste croissant que le cynisme politico-militaire mal informé du régime de Poutine.

Malgré la prévalence de facteurs non fascistes déterminant le début de l'invasion à grande échelle, les tendances fascistes déjà existantes dans la société et la politique russes se sont renforcées d'année en année depuis 2022. La présence publique croissante d'Alexandre Douguine, tant dans les médias russes qu'internationaux, au cours des trois dernières années est l'un des nombreux indicateurs illustrant que, selon les termes de Laruelle [2025], le « fascisme fragmentaire » est en croissance au sein du régime de Poutine. Plus la guerre de la Russie contre l'Ukraine sera longue et couronnée de succès, plus les acteurs, les idées et les réseaux fascistes russes deviendront importants et influents en Russie et au-delà.

27. [Laruelle, 2021, 2024].

28. [Zygar, 2016 ; Laruelle, 2025].

29. [Greene & Robertson, 2022].

30. [Voir également : Snegovaya, 2019, 2020].

Andreas Umland est historien. Originaire de République démocratique allemande. Ses recherches portent sur l'histoire contemporaine de la Russie et de l'Ukraine et sur les régimes de transitions.

Le blog de l'auteur : https://umland.wordpress.com

Article publié sur Ukraine Solidarity Campaign. Traduit en français par Didier Epzstajn et publié sur Entre les lignes entre les mots.

Adresse n° 15/173

Poutine et la paix impossible

Giovanni Savino

Trois ans après, Istanbul est redevenue, pour un moment, le centre de la guerre en Ukraine : c'est là que se sont rencontrées, vendredi 16 mai, les délégations de Moscou et de Kiev, après la proposition de Vladimir Poutine d'organiser un cycle de négociations dans la ville turque et la contre-proposition de Volodymyr Zelensky d'un sommet entre les deux présidents, qui est restée sans suite. Si l'idée derrière l'invitation de Poutine était de reprendre les contacts là où ils avaient été interrompus, sans changer aucune des conditions imposées à l'Ukraine, il y avait aussi la volonté de montrer, une fois de plus, qu'il n'y a aujourd'hui aucun cadre commun, aucune volonté de compromis pour entamer de véritables négociations, n'en déplaise à Trump. Pourtant, au-delà de son résultat, cette rencontre révèle quelque chose d'essentiel : pas tant et pas seulement sur le conflit, mais sur les dynamiques internes à la Russie elle-même et sur les raisons pour lesquelles Poutine a décidé de proposer un sommet avec une conférence de presse au milieu de la nuit du 9 mai, alors qu'il faisait jour à Washington.

Derrière le mur de « caoutchouc » du Kremlin – fait de déclarations de disponibilité à négocier, avant de préciser qu'il faut tenir compte de ses propres positions et des « causes profondes » de la guerre – on aperçoit en effet au loin les tensions d'un système de pouvoir qui a bâti sa longévité sur un équilibre d'intérêts actuellement en phase de reconfiguration. Les élites russes – jamais homogènes, mais aujourd'hui plus que jamais divisées et désorientées – vivent une transformation lente mais irréversible, exacerbée par le conflit, les incertitudes économiques qui ont suivi la résistance aux sanctions, l'usure des dispositifs idéologiques et, en toile de fond, la question de savoir ce qu'il adviendra du pays après la fin de la guerre et après la fin de l'ère Poutine.

Le théâtre du Bosphore : le sommet d'Istanbul

Le sommet du 16 mai semblait dès le départ voué à l'échec : la Russie a réaffirmé des conditions inacceptables pour Kiev – neutralité, reconnaissance des annexions, restrictions militaires –, consciente du refus, tandis que l'Ukraine, forte du soutien militaire occidental, a relancé la partie en demandant un cessez-le-feu inconditionnel et le retrait russe des territoires occupés. Une réaffirmation de ses positions à laquelle se sont toutefois ajoutées des concessions mineures, comme l'échange de prisonniers entre les parties (1 000 contre 1 000), certes significatif pour les familles des militaires, mais malheureusement sans importance pour construire un chemin vers la paix ; la promesse de se revoir, du moins pour l'instant, est indéfinie.

Mais le vrai public n'était pas assis à la table des négociations. Le spectacle mis en scène dans l'ancienne capitale ottomane s'adressait à d'autres : aux États-Unis, à l'opinion publique russe et surtout à ces segments de l'élite moscovite qui, loin de prendre position contre la guerre, commencent à se demander comment en sortir. Les pourparlers ont servi à tester les réactions, à maintenir la fiction d'une volonté de négocier, à contenir ceux qui, au sein de l'establishment, avaient commencé à envisager une normalisation des relations avec les Américains et, par conséquent, avec l'Occident : des positions qui ne sont pas opposées au Kremlin,

mais qui expriment une désorientation face à l'avenir.

L'élite comme système fluide

La Russie est encore aujourd'hui décrite comme l'expression d'un pouvoir vertical, monolithique et inébranlable, caractérisé par le rôle de Poutine, soutenu par une bureaucratie loyale et des oligarques asservis : déjà dans le passé, ce récit a montré sa fausseté, et le cas de la révolte d'Evgeny Prigojine en a été la réfutation la plus flagrante. Aujourd'hui, il semble encore plus trompeur, à la lumière des remous qui se font sentir à la surface, de continuer à présenter ainsi un système bien plus complexe. La guerre a montré certaines caractéristiques du système de pouvoir russe, capable de s'adapter et de faire preuve de souplesse sans pour autant renoncer à sa vocation répressive à l'égard de toute alternative hypothétique ; cependant, des tensions apparaissent à différents niveaux.

Il ne s'agit plus d'une division entre « faucons » et « colombes », entre « idéologues » et « pragmatiques » ou entre « centre » et « périphérie », mais d'une multitude d'acteurs qui agissent selon des logiques pas toujours idéologiques, mais plutôt tactiques, personnelles, situationnelles. Certains poussent à la poursuite indéfinie du conflit, dont ils tirent des avantages directs : pouvoir, ressources, prébendes ; d'autres, en revanche – économistes, fonctionnaires régionaux, responsables de secteurs stratégiques – observent avec une inquiétude croissante l'usure du système productif, la pression inflationniste, le risque d'un effondrement du rouble masqué par des interventions techniques. Enfin, les événements de ces derniers mois autour de la Tchétchénie – un endroit qui a sa propre dynamique – et la figure de Ramzan Kadyrov, qui aurait pris contact avec les pays du Golfe Persique pour s'assurer, ainsi qu'à sa famille, un refuge sûr en cas de revirement soudain, sonnent comme un avertissement inquiétant de ce qui pourrait se passer après la guerre dans le Caucase et dans d'autres régions non russes.

Mais personne ne semble prêt à parier sur ce qui va se passer après la guerre et après Poutine : il y a toute une génération intermédiaire – composée de fonctionnaires, d'administrateurs, d'entrepreneurs généralement âgés de 40 à 50 ans – qui agit en silence, essayant de construire des alliances et des alignements qui ne dépendent plus directement d'un Kremlin engagé dans le conflit et les négociations avec les États-Unis. Une zone grise au sein de l'establishment, qui reproduit un peu celle, bien plus large, qui domine la société russe. Il est bon de le répéter, il ne s'agit pas d'une opposition, mais les trois années de guerre ont contribué à produire une forme de polycentrisme de fait, qui reprend de la visibilité après la tentative de coup de force de Wagner ; Poutine reste le nœud du système, arbitre et bénéficiaire, mais aussi ses mouvements, avec une promotion accrue d'éléments proches de sa famille (Kirill Dmitriev, à la tête du Fonds d'investissement russe, est considéré comme une personne de Katerina Tikhonova, considérée par les médias comme la fille de Poutine) créent de nouvelles contradictions ; la verticalité semble être sous la pression de l'horizontalité des intérêts personnels, et le cas de Kadyrov, qui veut depuis longtemps assurer sa succession en Tchétchénie en insistant pour laisser sa place à son fils de 17 ans, plusieurs fois décoré (avec pas moins de 26 médailles), semble emblématique.

Guerre et rente : la nouvelle économie de la loyauté

La poursuite de la guerre est devenue non seulement une nécessité idéologique, mais aussi un mécanisme économique tordu, qui a servi d'ascenseur social sinistre à des dizaines de milliers de familles des régions russes : le conflit a en effet garanti aux combattants des salaires dix fois supérieurs aux salaires normaux, à leurs familles une série d'avantages – de l'éducation universitaire gratuite à la priorité dans l'attribution des appartements publics – et pourtant cette redistribution assez atroce est minime par rapport aux contrats milliardaires obtenus par les entreprises du complexe militaro-industriel et aux cas de corruption qui émergent de la gestion des structures militaires et civiles du ministère de la Défense.

L'extractivisme russe, basé sur les ressources naturelles, surtout le gaz et le pétrole, semble aujourd'hui avoir trouvé une autre source, à savoir les hommes et leur

guerre. Mais le consentement de cette partie de la population et de l'industrie devrait faire comprendre que le système n'est plus en position de force : il est pris au piège de sa propre guerre. Comme l'a fait remarquer un analyste russe sous couvert d'anonymat à *Meduza*, en commentant le renforcement du rouble par rapport au dollar et à l'euro – une situation qui rend très difficile la réalisation des objectifs budgétaires car elle s'accompagne d'une baisse du prix du pétrole et du gaz – « la guerre est devenue la seule forme de politique intérieure » ; l'économie ne tient que tant que dure le conflit, mais son épuisement, qualifié de « surchauffe » par les experts, est évident.

Les mesures extraordinaires prises pour maintenir le taux de change du rouble (interventions de la Banque centrale, contrôle des capitaux, exportations forcées) ne peuvent pas durer éternellement, l'inflation réelle dépasse les chiffres officiels et la pression fiscale sur les ménages et les petites entreprises augmente. L'establishment économique et financier est conscient de la situation et c'est pourquoi il observe attentivement toute ouverture, même minime, vers l'Occident. De ce point de vue, les pourparlers d'Istanbul ont été interprétés comme un signal : pas pour leur contenu, mais comme un geste, un message adressé aux Américains.

La culture, premier ennemi

L'un des éléments les plus révélateurs de la phase actuelle est la nouvelle vague de répression culturelle, qui ne touche plus les médias ou les ONG, mais reprend à une échelle bien plus grande la guerre contre l'édition indépendante, même lorsqu'elle n'existe plus : à Moscou, le directeur de la distribution de la maison d'édition Eksmo, Anatolij Norovyatkin, a été arrêté avec dix autres personnes pour extrémisme, dans le cadre d'une enquête qui serait liée à une prétendue « propagande LGBT ».

Eksmo, une importante holding éditoriale, a précisé qu'elle n'était pas directement impliquée dans cette affaire, qui concerne en réalité les publications de la maison d'édition Popcorn Books, dont Eksmo a acquis la majorité (51 %) des parts en août 2023. Popcorn Books est coupable d'avoir publié le roman de Katerina Silvanova et Elena Malisova *L'été avec le foulard des pionniers*, où

l'action tourne autour de la relation homosexuelle entre un pionnier et le coordinateur de son équipe pendant un camp d'été. Dès sa sortie, le livre a été au centre d'une polémique, avec le triste privilège d'avoir ouvert la saison des procès contre la « propagande LGBT » dans la littérature ; il n'a pas suffi à la maison d'édition d'être absorbée et donc de disparaître du marché : maintenant, même ses acheteurs sont coupables.

D'ailleurs, la culture est aujourd'hui considérée comme faisant partie de la guerre mondiale pour défendre les valeurs traditionnelles et il n'y a pas de neutralité possible : chaque livre, chaque film, chaque exposition doit être « patriotique », « mobilisateur », « positif ». Tout écart est vu comme un sabotage moral et même l'idée qu'un récit ambigu ou une voix minoritaire puisse circuler est perçue comme une menace stratégique.

Ce qui frappe, c'est la minutie de la répression, qui s'abat sur les éditeurs et les lecteurs, les libraires et les écrivains : le 26 mai à Moscou, se tiendra la première audience contre la célèbre librairie Falanster et son fondateur Boris Kupriyanov, accusés d'avoir participé à une organisation extrémiste ; le principal spécialiste russe de la Corée, Andrei Lankov, professeur à l'université Kunmin de Séoul, a été condamné à une amende pour avoir accordé des interviews à des médias russes indépendants en exil. Dans ce contrôle étouffant, exacerbé par l'intervention de figures comme l'oligarque national-monarchiste Konstantin Malofeev, propriétaire de la holding Tsargrad, c'est moins la force de la répression qui ressort qu'un pouvoir peu sûr de lui, obsédé par le contrôle du langage. La guerre, d'abord extérieure, s'abat une fois de plus sur toute la société : elle combat la possibilité même d'imaginer une Russie différente.

L'avenir comme vide

La Russie post-2022 est un corps en tension : la guerre lui a donné une direction, mais pas de perspective. Le pouvoir continue de fonctionner, mais il a perdu le sens de la transformation, pris au piège dans une nostalgie promue au rang de rétrotopie, dans un présent devenu éternel : le développement est évoqué comme l'attribut d'une victoire lointaine, la croissance économique est considérée comme au service de la résistance à l'Occident. Et pourtant, sous cette surface, une autre Russie commence probablement à prendre forme, et ce n'est pas celle des oppositions en exil ou des manifestations de rue – réprimées et marginalisées – mais celle des coulisses : fonctionnaires, centres de recherche militaire, entreprises « patriotiques », conseillers de niveau intermédiaire qui gardent des contacts en Occident, grands commis ayant des affaires solides avec la Chine ; peut-être divisés sur tout, vu leurs positions différentes, mais unis par le sentiment de devoir préparer leur propre solution à moyen-long terme.

Vladimir Poutine pense pouvoir continuer son jeu sur le front, en visant à écraser l'Ukraine, et au téléphone, en rassurant Trump sur ses intentions de paix tout en essayant de tisser de nouvelles relations outre-Atlantique. Le Kremlin ne croit pas à la paix, et peut-être même que ce sentiment n'existe pas au sein de l'establishment, mais l'angoisse face à l'avenir est palpable.

La Russie de 2025 n'est pas au bord de l'effondrement, mais elle est entrée dans une zone grise, et la verticale du pouvoir doit faire face à de nouvelles contradictions ; le vide politique laissé par l'absence forcée d'une alternative s'étend également à la vacuité de ce que devra être l'avenir du pays. C'est comme si le temps, dans la Russie en guerre, avait cessé d'être linéaire : on ne planifie pas, on ne prévoit pas ; on attend, on gère, on survit et on annonce devant les caméras américaines de vaines promesses de pourparlers. Le fait d'avoir remplacé l'histoire par l'éternel présent, le passé par le cosplay, la politique par la gestion de l'urgence, la stratégie par la répétition, risque de présenter l'addition à la capacité de réaction du système, notamment parce que tout présent absolu, aussi coercitif soit-il, est voué à se fissurer.

Giovanni Savino est historien, spécialiste de la Russie. Il écrit pour *valiglia.blu* et s'occupe notamment de la chaîne Telegram Russia.

Article publié sur *valiglia.blu*. Traduction Deepl de l'italien revue par Michel Lanson. Publié sur le site du Réseau Bastille.

Mensonge, fraude et sacrilège

Yorgos Mitralias

Pourquoi Poutine fait-il de tous les morts soviétiques de la Deuxième Guerre mondiale… des « Russes » ?

Le 9 mai est passé, et comme c'est la constante depuis deux décennies, tant les ennemis que les amis de M. Poutine ont répété à l'unisson que le 9 mai de chaque année, la Russie se souvient et honore les 20 ou 25 millions de ses morts pendant la Seconde Guerre mondiale. On dirait même que ces dernières années, et plus encore cette année en raison de la guerre de M. Poutine contre l'Ukraine, ces millions de morts russes ont été commémorés avec encore plus de force afin de souligner – apparemment – l'absence des Ukrainiens du martyrologe.

Tout ceci n'est qu'un énorme mensonge de plus. Ou plutôt une énorme fraude macabre qui sert uniquement la propagande grande-russe du régime actuel. Et voici le pourquoi. Tout d'abord, l'ensemble de ces morts commémorés n'étaient pas des Russes mais… *d'abord et surtout des civils et des militaires soviétiques.* La différence n'est pas négligeable et la première personne qui devrait en convenir est M. Poutine lui-même, qui en sait quelque chose de l'abysse qui sépare la maudite Union soviétique de sa Fédération de Russie, puisqu'il a coutume de péter les plombs en public quand il parle de la révolution d'Octobre, de Lénine et de ses bolcheviks.

Mais voyons si, malgré tout, il y a un grain de vérité dans la propagande de M. Poutine. Les citoyens et les militaires soviétiques qui sont morts pendant et à cause de la Seconde Guerre mondiale étaient-ils donc uniquement des Russes ? La réponse est donnée par le tableau suivant emprunté à l'article pertinent de Wikipedia (en français et en anglais), qui s'appuie sur l'étude de Vadim Erlikman[1].

Décès par République soviétique

République soviétique	Population en 1940	Pertes militaires	Pertes civiles	Total	% de décès (pop. de 1940)
RSS d'Arménie	1 320 000	150 000	30 000	180 000	13,60%
RSS d'Azerbaïdjan	3.270.000	210 000	90 000	300 000	9,10%
RSS de Biélorussie	9.050.000	620 000	1 670 000	2 290 000	25,30%
RSS d'Estonie	1.050.000	30 000	50 000	80 000	7,60%
RSS de Géorgie	3.610.000	190 000	110 000	300 000	8,30%
RSS kazakhe	6.150.000	310 000	350 000	660 000	10,70%
RSS kirghize	.1530.000	70 000	50 000	120 000	7,80%
RSS de Lettonie	1 890 000	30 000	230 000	260 000	13,70%
RSS de Lituanie	2 930 000	25 000	350 000	375 000	12,70%
RSS moldave	2 470 000	50 000	120 000	170 000	6,90%
RSFS de Russie	110 100 000	6 750 000	7 200 000	13 950 000	12,7% (A)
RSS du Tadjikistan	1.530.000	50 000	70 000	120 000	7,80%
RSS du Turkménistan	1 300 000	70 000	30 000	100 000	7,70%
RSS d'Ouzbékistan	6 550 000	330 000	220 000	550 000	8,40%
RSS d'Ukraine	41 340 000	1 650 000	5 200 000	6 850 000	16,3% (B)
Non identifié	-	165 000	130 000	295 000	
Total en URSS	194 090 000	10 700 000	15 900 000	26 600 000	13,70%

La réponse est bien sûr négative. Bien entendu, la République socialiste fédérative soviétique de Russie, qui comptait à l'époque de loin la plus grande population (110 millions d'habitants), a eu, en chiffres absolus, plus de morts que toute autre République socialiste soviétique. Toutefois, les choses changent considérablement lorsque le calcul est effectué sur la base du pourcentage de la population de chaque République soviétique représenté par ses morts civils et militaires. En effet, le pourcentage de Russes morts (12,7 %) est inférieur au pourcentage moyen de toute l'Union soviétique (13,7 %)! Et pas seulement ça. *Le pourcentage de l'Ukraine est considérablement plus élevé (16,3 %), ce qui la place en deuxième position en termes de pertes humaines, après la Biélorussie (25,3 %), qui a payé le plus lourd tribut de sang,* comme d'ailleurs

1. Vadim Erlikman, *Poteri narodonaseleniia v XX veke : spravochnik,* Moscou, 2004.

en témoigne un des deux ou trois films les plus importants du cinéma mondial : le film terrifiant de réalisme et en même temps profondément philosophique « Va et regarde » (intitulé bêtement « Requiem pour un massacre » en France) du grand réalisateur soviétique Elem Klimov.

Mais que dire des « petits » peuples et nations d'URSS qui sont en permanence ignorés par M. Poutine alors que leurs populations ont été quasiment décimées pendant la guerre ? Comme, par exemple, les Iakoutes qui ont perdu environ 61 % de leurs hommes qui ont combattu avec l'Armée rouge ! Ou les Juifs d'URSS qui ont également subi des pertes énormes, les plus grandes de toutes les nations de l'Union soviétique, puisque sur les 500 000 qui ont combattu dans les rangs de l'Armée rouge, 200 000 ont été tués, soit 40 % (!), tandis que 2 millions de civils Juifs ont également perdu la vie. C'est donc évidemment à cause de cette falsification bien organisée de l'histoire que nous nous obstinons à parler, par exemple, de la « libération d'Auschwitz par des soldats russes », alors qu'en réalité, « Auschwitz a été libéré par la 322e division du « Premier front ukrainien » de l'Armée rouge ». C'est-à-dire, principalement par des soldats ukrainiens. Et ceci n'est qu'un des innombrables exemples de ce genre…

Alors, quand Poutine et sa propagande grande-russe non seulement ignorent les sacrifices de tous ces peuples, nations et nationalités, mais vont jusqu'à confisquer leurs sacrifices et leurs morts en les attribuant à des… « Russes », nous n'avons plus une simple fraude, un simple mensonge, mais quelque chose de bien pire, un vrai sacrilège ! Et le pourquoi de ce sacrilège est manifeste. Ayant décrété qu'il n'y a pas de nation ukrainienne[2], Poutine ne peut évidemment pas admettre qu'il y a eu des millions d'Ukrainiens qui sont morts en combattant le 3e Reich il y a quatre-vingt ans. Et plus encore, il lui est inconcevable d'accepter que les pertes humaines ukrainiennes aient été proportionnellement plus importantes que les pertes russes déjà effroyables. En fait, comme il s'obstine à déclarer que les Ukrainiens ne sont rien d'autre que des Russes « nazifiés », il finit – tout à fait « raisonnablement » dans sa déraison – par russifier aussi… leurs morts de la Seconde Guerre mondiale.

Alors, force est de constater que les fantômes du passé hantent le présent comme jamais auparavant, au moment où même le terrible tribut de sang payé par la population soviétique dans sa lutte antifasciste fait aujourd'hui l'objet d'une opération bien orchestrée de falsification de l'histoire. Juste pour servir les besoins propagandistes du pilleur de tombes sans scrupules qu'est M. Poutine !

Yorgos Mitralias est un internationaliste grec. Journaliste, il est membre du comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) et de la Commission pour la vérité sur la dette grecque. Voir « Ce passé qui nous hante et façonne notre présent ! », *Adresses*, n° 12, 22 mai 2025.

Traduit du grec par l'auteur.

2. Voir mon article, « Poutine : "Lénine est l'auteur de l'Ukraine d'aujourd'hui" ou comment tout ça est la faute à… Lénine et aux bolchevik », *L'Anticapitaliste*, 13 marss 2022.

Féminisme et résistance à la guerre

Liliya Vejevatova

Pourquoi les initiatives populaires menées par des femmes sont-elles devenues l'une des rares formes de résistance résilientes ?

Liliya Vejevatova explore comment les femmes à travers le pays continuent de se soutenir mutuellement et d'établir des pratiques horizontales malgré la répression, l'isolement et la militarisation.

Les règles de vie en Russie ont radicalement changé depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine le 24 février 2022. L'appareil répressif s'est renforcé. Il est également devenu plus sévère. Il ne reste pratiquement plus d'espace pour critiquer le gouvernement, s'engager dans la défense des droits humains ou exprimer des opinions féministes. La Russie connaît désormais presque quotidiennement des détentions, des interrogatoires, des perquisitions et des arrestations pour des motifs politiques. Les militant·es comme les citoyen·nes ordinaires sont touché·es. Des personnes sont licenciées, détenues ou emprisonnées pour avoir tenu des propos antiguerre, participé à des manifestations pacifiques ou publié des opinions impopulaires en ligne. Au moment où nous écrivons ces lignes, 3861 personnes sont impliquées dans des affaires pénales à motivation politique en Russie. Dans le même temps, la société s'est de plus en plus militarisée. Cela est dû aux discours promus par le gouvernement, les médias pro-gouvernementaux, la politique familiale et le système éducatif. Cela inclut des cours obligatoires appelés « Conversations sur des sujets importants », qui justifient la guerre et sont souvent dispensés par des anciens combattants. Parallèlement, la sphère reproductive fait l'objet d'un contrôle accru.

Dans ce contexte, les initiatives féminines locales revêtent une importance particulière. Il est difficile d'évaluer si elles représentent un mouvement de masse ou si elles disposent de ressources suffisantes pour apporter des changements systémiques dans le pays. Cependant, elles continuent de fonctionner malgré la censure, les pressions, la menace de poursuites pénales et le manque de financement.

Nous appelons initiatives féminines locales des collectifs non gouvernementaux, non hiérarchiques et souvent informels qui travaillent de manière autonome, en ligne ou hors ligne, au niveau local ou en réseau. Elles sont unies par leur volonté d'aider les femmes, leur attention aux expériences de violences et leur rejet du programme officiel de l'État, ainsi que par leur perspective féministe ou antiguerre, bien qu'elle ne soit pas toujours explicitement énoncée. En raison des conditions actuelles, ces groupes doivent souvent utiliser des formulations prudentes et des modes d'existence relativement sûrs pour rester sous le radar des forces de l'ordre. Pourtant, ils sont conçus pour être compris par celles qui ont besoin de les comprendre. Ces groupes ne sont pas officiellement enregistrés et ne reçoivent aucun financement public. Souvent, ils ne reçoivent aucun financement du tout. Ils travaillent de manière anonyme ou semi-légale.

Certaines de ces initiatives ont vu le jour bien avant la guerre, dans le cadre d'un mouvement féministe lent, vulnérable, mais vivant en Russie. D'autres ont émergé après le début de l'invasion de l'Ukraine, en réponse à la violence, à l'anarchie et aux destructions croissantes. Contrairement au militantisme féminin pro-gouvernemental, qui

se concentre sur la démographie, la militarisation et le soutien aux «valeurs traditionnelles», les initiatives citoyennes s'attaquent aux problèmes réels auxquels les femmes sont confrontées dans un pays en guerre.

Comment ces initiatives ont-elles évolué depuis 2022 ? Quels types d'actions sont menées ? Quels sont les risques auxquels les féministes sont confrontées et pourquoi leurs expériences sont-elles importantes pour l'avenir de la société civile en Russie ?

Notre objectif n'est pas de fournir un aperçu exhaustif, mais plutôt de montrer comment, malgré les difficultés, des communautés dans différentes régions de Russie continuent d'exister et d'évoluer, protégeant les femmes et d'autres groupes vulnérables.

Réponse à l'invasion

Un mouvement féministe existait déjà en Russie avant 2022. Des groupes féministes étaient actifs dans tout le pays. Selon l'organisation féministe russe *Ona* (Elle), en 2021, des événements féministes ont été organisés dans 45 grandes villes en dehors de Moscou et de Saint-Pétersbourg.

Les campagnes en faveur des sœurs Khachaturyan, la promotion d'une loi contre la violence domestique et l'affaire Ioulia Tsvetkova ont été largement médiatisées. Les féministes se sont également opposées aux tentatives de restriction de l'accès à l'avortement. À Saint-Pétersbourg, Novossibirsk, Tcheliabinsk et dans d'autres villes, des femmes ont organisé des piquets de grève et des campagnes publiques avec des slogans tels que «Mon corps, mon choix» et «Si tu ne donnes pas naissance, tu n'as pas ton mot à dire». Il existe des projets à grande échelle et des ONG qui se consacrent à l'aide aux femmes concernées, tels que Nasiliu.net (Non à la violence), le Consortium of Women's Non-Governmental Organizations (Regroupement des organisations non gouvernementales de femmes) et Syostry (Sœurs). Il y a également eu des initiatives locales plus modestes, telles que Rebra Yevy (Les côtes d'Ève) à Saint-Pétersbourg et un groupe féministe dans la ville d'Astrakhan. Presque toutes les universités régionales ont vu émerger des groupes féministes ou des publications (par exemple, FemKubanka à l'université d'État du Kouban et FemIrGU à l'université d'État d'Irkoutsk). Ces groupes ont organisé des événements de sensibilisation, des clubs de lecture, des expositions et des festivals, tels que Ne Vinovata (Non coupable) et le Moscow FemFest.

Bien que la guerre ait radicalement changé les conditions de travail, elle n'a pas marqué le début du mouvement ; mais plutôt constitué un moment de transformation d'un domaine déjà établi

Si la guerre a radicalement changé les conditions de travail, elle n'a pas marqué le début du mouvement, mais plutôt constitué un moment de transformation dans un champ déjà bien établi.

Dans les mois qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine, les manifestations contre la guerre étaient encore publiques en Russie. Malgré une répression croissante, des piquets de grève, des manifestations de rue et des distributions d'autocollants et de tracts contre

la guerre ont eu lieu dans tout le pays. Les initiatives féminines locales ont été parmi les rares formes de résistance résilientes, qu'il s'agisse d'initiatives préexistantes ou de celles qui ont vu le jour en réponse aux événements actuels. Ces initiatives ont pris en charge la coordination des actions, l'entraide et l'élaboration d'un langage de résistance. Leur travail a largement défini le visage de la protestation antiguerre en Russie, en particulier sur l'horizontalité, la décentralisation et la vulnérabilité avec une résilience frappante.

Féministes contre la guerre

La Résistance féministe contre la guerre (FAWR) a vu le jour fin février 2022 en réponse à la guerre et à la militarisation croissante. Le réseau s'appuyait sur des liens sociaux préexistants entre des militantes féministes à travers le pays. Le deuxième jour de l'invasion, des militantes ont publié le *Manifeste de la Résistance féministe contre la guerre*. Le manifeste appelait les femmes à s'unir dans la lutte pour la paix. Des militantes du monde entier ont immédiatement traduit le manifeste en 30 langues. La FAWR a lancé une campagne ouverte intitulée «Women in Black» (Femmes en noir), au cours de laquelle des femmes ont organisé seules des piquets de grève à travers le pays pour demander la fin de la guerre. Les membres du mouvement ont participé à des manifestations de masse, organisé leurs propres manifestations et distribué des tracts.

En avril 2022, des informations ont fait état de la mort d'au moins 5 000 civil·es à Marioupol et de l'enterrement de corps devant des immeubles résidentiels. En réponse, les militantes du FAWR ont organisé la campagne commémorative Marioupol-5000, installant des pierres tombales symboliques dans les jardins résidentiels de plusieurs villes russes. L'objectif de cette action était de détourner l'attention du public du militarisme émotionnel perpétué par la propagande pour la porter sur le sort tragique des civil·es. Dans le même but, le FAWR a publié pendant deux ans un journal intitulé *Zhenskaya Pravda*.

Parallèlement, des militantes ont mis en place une infrastructure horizontale en organisant des canaux d'entraide, en compilant des bases de données pour le soutien juridique et psychologique, en créant des guides de sécurité numérique et des modèles de lettres et de pétitions, ainsi qu'en mettant en place des «tchat» privés et sécurisés pour la coordination. Les membres ont formé de petites cellules autonomes en Russie et à l'étranger. Elles ont adapté le matériel à leur contexte local et ont agi de manière indépendante.

À l'été 2022, la répression s'est intensifiée, avec des arrestations massives, des interrogatoires et des perquisitions qui devenaient monnaie courante. Certaines militantes de la FAWR ont été contraintes de quitter le pays, tandis que d'autres ont poursuivi leur travail dans la clandestinité. En décembre 2022, le gouvernement russe a commencé à percevoir les initiatives féministes comme une force politique organisée, puis a qualifié la FAWR d'agent étranger, un statut discriminatoire appliqué aux organisations ou aux individu·es qui, selon le gouvernement, reçoivent des fonds de l'étranger ou sont sous influence étrangère.

En avril 2024, un an et demi plus tard, la FAWR a été ajoutée à la liste des «organisations indésirables». Le gouvernement a déclaré que leurs activités menaçaient l'ordre constitutionnel, la capacité de défense ou la sécurité du pays, et a interdit toute activité et tout soutien à la FAWR en Russie.

Aujourd'hui, la FAWR est un vaste réseau décentralisé de 22 cellules actives s'étendant de la Corée du Sud aux États-Unis, ainsi qu'une communauté de femmes participantes individuelles à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie. Cette structure en réseau permet au mouvement de rester résilient et de poursuivre son travail malgré la censure et la répression. Les militantes se réunissent pour organiser des manifestations locales, s'entraider, défendre les droits humains et mener des campagnes de sensibilisation. La campagne #передано_из_россии (Envoyé depuis la Russie), lancée en mars 2024, est un exemple frappant de ce type de coordination. Cette campagne, qui s'est déroulée pendant l'élection présidentielle, a rassemblé des participantes de différents pays devant les bureaux de vote installés dans les consulats et les ambassades. Elles brandissaient des pancartes sur lesquelles figuraient des messages de personnes vivant en Russie, des mots que ces dernières ne pouvaient pas prononcer librement dans leur pays. Ce mode de protestation a également été utilisé

lors des commémorations des 8 et 9 mai et du 17 novembre (après l'assassinat d'Alexeï Navalny), ainsi que lors des marches LGBT+. La campagne est devenue une forme d'expression collective et un espace de solidarité.

Mouvement des proches des soldats mobilisés

Lorsqu'on évoque la résistance des femmes au début de la guerre, il est important de mentionner les manifestations organisées par les épouses et les mères des soldats incorporés après la «mobilisation partielle des réservistes militaires» déclarée par la Russie en septembre 2022. Ces manifestations ne sont pas le fruit d'un mouvement féministe organisé. Il s'agit plutôt d'initiatives spontanées et populaires menées par des femmes confrontées à la violence de l'État de la manière la plus personnelle qui soit: la conscription de leurs proches. Malgré le manque de ressources, d'institutions ou d'infrastructures «oppositionnelles», elles ont réussi à créer des groupes d'entraide, à développer un langage pour l'expression publique et à défendre leur droit à la solidarité. Il s'agit là d'un des exemples les plus remarquables d'activisme féminin populaire apparu pendant la guerre. Depuis l'automne 2022, des femmes de tout le pays organisent des piquets de grève, enregistrent des vidéos d'appel et descendent dans la rue pour réclamer le retour de leurs proches.

Les manifestations au Daghestan et en Yakoutie ont été massives, rassemblant jusqu'à 1 500 personnes et ont été réprimées avec violence par les forces de sécurité. Le 25 septembre 2022, par exemple, la police et les agents de la Garde nationale ont dispersé un rassemblement majoritairement féminin à Makhachkala. La police a utilisé des gaz lacrymogènes contre les manifestantes et a traîné de force nombre d'entre elles dans des fourgons de police. Néanmoins, les femmes sont revenues dans les rues le lendemain et la manifestation a été réprimée une fois de plus. Les organisations de défense des droits humains ont rapporté qu'au moins 250 personnes, dont des journalistes couvrant les événements, ont été arrêtées à Makhachkala au cours des deux jours. En Yakoutie, environ 6 000 hommes sur une population masculine totale de 400 000 ont été mobilisés. Les manifestant·es ont évoqué un génocide des peuples autochtones et ont souligné les failles du projet de loi et la répartition inégale des avis de mobilisation dans le pays. Des forces de sécurité venues de Moscou ont été déployées dans la région pour réprimer les manifestations.

Au cours de cette période, les femmes qui manifestaient ont attiré l'attention sur des problèmes tels que le manque de formation des soldats mobilisés, la pénurie d'uniformes et de fournitures médicales, l'absence de rotation dans les zones de combat, la signature forcée de contrats et la mobilisation illégale. Elles ont également exprimé leur inquiétude quant à l'envoi de conscrits au front et ont appelé à des négociations de paix avec l'Ukraine. Les manifestations ont été alimentées par l'inquiétude pour les proches mobilisés, ainsi que par la plus grande dépendance économique des femmes à l'égard des hommes dans des régions telles que le Daghestan, la Kabardino-Balkarie et la Yakoutie. La conscription inégale et intense dans ces régions a souvent laissé des familles sans soutien financier et sans moyens de subsistance.

À l'occasion de la fête des mères en novembre 2022, la FAWR, en collaboration avec les mères des personnes mobilisées, a lancé une campagne exigeant le retrait des troupes d'Ukraine et le retour des hommes. Elle a recueilli plus de 100 000 signatures en quelques jours seulement.

Au fil du temps, les manifestations spontanées de femmes ont commencé à prendre des formes plus organisées. Des initiatives indépendantes coordonnant les actions des militantes ont vu le jour, telles que le Conseil des mères et des épouses et Put'Domoy (Le chemin du retour). Elles ont publié des manifestes et des pétitions, et organisé des événements et des «flash mobs». En novembre 2023, des militantes de Put'Domoy ont lancé une pétition contre l'«esclavage légalisé» et la «mobilisation indéfinie des réservistes militaires». Elles ont également organisé un «flash mob» au cours duquel elles ont collé des autocollants sur des voitures avec le slogan «Верните мужа, я Za#балась» (Rends-moi mon mari, je suis foutue).

Les autorités ont réagi durement à ces manifestations. Elles ont refusé l'autorisation de rassemblement, arrêté des participantes, bloqué des groupes et des publications sur

les réseaux sociaux et fait pression sur les hommes dont les femmes participaient aux manifestations. Les femmes ont néanmoins persévéré. Elles ont organisé des événements hebdomadaires, tels que des dépôts de fleurs sur la tombe du Soldat inconnu près du Kremlin et des sit-in devant le ministère de la Défense.

Au début de l'année 2024, les manifestations des proches des mobilisés ont perdu de leur ampleur. Le Conseil des mères et des épouses et The Way Home ont été qualifiés d'« agents étrangers » et contraints de cesser leurs activités publiques. Début 2025, Olga Tsukanova, fondatrice du Conseil des mères et des épouses, a été arrêtée pour avoir prétendument manqué à ses obligations légales en tant qu'« agent étranger ». À l'heure actuelle, elle est toujours en détention provisoire et risque jusqu'à deux ans de prison.

Cependant, l'expertise en matière d'auto-organisation n'a pas disparu. De nombreuses participantes au mouvement pour la démobilisation poursuivent leurs efforts à travers des activités moins visibles. Il s'agit notamment de soutenir les familles des hommes mobilisés, de s'engager dans la défense des droits humains, de faire du bénévolat et d'aider d'autres initiatives. Grâce à leur expérience personnelle, à leur solidarité spontanée et à leur soutien mutuel, les bases d'un mouvement féminin résilient et populaire, capable de fonctionner même dans un régime fermé, militarisé et répressif, sont en train d'être jetées.

Armée des belles [Army of Beauties]

L'Armée des belles est une initiative populaire menée par des femmes qui a vu le jour en 2022, fondée par Nadine Geisler, de son vrai nom Nadejda Rossinskaya, photographe et fleuriste à Belgorod. Lorsque la guerre a éclaté, elle a transformé son appartement en refuge pour les réfugié.es ukrainien·nes, qu'elle a ensuite transformé en centre d'aide humanitaire.

À cette époque, il existait de nombreux groupes de volontaires à Belgorod, mais la plupart d'entre eux se concentraient sur l'aide aux militaires. L'Armée des belles, en revanche, s'est concentrée sur l'aide aux réfugié.es et aux personnes restées dans les zones touchées par la guerre. Malgré l'absence de soutien institutionnel et la menace constante de persécutions, Nadine Geisler et ses camarades ont évacué des personnes des régions frontalières, distribué de l'aide humanitaire et trouvé des logements temporaires.

Les activités du groupe n'ont pas échappé aux autorités. En février 2024, Geisler a été arrêtée et accusée de haute trahison. En juin 2025, elle a été condamnée à vingt-deux ans de prison dans une colonie pénitentiaire.

Initiatives locales

Depuis 2022, de petits groupes féministes ont poursuivi leur travail ou ont vu le jour dans différentes régions de Russie. Bien que ces initiatives soient rarement relayées par les médias, elles font partie intégrante du tissu de la résistance. Elles ne sont pas unies par une idéologie commune, mais par une pratique commune : protéger les personnes vulnérables, aider les victimes de traumatismes et s'opposer systématiquement à la militarisation et à la violence.

Le groupe féministe Feminitiv.Kaliningrad opère de manière isolée dans la région enclavée de Kaliningrad. Ses membres organisent des événements éducatifs, des projections de films et des conférences. Elles créent également des espaces sûrs pour discuter des questions féministes, de la violence, des droits reproductifs et de la santé mentale. Le groupe propose des séances gratuites de conseil avec des psychologues bénévoles sur une base individuelle. Malgré leurs ressources limitées et les risques permanents, elles soutiennent les manifestations de solidarité locales et s'engagent activement auprès des jeunes.

Women's Solidarity est né dans la communauté anarchiste de la ville d'Irkoutsk. Les militantes organisent des concerts de musique punk et enquêtent sur les cas de maltraitance dans les colonies pénitentiaires pour femmes. Elles collaborent également avec des organisations de défense des droits humains et des centres d'aide d'urgence. Elles participent à des initiatives menées par les mères de prisonniers, fournissent une assistance juridique, distribuent de l'aide humanitaire et mènent des activités antimilitaristes. Grâce à sa structure horizontale et à ses liens étroits avec d'autres organisations de gauche

et de défense des droits humains, le groupe reste actif malgré une répression croissante.

Les militantes féministes de Tcheliabinsk organisent des cercles de discussion et des rencontres thématiques. Elles forment un réseau de connexions horizontales sous le nom collectif Jenschina Mojet ! (Une femme peut !). Ces groupes sont généralement informels et fonctionnent sur la base de relations personnelles, d'une coordination ponctuelle et d'une confiance mutuelle. Ils se concentrent sur le soutien mutuel, le traitement des expériences de violence et de traumatisme, l'organisation de discussions, de pique-niques féministes, de projections de films et d'actions de solidarité.

Le média féministe *Ogon'* (Feu) est actif à Krasnodar. Une petite équipe de militantes produit des argumentaires et organise des événements afin de contribuer à la création d'une communauté sûre et solidaire pour les femmes.

Ces groupes peuvent s'adapter à des conditions changeantes grâce à leur format décentralisé, leurs liens horizontaux et l'absence de structure formelle. Malgré des possibilités d'action publique limitées, elles poursuivent leur travail à travers des pratiques de soutien et de résistance significatives, bien que souvent invisibles, dans la vie quotidienne.

Il est important de noter que les initiatives féminines locales dans les républiques nationales russes opèrent dans des conditions difficiles. L'autoritarisme croissant est aggravé par la pression patriarcale traditionnelle. Parallèlement, la militarisation se conjugue à une vulnérabilité systémique et à un manque d'infrastructures de soutien. Malgré la répression, les militantes poursuivent leurs efforts, travaillant souvent dans l'ombre, sans statut officiel ni déclaration publique. Elles s'attachent à aider les femmes, à défendre leurs droits et à mener une réflexion critique sur leur place dans la société.

Des groupes féministes tels que BashFem et FemKyzlar sont actifs dans les républiques du Bachkortostan et du Tatarstan. Elles organisent des réunions, des tables rondes et des groupes de soutien afin d'explorer les intersections entre le féminisme et l'islam. Elles génèrent des connaissances locales malgré la censure et la stigmatisation.

L'initiative Ya-Svoboda (I-Liberté) en République de Bouriatie poursuit son travail, né dans un contexte de défense des droits humains. Le groupe a lancé une campagne contre le harcèlement de rue en 2022 et se concentre actuellement sur la création d'un refuge pour femmes dans la ville d'Oulan-Oude. Le projet aide les femmes et d'autres groupes alliés à faire face aux conséquences de la violence. Il fournit des conseils juridiques, explique comment obtenir de l'aide et offre des ressources pour le rétablissement psychologique. Il sensibilise également de manière constante à des questions négligées, allant de la violence domestique aux lacunes de la législation. Dans une région où l'État néglige ses responsabilités sociales, de telles actions deviennent une forme de résistance politique.

L'activisme féministe est rarement présent dans la sphère publique dans le Caucase du Nord, non pas parce qu'il n'existe pas, mais parce que les risques sont exceptionnellement élevés. Bien que cela ne soit pas impossible, ces efforts sont extrêmement dangereux en raison de la pression exercée par l'État et les milieux traditionalistes. Dans ce contexte, la confiance, la flexibilité et les réseaux horizontaux sont essentiels pour mener des actions efficaces et ciblées.

Parallèlement à des efforts anonymes et clandestins, certaines initiatives plus structurées existent. Le groupe de défense des droits humains Marem soutient les femmes victimes de violences domestiques dans les républiques nationales de Tchétchénie, du Daghestan, d'Ingouchie et d'Ossétie. Le groupe fournit des conseils juridiques et psychologiques et, si nécessaire, aide à évacuer les femmes vers des lieux sûrs.

Selon les coutumes locales, les enfants de la région sont considérés comme faisant partie de la lignée paternelle. En cas de séparation familiale, cela conduit souvent les mères non seulement à perdre la garde de leurs enfants, mais aussi à se voir refuser tout contact avec eux. Le projet de recherche et d'éducation Kavkaz bez Materi (Caucase sans mères) s'efforce de remédier à cette situation.

Malgré de nombreux obstacles, le groupe de crise SK SOS poursuit son travail considérable pour défendre les droits des personnes LGBT+ dans le Caucase du Nord. Des défenseur·euses des droits humains et des militant.es ont fondé ce projet en 2017, lorsque des informations ont fait état de persécutions et de meurtres massifs de personnes LGBT+ en Tchétchénie. Le programme *SK SOS* aide les personnes LGBT+ à fuir les régions où elles sont victimes de discrimination, de violences et en proie à des dangers mortels.

Dans les républiques nationales russes, l'agenda féministe est étroitement lié à la pensée décoloniale. Les militantes rejettent les rôles qui leur sont imposés, remettent en question les normes culturelles et développent un langage de résistance fondé sur leur expérience personnelle et sur le contexte local. Cela a donné naissance à une forme unique de mouvement féministe : intersectionnel, résilient et profondément ancré dans les communautés qu'il sert.

Résistances

Depuis 2022, la pression sur les droits reproductifs s'est intensifiée en Russie. Parmi les changements significatifs, on peut citer les tentatives de restriction de l'accès à l'avortement, l'introduction d'amendements sur la « protection de la vie avant la naissance » à la Douma d'État, l'adoption d'une loi contre la « propagande pour le non-bébé » et l'implication accrue de l'Église orthodoxe russe dans les questions de santé. La propagande d'État ne considère plus les femmes comme des individues mais comme des instruments de la politique démographique. Dans un contexte de militarisation et de patriarcat, les initiatives numériques féminines à la base sont devenues l'une des rares formes de résistance : horizontales, réparties localement, souvent invisibles mais très efficaces.

En réponse à la montée de la violence et à l'atteinte à leur autonomie corporelle, les femmes ont commencé à créer des systèmes de soutien en dehors des canaux officiels. C'est ainsi qu'est né le Fonds de stockage de contraception d'urgence. Sa fondatrice a déjà été interviewée par *Posle*. Le projet rassemble plus de 220 femmes bénévoles de 80 villes à travers la Russie, qui opèrent via un « bot » Telegram. Grâce à ce système, des dizaines de femmes et de filles, y compris des survivantes de violences sexuelles, ont pu accéder gratuitement, anonymement et rapidement à la contraception d'urgence. Il s'agit là d'une forme de résistance à l'état pur qui s'exerce au niveau de l'autonomie

corporelle dans une situation d'isolement juridique et social.

Une autre forme de soutien essentielle a été mise en place par les militantes à l'origine de l'initiative Popoutchitsa (Compagne de voyage). Ce qui a commencé comme de petits groupes Telegram s'est transformé en un réseau de solidarité complet, permettant aux femmes de tout le pays de s'entraider pour rentrer chez elles en toute sécurité. Elles trouvent des compagnes de voyage, accompagnent des inconnues, partagent leurs itinéraires et offrent leur soutien via un «bot» et des «chats» locaux. Cette initiative aborde les questions de sécurité physique et du droit des femmes à se déplacer librement dans la ville. Elle permet aux femmes de choisir leurs itinéraires et leurs horaires sans crainte, de gérer leur temps et de vivre sans se limiter en raison de la menace croissante de violences exacerbées par la guerre.

L'Alliance des initiatives féminines opère à la croisée du politique et du social. C'est l'une des rares structures publiques à avoir lancé une campagne en faveur des droits reproductifs. Les militantes ont lancé une pétition demandant des réformes du système de soins maternels, notamment l'augmentation des allocations de maternité, la suppression de toutes les restrictions à l'avortement dans les cliniques privées, l'interdiction à l'Église orthodoxe russe d'interférer dans la médecine et la résolution des pénuries d'anesthésiques et de vaccins dans les maternités. Parallèlement, les membres de l'Alliance ont lancé une campagne d'envoi de lettres massives à la Douma d'État et aux dirigeant·es des partis politiques. Ces lettres demandaient aux dirigeant·es de rejeter un projet d'amendement à la loi «sur les principes fondamentaux de la protection de la santé publique», qui proclame la nécessité de «protéger la vie avant la naissance». En substance, cette formulation ouvre la voie à une interdiction totale de l'avortement et met en danger l'accès des femmes enceintes aux soins médicaux. Leurs actions montrent que la résistance politique fondée sur l'expérience et la réalité quotidienne des femmes est possible, même sous une censure sévère.

Le projet «Droit à l'avortement» a vu le jour dans le contexte de l'offensive politique contre les droits reproductifs en Russie. L'initiative apporte un soutien juridique et informatif aux femmes qui rencontrent des obstacles dans leurs démarches pour obtenir une interruption médicale de grossesse. Les militantes ont rassemblé des informations actualisées sur la manière de procéder à un avortement légal et ont lancé un «bot» Telegram grâce auquel les utilisatrices peuvent bénéficier de consultations juridiques personnalisées. Cette initiative est une réponse directe à la pression croissante exercée par l'État, l'Église et certaines institutions médicales. Elle a un objectif à la fois pratique et politique : défendre les droits fondamentaux des femmes sur leur corps et leurs droits juridiques.

Enfin, Gribni:tsa est un projet féministe libertaire qui opère à la croisée des domaines des soins, de l'entraide et de l'action politique. Il réunit des militantes de différentes régions au sein d'un réseau qui assure un soutien et une coordination. Les participantes échangent leurs expériences, partagent leurs ressources et organisent des manifestations collectives. Les militantes de Gribni:tsa mettent fortement l'accent sur la mise en œuvre des principes d'interaction horizontale et de prise de décision par consensus afin de nourrir la dynamique interne d'initiatives durables. L'un des outils pratiques du projet est un manuel sur l'organisation d'événements militants en Russie. Ces événements vont des soirées de rédaction de lettres pour les prisonnier·es politiques à des actions de nettoyage local en passant par des discussions sur des films et des livres. Gribni:tsa démontre que même dans des conditions d'isolement et de pression, des formes résilientes d'action collective peuvent être créées sans structures formelles ni visibilité publique.

Une autre campagne majeure exigeant l'adoption d'une loi tant attendue pour lutter contre la violence domestique est en cours dans toute la Russie. Une pétition a été lancée sur le portail Russian Public Initiative pour exhorter les autorités fédérales à reprendre les discussions sur cette loi, qui a été reportée et rejetée à plusieurs reprises au fil des ans. La pétition a rapidement recueilli plus de 100 000 signatures vérifiées, ce qui signifie que la commission fédérale compétente doit désormais examiner cette initiative.

Pour attirer l'attention sur cette campagne, les pages publiques de groupes féministes

à travers le pays ont partagé des photos de femmes brandissant des pancartes faites à la main avec des messages tels que «Nous avons besoin de cette loi», «C'est de la violence, pas de la famille» et «Je refuse de me taire». Ces images proviennent aussi bien de grandes villes que de petites localités. Les visages de nombreuses participantes sont masqués, non pas pour créer un effet dramatique, mais pour des raisons de sécurité. Face à la répression croissante en Russie, même un geste symbolique est devenu risqué.

Une telle loi est particulièrement urgente compte tenu du retour massif des soldats du front. Des milliers de femmes sont confrontées à une violence accrue tout en perdant les moyens de protection les plus élémentaires. Dans un contexte de militarisation et d'effondrement des institutions sociales, une loi comme celle-ci pourrait constituer une barrière essentielle, même imparfaite, entre les femmes et de nouvelles violences. Il ne s'agit plus seulement d'une initiative législative, mais d'une question de survie. Des initiatives citoyennes comme celles-ci ont constitué le fondement de la résistance des femmes au cours des trois dernières années. Elles n'ont ni hiérarchie, ni statut juridique, ni possibilité d'être interdites, mais elles fonctionnent parce qu'elles reposent sur la confiance, la solidarité et l'expérience vécue.

La résilience des personnes vulnérables

Les initiatives féminines locales survivent non pas malgré leur vulnérabilité, mais grâce à elle. L'absence de hiérarchie, d'enregistrement officiel, de figures publiques et d'adhésion fixe les rend moins vulnérables à la violence étatique. Alors que les institutions traditionnelles qui renforcent la résilience «selon les règles» s'effondrent, les réseaux de solidarité perdurent. Ces réseaux reposent sur des liens horizontaux, une coordination ponctuelle et la confiance personnelle.

Il ne s'agit pas d'un choix stratégique, mais plutôt d'un mécanisme de survie adaptatif. Les initiatives émergent, disparaissent, changent de format, se dissolvent, se regroupent et forment de nouvelles

configurations. Elles ne construisent pas de structures verticales, elles s'enracinent dans la réalité. La flexibilité, l'invisibilité et la petite échelle ne sont pas des faiblesses, mais plutôt des sources de résilience.

Cependant, ces structures ont leurs inconvénients à longs termes. Moins une initiative est visible, plus il est difficile de la faire entendre. Si l'anonymat offre une protection contre la répression, il conduit également à l'isolement et à l'absence de soutien. L'épuisement émotionnel, la peur et l'incapacité à planifier plus de trois mois à l'avance font partie intégrante de ce travail. Bien que la décentralisation n'élimine pas la pression, elle contribue à empêcher la disparition totale. Ces initiatives ne se développent pas selon la logique du marché ou de la bureaucratie. Elles se propagent comme un mycélium[1].

Alternatives féministes

Les initiatives féminines locales en Russie répondent aux conséquences de la guerre, telles que l'augmentation de la violence, la pression sur la société civile et la perte de la sécurité fondamentale. Mais elles créent également des espaces dans lesquels différentes règles d'interaction peuvent être établies. Leur travail est basé sur la bienveillance, les relations horizontales et un soutien mutuel quotidien et constant, plutôt que sur la coercition et la subordination.

Dans ce cadre, les femmes ne sont pas des objets de politique étrangère ou de statistiques démographiques. Elles sont plutôt des figures autonomes qui prennent des décisions, organisent l'aide, établissent des liens et créent des modes de vie durables.

Ces initiatives s'inscrivent dans une perspective féministe qui s'exprime à travers des actions concrètes et non par de simples déclarations idéologiques. Il s'agit d'un travail quotidien qui consiste à faire face à la vulnérabilité, tant la sienne que celle des autres. Ce travail rejette la peur et l'utilisation de la violence comme arme. C'est un choix en faveur de la bienveillance et de l'entraide, et non une adhésion aux rôles de genre. Il s'agit plutôt d'une stratégie politique employée lorsque d'autres formes d'action sont bloquées ou criminalisées.

Lorsque l'État s'appuie sur la guerre, la soumission et le contrôle physique, les initiatives féminines locales offrent une base alternative, aussi fragile soit-elle. Grâce à la bienveillance, à l'entraide et aux liens horizontaux, elles trouvent un moyen non seulement de survivre, mais aussi de préserver un espace dans lequel elles peuvent rester humaines.

Il ne s'agit pas d'un geste désespéré ou d'un idéal abstrait. Vivre autrement est un choix réel et reproductible. Il ne s'agit pas de se soumettre, mais de se soutenir. Il ne s'agit pas de peur, mais de travailler ensemble. Il n'y a pas d'autre moyen d'assurer l'avenir.

Liliya Vejevatova est une militante féministe et LGBT+. Elle est coordinatrice de Feminist Anti-War Resistance, une organisation locale qui œuvre plusieurs villes en Russie et à l'étranger.

Source : *Posle*. Traduction Deepl revue par Michel Lanson, publié par le Réseau Bastille.

1. NdT. Champignon. De manière invisible, en réseau et de façon non linéaire. C'est ce qui les rend résilintes dans des conditions où la simple survie est une forme de résistance.

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES IMAGES

Entre les lignes entre les mots

Trop souvent, la pensée émancipatrice fait l'impasse sur certains domaines, ânonne des évidences sans doutes, évite d'emprunter certains sentiers peu fréquentés ou perd la mémoire des réflexions antérieures. Donner envie de lire, susciter la curiosité et le désir de mieux cerner les réalités, en pointant des éventuelles difficultés ou les disputes souhaitables.
Prendre éventuellement position mais ne pas trancher les débats, essayer de présenter les divergences ou les problématiques mais ne pas figer les réponses, donner des appréciations sans dénier d'autres points de vue.

De nombreuses pages sur la «question russe».

Russie Libertés

Crée en 2012, Russie Libertés organise des actions, des conférences, des expositions en défense des libertés démocratiques en Russie. L'association apporte également son soutien aux Ukrainiens, Bélarusses, Géorgiens et tous les peuples agressés par le Kremlin.

RUSSIE LIBERTÉS

Memorial France

Mémorial-France a pour objet de soutenir la mémoire des violations des droits humains dans le passé et la défense des droits aujourd'hui dans les États de l'ex-URSS et de l'ancien «bloc de l'Est» ainsi qu'enrichir la réflexion publique sur les questions de la violence émanant des institutions dans les régimes autoritaires et illibéraux.

MEMORIAL FRANCE

Samizdat 2

Samizdat est un mot russe qui signifie littéralement «auto-édité» qui a permis aux oppositions à la dictature stalinienne de faire entendre leur voix. Quelques quarante années et un Maïdan ukrainien plus tard, Poutine fait déferler ses troupes sur l'Ukraine. Alors que toute expression politique indépendante, est désormais pourchassée en Russie, Samizdat 2 s'emploie à faire connaitre la voix de l'opposition démocratique russe opposée à la guerre.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° 42 – 12 septembre 2025

IMPASSE
DES
SOUPIRS